

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME XX

1923

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
No. 501. — Italie, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant les placements en emprunts de guerre, signée à Rome le 6 avril 1922.	11
No. 502. — Costa-Rica et Royaume-Uni :	
Echange de notes concernant l'importation, du Royaume-Uni à Costa-Rica, de la morphine et des drogues similaires. San José, les 23-24 mai 1921, Panama, le 9 mars et San José, le 25 juillet 1923.	19
No. 503. — Grèce :	
Protocole relatif à l'établissement des réfugiés en Grèce et à l'institution, à cet effet, d'un office autonome d'établissement des réfugiés, signé à Genève le 29 septembre 1923 ...	29
No. 504. — Grande-Bretagne, France et Italie :	
Déclaration relative à l'établissement des réfugiés en Grèce et à l'institution, à cet effet, d'un office autonome d'établissement des réfugiés. Genève, le 29 septembre 1923....	41
No. 505. — Pérou et Venezuela :	
Convention relative au service des valises diplomatiques, signée à Lima le 14 mars 1923...	45
No. 506. — Grande-Bretagne et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à des exemptions réciproques de droits de douane pour certains échantillons de marchandises, signée à Londres le 31 janvier 1923.	53
No. 507. — Belgique et Danemark :	
Accord concernant la navigation aérienne, signé à Copenhague le 28 juin 1923.... ...	59

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XX

1923

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Pages
No. 501. — Italy, Poland, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :	
Convention regarding investments in war-loans, signed at Rome, April 6, 1922... ..	11
No. 502. — Costa Rica and the United Kingdom :	
Exchange of Notes concerning the importation from the United Kingdom into Costa Rica of morphine and similar drugs. San José, May 23-24, 1921, Panama, March 9, and San José, July 25, 1923	19
No. 503. — Greece :	
Protocol relating to the settlement of Refugees in Greece and the creation for this purpose of a Refugees Settlement Commission, signed at Geneva, September 29, 1923 ...	29
No. 504. — Great Britain, France and Italy :	
Declaration relating to the settlement of Refugees in Greece and the creation for this purpose of a Refugees Settlement Commission. Geneva, September 29, 1923... ..	41
No. 505. — Peru and Venezuela :	
Agreement respecting the service of diplomatic bags, signed at Lima, March 14, 1923...	45
No. 506. — Great Britain and Czechoslovakia :	
Agreement respecting the Customs Clearance of Commercial Travellers' Samples, signed at London, January 31, 1923	53
No. 507. — Belgium and Denmark :	
Agreement relating to Air Navigation, signed at Copenhagen, June 28, 1923... ..	59

	Pages
No. 508. — Finlande et Suède :	
Arrangement concernant l'assurance des ouvriers contre les accidents, signé à Helsingfors le 11 septembre 1923	79
No. 509. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité pour la réglementation de certaines questions concernant la nationalité, signé à Prague le 29 juin 1920	85
No. 510. — Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas :	
Protocole relatif à l'adhésion des Pays-Bas aux modifications apportées par le Traité de Versailles à la Convention de Mannheim de 1868, signé à Paris le 21 janvier 1921, avec un protocole additionnel signé à Paris le 29 mars 1923	111
No. 511. — Belgique et Pays-Bas :	
Protocole de la Conférence belgo-néerlandaise sur l'application réciproque des lois et règlements concernant la sécurité de la navigation maritime, signé à La Haye le 9 novembre 1922, avec une note portant ratification dudit protocole, signée à Bruxelles le 14 juillet 1923	119
No. 512. — France et Pays-Bas :	
Arrangement provisoire concernant la navigation aérienne entre la France et les Pays-Bas, signé à Paris le 2 juillet 1923... ..	131
No. 513. — Pays-Bas et Portugal :	
Echange de notes comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, les 21 et 22 août 1923... ..	139
No. 514. — Autriche et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement pour le règlement des relations commerciales entre l'Autriche et les Pays-Bas. La Haye, les 3 et 5 septembre 1923.... ..	147
No. 515. — Autriche, Gouvernement des Soviets de Russie et Gouvernement des Soviets d'Ukraine.	
Accord signé à Vienne le 7 décembre 1921, avec un échange de notes concernant l'extension de l'application de la Convention au territoire entier de l'Union des Républiques Socialistes des Soviets. Vienne, le 8 septembre 1923	153
No. 516. — Grande-Bretagne et France :	
Echange de notes portant renouvellement, pour une période de cinq ans, de la Convention d'arbitrage du 14 octobre 1903. Paris, le 29 août 1923	183
No. 517. — Esthonie et Suède :	
Echange de notes réglant les relations commerciales entre les deux pays. Reval (Tallinn), le 7 juillet 1923	189

	Pages
No. 508. — Finland and Sweden :	
Arrangement regarding the insurance of workers against accidents, signed at Helsingfors, September 11, 1923....	79
No. 509. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty for the settlement of certain questions relating to nationality, signed at Prague, June 29, 1920 ...	85
No. 510. — Belgium, France, Great Britain, Italy and the Netherlands :	
Protocol regarding the adhesion of the Netherlands to the modifications introduced by the Treaty of Versailles in the Convention of Mannheim of 1868, signed at Paris, January 21, 1921, with an additional Protocol signed at Paris, March 29, 1923 ...	111
No. 511. — Belgium and the Netherlands :	
Protocol of the Belgian-Conference on the reciprocal application of the Laws and Regulations Wetherfande regarding the safety of maritime navigation, signed at The Hague, November 9, 1922, with a note ratifying the Protocol, signed at Brussels, July 14, 1923.	119
No. 512. — France and the Netherlands :	
Provisional Agreement relating to Air Navigation between France and the Netherlands, signed at Paris, July 2, 1923 ...	131
No. 513. — The Netherlands and Portugal :	
Exchange of Notes establishing a provisional Agreement for the regulation of commercial relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, August 21 and 22, 1923.	139
No. 514. — Austria and the Netherlands :	
Exchange of Notes establishing an Agreement for the regulation of commercial relations between Austria and the Netherlands. The Hague, September 3 and 5, 1923 ...	147
No. 515. — Austria, Government of Soviet Russia and Government of the Soviets of Ukraina :	
Agreement signed at Vienna, December 7, 1921, together with an exchange of Notes concerning the extension of the application of the Convention to the whole territory of the Union of Socialist Soviet Republics. Vienna, September 8, 1923...	153
No. 516. — Great Britain and France :	
Exchange of Notes renewing, for a period of five years, the Arbitration Agreement of October 14, 1903. Paris, August 29, 1923 ...	183
No. 517. — Esthonia and Sweden :	
Exchange of Notes regulating the commercial relations between the two countries. Reval (Tallinn), July 7, 1923 ...	189

No. 518. — Danemark et Lituanie :

Pages

Echange de notes comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre les deux pays. Copenhague, Kaunas (Kovno), le 18 juillet 1923... 197

No. 519. — Chine et Japon :

Accord relatif à l'échange des correspondances entre les deux pays, signé à Pékin, le 8 décembre 1922 ... 205

No. 520. — Chine et Japon :

Accord concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée entre les deux pays, signé à Pékin le 8 décembre 1922 ... 233

No. 521. — Chine et Japon :

Accord au sujet de l'échange des mandats-poste entre les deux pays, signé à Pékin le 8 décembre 1922 ... 253

No. 522. — Chine et Japon :

Accord concernant l'échange de colis postaux entre les deux pays, signé à Pékin le 8 décembre 1922 ... 289

No. 523. — Islande et Lituanie :

Echange de notes comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre l'Islande et la Lituanie. Copenhague, Kaunas (Kovno) le 18 juillet 1923... 329

No. 524. — Pays-Bas et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Echange de notes portant renouvellement de la Convention Internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890 ainsi que des Actes qui la complètent. Belgrade, les 20 décembre 1922 et 15 juin 1923 ... 337

No. 525. — Grande-Bretagne et Pays-Bas :

Arrangement concernant l'échange de mandats postaux entre les Indes Orientales Néerlandaises et les Etats Malais Fédérés, signé à Weltevreden le 14, à Kuala Lumpur le 30 avril 1923 ... 343

No 526. — Norvège et Tchécoslovaquie :

Arrangement commercial signé à Prague le 2 octobre 1923 ... 355

No. 527. — Islande et Norvège :

Arrangement concernant l'abonnement aux journaux et publications périodiques, avec règlement d'exécution y afférent, signé à Christiania le 28 juillet, à Reykiavik le 10 août 1923 ... 363

	Pages
No. 518. — Denmark and Lithuania :	
Exchange of Notes constituting a provisional Agreement relative to Commerce and Navigation between the two countries. Copenhagen, Kaunas (Kovno), July 18, 1923...	197
No. 519. — China and Japan :	
Agreement concerning the exchange of correspondence between the two countries, signed at Peking, December 8, 1922	205
No. 520. — Chine and Japan :	
Agreement concerning the exchange of insured letters and boxes between the two countries, signed at Peking, December 8, 1922	233
No. 521. — China and Japan :	
Agreement concerning the exchange of money orders between the two countries, signed at Peking, December 8, 1922	253
No. 522. — China and Japan :	
Agreement concerning the exchange of postal parcels between the two countries, signed at Peking, December 8, 1922	289
No. 523. — Iceland and Lithuania :	
Exchange of notes constituting a provisional agreement relative to Commerce and Navigation between Iceland and Lithuania. Copenhagen, Kaunas (Kovno), July 18, 1923	329
No. 524. — The Netherlands and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Exchange of Notes renewing the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant Acts. Belgrade, December 20, 1922 and June 15, 1923	337
No. 525. — Great Britain and the Netherlands :	
Arrangement for the exchange of Money Orders between the Netherlands East Indies and the Federated Malay States, signed at Weltevreden April 14, at Kuala Lumpur April 30, 1923	343
No. 526. — Norway and Czechoslovakia :	
Commercial Agreement signed at Prague, October 2, 1923	355
No. 527. — Iceland and Norway :	
Arrangement regarding subscriptions to newspapers and periodicals, and detailed Regulations for the carrying out of this Arrangement, signed at Christiania, July 28, and at Reykjavik, August 10, 1923	363

	Pages
No. 528. — Lettonie et Tchécoslovaquie :	
Traité de commerce signé à Prague le 7 octobre 1922	379
No. 529. — Royaume-Uni et Lettonie :	
Traité de commerce et de navigation, signé à Londres le 22 juin 1923	395
No. 530. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne	
Convention concernant l'échange des mandats poste entre les Etats-Unis d'Amérique et la Colonie de la Barbade, signée à Bridgetown le 15 octobre 1921, à Washington le 22 avril 1922	415

	Pages
No. 528. — Latvia and Czechoslovakia :	
Treaty of Commerce, signed at Prague, October 7, 1922	379
No. 529. — United Kingdom and Latvia :	
Treaty of Commerce and Navigation, signed at London, June 22, 1923	395
No. 530. — United States of America and Great Britain :	
Convention concerning the exchange of Postal Money Orders between the United States of America and the Colony of Barbados, signed at Bridgetown, October 15, 1921, at Washington, April 22, 1922	415

N° 501.

ITALIE,
POLOGNE, ROUMANIE,
ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant les placements
en emprunts de guerre, signée à
Rome le 6 avril 1922.

ITALY,
POLAND, ROUMANIA,
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regarding investments in
war-loans, signed at Rome, April
6, 1922.

No. 501. — CONVENTION ¹ ENTRE L'ITALIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE CONCERNANT LES PLACEMENTS EN EMPRUNTS DE GUERRE, SIGNÉE A ROME LE 6 AVRIL 1922.

Textes officiels français et italien communiqués par le délégué permanent de la République Tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 septembre 1923.

L'ITALIE, la POLOGNE, la ROUMANIE, le ROYAUME SERBE-CROATE-SLOVÈNE et la TCHÉCOSLOVAQUIE, considérant que l'action et la gestion des séquestres et autres mesures instituées pendant la guerre par les Puissances ex-ennemies ont causé souvent un préjudice matériel pour les ressortissants actuels des Hautes Parties contractantes et que, tout particulièrement, de grands préjudices sont résultés pour eux du fait du placement forcé des fonds en emprunts de guerre et que, en conséquence, une voie des réparations fut ouverte pour des ressortissants par les Traités de Paix ;

considérant, d'autre part, que cette voie nécessite la communication réciproque de tous les renseignements y relatifs ;

considérant que l'obligation de les fournir ressort clairement des Traités de Paix quant à l'Autriche, à la Hongrie et à l'Allemagne, mais que l'assistance, dans le même but, doit être instituée aussi dans les rapports entre les Etats alliés contractants, et cela pour faciliter à faire valoir les droits de leurs ressortissants contre les dits Etats ex-ennemis ;

voulant conclure une Convention à cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. E. le Marquis Guglielmo IMPERIALI, sénateur du Royaume, Ambassadeur ;

LE CHEF DE L'ETAT POLONAIS :

M. Maciej LORET, chargé d'Affaires de l'Etat polonais à Rome ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Al. Em. LAHOVARY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Ottokar RYBAR, ancien député ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Vlastimil KYBAL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord pour prendre l'engagement suivant :

¹ La Tchécoslovaquie a ratifié cette Convention le 30 avril 1923.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 501. — CONVENZIONE¹ FRA LA CECOSLOVACCHIA, L'ITALIA, LA POLONIA, IL REGNO SERBO-CROATO-SLOVENO E LA ROMANIA, RELATIVA AGLI INVESTIMENTI IN PRESTITI DI GUERRA, FIRMATA A ROMA IL 6 APRILE 1922.

Official French and Italian texts communicated by the permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 29, 1923.

La CECOSLOVACCHIA, l'ITALIA, la POLONIA, il REGNO SERBO-CROATO-SLOVENO, la ROMANIA, considerando che l'azione e la gestione inerenti a sequestri e misure analoghe, adottate durante la guerra da parte delle Potenze ex nemiche sono state spesse volte causa di un pregiudizio materiale per cittadini attuali delle Alte Parti Contraenti e che grandi pregiudizi in special modo sono derivati a detti cittadini dall'investimento forzoso di denaro in prestiti di guerra e che una via all'indennizzo è stata aperta, per i cittadini, dai Trattati di pace ;

considerando d'altra parte che questa via rende necessaria la reciproca comunicazione di tutte le informazioni relative ;

considerando che l'obbligo di fornire tali notizie emerge chiaramente dai Trattati di pace sia per l'Austria che per l'Ungheria e per la Germania, ma che l'assistenza a tal fine dovrà essere istituita anche fra gli Stati Alleati Contraenti e ciò per facilitare l'esercizio dei diritti dei propri cittadini contro i suddetti Stati ex nemici ;

volendo concludere una convenzione a questo riguardo, le Alte Parti contraenti hanno nominato come loro plenipotenziari :

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA CECOSLOVACCA :

il Signor Vlastimil KYBAL, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario ;

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

S. E. il Marchese Guglielmo IMPERIALI, Senatore del Regno, Ambasciatore ;

IL CAPO DELLO STATO POLACCO :

il Signor Maciej LORET, Incaricato d'Affari dello Stato polacco a Roma ;

SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI :

il Signor Ottokar RYBAR, ex deputato ;

SUA MAESTÀ IL RE DI ROMANIA :

il signor Al. Em. LAHOVARY, inviato straordinario e ministro plenipotenziario ;

I quali, dopo aver depositato i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma sono pervenuti alla seguente Convenzione :

¹ Czechoslovakia ratified this Convention, April 30, 1923.

Article unique.

Au cas où les biens, les droits ou les intérêts d'un ressortissant d'une Haute Partie contractante, y compris les sociétés et associations dans lesquelles ces ressortissants étaient intéressés, auraient été pendant la guerre mis sous séquestre, administration forcée ou surveillance judiciaire, dans le territoire d'une autre Haute Partie contractante et si, dans ce cas, les avoirs en numéraire ou les revenus avaient été placés dans des titres d'emprunt de guerre allemand, autrichien ou hongrois, le Gouvernement de l'Etat dans le territoire duquel ces mesures ont été prises délivrera, sur demande de la partie intéressée et par l'intermédiaire de l'autorité administrative ou judiciaire compétente en matière, un certificat qui contiendra tous les éléments nécessaires, y compris le montant de la somme placée pour initier la procédure contre l'Autriche, la Hongrie ou l'Allemagne dans le sens du paragraphe 12 de l'annexe aux articles 249, 250 du Traité de Paix de St-Germain, 232, 233 du Traité de Paix de Trianon et aux articles 297, 298 du Traité de Versailles.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement italien, par le soin duquel il en sera donné avis à tous les autres Etats signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement italien.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire, à dater du dépôt de sa ratification, et, dès ce moment, elle prendra effet entre les Etats qui auront procédé au dépôt de leurs ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Rome, le six avril mil neuf cent vingt-deux, en français et en italien, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume d'Italie et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Etats signataires.

Pour l'Italie :

IMPERIALI.

La Pologne :

MACIEJ LORET.

La Roumanie :

A. EM. LAHOVARY.

Le Royaume serbe-croate-slovène :

D^r RYBAR.

La Tchécoslovaquie :

VLASTIMIL KYBAL.

Articolo unico.

Nel caso in cui i beni, i diritto o gli interessi d'un cittadino di una delle Alte Parti contraenti — comprese fra essi le società e le associazioni nelle quali detti cittadini sono interessati, siano stati durante la guerra sottoposti a sequestro, amministrazione legale o sorveglianza giudiziale, nel territorio di un'altra Alta Parte contraente, e se in tal caso somme liquide di denaro o rendite siano state impiegate in titoli di prestito di guerra germanico, austriaco o ungherese, il Governo dello Stato nel cui territorio tali misure furono prese, rilascerà, su domanda della parte interessata e pel tramite dell'Autorità amministrativa o giudiziaria competente in materia, un certificato che dovrà contenere tutti gli elementi necessari, compreso fra essi l'ammontare della somma investita, per iniziare la procedura contro l'Austria, l'Ungheria o la Germania ai sensi del paragrafo 12 dell'annesso agli articoli 249, 250 del Trattato di pace di S. Germano, articoli 232, 233 del Trattato di pace di Trianon e articoli 297, 298 del Trattato di Versaglia.

La presente Convenzione sarà ratificata al più presto possibile.

Ciascuno Stato trasmetterà la propria ratifica al Governo italiano, che ne darà comunicazione a tutti gli altri stati firmatari.

Le ratifiche rimarranno depositate negli Archivi del Governo italiano.

La presente Convenzione entrerà in vigore, per ogni Stato firmatario alla data del deposito della propria ratifica, e da questo momento avrà efficacia fra gli Stati che avranno proceduto al deposito delle loro ratifiche.

In fede di che, i plenipotenziari suddetti hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Roma, il sei aprile millenovecentoventidue in italiano e in francese, i due testi facendo egualmente fede, in un solo esemplare che rimarrà depositato negli Archivi del Governo del Regno d'Italia e copie autentiche del quale saranno rimesse a ciascuno degli stati firmatari.

Per la Cecoslovacchia :

VLASTIMIL KYBAL.

L'Italia :

IMPERIALI.

La Polonia :

MACIEJ LORET.

Il Regno Serbo-Croato-Sloveno :

Dr. RYBAR.

La Romania :

A. EM. LAHOVARY.

Copie certifiée conforme.

Praha, le 29 août 1923.

Dr Jan OPOČENSKÝ,

Chef des Archives

du Ministère des Affaires étrangères

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 501. — CONVENTION BETWEEN ITALY, POLAND, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA REGARDING INVESTMENTS IN WAR LOANS, SIGNED AT ROME, APRIL 6, 1922.

ITALY, POLAND, ROUMANIA, the KINGDOM OF THE SERBS, CROATS and SLOVENES and CZECHOSLOVAKIA, considering that the measures of sequestration and the administration of sequestered property, as well as the other measures instituted during the war by the ex-enemy Powers, have frequently caused material loss to persons who are now nationals of the High Contracting Parties and that great hardship has more especially been caused to such persons owing to their being compelled to invest money in War Loans, and noting that, in consequence of these facts, provision was made in the Peace Treaties whereby their nationals could obtain reparation ;

Considering, further, that the mutual communication of all relevant information is a necessary condition of obtaining such reparation ;

Considering that the obligation of furnishing such information is clearly set forth in the Treaties of Peace, in respect of Austria, Hungary and Germany, but that mutual assistance should also be given for the same purpose by the Contracting Allied States with a view to helping their nationals to substantiate their claims against the said ex-enemy Powers ; and desiring to conclude a Convention to this effect ; the High Contracting Parties have appointed as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Marquis Guglielmo IMPERIALI, Senator, Ambassador ;

THE HEAD OF THE POLISH STATE :

M. Maciej LORET, Chargé d'Affaires of the Polish State in Rome ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Al. Em. LAHOVARY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Ottokar RYBAR, former Deputy ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Vlastimil KYBAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, agree as follows :

Article 1.

In cases in which the property, rights, or interests of a national of one of the High Contracting Parties, including those of companies and associations in which nationals of the States concerned had interests, have, during the war, been sequestered, subjected to compulsory administration or placed under judicial supervision within the territory of one of the High Contracting Parties,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

and the cash assets or income invested in German, Austrian or Hungarian War Loans, the Government of the State in whose territory these measures have been taken shall, at the request of the person concerned, and by the intermediary of the competent administrative or judicial authority, furnish a certificate containing all the necessary information, including a declaration as to the total amount invested, in order that proceedings may be instituted against Austria, Hungary or Germany, in conformity with paragraph 12 of the Annex to Articles 249 and 250 of the Peace Treaty of St. Germain, Articles 232 and 233 of the Peace Treaty of Trianon, and Articles 297 and 298 of the Treaty of Versailles.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

Each State shall forward its ratification to the Italian Government, whose duty it will be to inform all the other Signatory States accordingly.

The ratifications shall be deposited in the archives of the Italian Government.

The present Convention shall come into force in respect of each Signatory State as from the date of deposit of its ratification, and it shall take effect from that date onwards as between the States which have deposited their ratifications.

In witness whereof, the plenipotentiaries, whose names are given above, have signed the present Convention.

Done at Rome, on April the sixth, nineteen hundred and twenty-two, in French and Italian — both texts being authentic — in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of Italy, and authenticated copies of which shall be sent to each of the Signatory States.

For Italy :

IMPERIALI.

For Poland :

MACIEJ LORET.

For Roumania :

A. EM. LAHOVARY.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Dr. RYBAR.

For Czechoslovakia :

VLASTIMIL KYBAL.

N° 502.

**COSTA-RICA
ET ROYAUME-UNI**

Echange de notes concernant l'importation, du Royaume-Uni à Costa-Rica, de la morphine et des drogues similaires. San José, les 23|24 mai 1921, Panama, le 9 mars et San José, le 25 juillet 1923.

**COSTA RICA AND
THE UNITED KINGDOM**

Exchange of Notes concerning the importation from the United Kingdom into Costa Rica of morphine and similar drugs. San José, Mai 23|24, 1921, Panama, March, 9 and San José, July 25, 1923.

No. 502. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF GREAT BRITAIN AND COSTA RICA CONCERNING THE IMPORTATION FROM THE UNITED KINGDOM INTO COSTA RICA OF MORPHINE AND SIMILAR DRUGS. SAN JOSÉ, MAY 23/24, 1921; PANAMA, MARCH 9; AND SAN JOSÉ, JULY 25, 1923.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 octobre 1923.

BRITISH LEGATION.

SAN JOSÉ, COSTA RICA, May 23, 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that in pursuance of the steps which His Majesty's Government are taking to assist in preventing the improper consumption of opium, morphine, cocaine and similar drugs, they have prohibited the exportation from the United Kingdom to all destinations of the drugs specified below, except under licence. Applications for the grant of licences for exportation to Costa Rica should be accompanied by certificates previously issued under the authority of the Costa Rican Government to the effect that the Government of Costa Rica are satisfied *that the consignment is required for legitimate medicinal or scientific purposes and will not be re-exported.*

The drugs for which certificates will be required are raw opium, morphine, cocaine, ecgonine and diamorphine (commonly known as heroin) and their respective salts, and medicinal opium, and any other preparation, admixture, extract or other substance containing not less than one-fifth per cent. of morphine or one-tenth per cent. of cocaine, ecgonine or diamorphine. His Majesty's Government may, however, find it necessary to extend this list to include any new derivative of morphine or cocaine or of any salts of morphine or cocaine or any other alkaloid of opium or any other drug of whatever kind which may, in their opinion, be productive, if improperly used, of ill effects substantially of the same character or nature as or analogous to those produced by morphine or cocaine.

I avail, etc.

(Signed) A. PERCY BENNETT.

His Excellency
Señor Don Alejandro ALVARADO QUIRÓS,
Secretary of State for Foreign Affairs,
San José.

¹ Cet engagement ne comporte pas d'échange de ratifications.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 502. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE GRANDE-BRETAGNE ET DE COSTA-RICA, CONCERNANT L'IMPORTATION, DU ROYAUME-UNI A COSTA-RICA, DE LA MORPHINE ET DES DROGUES SIMILAIRES. SAN JOSÉ, LES 23/24 MAI 1921 ; PANAMA, LE 9 MARS ET SAN JOSÉ, LE 25 JUILLET 1923.

Official English and Spanish texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of notes took place October 6, 1923.

LÉGATION BRITANNIQUE.

SAN-JOSÉ, COSTA-RICA, le 23 mai 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en exécution des mesures que le Gouvernement de Sa Majesté prend actuellement pour enrayer la consommation illicite de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres produits similaires, il exigera une licence pour l'exportation, hors du Royaume-Uni, des stupéfiants indiqués ci-après, pour quelque destination que ce soit. Les demandes à l'effet d'obtenir une licence d'exportations à destination de Costa-Rica devront être accompagnées de certificats préalablement délivrés par les soins du Gouvernement de Costa-Rica spécifiant que ce Gouvernement s'est assuré *que l'envoi était destiné à des usages licites médicaux ou scientifiques et ne serait pas réexporté.*

Les stupéfiants pour lesquels on exigera des certificats sont : l'opium brut, la morphine, la cocaïne, l'ecgonine et la diamorphine (connue couramment sous le nom d'héroïne), et leurs sels respectifs, ainsi que l'opium médicinal, et toute préparation, mélange, extrait ou toute autre substance contenant une proportion de morphine égale ou supérieure à 0,20 % ou une proportion de cocaïne, ecgonine ou diamorphine égale ou supérieure à 0,10 %. Le Gouvernement de Sa Majesté pourra toutefois juger nécessaire d'élargir cette liste de manière à y faire entrer tout dérivé nouveau de la morphine ou de la cocaïne, tout sel de morphine ou de cocaïne, tout autre alcaloïde d'opium ou tout autre produit de quelque genre qu'il soit, qui pourraient, à son avis, causer par un emploi illicite des ravages identiques ou analogues à ceux que produisent la morphine ou la cocaïne.

Je saisis, etc.

(Signé) PERCY BENNETT.

Son Excellence

Señor Don Alejandro ALVARADO QUIRÓS,
Ministre des Affaires étrangères,
San-José.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² This engagement does not provide for an exchange of ratifications.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE COSTA RICA.
SECRETARÍA
DE
RELACIONES EXTERIORES.
No. 159. B.

SAN JOSÉ, 24 de mayo de 1921.

SEÑOR MINISTRO,

Acuso recibo a Vuestra Excelencia de su atenta nota fechada ayer, relativa a las restricciones ordenadas por el Gobierno de Su Majestad Británica para la exportación del Reino Unido de las drogas que en ella se especifican ; y en contestación tengo la honra de informar a Vuestra Excelencia que la Secretaría de Hacienda y Comercio acepta la sugestión contenida en su importante nota.

En lo sucesivo las casas constarricenses que deseen comprar en Inglaterra opio crudo, morfina, cocaína, ecgonina, heroína o sus respectivas sales y el opio medicinal y cualquier preparación, mixtura, extracto u otra substancia que contenga no menos de un cinco por ciento de morfina o un diez por ciento de cocaína, ecgonina o diamorfina o cualquiera otra droga similar que produzca análogos efectos que la morfina o la cocaína, deberán antes de enviar su pedido probar en la Secretaría de Hacienda que los productos que ellas quieren importar no están destinados más que a necesidades médicas o científicas del país, del cual no serán reexportados, esto sin perjuicio de los demás requisitos exigidos por la Ley de 1907, relativa a la importación de dichas drogas.

Cuando la Oficina citada tenga esta certidumbre, entregará un certificado semejante al que tendré oportunidad de enviar a Vuestra Excelencia tan pronto como esté listo en el Departamento respectivo, y dicho documento será remitido por el interesado a las casas británicas para que éstas puedan mostrarlo a las autoridades.

Aprovecho esta nueva oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi consideración más distinguida.

(Fdo) ALEJANDRO ALVARADO QUIROS.

A Su Excelencia

A. Percy BENNETT,

Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Su Majestad Británica,
San José.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA.
SECRÉTARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No. 159 B.

SAN JOSÉ, 24 mai 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de
votre communication en date d'hier, relative

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF COSTA RICA.
DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 159 B.

SAN JOSÉ, May 24, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

I beg to acknowledge receipt of your letter
dated May 23 concerning the restrictions placed

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

aux restrictions imposées par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à l'exportation hors du Royaume-Uni des drogues spécifiées dans ladite communication ; en réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Secrétariat des Finances et du Commerce accepte la proposition importante de votre Gouvernement.

A l'avenir, les maisons de Costa-Rica qui désireront acheter en Angleterre de l'opium brut, de la morphine, de la cocaïne, de l'ecgonine, de l'héroïne, ou leurs sels respectifs, et de l'opium médicinal, ainsi que toute préparation, mélange, extrait ou autre substance, ne contenant pas moins de 0,20 % de morphine ou de 0,10 % de cocaïne, d'ecgonine, de diamorphine, ou de toute autre drogue similaire, qui produit des effets analogues à ceux de la morphine ou de la cocaïne, devront, avant d'adresser leur demande, prouver au Secrétariat des Finances que les produits qu'elles désirent importer sont exclusivement destinés à satisfaire aux besoins de la médecine ou de la science dans le pays, et qu'ils ne seront pas réexportés, — sans préjudice des autres obligations incombant à ces maisons, aux termes de la loi de 1907, sur l'importation des dites drogues.

Lorsque le Bureau mentionné ci-dessus aura cette assurance, il délivrera un certificat semblable à celui que je me propose de vous envoyer dès qu'il sera prêt, et l'intéressé remettra ladite pièce aux maisons britanniques, pour que celles-ci puissent la produire aux autorités.

Je saisis, etc...

(Signé) ALEJANDRO ALVARADO QUIROS.

A Son Excellence
M. A. Percy BENNETT,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté Britannique,
San José.

by His Britannic Majesty's Government on the exportation from the United Kingdom of the drugs which you mention. In reply I have the honour to inform you that the Department of Finance and Commerce agrees to the proposals which your letter contains.

In future Costa Rican firms desirous of purchasing in England raw opium, morphine, cocaine, ecgonin, heroin and their respective salts, medicinal opium or any other preparation, admixture, extract or other substance containing not less than 5 % of morphine or 10 % of cocaine, ecgonin or diamorphine or any other of this nature producing effects similar to those of morphine or cocaine, will be required, before transmitting their order, to satisfy the Department of Finance that the products they wish to import are required exclusively for medical or scientific purposes of the country and will not be re-exported. The foregoing shall not in any way derogate from the additional requirements of the Law of 1907 concerning the importation of such drugs.

When the department in question has received an assurance to this effect, it will issue a certificate, a specimen of which I will transmit to you as soon as it has been prepared by the department concerned, and this document will be sent by the Costa Rican firm to the British firms in order that the latter may show it to the authorities.

I have, etc.

(Signed) ALEJANDRO ALVARADO QUIROS.

His Excellency
A. Percy BENNETT,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
San José.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BRITISH LEGATION.
URGENT.

No. 19/33/1923.

PANAMA, *March* 9, 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to refer to Sr. Alejandro Alvarado's Note No. 159 B of May 24, 1921, relative to the control of the traffic in drugs between Costa Rica and the United Kingdom, and to transmit to Your Excellency herewith copy of a despatch which I have just received from His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, pointing out a slight discrepancy between the terms of my Note of May 23, 1921, and of Sr. Alvarado's reply above-mentioned.

The discrepancy referred to in the enclosed despatch is undoubtedly merely the result of an oversight, and I should be much obliged if Your Excellency would be good enough to have this error corrected in a supplementary Note *at Your Excellency's earliest possible convenience* in order that the registration desired by His Majesty's Government may be duly effected. I would add that a similar emendation will be necessary in the Certificate inclosed in Sr. Alvarado's Note of June 6, which was published in the *Official Gazette* of June 11, 1921, together with the formal Exchange of Notes between our respective Governments.

I avail myself, etc.

(Signed) A. PERCY BENNETT.

His Excellency

Señor Don Miguel OBREGÓN L.,
Secretary of State for Foreign Affairs,
San José (Costa Rica).

LÉGATION BRITANNIQUE
URGENT.

Nº 19/33/1923.

PANAMA, 9 *mars* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note de M. Alejandro Alvarado, Nº 159 B, du 24 mai 1921, relative au contrôle du trafic des stupéfiants entre Costa-Rica et le Royaume-Uni, et de vous transmettre, ci-joint, copie d'une communication que je viens de recevoir du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, par laquelle le Secrétaire d'Etat me signale une légère contradiction entre les termes de ma note du 23 mai 1921, et ceux de la réponse ci-dessus mentionnée de M. Alvarado.

Cette divergence est certainement due à une simple erreur, et je vous serais très reconnaissant de vouloir bien procéder à la rectification nécessaire dans une note supplémentaire, *aussitôt qu'il vous sera possible de le faire*, de manière que l'enregistrement désiré par le Gouvernement de Sa Majesté puisse être dûment effectué. Je me permets d'ajouter qu'il sera nécessaire d'apporter une correction semblable au certificat joint à la note de M. Alvarado, du 6 juin, et qui a été publié dans le *Journal Officiel* du 11 juin 1921, en même temps que les notes officielles échangées entre nos Gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc...

(Signé) A. PERCY BENNETT.

A Son Excellence

M. Miguel OBREGÓN L.,
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères,
San José (Costa-Rica).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE COSTA RICA,
SECRETARIA DE
RELACIONES EXTERIORES.
No. 212. B.

SAN JOSÉ, 25 de Julio de 1923.

SEÑOR ENCARGADO DE LA LEGACIÓN,

Tengo la honra de remitir a Vuestra Señoría con la presente comunicación, dos ejemplares de La Gaceta No. 75 correspondientes al 5 de Abril próximo pasado, en que la Secretaria de Hacienda y Comercio de esta Republica ha publicado, ya corregido el error que contenía, el nuevo modelo de certificado que entregará a los importadores costarricenses que deseen introducir de Inglaterra opio crudo, morfina, cocaína, ecgonina, heroína o sus respectivas sales, y el opio medicinal así como cualquiera otra sustancia que contenga no menos de un quinto por ciento de morfina o un décimo por ciento de cocaína, ecgonina, diamorfina o cualquiera otra droga similar.

Quedan pues, en estos términos satisfechos los deseos expuestos por la Legación del digno cargo de Vuestra Señoría en sus atentas notas numeros 19/33/1923 y 51/33/1923 de fechas 9 de Marzo y 14 de Julio del corriente año, respectivamente ; y corregida, en cuanto al porcentaje que indica, la nota de esta Secretaría de Estado No. 159 B. del 24 de Mayo de 1921, relativa al control para el tráfico de drogas entre Costa Rica y el Reino Unido.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Señoría las expresiones de mi consideración muy distinguida.

(Fdo.) M. OBREGÓN L.

Su Señoría

Constantine GRAHAM,
Encargado de la Legación de la Gran Bretaña,
Panama.

Por error de copia en el original, se reproduce la siguiente fórmula de constancia que debe extender la Secretaria de Hacienda a los que deseen pedir opio y demás drogas que se indican, a Inglaterra :

El infrascrito, Secretario de Estado en el Despacho de hacienda y Comercio, hace constar que el señor..... se ha presentado a este Despacho a manifestar :

1. Que se propone pedir a la casa inglesa..... residente en y negociante o fabricante de para el consumo exclusivo en Costa Rica, lo siguiente

2. Que por haber acogido el Poder Ejecutivo la sugestión del Gobierno inglés, de que las casas costarricenses que deseen comprar en Inglaterra opio crudo, morfina,* cocaína, ecgonina, heroína o sus respectivas sales, y el opio medicinal así como cualquiera otra sustancia que contenga no menos de un quinto por ciento de morfina o un décimo por ciento de cocaína, ecgonina, diamorfina o cualquiera otra droga similar, deberán antes probar administrativamente que sus pedidos están destinados exclusivamente a llenar necesidades medicas o científicas en Costa Rica, — el manifestante señor se compromete solemnemente a no reembarcar esa mercadería para otros países y a cumplir estrictamente la ley que rige en Costa Rica en cuanto al opio y sus alcaloides, según la cual, esas sustancias no pueden ser entregadas a particulares sin prescripción médica, es decir, que pueden serlo únicamente para necesidades médicas o científicas, regla que el manifestante aplicará igualmente a la cocaína y a las preparaciones cuyo porcentaje de morfina se indicó antes.

3. Que al cumplimiento de esa promesa compromete su buena fé de comerciante y faculta a la Secretaría de Hacienda para negarle la autorización de otros pedidos similares, si faltare a ella en alguna forma, sin perjuicio de sus otras responsabilidades.

En fe de lo cual firmo con el interesado, en la ciudad de San José, República de Costa Rica, a los días del mes de de mil novecientos veinti

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA.
SECRÉTARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Nº 212. B.

SAN JOSÉ, 25 juillet 1923.

MONSIEUR LE CHARGÉ DE LA LÉGATION,

J'ai l'honneur de vous adresser, en même temps que la présente communication, deux exemplaires de « La Gaceta » (Journal Officiel) Nº 75, du 5 avril dernier, dans laquelle le Secrétariat des Finances et du Commerce de cette République a publié, après avoir rectifié l'erreur contenue dans le premier texte, le nouveau modèle de certificat d'importation. Ce certificat sera délivré aux importateurs de Costa-Rica qui désirent importer d'Angleterre de l'opium brut, de la morphine, de la cocaïne, de l'ecgonine, de l'héroïne ou leurs sels respectifs, ou de l'opium médicinal, ainsi que toute autre substance qui ne contient pas moins de 0,20 % de morphine ou de 0,10 % de cocaïne, d'ecgonine, de diamorphine, ou de toute autre drogue similaire.

Ainsi se trouvent satisfaits les désirs exprimés par la Légation dont vous avez la charge, dans les notes Nos 19/33/1923 et 51/33/1923 du 9 mars et du 14 juillet de l'année en cours ; d'autre part, la note du Secrétariat d'Etat Nº 159 B, du 24 mai 1921, relative au contrôle du trafic des stupéfiants entre Costa-Rica et le Royaume-Uni, a subi ainsi la rectification nécessaire en ce qui concerne le pourcentage indiqué.

Je saisis, etc.

(Signé) M. OBREGÓN L.

A Monsieur Constantine GRAHAM,
Chargé de la Légation
de Grande-Bretagne,
Panama.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF COSTA RICA.
DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 212 B.

SAN JOSÉ, July 25, 1923.

SIR,

I have the honour to transmit to you herewith two copies of the *Official Gazette* No. 75, of April 5 last, in which the Department of Finance and Commerce of this Republic published, with the necessary rectification, the new specimen certificate which will be delivered to Costa Rican importers desirous of obtaining from England raw opium, morphine, cocaine, ecgonin, heroin or their respective salts, medicinal opium or any other preparation containing not less than one fifth per cent of morphine or one tenth per cent of cocaine, ecgonin, diamorphine or any other similar drug.

I trust that this will meet your wishes, as expressed in your Notes Nos. 19/33/1923 and 51/33/1923 of March 9 and July 14 respectively, and that you will regard this as a correction of the percentage mentioned in this Department's letter No. 159 B. of May 24, 1921, concerning the control of the drug traffic between Costa Rica and the United Kingdom.

I have the honour, etc.

(Signed) M. OBREGÓN L.

M. Constantine GRAHAM,
In charge of the Legation
of Great Britain,
Panama.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Une erreur s'étant glissée dans la copie de l'original, nous reproduisons, ci-dessous, la formule du certificat que doit établir le Secrétariat des Finances à l'usage de ceux qui désirent obtenir, de l'Angleterre, de l'opium, et les autres drogues indiquées ci-dessous :

Le soussigné, Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce, certifie que M..... s'est présenté audit Secrétariat pour déclarer ce qui suit :

1. Il se propose de passer commande à la Maison anglaise, résidant à et se livrant au commerce ou à la fabrication de des produits suivants destinés à être exclusivement consommés à Costa-Rica.

2. Etant donné que le Pouvoir exécutif a accepté la proposition du Gouvernement anglais tendant à ce que les Maisons de Costa-Rica, qui désirent acheter en Angleterre de l'opium brut, de la morphine, de la cocaïne, de l'ecgonine, de l'héroïne ou leurs sels respectifs, et de l'opium médical, ainsi que toute autre substance qui ne contient pas moins de 0,20 % de morphine ou de 0,10 % de cocaïne, d'ecgonine de diamorphine ou de toute autre drogue similaire, soient tenues préalablement de prouver dûment que les produits demandés sont destinés exclusivement à des usages licites médicaux ou scientifiques à Costa-Rica, le déclarant M..... s'engage solennellement à ne pas réexporter cette marchandise dans d'autres pays, et à se conformer strictement à la loi qui régit à Costa-Rica le commerce de l'opium et de ses alcaloïdes, aux termes de laquelle ces substances ne peuvent être livrées à des particuliers sans ordonnance médicale, c'est-à-dire ne peuvent l'être que pour les besoins de la médecine ou de la science, règle que le déclarant observera également en ce qui concerne la cocaïne et les préparations, dont le pourcentage de morphine a été indiqué ci-dessus.

3. L'exécution de cette promesse engage sa bonne foi de commerçant, et, par conséquent, le Secrétariat des Finances sera fondé à lui refuser son autorisation pour des demandes semblables, s'il manque

On account of an error which occurred in the original we reprint the following form of certificate, which will be issued by the Department of Finance to persons desirous of ordering opium and other drugs indicated therein in England :

The undersigned, Secretary of State for Trade and Commerce, informs all whom it may concern that M..... has personally informed this Department :

(1) That he proposes to order from the British firm of at trading in or manufacturing for use exclusively in Costa Rica, the following products

(2) That whereas the executive Power has accepted the suggestion of the British Government that Costa Rican firms desirous of purchasing in England raw opium, morphine, cocaine, ecgonin, heroin or their respective salts, medicinal opium or any other substance containing not less than 1/5th. % morphine or 1/10th % cocaine, diamorphine or any other similar drug, shall be required to furnish satisfactory proof to the authorities that such consignments are intended exclusively for medicinal or scientific purposes in Costa Rica, the said M solemnly undertakes not to re-export these goods abroad and to conform strictly to Costa Rican law concerning opium and its alkaloids which lays down that these substances cannot be delivered to private individuals without a medical prescription, that is to say, that they may be delivered only for medical and scientific purposes ; the said M will apply this rule equally to cocaine and preparations containing the percentage of morphine referred to above.

(3) That the person making this promise also pledges his good faith as a merchant and empowers the Department of Finance to refuse to authorise any further orders of this nature if in this connection he

à ladite promesse d'une manière quelconque, sans préjudice des autres obligations qui lui incombent.

breaks faith in any way irrespective of his other obligations.

En foi de quoi, j'ai signé, ainsi que l'intéressé, la présente déclaration, dans la Ville de San Jose, République de Costa-Rica, le jour du mois de mil neuf cent vingt

In faith whereof I append my signature, with that of the said M, in the city of San José, Republic of Costa Rica, this day of 192.....

N° 503.

GRÈCE

Protocole relatif à l'établissement des réfugiés en Grèce et à l'institution, à cet effet, d'un office autonome d'établissement des réfugiés, signé à Genève le 29 septembre 1923.

GREECE

Protocol relating to the settlement of Refugees in Greece and the creation for this purpose of a Refugees Settlement Commission, signed at Geneva, September, 29, 1923.

No. 503. — PROTOCOLE ¹ RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS EN GRÈCE ET A L'INSTITUTION, A CET EFFET, D'UN OFFICE AUTONOME D'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS, SIGNÉ A GENÈVE LE 29 SEPTEMBRE 1923.

Textes officiels français et anglais. Ce protocole a été enregistré le 15 octobre 1923 conformément aux termes de ses dispositions finales.

Le soussigné, agissant au nom du Gouvernement hellénique et dûment autorisé à cet effet, accepte, au nom du Gouvernement hellénique, le projet ci-dessous approuvé par le Conseil de la Société des Nations, en vue de l'institution d'un Office autonome d'établissement des réfugiés et de l'établissement, en Grèce, des réfugiés sur des terres assignées à l'Office ou de leur emploi dans toute autre occupation productive.

I. — Le Gouvernement hellénique s'engage à instituer un Office autonome d'établissement des réfugiés qui sera doté de la constitution, de la compétence et des fonctions définies dans le Statut organique joint en annexe au présent Protocole et considéré comme partie intégrante dudit. La ratification du Protocole et de l'annexe par la Grèce constituera l'assurance que le Gouvernement hellénique a pris les mesures nécessitées par la législation intérieure du pays en vue d'instituer l'Office et de lui garantir, pendant la période de son fonctionnement, la compétence et les pouvoirs prescrits. Le détail de ces mesures sera communiqué immédiatement au Conseil de la Société ; aucune modification n'y sera apportée sans le consentement du Conseil.

II. — Le Gouvernement hellénique s'engage à assigner à l'Office autonome d'établissement des réfugiés, qui en sera détenteur, en toute propriété pour les fins définies dans le Statut, une étendue de terres d'au moins 500,000 hectares. Ces terres devront être reconnues par l'Office comme répondant, de par leur nature et leur situation, aux fins indiquées.

III. — Le Gouvernement hellénique veillera à ce que toutes les avances obtenues par la Banque nationale de Grèce, à propos de la création de l'Office autonome d'établissement des réfugiés, pour procurer aux dits réfugiés une occupation productive en Grèce, soient immédiatement mises à la disposition de l'Office.

IV. — Le Gouvernement hellénique émettra aussitôt que possible un ou plusieurs emprunts, d'un montant qui ne sera pas inférieur à une somme équivalant à 3 millions de livres sterling, ni supérieur à une somme équivalant à 6 millions de livres sterling, et prendra les mesures nécessaires pour qu'une tranche dudit ou desdits emprunts, équivalente au moins à un million de livres sterling, soit souscrite par des banques ou des groupes financiers grecs. Les maisons chargées de l'émission mettront la totalité du produit du ou des emprunts directement à la disposition de l'Office autonome d'établissement des réfugiés, pour les fins définies dans le Statut organique, et, le cas échéant, pour le remboursement d'avances quelconques.

V. — Le Service des emprunts qui seront émis conformément à l'article IV sera assuré, en premier lieu, par la Commission financière internationale, créée en vertu de la loi de contrôle international du 26 février 1898 (conformément au consentement donné par les gouvernements actuellement représentés à cette Commission, dans la déclaration annexée au présent Protocole), sur le produit d'un certain nombre de recettes publiques de la Grèce et conformément aux dispositions ci-dessous :

1. Les recettes et excédents de recettes sur lesquels les prêteurs éventuels se seront mis d'accord avec le Gouvernement hellénique (par exemple, les recettes énumérées au tableau I), seront assignés à la Commission financière internationale et placés sous son contrôle. Ils devront être perçus et seront versés à cette Commission.

2. Les recettes et excédents ci-dessus mentionnés seront, dans la mesure où il sera jugé nécessaire de le faire, détenus et utilisés par la Commission financière internationale,

¹ Ratifié par la Grèce, le 2 novembre 1923.

No. 503. — PROTOCOL¹ RELATING TO THE SETTLEMENT OF REFUGEES IN GREECE AND THE CREATION FOR THIS PURPOSE OF A REFUGEES SETTLEMENT COMMISSION. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 29, 1923.

French and English official texts. This Protocol was registered October 15, 1923, in accordance with its final provisions.

The undersigned, acting in the name of the Hellenic Government and duly authorised for the purpose, accepts, on behalf of the Hellenic Government, the following plan, which has been approved by the Council of the League of Nations, for the establishment of a Refugees Settlement Commission and the settlement in Greece of refugees upon lands to be assigned to the Commission or otherwise in productive work.

I. — The Hellenic Government undertakes to establish a Refugees Settlement Commission to possess the constitution, capacity and functions set out in the Organic Statutes which form an annex to the present Protocol and are considered as being an integral part thereof. The ratification of this Protocol and of the Annex by Greece shall constitute an assurance that the Hellenic Government has taken the measures required by the internal law of the country to establish the Commission and to ensure to it during the period of its existence the prescribed capacity and powers. Particulars concerning these measures shall forthwith be communicated to the Council of the League and no alteration in them shall be made without the Council's consent.

II. — The Hellenic Government undertakes to assign to the Refugees Settlement Commission, to be held by it as its absolute property for the purposes contemplated by its Statutes, an amount of land of not less than 500,000 hectares approved by the Commission as suitable for the said purposes in regard to both its character and situation.

III. — The Hellenic Government will secure that any advances which have been obtained by the National Bank of Greece in connection with the Refugees Settlement Commission's foundation, for the purpose of the establishment of refugees in productive work in Greece, shall be forthwith placed at the disposal of the Commission.

IV. — The Hellenic Government will as soon as possible raise a loan or loans to an amount not falling below the equivalent of three million pounds sterling, nor exceeding the equivalent of six million pounds sterling, and will arrange for the subscription by Greek banks or financial groups of not less than the equivalent of one million pounds sterling of such loan or loans. The issuing houses shall place the whole proceeds of the loan or loans directly under the disposal of the Refugees Settlement Commission for the purposes specified, in its Organic Statutes, and for the repayment, if necessary, of any advances.

V. — The service of the loans to be raised in pursuance of Article IV shall be assured in the first instance by the International Financial Commission established by the Law on the International Control of February 26, 1898 (in accordance with the consent given by the Governments at present represented on that Commission by the Declaration annexed to this Protocol) out of certain public Greek revenues in accordance with the following provisions :

(1) Such revenues and surplus revenues as may be agreed upon between prospective lenders and the Hellenic Government (for example, those indicated in Schedule I) shall be assigned to and placed under the control of the International Financial Commission, and shall be collected and paid to that Commission.

(2) The revenues and surplus revenues above mentioned shall, so far as is considered necessary, be held and applied by the International Financial Commission for the

¹ Ratified by Greece, November 2, 1923.

en vue de faire face au service des emprunts émis conformément à l'article IV. Le service des emprunts constituera également une première hypothèque sur les biens et revenus de l'Office autonome d'établissement des réfugiés.

VI. — Le Gouvernement hellénique s'engage à ne pas hypothéquer, sans le consentement de la Commission financière internationale, ses autres recettes et notamment celles qui sont énumérées au tableau II, sauf pour faire face à ses obligations extérieures ou pour obtenir des emprunts destinés exclusivement à améliorer la situation financière de la Grèce et à prévenir ainsi une dépréciation de la valeur au change de la monnaie grecque, qui aurait pour conséquence une dépréciation de la valeur des recettes assignées en vertu de l'article V. Il prend, en outre, l'engagement d'appliquer, dès maintenant et par la suite, tous ses efforts au rétablissement, dans le plus bref délai possible, d'un équilibre parfait entre les recettes ordinaires et les dépenses de l'Etat.

VII. — Le Gouvernement hellénique s'engage à exonérer l'Office autonome d'établissement des réfugiés de toutes taxes et impôts, d'un caractère général ou local, dont seraient passibles toutes les opérations et biens dudit Office, et en particulier les terres qui lui auront été attribuées, ou toutes transactions relatives aux dites terres ; il s'engage à verser, pour chaque exercice financier, à l'Office autonome (ou, en cas de dissolution de cet Office, à la Commission financière internationale), la somme totale des impôts et taxes, dont sont frappés, pour les dites terres et pour le dit exercice, les occupants de terres qui ont été primitivement attribuées à l'Office autonome et qui lui appartiennent encore (ou, en cas de dissolution de l'Office autonome, qui seront encore, en application des mesures prises au sujet de cette dissolution, à la disposition de la Commission financière internationale) jusqu'au remboursement total de l'emprunt contracté en vertu de l'article IV.

VIII. — Le remboursement des avances consenties aux réfugiés par l'Office autonome aura la priorité sur les impôts ou toutes autres créances.

IX. — Le Gouvernement hellénique accepte les dispositions contenues dans le Statut organique de l'Office autonome d'établissement des réfugiés, aux termes desquelles le Conseil de la Société des Nations peut procéder à des enquêtes et exercer une surveillance sur l'œuvre de l'Office ; il s'engage à faciliter toutes enquêtes que pourrait ordonner le Conseil, à accepter les décisions prises à ce sujet par le Conseil et à leur donner effet lorsqu'elles exigent l'intervention du Gouvernement hellénique.

X. — Aucune des dispositions du présent Protocole au Statut ne modifie en rien les obligations incombant au Gouvernement hellénique en vertu de la Convention gréco-turque relative à l'échange des populations, signée à Lausanne le 30 janvier 1923, ou en vertu de la Convention gréco-bulgare¹ d'émigration réciproque, signée à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919.

XI. — Les obligations assumées par le Gouvernement hellénique en vertu du présent Protocole, cesseront dès que l'Office autonome d'établissement des réfugiés aura été dissous et que les emprunts émis en exécution de l'article IV du présent Protocole, auront été entièrement remboursés.

XII. — En cas de divergence dans l'interprétation du présent Protocole, la décision du Conseil de la Société des Nations sera acceptée.

XIII. — En cas de divergence entre le texte français et le texte anglais du présent Protocole, le texte anglais fera foi.

XIV. — Le présent Protocole sera ratifié et l'instrument de ratification sera déposé au Secrétariat de la Société des Nations aussitôt que possible, et en tout cas au plus tard le 15 octobre 1923. Le Protocole entrera en vigueur le jour du dépôt de l'instrument de ratification.

En foi de quoi, le soussigné, dûment autorisé à cet effet, a apposé sa signature sur le présent Protocole.

Fait à Genève, le vingt-neuf septembre mil neuf cent vingt-trois, en simple expédition qui sera déposée au Secrétariat de la Société des Nations et enregistrée par lui sans délai.

(Signé) A. MICHALAKOPOULOS.

¹ Vol. I, page 67 de ce Recueil.

purpose of meeting the service of loans raised in accordance with Article IV. The service of the loans shall also be a first charge upon the property and income of the Refugees Settlement Commission.

VI. — The Hellenic Government undertakes not to create any charges by way of security, without the consent of the International Financial Commission, upon its other revenues, and, in particular, those specified in Schedule II, except for the purpose of meeting its external obligations or of obtaining loans destined exclusively to improve the financial position of Greece, so as to prevent depreciation of the exchange value of Greek currency and a consequent depreciation of the value of the revenues assigned under Article V. It further undertakes to make immediately and to persist in making every effort to secure as soon as possible a complete equilibrium between the ordinary receipts and the expenses of the State.

VII. — The Hellenic Government undertakes to exempt the Refugees Settlement Commission from all taxes and charges, whether general or local, in respect of all operations and property of the Commission and, in particular, of the lands assigned to it or any transactions affecting such lands; and to pay in respect of each financial year to the Commission (or to the International Financial Commission if the Refugees Settlement Commission is dissolved) the total sum at which the occupiers of land originally assigned to the Refugees Settlement Commission and still continuing to be its property (or, if the Refugees Settlement Commission is dissolved, held at the disposal of the International Financial Commission pursuant to arrangements made in connection with such dissolution) are assessed for taxation upon such lands for such year, until the loans raised in pursuance of Article IV are completely refunded.

VIII. — The reimbursement of advances made to refugees by the Refugees Settlement Commission shall have priority over taxation or any other claim.

IX. — The Hellenic Government, accepting the provisions contained in the Organic Statutes of the Refugees Settlement Commission under which the Council of the League of Nations may enquire into and exercise a supervision over the activities of the Commission, undertakes to facilitate any enquiries which the Council may direct, and to accept and give effect to the Council's decisions taken thereupon in so far as they require action by the Hellenic Government.

X. — Nothing in this Protocol or the Organic Statutes thereto annexed shall change in any way the obligations of the Hellenic Government under the Greco-Turkish Exchange of Populations Convention signed at Lausanne on January 30, 1923, or under the Greco-Bulgarian Reciprocal Emigration Convention¹ signed at Neuilly-sur-Seine on November 27, 1919.

XI. — The obligations assumed by the Hellenic Government under this Protocol shall cease as soon as the Refugees Settlement Commission shall have been dissolved and the loans raised in accordance with Article IV of this Protocol have been repaid in full.

XII. — In the event of any difference as to the interpretation of this Protocol, the opinion of the Council of the League of Nations will be accepted.

XIII. — In the event of any difference between the French and English texts of this Protocol, the English shall be considered to be the authentic text.

XIV. — This Protocol shall be ratified and the ratification shall be deposited at the Secretariat of the League of Nations as soon as possible, and in any case not later than October 15, 1923. It shall enter into force on the date of deposit of ratification.

In faith whereof, the undersigned, duly authorised for this purpose, has signed the present Protocol.

Done at Geneva on the twenty-ninth day of September one thousand nine hundred and twenty-three, in a single copy, which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations, and shall be registered by it without delay.

(Signed) A. MICHALAKOPOULOS.

¹ Vol. I, page 67, of this Series.

TABLEAU I.

Les recettes mentionnées à l'alinéa 1 de l'article V du Protocole sont les suivantes :

1. Les monopoles de la Nouvelle Grèce, à savoir : sel, allumettes, cartes à jouer, papier à cigarettes ;
2. Les recettes douanières perçues par les douanes :

de la Canée,	de Chio,
de Candie,	de Mytilène,
de Samos,	de Syra.

TABLEAU II.

Les recettes mentionnées spécialement à l'article VI du Protocole sont les suivantes :

1. Les excédents de recettes déjà assignés à la Commission financière internationale ;
2. L'impôt sur le tabac en Nouvelle Grèce ;
3. Les droits de timbre en Nouvelle Grèce ;
4. L'impôt sur l'alcool dans tout l'Etat hellénique ;
5. Toute recette, ou tout excédent de recette mentionnés au tableau I et non utilisés pour le service des emprunts, conformément à l'article V du Protocole.

ANNEXE.

STATUT ORGANIQUE DE L'OFFICE AUTONOME D'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS.

I. — Il est institué en Grèce, pour y élire domicile au lieu qu'il choisira après sa constitution, un Office autonome d'établissement des réfugiés, doté de la compétence et des pouvoirs, et chargé des fonctions qui sont spécifiées ci-après.

II. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés a la personnalité juridique, avec capacité d'ester en justice en son propre nom, de procéder et d'aliéner des biens de toute espèce, et, d'une façon générale, d'accomplir tous les actes qui peuvent être accomplis par une société possédant la pleine capacité juridique, conformément à la loi hellénique.

III. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés ne sera soumis à aucune autorité gouvernementale ou administrative hellénique ; il jouira d'une complète autonomie dans l'exercice de ses fonctions.

IV. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés se composera de quatre membres ; deux membres seront nommés par le Gouvernement hellénique avec l'approbation du Conseil de la Société des Nations, un autre membre par le Conseil de la Société des Nations, et le quatrième, qui présidera la Commission, sera un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique et un représentant des organisations de secours. Le mode de nomination de ce dernier membre sera déterminé, à certains intervalles, par le Conseil de la Société des Nations. Le membre nommé par le Conseil et le président de l'Office autonome jouiront des privilèges et des immunités diplomatiques en Grèce.

V. — Les membres de l'Office autonome d'établissement des réfugiés nommés par le Gouvernement hellénique pourront être en tout temps remplacés par de nouveaux membres désignés par ce Gouvernement avec l'assentiment du Conseil de la Société des Nations ; il ne pourra être pourvu au remplacement des deux autres membres que par le Conseil de la Société des Nations.

VI. — Les traitements des deux membres de l'Office autonome des réfugiés désignés par le Gouvernement hellénique seront fixés par ce Gouvernement. Les traitements des deux autres membres seront fixés par le Conseil de la Société des Nations. Les traitements de tous les membres seront payés sur les fonds de l'Office autonome. Toutefois, le Gouvernement hellénique remboursera à l'Office le montant des deux traitements fixés par lui.

SCHEDULE I.

The revenues referred to in Article V of the Protocol under number 1 are the following :

- (1) The monopolies of New Greece, *i.e.*, salt, matches, playing-cards and cigarette paper.
- (2) The Customs receipts received at the Customs of :

Canea,	Chios,
Candia,	Mitylene,
Samos,	Syra.

SCHEDULE II.

The revenues specially referred to in Article VI of the Protocol are the following :

- (1) The surplus revenues already assigned to the International Financial Commission.
- (2) The tobacco duty in New Greece.
- (3) The stamp duty in New Greece.
- (4) The duty on alcohol in the whole of Greece.
- (5) Any of the revenues or any surplus of the revenues mentioned in Schedule I not utilised for the service of loans under the terms of Article V of the Protocol.

ANNEX.

ORGANIC STATUTES OF THE GREEK REFUGEES SETTLEMENT COMMISSION.

I. — There is established in Greece, domiciled at such place as it shall select after its constitution, a Refugees Settlement Commission invested with the capacity and powers and entrusted with the duties specified hereinafter.

II. — The Refugees Settlement Commission is established as a legal person competent to sue and be sued in its own name, to hold and alienate property of all kinds, and generally to perform any acts which can be performed by a corporation possessing full legal personality under the law of Greece.

III. — The Refugees Settlement Commission shall not be dependent upon any Greek executive or administrative authority, but shall be completely autonomous in the exercise of its functions.

IV. — The Refugees Settlement Commission shall be composed of four members. Two members shall be appointed by the Hellenic Government, with the approval of the Council of the League of Nations; one member shall be appointed by the Council of the League of Nations; the fourth member, who shall be the Chairman of the Commission, shall be a national of the United States of America and a person representative of relief organisations, and shall be appointed in such methods as the Council of the League of Nations shall from time to time determine. The member appointed by the Council and the Chairman of the Commission shall enjoy diplomatic privileges and immunities in Greece.

V. — The members of the Refugees Settlement Commission appointed by the Hellenic Government may at any time be replaced by that Government with the consent of the Council of the League of Nations; the other two members may only be replaced by the Council of the League of Nations.

VI. — The salaries of the two members of the Refugees Settlement Commission appointed by the Hellenic Government shall be fixed by that Government, the salaries of the other two members shall be fixed by the Council of the League of Nations. The salaries of all members shall be payable out of the funds of the Commission, but the Hellenic Government shall refund to the Commission the amount of the two salaries fixed by it.

VII. — Les premières nominations des membres de l'Office autonome d'établissement des réfugiés devront avoir lieu avant le 30 septembre 1923. Au cas où, par la suite, une vacance parmi les membres de l'Office ne serait pas remplie par les autorités compétentes, le Conseil de la Société des Nations pourra, de plein droit, procéder immédiatement à une nomination dont le titulaire exercera les mêmes pleins pouvoirs que le membre auquel il succède, jusqu'à ce que les autorités compétentes en l'espèce aient procédé à une désignation. L'Office autonome entrera en fonctions dès que les quatre membres auront été nommés. En cas d'absence temporaire, le membre absent désignera un suppléant qui aura voix délibérative ; à défaut de cette désignation, le président ou le membre faisant fonction de président, nommera ce suppléant. En cas d'absence du président, ses fonctions seront assumées par le membre désigné par le Conseil de la Société des Nations, qui aura les mêmes droits de vote que le président. La présence de trois membres parmi lesquels devront toujours se trouver les deux membres non désignés par le Gouvernement hellénique, ou leurs suppléants régulièrement nommés, sera nécessaire pour constituer le quorum et rendre valables les décisions prises par l'Office autonome.

VIII. — Les décisions de l'Office autonome seront prises à la majorité des membres présents à la réunion. Au cas où les voix seraient également partagées, la voix du président sera prépondérante. Sous réserve des dispositions du présent statut, l'Office autonome établira lui-même son règlement intérieur.

IX. — Le président, ou, en son absence, son remplaçant, convoquera les réunions de l'Office autonome, signera toutes les pièces et la correspondance, et sera responsable de l'exécution des décisions de l'Office autonome.

X. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés aura le droit de nommer et de licencier le personnel, de nationalité ou grecque ou (si des raisons spéciales l'exigent) étrangère nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions. Il fera appel, dans la mesure du possible, à l'assistance des autorités administratives helléniques, centrales ou locales, ainsi qu'à l'assistance d'organisations privées.

XI. — Les dépenses de l'Office seront payées sur les fonds mis à sa disposition ou sur ses revenus.

XII. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés aura pour mission de procurer aux réfugiés une occupation productive en Grèce, agricole ou autre, en utilisant à cet effet les terres qui lui auront été assignées, les fonds qui auront été placés à sa disposition et ses propres revenus.

XIII. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés recevra et possédera, en toute propriété, les terres que le Gouvernement hellénique s'engage à lui remettre, aux termes du Protocole, signé au nom de la Grèce à Genève, le 29 septembre 1923, et emploiera ces terres aux fins spécifiées à l'article XII ci-dessus. Les terres serviront en premier lieu à l'établissement des réfugiés en qualité soit de locataires, soit de propriétaires, aux conditions fixées par l'Office ; mais l'Office aura pleine liberté pour vendre les terres détenues par lui à des personnes autres que des réfugiés, à condition que toutes les sommes provenant de la vente de ces terres soient versées par l'Office à un compte spécial d'amortissement destiné au remboursement du ou des emprunts mentionnés à l'article XVI du présent Statut. L'Office sera dans l'obligation de vendre des terres, si les dispositions de l'article XVI rendent cette opération nécessaire.

Les ventes à des personnes qui ne seraient pas des ressortissants helléniques doivent être faites avec le consentement du Gouvernement hellénique, sauf dans le cas prévu par la dernière phrase de l'alinéa précédent.

XIV. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés recevra et emploiera, aux fins spécifiées à l'article XII ci-dessus, toutes avances faites à la Banque nationale de Grèce, en vue de procurer aux réfugiés une occupation productive en Grèce, ainsi que le produit des emprunts que le Gouvernement hellénique s'engage à contracter et à verser à l'Office, aux termes du Protocole signé au nom de la Grèce à Genève, le 29 septembre 1923.

XV. — Les revenus et les fonds de l'Office autonome d'établissement des réfugiés ne devront pas être employés au soulagement de misères ou à d'autres œuvres charitables qui ne viseraient pas à procurer une occupation productive aux personnes assistées. Tous les secours accordés seront consentis à des conditions impliquant un remboursement ultérieur.

XVI. — Au cas où les recettes affectées par le Gouvernement hellénique au service de l'emprunt, conformément au Protocole signé à Genève, le 29 septembre 1923, seraient insuffisantes, la Commission financière internationale invitera l'Office autonome à prélever sur ses revenus ou autres fonds, ou, au besoin, sur le produit de la réalisation de ces biens, les sommes nécessaires pour combler tout déficit dans le service de l'emprunt. En outre, l'Office autonome sera tenu en tout temps de verser à la Commission financière internationale, pour être employées au service de l'emprunt, toutes les sommes que l'Office estimera possible de prélever sur ses revenus courants et d'affecter à cet objet, sans porter préjudice à

VII. — The first appointments of members of the Refugees Settlement Commission shall be made not later than September 30, 1923. Thereafter, if any vacancy on the Commission is not filled by the competent authorities, the Council of the League of Nations shall be competent forthwith to appoint a person to act and to exercise the full powers of the member whom he succeeds until such time as the competent appointing authority shall itself make an appointment. The Commission shall enter upon its functions as soon as all four members have been appointed. In the event of temporary absence, the absent member shall designate a substitute who shall have the right to vote, failing which the Chairman or the member acting as Chairman shall designate such a substitute. In the event of the absence of the Chairman, the chair shall be taken by the member appointed by the Council of the League of Nations, who shall have the same voting rights as the Chairman. The presence of three members or their substitutes, including always the two members not appointed by the Hellenic Government or their duly appointed substitutes, shall be necessary to form a quorum and validate decisions of the Settlement Commission.

VIII. — The Commission shall take all its decisions by a majority vote of the members present at the meeting. In the event of the votes being equally divided, the Chairman shall have a second vote. Subject to any provisions in these statutes, the Settlement Commission shall establish its own Rules of Procedure.

IX. — The Chairman, or in his absence his substitute, will convene all meetings of the Settlement Commission, sign all documents and correspondence and be responsible for the execution of the decisions of the Settlement Commission.

X. — The Refugees Settlement Commission shall have power to appoint and dismiss such personnel, either Greek or (when necessary for special reasons) of foreign nationality as it may require for the discharge of its functions. The work of the Commission will be carried on as far as possible with the assistance of Greek central and local administrative authorities and of private organisations.

XI. — The expenses of the Commission shall be payable out of the funds placed at its disposal or out of its income.

XII. — The functions of the Refugees Settlement Commission shall be, by means of the lands assigned to it, the funds placed at its disposal and its own income, to promote the establishment of refugees in productive work either upon the land or otherwise in Greece.

XIII. — The Refugees Settlement Commission shall receive and hold in full ownership the lands which the Hellenic Government undertakes to transfer to it under the Protocol signed on behalf of Greece at Geneva on September 29, 1923, and shall apply such lands for the purpose specified in Article XII above. The lands shall primarily be applied to the settlement of refugees thereon, either as tenants or as owners, on the terms fixed by the Commission, but the Commission may, in its discretion, sell land held by it to persons not refugees, provided that any sums raised by the Commission from the sale of such land shall be paid into a special account and applied, by way of a sinking fund, to the redemption of the loan or loans referred to in Article XVI of these Statutes. The Commission shall sell land, if such sale becomes necessary, under the provisions of Article XVI.

Sales of land to persons not possessing Greek nationality shall require the consent of the Hellenic Government, except in the case contemplated by the last sentence of the preceding paragraph.

XIV. — The Refugees Settlement Commission shall receive, and apply for the purpose specified in Article XII above, any advances obtained by the National Bank of Greece for the purposes of establishment of refugees in productive work in Greece, and the proceeds of the loans which the Hellenic Government undertakes to raise and pay over to the Commission under the Protocol signed on behalf of Greece at Geneva on September 29, 1923.

XV. — The income and funds of the Refugees Settlement Commission may not be expended on the relief of distress or other charitable purposes as distinct from the settlement in productive work of the persons assisted. All assistance given shall be given on terms involving ultimate repayment.

XVI. — In the event of the revenues assigned by the Hellenic Government to the services of the loan in accordance with the Protocol signed at Geneva on September 29, 1923, being insufficient, the International Financial Commission shall call upon the Settlement Commission to pay out of its income or other funds, or if necessary from the realisation of its property, such sums as may be necessary to meet any deficit on the service of the loan. Further, it shall at all times be the duty of the Settlement Commission to pay to the International Financial Commission for application to the service of the loan any sums which the Settlement Commission may find possible to contribute for this purpose out of its

l'accomplissement effectif de sa mission. Dans le cas où la Commission financière internationale se trouverait en possession de sommes excédant les besoins du service de l'emprunt, ces sommes devraient être reversées par elle au Gouvernement grec.

XVII. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés transmettra tous les trois mois au Gouvernement hellénique et au Conseil de la Société des Nations, un rapport sur ses opérations et sera tenu d'en assurer en même temps la publication. Le Conseil de la Société des Nations, agissant d'après un vote à la majorité des voix, aura le droit d'examiner les rapports de l'Office autonome et de leur donner la suite qu'il jugera opportune.

L'Office publiera annuellement et communiquera au Conseil de la Société des Nations et au Gouvernement hellénique, les comptes vérifiés de ses recettes et de ses dépenses.

XVIII. — Le Conseil de la Société des Nations, agissant au besoin d'après un vote à la majorité des voix, pourra en tout temps et par telle méthode qu'il fixera, procéder à une enquête sur la façon dont l'Office autonome d'établissement des réfugiés s'acquitte de ses fonctions ; les frais de ces enquêtes devront être remboursés au Secrétaire général de la Société des Nations par l'Office, sur les fonds mis à la disposition de l'Office ou sur ses revenus courants.

XIX. — L'Office autonome d'établissement des réfugiés pourra être dissous lorsque, de l'avis du Conseil de la Société des Nations agissant au besoin d'après un vote à la majorité des voix, ses services ne seront plus jugés nécessaires ; toutefois, des accords approuvés par les représentants des prêteurs devront être conclus afin que l'actif de l'Office autonome soit, lors de la dissolution de celui-ci, placé sous le contrôle et mis à la disposition de la Commission financière internationale, en vue de permettre à cette dernière de faire face au service ou d'accélérer autant que possible l'amortissement des emprunts émis par le Gouvernement hellénique, conformément au Protocole signé en son nom le 29 septembre 1923 à Genève, jusqu'au moment où ses emprunts auront été intégralement remboursés.

XX. — Après la dissolution de l'Office autonome d'établissement des réfugiés et le remboursement intégral des emprunts mentionnés à l'article XIX ci-dessus, le solde restant de tous les éléments d'actif ayant appartenu à l'Office deviendra la propriété absolue de l'Etat hellénique.

XXI. — En cas de divergences dans l'interprétation du présent Statut, la décision du Conseil de la Société des Nations sera acceptée.

XXII. — En cas de divergences entre le texte français et le texte anglais du présent Statut, le texte anglais fera foi.

XXIII. — La présente annexe devra être ratifiée ; l'instrument de ratification sera déposé auprès du Secrétariat de la Société des Nations, en même temps que l'instrument de ratification du Protocole auquel cette annexe est jointe.

En foi de quoi, le soussigné, dûment autorisé à cet effet, a signé la présente annexe.

Fait à Genève, le vingt-neuf septembre mil neuf cent vingt-trois, en simple expédition qui devra être déposée au Secrétariat de la Société des Nations et être enregistrée par lui sans délai.

(Signé) A. MICHALAKOPOULOS.

current income without prejudicing the effective performance of its functions. In the event of the International Financial Commission having in its possession sums exceeding the amounts necessary for the service of the loan, the Financial Commission will refund these sums to the Hellenic Government.

XVII. — The Refugees Settlement Commission shall communicate every three months a report upon its operations to the Hellenic Government and to the Council of the League of Nations and shall simultaneously publish such report. The Council of the League of Nations, acting, if need be, by a majority vote, shall have the right to consider the reports of the Commission and to take such measures thereon as it may consider proper.

The Commission shall annually publish and forward to the Council of the League of Nations and to the Hellenic Government audited accounts of its income and expenditure.

XVIII. — The Council of the League of Nations, acting, if need be, by a majority vote, may at any time enquire by such method as it determines into the manner in which the Refugees Settlement Commission is discharging its functions, and the necessary cost of such enquiries shall be payable to the Secretary-General of the League by the Commission out of the funds at the disposal of the Commission or out of its current income.

XIX. — The Refugees Settlement Commission may be dissolved when, in the opinion of the Council of the League of Nations, acting, if need be, by a majority vote, its services are no longer required, subject to the establishment of arrangements approved by the representatives of the lenders to secure that the assets and income of the Settlement Commission are on its dissolution placed under the control and at the disposal of the International Financial Commission for the purpose of enabling the latter to meet the service of the loans (or to accelerate as far as possible the amortisation of the loans) raised by the Hellenic Government in accordance with the Protocol signed on its behalf at Geneva on September 29, 1923, until such loans have been repaid in full.

XX. — After the dissolution of the Refugees Settlement Commission and the repayment in full of the loans mentioned in Article XIX above, the balance still remaining of all assets which have belonged to the Commission shall become the absolute property of the Hellenic State.

XXI. — In the event of any difference as to the interpretation of these Statutes, the opinion of the Council of the League of Nations will be accepted.

XXII. — In the event of any difference between the French and English texts of these Statutes, the English shall be considered to be the authentic text.

XXIII. — This Annex shall be ratified and the ratification shall be deposited at the Secretariat of the League of Nations at the same time as the ratification of the Protocol to which this Annex is attached.

In faith whereof, the undersigned, duly authorised for this purpose, has signed the present Annex.

Done at Geneva on the twenty-ninth day of September one thousand nine hundred and twenty-three, in a single copy, which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations and shall be registered by it without delay.

(Signed) A. MICHALAKOPOULOS.

N° 504.

**GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE ET ITALIE**

Déclaration relative à l'établissement
des réfugiés en Grèce et à l'insti-
tution, à cet effet, d'un office auto-
nome d'établissement des réfugiés.
Genève, le 29 septembre 1923.

**GREAT BRITAIN,
FRANCE AND ITALY**

Declaration relating to the settle-
ment of Refugees in Greece and
the creation for this purpose of a
Refugees Settlement Commission.
Geneva, September 29, 1923.

No. 504. — DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS EN GRÈCE ET A L'INSTITUTION, A CET EFFET, D'UN OFFICE AUTONOME D'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS¹, SIGNÉE AU NOM DE LA FRANCE, DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'ITALIE. GENÈVE, LE 29 SEPTEMBRE 1923.

Textes officiels français et anglais. Cette déclaration a été enregistrée le 15 octobre 1923, conformément aux termes de ses dispositions finales.

Les soussignés, représentants des Gouvernements de la FRANCE, de la GRANDE-BRETAGNE et de l'ITALIE, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, conviennent, par les présentes, que la Commission financière internationale mentionnée dans le protocole relatif à l'établissement des réfugiés en Grèce et à l'institution, à cet effet, d'un Office autonome d'établissement des réfugiés, — Protocole approuvé par le Conseil de la Société des Nations et signé au nom du Gouvernement hellénique — s'acquittera des fonctions que prévoit pour elle ledit Protocole; ils s'engagent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, à ce que les instructions nécessaires soient données par lesdits gouvernements à leurs délégués à la Commission financière internationale.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration.

Fait à Genève le vingt-neuf septembre 1923, en une seule expédition, qui devra être déposée au Secrétariat de la Société des Nations et être enregistrée par lui sans délai.

RENNELL RODD.
DUPUY.
GARBASSO.

¹ Voir page 29 de ce volume.

No. 504. — DECLARATION RELATING TO THE SETTLEMENT OF REFUGEES IN GREECE AND THE CREATION FOR THIS PURPOSE OF A REFUGEES SETTLEMENT COMMISSION¹, SIGNED ON BEHALF OF GREAT BRITAIN, FRANCE AND ITALY. GENEVA, SEPTEMBER 29, 1923.

French and English official texts. This declaration was registered October 15, 1923, in accordance with its final provisions.

The undersigned, representatives of the Governments of GREAT BRITAIN, FRANCE and ITALY, duly authorised by their respective Governments, hereby agree that the International Financial Commission referred to in the Protocol relating to the settlement of refugees in Greece and the creation for this purpose of a Refugees Settlement Commission, which has been approved by the Council of the League of Nations and executed on behalf of the Hellenic Government, shall discharge the duties which the said Protocol contemplates shall be performed by it ; and they undertake on behalf of their respective Governments that the necessary instructions will be given by these Governments to their representatives upon the said International Financial Commission.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present declaration.

Done at Geneva on the twenty-ninth day of September 1923, in a single copy which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations and shall be registered by it without delay.

RENNELL RODD.
DUPUY.
GARBASSO.

¹ See page 29 of this volume.

N° 505.

PÉROU ET VENEZUELA

Convention relative au service des
valises diplomatiques, signée à
Lima le 14 mars 1923.

PERU AND VENEZUELA

Agreement respecting the service of
diplomatic bags, signed at Lima,
March 14, 1923.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 505. — CONVENIO SUSCRITO ENTRE LA REPUBLICA DEL PERÚ
Y LA REPUBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA.
FIRMADO EN LIMA EL 14 DE MARZO DE 1923.

Texte officiel espagnol communiqué par le Ministre des Affaires étrangères du Pérou. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 octobre 1923.

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Peru. The registration of this Agreement took place October 16, 1923.

CONVENIO

Reunidos en el Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú el Excelentísimo señor doctor Alberto SALOMON, Ministro del ramo, y el Excelentísimo señor don Nicolas Veloz GORTICOA, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Venezuela, han acordado celebrar el siguiente convenio :

I.

Los Gobiernos del Perú y de Venezuela acuerdan establecer gratuitamente entre ellos el servicio de valijas diplomaticas cerradas para el transporte directo de la correspondencia oficial entre los Ministerios de Relaciones Exteriores de cada uno de los dos paises y su respectiva Legación en el otro, y reciprocamente.

II.

Las valijas gozarán de las franquicias y garantías otorgadas a los correos de gabinete ; serán inviolables y transitarán por los medios de transporte de que se disponga para conducir la correspondencia en general.

III.

Los Ministerios de Relaciones Exteriores de cada uno de los paises y sus respectivas Legaciones, quedarán en posesion de las llaves correspondientes a sus propias valijas.

IV.

Las valijas serán del modelo que se determine y no podrán contener cosas extrañas a la correspondencia oficial. Se entregarán en las respectivas administraciones de correos hasta la última hora fijada al público para el despacho de correspondencia, por un empleado con autorización

del jefe de la Legacion o secretario de ella y llevarán estampada la dirección de manera visible e indeleble. Al entregarse la valija, la administración de correos dará recibo en el que conste el peso y volumen que tiene, y el día, lugar y hora en que se recibe. Por las valijas que lleguen, las respectivas Legaciones otorgarán comprobante igual.

V.

El limite de peso y volumen de las valijas seran : maximum de peso, quince kilogramos ; maximum de volumen setenta, y cinco decímetros cúbicos.

Hecho, firmado y sellado, en doble ejemplar, en Lima el catorce de marzo de mil novecientos veintitrés.

(L. S.) ALBERTO SALOMON.

(L. S.) NICOLÁS VELOZ GOITICOA.

Es conforme :

El Oficial Mayor de Relaciones Exteriores :

(s) ELGUERA.

¹ TRADUCTION.

No. 505. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU ET LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA, RELATIVE AU SERVICE DES VALISES DIPLOMATIQUES, SIGNÉE A LIMA, LE 14 MARS 1923.

CONVENTION.

Son Excellence le Dr Alberto SALOMON, Ministre des Affaires étrangères, et
Son Excellence M. Nicolas Veloz GONZALEZ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Venezuela, réunis au Ministère des Affaires étrangères du Pérou, sont convenus de l'Accord suivant :

I.

Les Gouvernements du Pérou et du Venezuela conviennent d'établir entre leurs pays respectifs, le service en franchise des valises diplomatiques scellées, pour le transport direct de la correspondance officielle entre les Ministères des Affaires étrangères de chacun des deux pays, et leur Légation respective.

II.

Les valises jouiront des privilèges et des garanties accordés aux courriers de cabinet ; elles seront inviolables et seront expédiées par les moyens de transport dont disposent les deux Etats pour la transmission des courriers en général.

III.

Les Ministères des Affaires étrangères de chacun des deux pays, ainsi que leurs légations respectives, détiendront les clefs de leur propre valise.

IV.

Le modèle des valises sera déterminé, et elles ne pourront contenir que la correspondance officielle. Elles pourront être remises à l'administration respective des postes, — jusqu'à la dernière heure fixée au public pour la levée du courrier, — par un employé, que le chef, ou le secrétaire de la Légation, aura autorisé à cet effet, et elles porteront, d'une manière visible et indélébile, l'indication de leur lieu de destination. En prenant livraison de la valise, l'administration des postes

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 505. — AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF PERU AND THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA, RESPECTING THE SERVICE OF DIPLOMATIC BAGS. SIGNED AT LIMA, MARCH 14, 1923.

AGREEMENT.

His Excellency Dr. Alberto SALOMON, Minister for Foreign Affairs, and
His Excellency M. Nicolas Veloz GORTICOA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Venezuela, having met at the Peruvian Ministry for Foreign Affairs, have agreed as follows :

I.

The Governments of Peru and of Venezuela agree to institute a service of sealed diplomatic bags, exempt from all duties, between their respective countries for the direct transmission of official correspondence between the Ministries for Foreign Affairs of the two countries and their respective Legations.

II.

The bags shall enjoy the privileges and securities granted to Cabinet Mails ; they shall be inviolable and shall be forwarded by the means of transport at the disposal of the two countries for the transmission of mails in general.

III.

The Ministries for Foreign Affairs of either country and their respective Legations shall each hold the keys for their own bag.

IV.

The type of bag will be determined and will contain nothing but official correspondence. The bags may be delivered to the postal administration concerned — up to the latest time for posting fixed for the public — by an employee authorised for this purpose by the head or secretary of the Legation, and the place of destination must be indicated on them in a visible and indelible manner. The postal administration will, on collecting the bags, give a receipt indicating

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

délivrera un reçu, indiquant son poids et son volume, ainsi que le jour, le lieu et l'heure de la réception. En retirant les valises, à leur arrivée, les légations respectives délivreront un accusé de réception.

V.

Les limites de poids et de volume suivantes seront en vigueur :

Maximum de poids : quinze kilogrammes ;

Maximum de volume : soixante-quinze décimètres cubes.

Fait, signé et scellé, en double exemplaire, à Lima, le quatorze mars mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) ALBERTO SALOMON.

(L. S.) NICOLAS VELOZ GOITICOA.

the weight and volume and date, place and time of receipt. On receiving the bags upon arrival, the Legations concerned will give a receipt.

V.

The following shall be the limit of weight and volume :

Maximum weight : fifteen kilogrammes.

Maximum volume : seventy-five cubic decimetres.

Done, signed and sealed in duplicate at Lima, on March the fourteenth, nineteen hundred and twenty-three.

(L. S.) ALBERTO SALOMON.

(L. S.) NICOLAS VELOZ GOITICOA.

N° 506.

**GRANDE-BRETAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à des exemptions
réciproques de droits de douane
pour certains échantillons de mar-
chandises, signée à Londres le
31 janvier 1923.

**GREAT BRITAIN
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement respecting the Customs
Clearance of Commercial Travel-
lers' Samples, signed at London,
January 31, 1923.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 506. — ÚMLUVA¹ MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A VELKOU BRITANIÍ TÝKAJÍCÍ SE VZORKŮ OBCHODNÍCH CESTUJÍCÍCH, PODEPSANÁ V LONDÝNĚ DNE 31. LEDNA, 1923.

Textes officiels anglais et tchécoslovaque, communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations, et par le Ministère des Affaires étrangères de S. M. Britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 octobre 1923.

ČESKOSLOVENSKÁ REPUBLIKA a VELKÁ BRITÁNIE ve snaze, aby ulehčily celní odbavování vzorků zboží, které podléhá celním poplatkům a bylo dopraveno do Velké Británie nebo Československé Republiky obchodními cestujícími Československé Republiky nebo Velké Británie a naopak a má sloužiti jako předlohy nebo vzory ku získávání objednávek, nikoli však ku prodeji, sjednaly tuto vzájemnou úmluvu :

Předměty, podléhající clu a sloužící za vzory a vzorky, jež jsou dováženy do Velké Británie obchodními cestujícími československými nebo do Československé Republiky obchodními cestujícími Velké Británie, budou propuštěny bezcelně, bude-li vyhověno podmínkám, jež jsou nutny k zabezpečení jejich zpětného vývozu nebo uložení do celních skladišť a to :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 7 septembre 1923.

No. 506. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND GREAT BRITAIN RESPECTING THE CUSTOMS CLEARANCE OF COMMERCIAL TRAVELLERS' SAMPLES. SIGNED AT LONDON, JANUARY 31, 1923.

English and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place October 19, 1923.

THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS BRITANNIC MAJESTY, being desirous of facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples of dutiable goods brought into Great Britain or the Czechoslovak Republic by commercial travellers of the Czechoslovak Republic or Great Britain respectively to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders and not for sale, mutually agree as follows :

Articles liable to duty serving as patterns and samples which are introduced into Great Britain by commercial travellers of the Czechoslovak Republic or into the Czechoslovak Republic by commercial travellers of Great Britain shall henceforth be admitted free of duty, subject to the following formalities requisite to ensure their being re-exported or placed in bond :

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, September 7, 1923.

1. Celní úřady zjistí v přístavě nebo v místě, kudy budou vzorky dováženy, výši cla na ně připadajícího.

Obchodní cestující bude povinen uhra. diti tento obnos nebo dáti plnou záruku.

2. Značky, ražení nebo pečete umí. stěné na takové vzorky celními úředníky jedné ze smluvních stran za účelem zjiš. tění totožnosti, budou uznávány za posta. čitelné úřady druhé smluvní strany. Došly. li by vzorky bez výše uvedených zjiš. ťovacích značek nebo nebyly-li značky pří. slušnými úřady uznány za dostatečné, může příslušný úřad žádati, aby byly takové vzorky dodatečnými značkami opa. třeny; označení však nesmí vzorky po. škoditi a děje se zdarma.

3. Dovozce obdrží povolení nebo os. vědčení, které bude obsahovati:

- a) Seznam dovážených vzorů neb vzor. ků, udávajících jakost zboží a ozna. čení, jež by účelně sloužila ku zjištění totožnosti;
- b) stanovení cla, jemuž vzory nebo vzorky podléhají, jakož i záznam o tom, zda částka ta byla složena hotově neb kryta zárukou;
- c) záznam o tom, jakým způsobem byly vzory nebo vzorky celními znač. kami opatřeny;
- d) označení lhůty, jež v krajním pří. padě nesmí přesahovati 12 měsíců a po jejímž uplynutí, nebude-li pro. kázáno, že vzory nebo vzorky byly opět vyvezeny nebo uloženy v cel. ním skladišti, bude částka, jež byla deponována jako clo, převedena na účet státní, nebo na podkladě dané záruky pro účet státní vybrána.

4. Vzory a vzorky mohou býti zpět vyvezeny přes jiný celní úřad, než kudy byly dovezeny.

5. Jestliže vzory nebo vzorky před uplynutím určené lhůty byly předloženy viz paragraf 3 d) u celního úřadu které. hokoli přístavu neb místa, za účelem zpětného vývozu neb uložení do celního

(1) The officers of customs at any port or place at which the patterns or samples may be imported shall ascertain the amount of duty chargeable thereon.

That amount must either be deposited by the commercial traveller in money or ample security must be given.

(2) For the purpose of identification, the marks, stamps or seals placed upon such samples by the Customs Authorities of one of the Contracting Parties shall be recognised as sufficient by those of the other Party. Should the samples, however, arrive without bearing the above-mentioned marks of identity, or should the marks not appear sufficient to the administration interested, a supplementary mark may be affixed to such samples if considered desirable in such a way as not to injure them and without charge.

(3) A permit or certificate shall be given to the importer which shall contain:

- (a) A list of the patterns or samples imported, specifying the nature of the goods and such marks as may be proper for the purpose of identification;
- (b) A statement of the duty chargeable on the patterns or samples as also whether the amount was deposited in money or whether security was given for it.
- (c) A statement relative to the manner in which the patterns or samples were marked;
- (d) The appointment of a period, which at the utmost must not exceed twelve months, at the expiration of which, unless it is proved that the patterns or samples have been previously re-exported or placed in bond, the amount of duty deposited will be carried to the public account, or the amount recovered under the security given.

(4) Patterns or samples may also be re-exported through any other custom-house than the one through which they were imported.

(5) If before the expiration of the appointed time provided for in paragraph 3 (d) the patterns or samples should be presented at the custom-house of any port or place for the purpose of re-exportation

skladiště, jest povinností celních úřadů, aby se přesvědčily přezkoušením, zda předložené předměty jsou totožné s předměty, na něž povolení dovozu bylo uděleno. Není-li v tomto směru námitek, ověří úřad zpětný vývoz nebo uložení do celního skladiště a navrátí clo, jež bylo deponováno, anebo učiní opatření, aby záruka byla zrušena.

Úmluva nabývá působnosti výměnou ratifikačních listin, která se provede co nejdříve v Praze.

Úmluva potrvá v platnosti ještě po tři měsíce ode dne, kdy některá ze smluvních stran oznámí svůj úmysl úmluvu vypověděti.

Vystaveno dvojmo v Londýně v anglické a československé řeči, dne 31. ledna 1923.

or being placed in bond, the officers at such port or place must satisfy themselves by examination whether the articles which are brought to them are the same as those for which the permit of entry was granted. If there are no objections in this respect the officers will certify the re-exportation or deposit in bond, and will refund the duty which had been deposited, or will take necessary steps for discharging the security.

The aforesaid agreement will enter into force on the exchange of ratification documents, which shall take place as early as possible at Prague.

This agreement shall remain in operation for three months from the date on which either Contracting Party shall have given notice of its intention of denouncing it.

Done in duplicate at London in the English and Czechoslovak languages, January 31, 1923.

(L. S.) Dr. VOJTĚCH MASTNÝ.

(L. S.) CURZON OF KEDLESTON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 506. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE, RELATIVE A DES EXEMPTIONS RÉCIPROQUES DE DROITS DE DOUANE POUR CERTAINS ÉCHANTILLONS DE MARCHANDISES, SIGNÉE A LONDRES LE 31 JANVIER 1923.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE animés du désir de faciliter le passage en douane d'échantillons de marchandises passibles de droits, introduits en Grande Bretagne ou dans la République tchécoslovaque par des voyageurs de commerce de la République tchécoslovaque ou de la Grande-Bretagne respectivement, ces articles étant destinés non à être vendus, mais à servir de modèles ou d'échantillons en vue de recueillir des commandes, sont convenus des dispositions suivantes :

Les articles passibles de droits, qui servent de modèles et d'échantillons, et qui sont introduits en Grande-Bretagne par des voyageurs de commerce tchécoslovaques, ou

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

dans la République tchécoslovaque par des voyageurs de commerce de la Grande-Bretagne, seront désormais admis en franchise, sous réserve des formalités suivantes, destinées à assurer leur réexportation ou leur entreposage en douane :

1. Les fonctionnaires des douanes dans tout port ou lieu d'entrée des échantillons et des modèles, établiront le montant des droits qui frappent ces articles.

Le voyageur de commerce devra déposer le montant des droits ou fournir des garanties suffisantes en espèces afin d'en assurer le paiement.

2. En vue de permettre l'identification des marchandises, les marques, timbres ou sceaux apposés sur les échantillons par les autorités douanières de l'une des Parties contractantes, seront considérés comme suffisants par les autorités douanières de l'autre partie. Toutefois, s'il est constaté à l'arrivée que les échantillons ne portent pas les marques mentionnées ci-dessus, ou si les marques ne semblaient pas suffisantes à l'administration intéressée, une marque supplémentaire pourrait, le cas échéant, être apposée sur ces échantillons, sans frais et de manière à ne pas détériorer les marchandises.

3. Il sera délivré à l'importateur un permis ou certificat qui contiendra :

- a) la liste des modèles ou échantillons importés, spécifiant la nature des marchandises et les marques destinées à en permettre l'identification.
- b) une déclaration mentionnant le montant des droits auxquels sont soumis les modèles ou échantillons, et indiquant également si le dépôt des droits a été effectué en espèces ou si des garanties ont été fournies pour en assurer le paiement.
- c) une déclaration indiquant les marques apposées sur les échantillons ou modèles.
- d) une déclaration mentionnant le délai (qui ne devra en aucun cas dépasser douze mois) à l'expiration duquel le montant des droits déposés sera, ou bien acquis à l'administration ou bien recouvré par le jeu des garanties affectées en nantissement, à moins qu'il ne soit prouvé que les modèles ou échantillons dont il s'agit ont été, avant l'expiration du délai, réexportés ou entreposés en douane.

4. Les modèles ou échantillons pourront être réexportés par un bureau de douane autre que le bureau par lequel ils ont été importés.

5. Si, avant l'expiration du délai fixé (§ 3 d) les modèles ou échantillons sont présentés, en vue de leur réexportation, à un bureau de douane d'un port ou lieu quelconque, ou s'ils sont entreposés en douane, les fonctionnaires dudit port ou lieu devront se convaincre, par un examen, que les articles qui leur sont présentés sont bien ceux qui avaient fait l'objet d'un permis d'entrée. Si lesdits fonctionnaires sont convaincus que tel est bien le cas, ils certifieront la réexportation ou l'entreposage en douane, et rembourseront les droits déposés, ou prendront les mesures nécessaires pour libérer les garanties affectées en nantissement.

Ledit Arrangement entrera en vigueur dès que l'échange des instruments de ratification aura eu lieu, échange qui se fera à Prague dans le plus bref délai possible.

Le présent Accord restera en vigueur pendant trois mois à dater du jour où l'une ou l'autre des deux Parties contractantes aura signifié son intention de le dénoncer.

Fait en double expédition à Londres, en langues anglaise et tchécoslovaque, le trente et un janvier mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) Dr. VOJTĚCH MASTNÝ.

(L. S.) CURZON OF KEDLESTON.

N° 507.

BELGIQUE ET DANEMARK

Accord concernant la navigation
aérienne, signé à Copenhague le
28 juin 1923.

BELGIUM AND DENMARK

Agreement relating to Air Naviga-
tion, signed at Copenhagen, June
28, 1923.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 507. — OVERENSKOMST¹ MELLEM BELGIEN OG DANMARK
ANGAAENDE LUFTFART, UNDERTEGNET DEN 28 JUNI 1923.

Textes officiels français et danois, communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 octobre 1923.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND og HANS MAJESTÆT BELGIERNES KONGE er blevet enige om at afslutte en Overenskomst mellem Danmark og Belgien angaaende Luftfart og har i dette Øjemed udnævnt til deres Befuldmægtigede :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Sin Udenrigsminister, Hans Ekscellence Christian Magdalus Thestrup COLD ;

HANS MAJESTÆT BELGIERNES KONGE :

Sin overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister hos Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island, Herr G. ALLART.

Efter at de Befuldmægtigede har meddelt hinanden deres Fuldmagter og befundet disse i god og behørig Form, er de kommet overens om følgende :

Artikel 1.

Enhver af de kontraherende Stater forpligter sig til i Fredstid at tilstaa private Luftfartøjer, der paa behørig Maade er registreret i den anden kontraherende Stat, fri Adgang til uskadelig Luftfart over dens Land- og Søomraade under Iagttagelse af de i denne Overenskomst indeholdte Forskrifter.

Artikel 2.

Som private Luftfartøjer, i den i Artikel 1 angivne Betydning, betragtes alle Luftfartøjer med Undtagelse af :

- a) Luftfartøjer, der føres af en Militær, hvem dette Hverv er overdraget.
- b) Luftfartøjer, der udelukkende anvendes i Statens Tjeneste som Post-, Told- eller Politiluftfartøjer.

Artikel 3.

Enhver af de kontraherende Stater har Ret til, af militære Grunde eller af Hensyn til den offentlige Sikkerhed, at forbyde Flyvning over visse Dele af dens Omraade, med det Forbehold at der ikke gøres nogen Forskel i denne Henseende mellem de to Staters private Luftfartøjer.

Om de Omraader, over hvilke Flyvning saaledes er forbudt, skal Meddelelse tilgaa den anden kontraherende Stat.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 15 août 1923.

No. 507. — ACCORD¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE DANEMARK CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 28 JUIN 1923.

French and Danish official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place October 20, 1923.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ont convenu de conclure un Accord entre la BELGIQUE et le DANEMARK relatif à la navigation aérienne et ont, à cet effet, désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, Monsieur G. ALLART ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Son Ministre des Affaires étrangères, Son Excellence Christian Magdalus Thestrup COLD.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Chacun des Etats contractants s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs privés, dûment enregistrés dans l'autre Etat contractant, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et ses eaux territoriales, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans le présent Accord.

Article 2.

Seront considérés comme aéronefs privés, dans le sens de l'article 1, tous aéronefs à l'exception ;

- a) des aéronefs commandés par un militaire, commissionné à cet effet ;
- b) des aéronefs exclusivement affectés au service d'Etat comme aéronefs de postes, de douane ou de police.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit, pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, d'interdire le survol de certaines zones de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs privés des deux Etats.

Les zones ainsi interdites devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

¹ The exchange of ratifications took place at Copenhagen, August 15, 1923.

Artikel 4.

Ethvert Luftfartøj, som er kommet ind over et Omraade, over hvilket Flyvning er forbudt, skal straks afgive det Nødsignal, som er foreskrevet i Bestemmelserne om Luftfart i den Stat, over hvilken Flyvningen finder Sted, og hurtigst muligt gaa ned paa en af Flyvepladserne i denne Stat og udenfor det forbudte Omraade.

Artikel 5.

Luftfartøjer og deres Besætning skal være forsynet med alle Certifikater, Journaler og Dokumenter, som af Myndighederne i Hjemlandet er foreskrevet for Luftfarten. Luftfartøjerne skal have tydelige og synlige Mærker, som tillader deres Identificering under Flyvningen.

Artikel 6.

Besætningen og Passagererne skal være forsynet med alle de Legitimationspapirer og Pas, som kræves ifølge de Love og Bestemmelser, der gælder for anden international Trafik. Besættningens Medlemmer skal desuden være forsynet med Dokumenter, der godtgør deres Identitet, deres Nationalitet og militære Stilling.

Artikel 7.

Et Luftfartøj, som befinder sig over den anden kontraherende Stats Omraade, maa kun være forsynet med Radioinstallation, for saa vidt dette er tilladt ifølge de gældende Love og Bestemmelser i de to kontraherende Stater. Saadan Installation maa kun benyttes af de Medlemmer af Besætningen, som er forsynet med særlig Tilladelse dertil af den Stat, hvor Luftfartøjet er hjemmehørende.

Artikel 8.

Ethvert Luftfartøj, der er hjemmehørende i en af de kontraherende Stater, skal for at flyve over den anden kontraherende Stat være i fuldkommen luftdygtig Stand.

Luftfartøjet skal være forsynet med et Luftdygtighedsbevis udstedt af de kompetente Myndigheder i dets Hjemland.

De to kontraherende Stater anerkender gensidig de Luftdygtighedsbeviser, der er udstedt af deres kompetente Myndigheder.

Hvis Luftfartøjets Luftdygtighed efter Udstedelsen af Beviset er blevet forringet ved et Uheld, ved Skade eller anden Forandring, kan Fortsættelsen af dette Luftfartøjs Rejse gøres afhængig af en saadan Reparation, at Luftfartøjet kan betragtes som luftdygtigt af Myndighederne i den kontraherende Stat, hvor det befinder sig.

Artikel 9.

Et Luftfartøj, der lander paa eller starter fra en kontraherende Stats Omraade, kan, med Forbehold af Bestemmelserne i Artikel 11, medføre Passagerer eller Gods. Det skal, i saa Tilfælde, være forsynet med en Fortegnelse over Passagerernes Navne, en Fortegnelse over Godsets Art og Mængde, saavel som med de fornødne Tolderklæringer.

Viser det sig ved Luftfartøjets Ankomst, at der foreligger nogen Uoverensstemmelse mellem Ladningsfortegnelsen og det medførte Gods, vil Toldmyndighederne paa Ankomstflyvepladsen direkte underrette Myndighederne paa Afgangsflyvepladsen derom.

Article 4.

Tout aéronef se trouvant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse, prévu au règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé, et atterrir au plus tôt sur l'un des aéroports de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs et leur équipage devront être munis de tous les certificats, brevets et documents prescrits pour la navigation aérienne par les autorités du pays dont l'aéronef possède la nationalité. Les aéronefs devront porter des marques distinctives apparentes permettant de les identifier en vol.

Article 6.

Les personnes composant l'équipage et les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur pour tout autre trafic international. Les personnes composant l'équipage devront en outre être porteurs des pièces établissant leur identité, leur nationalité et leur situation militaire.

Article 7.

Un aéronef qui se trouve au-dessus du territoire de l'autre Etat contractant ne pourra porter d'appareil radioélectrique que si cela est permis d'après les lois et règlements en vigueur dans les deux pays contractants. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale, délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité.

Article 8.

Tout aéronef originaire d'un des Etats contractants devra, pour survoler l'autre Etat contractant, être en parfait état de navigabilité.

L'aéronef sera muni d'un certificat de navigabilité aérienne délivré par l'autorité compétente de son pays d'origine.

Les deux Etats contractants reconnaîtront mutuellement les certificats de navigabilité délivrés par leurs autorités compétentes.

Si, après délivrance du certificat, la navigabilité de l'aéronef s'est trouvée réduite par accident, dommage ou autre changement, la continuation du voyage de cet aéronef pourra être soumise à la condition d'une réparation telle que l'aéronef puisse être considéré comme navigable par les autorités de l'Etat contractant où il se trouve.

Article 9.

Un aéronef atterrissant sur ou partant du territoire d'un Etat contractant pourra, sauf les dispositions de l'article II, transporter des passagers ou des marchandises. Il doit être muni, en ce cas, d'une liste nominale des passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée de l'aéronef, il est constaté une différence entre les déclarations de douane et les marchandises transportées, les autorités compétentes de l'aéroport d'arrivée en aviseront directement les autorités de l'aéroport de départ.

Artikel 10.

Ved Afrejsen og Landingen har Myndighederne i den ene af de kontraherende Stater i alle Tilfælde Ret til indenfor dens Højhedsomraade at undersøge Luftfartøjerne fra den anden Stat, samt prøve Rigtigheden af de Dokumenter, de skal være forsynet med.

Artikel 11.

Enhver af de to kontraherende Stater er berettiget til at gøre erhvervsmæssig Befordring af Personer og Gods til, fra eller indenfor dens Omraade afhængig af en særlig Tilladelse fra dens kompetente Myndigheder.

Denne Bestemmelse finder dog ingen Anvendelse med Hensyn til et Luftfartøjs lejlighedsvis Fart fra den Stat, hvor det er hjemmehørende, til den anden kontraherende Stat.

Befordringen af Passagerer og Gods mellem to Punkter indenfor Statens Omraade kan forbeholdes de der hjemmehørende Luftfartøjer.

Indretningen af afmærkede Luftveje samt Drift af planmæssig Luftforbindelse over en af de kontraherende Staters Omraade kan gøres afhængig af en særlig Tilladelse.

Artikel 12.

De to kontraherende Staters Grænser kan, indtil andet maatte blive bestemt, passeres paa ethvert Punkt.

Over dansk Land- og Søomraade skal Luftfartøjet imidlertid saa vidt muligt lægge sin Rute saaledes, at det kan iagttages fra et eller flere af de i Tillægget til denne Overenskomst nævnte Punkter.

Artikel 13.

Luftfartøjer, som er hjemmehørende i den ene af de kontraherende Stater, maa indenfor den anden Stat kun lande paa en Flyveplads, der staar aaben til offentlig Benyttelse for Luftfarten. Luftfartøjerne skal have Ret til at benytte saadanne Flyvepladser i den anden kontraherende Stat, mod Betaling af de samme Afgifter og paa samme Betingelser som de der hjemmehørende Luftfartøjer. De skal ligeledes ved almindelige Landinger og Nødlandinger paa den anden kontraherende Stats Omraade have Krav paa den samme Bistand som der hjemmehørende Luftfartøjer.

Enhver af de kontraherende Stater skal meddele den anden Stat en Fortegnelse over de Flyvepladser, der er aabne for Luftfarten. Den skal ufortøvet give den anden kontraherende Stat Meddelelse om enhver Ændring i denne Fortegnelse og om enhver, om end kun forbigaaende Hindring i at benytte disse Flyvepladser.

Artikel 14.

Ved Nødlandinger udenfor en Flyveplads skal der ufortøvet gives Meddelelse til de nærmeste Politi- og Toldmyndigheder, og indtil deres Ankomst skal Besætningen og Passagererne blive i Nærheden af Luftfartøjet og drage Omsorg for, at der ikke fjernes nogen Del af Luftfartøjet, af dets Tilbehør eller dets Ladning.

Artikel 15.

De kontraherende Stater er enige om, at Luftfartøjer, hjemmehørende i den ene kontraherende Stat, deres Besætning og Passagerer, naar de befinder sig paa den anden Stats Omraade, skal være

Article 10.

Au départ et à l'atterrissage, les autorités de l'un des Etats contractants auront le droit, dans tous les cas et dans les limites du territoire de cet Etat, de visiter les aéronefs de l'autre Etat et de vérifier les documents, dont ils doivent être munis.

Article 11.

Chacun des deux Etats contractants peut soumettre le transport commercial de personnes et de marchandises vers son territoire, sortant de son territoire ou dans l'intérieur de son territoire à une concession délivrée par ses autorités compétentes. Toutefois, cette disposition ne sera pas applicable à l'égard d'un aéronef effectuant occasionnellement un voyage de l'Etat, dont il est originaire, vers l'autre Etat contractant.

Le transport des passagers et des marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de l'Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des Etats contractants, peuvent être soumis à une autorisation spéciale.

Article 12.

Les frontières des deux Etats contractants peuvent, jusqu'à avis contraire, être franchies en n'importe quel point.

Sur le territoire danois et les eaux territoriales danoises l'aéronef devra, cependant, autant que possible naviguer de façon à pouvoir être observé de l'un ou plusieurs des points mentionnés dans l'annexe au présent Accord.

Article 13.

Les aéronefs de l'un des Etats contractants ne pourront atterrir dans l'autre Etat que sur un aérodrome ouvert à l'usage du public de la navigation aérienne. Les aéronefs auront le droit d'utiliser ces aérodromes dans l'autre Etat contractant moyennant le paiement des mêmes droits et aux mêmes conditions que les aéronefs nationaux. Ils auront également droit, lors des atterrissages ordinaires et atterrissages forcés sur le territoire de l'autre Etat contractant, aux mêmes secours que les aéronefs de cet Etat.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre Etat une liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne. Il avisera immédiatement l'autre Etat contractant de toute modification à cette liste et des empêchements, même passagers, à l'utilisation de l'un de ces aérodromes.

Article 14.

En cas d'atterrissage forcé en dehors d'un aérodrome, les autorités policière et douanière du lieu d'atterrissage seront immédiatement avisées et, jusqu'à l'arrivée de ces autorités, les personnes de l'équipage et les passagers devront rester près de l'aéronef et auront soin qu'il ne soit enlevé aucune partie de l'aéronef, de ses accessoires ou de sa cargaison.

Article 15.

Les Etats contractants conviennent que les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, leurs équipages et passagers lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis

underkastet de der gældende Bestemmelser angaaende Luftfart i Almindelighed, angaaende Toldafgifter og andre Afgifter, Ind- og Udførselsforbud, Befordring af Personer og Gods saavel som vedrørende den offentlige Sikkerhed og Orden, medmindre noget andet er bestemt i denne Overenskomst, og at de ogsaa skal være underkastet andre Forpligtelser, som følger af den almindelige gældende Lovgivning.

Artikel 16.

De Luftfarten vedrørende Beviser, som i den ene af de kontraherende Stater er udstedt for de der hjemmehørende Luftfartøjer og deres Besætninger, skal i den anden kontraherende Stat have den samme Gyldighed som de tilsvarende Beviser, der er udstedt af denne Stat.

Hvad angaar Flyvninger indenfor dens egne Grænser kan enhver af de kontraherende Stater nægte at anerkende Certifikater, som er udstedt til en af dens egne Undersaatter af den anden kontraherende Stat.

Artikel 17.

Luftfartøjerne, deres Besætninger og Passagerer maa hverken befordre som Gods eller paa anden Maade medføre Vaaben, Ammunition, giftige Gasarter eller Sprængstoffer. Brevduer og Fotografiapparater maa kun medføres med Tilladelse fra den kompetente Myndighed i den Stat, i hvis Luftomraade Luftfartøjet befinder sig.

Artikel 18.

Det er forbudt at udkaste fra et Luftfartøj under Flyvning anden Ballast end fint Sand eller Vand.

Artikel 19.

Al Losning eller Bortkastning undervejs af nogen anden Ting end Ballast er forbudt. Der kan kun gøres Undtagelse i Tilfælde af, at en særlig Tilladelse er givet hertil af den Stat, paa hvis Omraade Losningen eller Bortkastningen finder Sted.

Artikel 20.

De kontraherende Stater meddeler gensidig hinanden de Love og Forskrifter, der er af Betydning for Luftfarten indenfor deres Omraade.

Artikel 21.

De to kontraherende Stater træffer de nødvendige Forholdsregler til, at Bestemmelserne i denne Overenskomst overholdes af deres Luftfartøjer, deres Besætninger og Passagerer.

Hvis den Stat, hvor Luftfartøjet befinder sig, ikke selv paatager sig Paatalen af en Overtrædelse, vil den i paakommende Tilfælde give Underretning til Myndighederne i den anden kontraherende Stat.

Artikel 22.

Denne Overenskomst, der er afsluttet som midlertidig, kan opsiges af hver af de kontraherende Stater til et hvilket som helst Tidspunkt med 6 Maaneders Varsel.

aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question relativement à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et autres droits, interdictions d'exportation et d'importation, transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et l'ordre publics, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans cet Accord, et qu'ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Article 16.

Les certificats relatifs à la navigation aérienne, délivrés dans l'un des pays contractants pour les aéronefs lui appartenant et leurs équipages, auront, dans l'autre Etat contractant, la même validité que les certificats correspondants, délivrés par cet Etat.

Pour ce qui concerne la circulation aérienne sur son propre territoire, chacun des Etats contractants se réserve de refuser de reconnaître les certificats délivrés à l'un de ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 17.

Les aéronefs, leurs équipages et passagers ne pourront transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, munitions, gaz asphyxiants ou explosifs. Les pigeons-voyageurs et les appareils photographiques ne pourront être emportés qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente de l'Etat dans le territoire aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 18.

Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 19.

Tout déchargement ou jets en cours de route autres que ceux du lest sont interdits. Il ne sera fait exception que dans le cas où une autorisation spéciale aura été accordée à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel a lieu le déchargement ou le jet.

Article 20.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 21.

Les deux Etats contractants prendront les mesures nécessaires pour faire observer par leurs aéronefs, leurs équipages et passagers, les dispositions de cet Accord.

Si l'Etat où l'aéronef se trouve ne se charge pas lui-même de la poursuite d'une infraction, il en donnera communication, le cas échéant, aux autorités de l'autre Etat contractant.

Article 22.

Cet Accord, conclu à titre provisoire, pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des Etats contractants en tout temps, moyennant avis donné six mois à l'avance.

Desuden forbeholder enhver af de kontraherende Stater sig Ret til at opsiges denne Overenskomst med øjeblikkelig Virkning fra Opsigelsen i Tilfælde af, at de to kontraherende Stater skulde ratificere den i Paris den 13. Oktober 1919¹ af forskellige Stater undertegnede mellemfolkelige Overenskomst om Luftfart.

Artikel 23.

Denne Overenskomst skal ratificeres og Ratifikationsinstrumenterne skal udveksles i København saa snart som muligt. Den træder i Kraft paa den Dag, da Ratifikationsinstrumenterne udveksles.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede underskrevet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Sket i København, den 28. Juni 1923 i dobbelt Udfærdigelse i det danske og det franske Sprog.

(L. S.) (Sign.) C. M. T. COLD.

TILLÆG

I.

De i Artikel 12 nævnte Observations- punkter er følgende :

Anholt Fyr	...	...	...	...	...	56° 44' 16" N.
						11° 39' 15" E.
Fornæs Fyr	...	...	...	...	...	56° 26' 36" N.
						10° 57' 40" E.
Gedser Fyr	...	...	...	...	...	54° 33' 50" N.
						11° 58' 03" E.
Hammeren Fyr	...	...	...	...	...	55° 17' 12" N.
						14° 45' 50" E.
Hanstholm Fyr	...	...	...	...	...	57° 06' 47" N.
						8° 36' 08" E.
Hirshals Fyr	...	...	...	...	...	57° 35' 06" N.
						9° 56' 45" E.
Hirsholm Fyr	...	...	...	...	...	57° 29' 09" N.
						10° 37' 43" E.
Kjels-Nor Fyr	...	...	...	...	...	54° 43' 52" N.
						10° 43' 31" E.
Knudshoved Fyr	...	...	...	...	...	55° 17' 25" N.
						10° 51' 21" E.
Kronborg Fyr	...	...	...	...	...	56° 02' 22" N.
						12° 37' 36" E.
Revsnæs Fyr	...	...	...	...	...	55° 44' 36" N.
						10° 52' 23" E.
Sejrø Fyr	...	...	...	...	...	55° 55' 09" N.
						11° 05' 07" E.
Skagen Fyr	...	...	...	...	...	57° 44' 09" N.
						10° 38' 03" E.
Sprogø Fyr	...	...	...	...	...	55° 19' 51" N.
						10° 58' 25" E.
Stevns Fyr	...	...	...	...	...	55° 17' 26" N.
						12° 27' 28" E.

¹ Vol. XI, page 173 de ce Recueil.

En outre, chacun des Etats contractants se réserve de dénoncer cet Accord, avec effet immédiat de cette dénonciation en cas où les deux Etats contractants ratifieraient la Convention internationale relative à la navigation aérienne signée par plusieurs Etats à Paris le 13 octobre 1919 ¹.

Article 23.

Cet Accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Copenhague aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les soussignés ont signé cet Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Copenhague, le 28 juin 1923, en double expédition, en langue française et en langue danoise.

(L. S.) (Signé) G. ALLART.

ANNEXE.

I.

Les points d'observation danois mentionnés à l'article 12, sont les suivants :

Phare de Anholt	56° 44' 16" N.
	11° 39' 15" E.
Phare de Fornæs	56° 26' 36" N.
	10° 57' 40" E.
Phare de Gedser	54° 33' 50" N.
	11° 58' 03" E.
Phare de Hammeren	55° 17' 12" N.
	14° 45' 50" E.
Phare de Hanstholm	57° 06' 47" N.
	8° 36' 08" E.
Phare de Hirshals	57° 35' 06" N.
	9° 56' 45" E.
Phare de Hirsholm	57° 29' 09" N.
	10° 37' 43" E.
Phare de Kjels-Nor	54° 43' 52" N.
	10° 43' 31" E.
Phare de Knudshoved	55° 17' 25" N.
	10° 51' 21" E.
Phare de Kronborg	56° 02' 22" N.
	12° 37' 36" E.
Phare de Revsnæs	55° 44' 36" N.
	10° 52' 23" E.
Phare de Sejro	55° 55' 09" N.
	11° 05' 07" E.
Phare de Skagen	57° 44' 09" N.
	10° 38' 03" E.
Phare de Sprogø	55° 19' 51" N.
	10° 58' 25" E.
Phare de Stevns	55° 17' 26" N.
	12° 27' 28" E.

¹ Vol. XI, page 173 of this Series.

Vestborg Fyr	55° 46' 11" N.
	10° 33' 17" E.
Læsø Rende Fyrskib	57° 12' (48") N.
	10° 41' (38") E.
Læsø-Trindel Fyrskib	57° 26' (30") N.
	11° 16' (45") E.
Schultz's Grund Fyrskib	56° 08' (54") N.
	11° 11' (10") E.
Drogden Fyrskib	55° 33' (03") N.
	12° 42' (57") E.
Horns-Rev Fyrskib	55° 34' (06") N.
	7° 19' (30") E.
Vyl Fyrskib	55° 21' (30") N.
	7° 40' (30") E.
Graadyb Fyrskib	55° 20' (02") N.
	8° 04' (41") E.

2.

De to kontraherende Stater forbeholder sig at træffe Aftaler angaaende Luftfartøjers Forpligtelse til af Sikkerhedsgrunde at have Radioinstallation.
 Dette Tillæg skal anses for en Bestanddel af Overenskomsten.

KØBENHAVN, den 28. Juni 1923.

(L. S.) (Signed) C. M. T. COLD.

Phare de Vestborg	55° 46' 11" N. 10° 33' 17" E.
Bateau-feu de Læsø-Rende	57° 12' (48") N. 10° 41' (38") E.
Bateau-feu de Læsø-Trindel	57° 26' (30") N. 11° 16' (45") E.
Bateau-feu de Schultz's Grund	56° 08' (54") N. 11° 11' (10") E.
Bateau-feu de Drogden	55° 33' (03") N. 12° 42' (57") E.
Bateau-feu de Horns-Rev	55° 34' (06") N. 7° 19' (30") E.
Bateau-feu de Vyl	55° 21' (30") N. 7° 40' (30") E.
Bateau-feu de Graadyb	55° 20' (02") N. 8° 04' (41") E.

2.

Les deux Etats contractants se réservent de conclure des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils radioélectriques dans les aéronefs comme mesures de sûreté.

Cette annexe sera considérée comme une partie de l'Accord.

COPENHAGUE, le 28 juin 1923.

(L. S.) (Signé) G. ALLART.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 15 octobre 1923.

Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 507. — AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND DENMARK
RELATING TO AIR NAVIGATION, SIGNED AT COPENHAGEN
JUNE 28, 1923.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND have agreed to conclude an agreement between BELGIUM and DENMARK relating to air navigation, and have for this purpose appointed as plenipotentiaries :

FOR HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur G. ALLART, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Denmark and Iceland ;

FOR HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

His Excellency, Monsieur Christian Magdalus Thestrup COLD, Minister for Foreign Affairs.

The plenipotentiaries, after having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Each of the Contracting States undertakes in time of peace to accord freedom of innocent passage above its territory and territorial waters to private aircraft duly registered in the other Contracting State, provided that the conditions established in this Agreement are observed.

Article 2.

All aircraft shall be deemed to be private aircraft within the meaning of Article 1 except the following :

- (a) Aircraft under a military commander specially commissioned for that purpose.
- (b) Aircraft exclusively used in State service, such as posts, and Customs and police aircraft.

Article 3.

Each of the Contracting States shall have the right, for military reasons or in the interest of public safety, to prohibit flight over certain areas of its territory, subject to no distinction being made in this respect between the private aircraft of the two States.

The areas thus prohibited shall be notified to the other Contracting State.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall at once give the signal of distress provided in the air traffic regulations of the State flown over, and shall forthwith land outside the prohibited area at one of the aerodromes of that State.

Article 5.

Aircraft and their crews shall be provided with all certificates, licences and documents prescribed for air traffic by the authorities of the country whose nationality the aircraft possesses. Aircraft must carry distinctive and visible marks allowing them to be identified in flight.

Article 6.

Members of the crew and passengers must be provided with all the identity documents and passports required by the laws and regulations in force for all other international traffic. Members of the crew must further be provided with documents establishing their identity, nationality and military status.

Article 7.

Any aircraft over the territory of the other Contracting State may only carry wireless apparatus if this is permitted under the laws and regulations in force in both contracting countries. Such apparatus may not be used except by members of the crew provided with a special licence for the purpose issued by the State whose nationality the aircraft possesses.

Article 8

Aircraft of one of the Contracting States may not fly over the territory of the other Contracting State unless they are completely airworthy.

The aircraft shall be provided with a certificate of airworthiness issued by the competent authority of its country of origin.

The two Contracting States shall recognise the certificates of airworthiness issued by their respective competent authorities.

If, after the certificate has been issued, the airworthiness of the aircraft is impaired by accident, damage or any other change, the aircraft may not continue its journey unless it has undergone repairs of such a nature that it may be considered as airworthy by the authorities of the Contracting State in which it is.

Article 9.

Any aircraft landing on or departing from the territory of the other Contracting State may, subject to the provisions of Article II, carry passengers and goods. It must in this case be provided with a list containing the names of the passengers and a manifest showing the nature and quantity of the goods and also the requisite customs declarations.

If, on the arrival of the aircraft, any discrepancy is discovered between the customs declarations and the goods carried, the competent authorities of the aerodrome at which it arrives shall communicate the fact direct to the authorities of the aerodrome from which the aircraft departed.

Article 10.

The authorities of either of the Contracting States shall, within the limits of its territory, have the right in all cases to examine aircraft of the other State on departure or on landing and to verify the documents with which they should be furnished.

Article 11.

Each of the two Contracting States may make the commercial transport of persons or goods into, out of, or within its own territory subject to a concession granted by its competent authorities. This provision, however, shall not apply to an aircraft occasionally travelling on behalf of the State whose nationality it possesses to the other Contracting State. The transport of passengers and goods between two points within the territory of the State may be reserved for aircraft belonging to that State.

The establishment of prescribed airways and the operation of a regular air service over the territory of one of the Contracting States may be made subject to special authorisation.

Article 12.

The frontiers of both Contracting States may, until the contrary is provided, be crossed in flight at any point.

Over Danish territory and territorial waters, aircraft shall, however, shape their course as far as possible in such a way as to be under observation from one or more of the points referred to in the Annex to the present Agreement.

Article 13.

Aircraft of one of the two Contracting States may not land within the territory of the other State except at an aerodrome that is open to public air traffic ; they shall have the right to make use of these aerodromes in the other Contracting State subject to the payment of the same dues as those charged in the case of its own aircraft and under the same conditions. In the case of regular landing or forced landing in the territory of the other Contracting State they shall be entitled to the same assistance as its own aircraft.

Each Contracting State shall communicate to the other a schedule of the aerodromes which are open to public air traffic. Every change in this schedule and any cancellation, even if only temporary, of the availability of any one aerodrome shall be notified without delay to the other Contracting State.

Article 14.

In the case of forced landings outside an aerodrome, the police or customs authorities at the place at which landing is made shall be notified forthwith, and until their arrival the crew and passengers shall remain beside the aircraft and shall take measures to prevent the removal of any part of the aircraft or its accessories or cargo.

Article 15.

The Contracting States agree that aircraft belonging to one of the Contracting States and their crews and passengers shall while in the territory of the other State be subject to the obligations arising out of the regulations in force in that State regarding air traffic in general, customs

and other duties, export or import prohibitions, the transport of passengers and goods, and public safety and order, in so far as the present agreement does not provide otherwise, and that they shall furthermore be subject to such other obligations as may arise out of the general legislation in force.

Article 16.

Certificates for air navigation issued in one of the contracting countries for aircraft belonging to it, and also their crews, shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding certificates issued by that State.

As regards air traffic within its own territory, each of the Contracting States reserves the right to refuse to recognise the certificates issued to one of its nationals by the other Contracting State.

Article 17.

Aircraft and their crews and passengers may not carry as cargo, or in any other capacity, arms, munitions, poisonous gases or explosives. Carrier-pigeons and photographic apparatus may only be carried with the permission of the competent authority of the State in the air territory of which the aircraft is situated.

Article 18.

No ballast other than fine sand or water may be dropped from an aircraft in flight.

Article 19.

The discharge or removal in the course of flight of any other substance than ballast is prohibited unless special permission has been obtained for this purpose by the State on whose territory such discharge or removal is effected.

Article 20.

The Contracting States shall reciprocally notify one another of all laws and regulations governing air traffic in their own territory.

Article 21.

The two Contracting States shall take the necessary steps to ensure that the provisions of the present Agreement are observed by their aircraft, crews and passengers.

If the country in which the aircraft quoted finds itself does not prosecute in the case of an infringement of these regulations, it shall, if necessary, give notice thereof to the authorities of the other Contracting State.

Article 22.

The present provisional Agreement may be denounced by either of the Contracting States at any time, subject to six months' notice.

Moreover, each of the Contracting States reserves the right to denounce this Agreement, such denunciation to take immediate effect in the event of both Contracting States ratifying the International Convention of Air Navigation signed by several States at Paris on October 13, 1919.

Article 23.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible. It shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Copenhagen on June 28, 1923, in the French and Danish languages.

(L. S.) (Signed) G. ALLART.

(L. S.) (Signed) C. M. T. COLD

ANNEX

I.

The Danish points of observation referred to in Article 12 are the following :

Anholt Light	...	...	...	...	...	56° 44' 16" N.
						11° 39' 15" E.
Fornæs Light	...	...	...	...	...	56° 26' 36" N.
						10° 57' 40" E.
Gedser Light	...	...	...	...	...	54° 33' 50" N.
						11° 58' 03" E.
Hammer Light	...	...	...	...	...	55° 17' 12" N.
						14° 45' 50" E.
Hanstholm Light	...	...	...	...	...	57° 06' 47" N.
						8° 36' 08" E.
Hirshals Light	...	...	...	...	...	57° 35' 06" N.
						9° 56' 45" E.
Hirsholm Light	...	...	...	...	...	57° 29' 09" N.
						10° 37' 43" E.
Kjels-Nor Light	...	...	...	...	...	54° 43' 52" N.
						10° 43' 31" E.
Knudshoved Light	...	...	...	...	...	55° 17' 25" N.
						10° 51' 21" E.
Kronborg Light	...	...	...	...	...	56° 02' 22" N.
						12° 37' 36" E.
Revsnæs Light	...	...	...	...	...	55° 44' 36" N.
						10° 52' 23" E.
Sejrø Light	...	...	...	...	...	55° 55' 09" N.
						11° 05' 07" E.
Skaw Light	...	...	...	...	...	57° 44' 09" N.
						10° 38' 03" E.
Sprogø Light	...	...	...	...	...	55° 19' 51" N.
						10° 58' 25" E.
Stevns Light	...	...	...	...	...	55° 17' 26" N.
						12° 17' 28" E.
Vestborg Light	...	...	...	...	...	55° 46' 11" N.
						10° 33' 17" E.
Læsø-Rende Light-vessel	...	...	...	...	...	57° 12' (48") N.
						10° 41' (38") E.

Læsø-Trindel Light-vessel	...	...	...	57° 26' (30") N.
				11° 16' (45") E.
Schultz Sound Light-vessel	...	...	...	56° 08' (54") N.
				11° 11' (10") E.
Drogden Light-vessel	...	...	...	55° 33' (03") N.
				12° 42' (57") E.
Horn Reef Light-vessel	.	...	...	55° 34' (06") N.
				7° 19' (30") E.
Vyl Light-vessel	...	...	...	55° 21' (30") N.
				7° 40' (30") E.
Graadyb Light-vessel	...	...	...	55° 20' (02") N.
				8° 04' (41") E.

2.

Both Contracting States reserve the right to conclude arrangements with regard to the compulsory installation of wireless apparatus in aircraft as measures of safety.

This Annex shall be considered as a part of the Agreement.

COPENHAGEN, *June* 28, 1923.

(L. S.) (Signed) G. ALLART.

(L. S.) (Signed) C. M. T. COLD.

N° 508.

FINLANDE ET SUÈDE

Arrangement concernant l'assurance
des ouvriers contre les accidents,
signé à Helsingfors le 11 sep-
tembre 1923.

FINLAND AND SWEDEN

Arrangement regarding the insurance
of workers against accidents, signed
at Helsingfors, September 11,
1923.

No. 508. — ARRANGEMENT CONCERNANT L'ASSURANCE DES
OUVRIERS CONTRE LES ACCIDENTS, SIGNÉ A HELSING-
FORS LE 11 SEPTEMBRE 1923.

*Textes officiels finnois, français et suédois, communiqués par les ministres des Affaires
étrangères de Finlande et de Suède. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le
20 octobre 1923.*

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT. TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

SELITYSKIRJA.

Allekirjoittaneet ovat, hallitustensa sitä var-
ten asianmukaisesti valtuuttamina, tehneet
seuraavan sopimuksen :

1. Suomen puolelta selitetään täten, että
Ruotsin kansalaiset tulevat kaikissa suhteissa
nauttimaan samoja oikeuksia, jotka Suomen
kansalaisille myönnetään elokuun 18 päivänä
1917 työvän tapaturmavakuutuksesta anne-
tussa asetuksessa ja samana päivänä meri-
miesten ja laivapalvelijain tapaturmavakuutuk-
sesta annetussa asetuksessa.

2. Ruotsin puolelta myönnetään, että ke-
säkuun 17 päivänä 1916 tapaturmavakuu-
tuksesta työssä sattuvan tapaturman varalle
(lagen om försäkring för olycksfall i arbete)
annetun ruotsalaisen lain 27 §: n ensimmäisen
kappaleen toisessa kohdassa sekä toisessa
kappaleessa olevia säännöksiä ei ole sovellet-
tava suomen kansalaisiin.

3. Korvaukset myönnetään ja vahvistetaan
muuten niiden sääntöjen mukaisesti, jotka
kulloinkin ovat tässä suhteessa voimassa siinä
maassa, joka korvauksen maksaa, minkä ohella
korvaukseen oikeutettu kaikissa asioissa, jotka
koskevat hänen oikeuksiaan ja velvollisuuksiaan
vakuutuksen nojalla, on oleva. tapa-

DEKLARATION.

Undertecknade, därtill vederbörligen befull-
mäktigade av sina respektive regeringar, hava
ingått följande överenskommelse :

1. Från Finlands sida förklaras härigenom,
att svenska medborgare skola i alla avseenden
åtnjuta samma rätt, som tillkommer finska
medborgare enligt den finska förordningen
om arbetares olycksfallsförsäkring (asetus työ-
väen tapaturmavakuutuksesta) av den 18
augusti 1917 och förordningen om sjömäns
och fartygsbetjänings olycksfallsförsäkring (ase-
tus merimiesten ja laivapalvelijain tapatur-
mavakuutuksesta) av samma dag.

2. För Sveriges del medges att bestäm-
melserna i 27 para första stycket andra punkten
samt andra stycket i den svenska lagen om
försäkring för olycksfall i arbete den 17 juni
1916 icke skola äga tillämpning ifråga om
finsk medborgare.

3. Ersättningarna tillerkännas och fast-
ställas för övrigt enligt de regler, som vid
varje tidpunkt äro gällande i avseende härå
i det land, varifrån ersättningen utgår, liksom
den ersättningsberättigade i alla ärenden, som
angå hans rättigheter och förpliktelser på
grund av försäkringen, skall vara underkastad

No. 508. — ARRANGEMENT BETWEEN FINLAND AND SWEDEN
REGARDING THE INSURANCE OF WORKERS AGAINST ACCI-
DENTS. SIGNED AT HELSINGFORS, SEPTEMBER 11, 1923.

Finnish, French and Swedish official texts communicated by the Finnish and Swedish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Arrangement took place October 20, 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DÉCLARATION.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont conclu l'Arrangement suivant :

1. La Finlande déclare par la présente que les ouvriers suédois jouiront, sous tous les rapports, des mêmes droits qui appartiennent aux ressortissants finlandais en vertu du décret finlandais du 18 août 1917 sur l'assurance des ouvriers contre les accidents (asetus työväen tapaturmavakuutuksesta, förordning om arbetares olycksfallsförsäkring) et du décret finlandais du même jour relatif à l'assurance des marins et gens de service à bord des navires contre les accidents (asetus merimiesten ja laivapalvelijain tapaturmavakuutuksesta, förordning om sjömäns och fartygsbetjäningens olycksfallsförsäkring).

2. La Suède déclare, de son côté, que les dispositions de l'article 27 alinéa 1^{er}, point 2 et alinéa 2 de la loi suédoise du 17 juin 1916 sur l'assurance contre les accidents du travail (lag om försäkring för olycksfall i arbete) ne s'appliqueront pas aux ressortissants finlandais.

3. Sous tous autres rapports, les indemnités seront allouées et déterminées quant à leur chiffre suivant les règles en vigueur à cet égard à la date et dans le pays où elles sont payables. Les ayants droit seront, de même, pour toutes les questions relatives à leurs droits et à leurs obligations, tels qu'ils ré-

DECLARATION.

The undersigned, being duly authorised by their respective Governments, have concluded the following arrangement :

(1) Finland hereby declares that Swedish workers shall enjoy in every respect the same rights as those possessed by Finnish nationals in virtue of the Finnish Decree dated August 18, 1917, regarding the insurance of workers against accidents, and the Finnish Decree of the same date regarding the insurance of seamen and other ships' crews against accidents.

(2) Sweden declares on her part that the provisions of Article 27, section 1, paragraph 2, and section 2, of the Swedish law dated June 17, 1916, regarding insurance against accidents due to occupation, shall not apply to Finnish nationals.

(3) In all other respects compensation shall be granted, and the amounts fixed, in accordance with the regulations in force on the date when, and in the country where, the compensation is to be paid. Persons so entitled to compensation shall, as regards all questions relating to their rights and obligations in respect

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

turmavakuutuslainsäädännön alainen siinä maassa, josta hän saa korvausta.

4. Suomen vakuutusneuvoston ja Ruotsin valtakunnanvakuutuslaitoksen (riksförsäkringsanstalten) tulee tämän sopimuksen tarkoittamissa tapauksissa syntyvien kustannuksien korvaamista vastaan avustaa toisiaan sekä pyynnöstä muuta vakuutuslaitosta, joka jonkun ylempänä mainitun asetuksen mukaisesti myöntää vakuutuksia työssä sattuvan tapaturman varalle, toimittamalla selvityksiä ja suorittamalla korvauksia.

5. Sopimus voi kummankin sopimuspuolen irtisanomisen kautta vähintään yhden vuoden irtisanomisajan jälkeen lakata olemasta voimassa kalenterivuoden päättyessä.

6. Esillä olevaa sopimusta sovelletaan tapaturmiin, jotka sattuvat sitä päivää seuraavasta päivästä alkaen, tämä päivä mukaan lukien, jolloin tämä sopimus allekirjoitetaan, kuitenkin siten, että 4) kohdan säännöksiä tulee olla voimassa myöskin niihin tapaturmiin nähden, jotka ovat sattuneet sitä ennen.

7. Tätä sopimusta ei ole sovellettava niihin lakeihin lisäkorvauksen suorittamisesta merimiehille sotatilan aiheutta mista tapaturmista, jotka on julkaistu tai ehkä julkaistaan Suomessa ja Ruotsissa.

8. Tämä sopimus on laadittu suomen, ruotsin ja ranskan kielellä ja on ranskalainen teksti sopimuksen tulkintaan nähden oleva todistusvoimainen.

9. Tämä sopimus tulee viipymättä voimaan.

Tämän vakuudeksi ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja varustaneet sen sineteillään.

Laadittu Helsingissä kahtena kappaleena 11 päivänä syyskuuta 1923.

(L. S.) (Signé) J. H. VENNOLA.
(L. S.) (Signé) HENNING ELMQUIST.

olycksfallsförsäkringslagstiftningen i det land, varifrån han mottager ersättning.

4. Försäkringsrådet i Finland och riksförsäkringsanstalten i Sverige skola i de fall, som i denna överenskommelse avses, mot vederlag för uppkommande omkostnader bistå varandra ävensom på begäran annan försäkringsinrättning, som enligt någon av ovan nämnda författningar meddelar försäkring för olycksfall i arbete, med verkställande av utredningar och utgivande av ersättningar.

5. Överenskommelsen kan genom uppsägning av vardera parten efter en uppsägningstid av minst ett år upphöra att gälla med utgången av ett kalenderår.

6. Förevarande överenskommelse tillämpas på olycksfall, som inträffa från och med dagen efter den, då denna överenskommelse undertecknas, dock att bestämmelserna i punkt 4) skola gälla även i fråga om olycksfall, som dessförinnan inträffat.

7. Denna överenskommelse skall icke äga tillämpning i avseende å de lagar om ökad ersättning till sjöfolk för olycksfall på grund av krigstillstånd, som äro eller kunna bliva utfärdade i Finland och Sverige.

8. Denna överenskommelse är avfattad på finska, svenska och franska språken, och skall i fråga om tolkningen av densamma den franska texten äga vitsord.

9. Denna överenskommelse träder omedelbart i kraft.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors i två exemplar, den 11 september 1923.

sultent de l'assurance, soumis à la législation sur l'assurance contre les accidents du pays duquel ils reçoivent l'indemnité.

4. Dans tous les cas visés par le présent Arrangement, et moyennant remboursement des frais, l'Office d'assurances de l'Etat (riksförsäkringsanstalten) en Suède et le Conseil des assurances (försäkringsradet) en Finlande se prêteront mutuellement et prêteront, lorsqu'ils en seront requis, à tout autre établissement d'assurance qui assure contre les accidents du travail, conformément aux dispositions des lois et ordonnances susmentionnées, leur assistance pour les enquêtes et le paiement des indemnités.

5. Le présent Arrangement pourra, après avoir été dénoncé au moins un an à l'avance par l'une des Parties contractantes, cesser d'être applicable à l'expiration d'une année.

6. Le présent Arrangement s'appliquera aux accidents qui surviendront à partir du lendemain de la date de sa signature, sous réserve des dispositions de l'alinéa 4, qui s'appliqueront également aux accidents antérieurs à cette date.

7. Le présent Arrangement ne sera pas applicable relativement aux lois portant majoration des indemnités à payer aux gens de mer pour accidents résultant de l'état de guerre, qui ont été ou pourront être promulguées en Finlande et en Suède.

8. Le présent Arrangement est rédigé dans les langues finnoise, suédoise et française. En cas de dissentiment relatif à son interprétation, le texte français fera foi.

9. Le présent Arrangement entrera immédiatement en vigueur.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Helsingfors, en double expédition, le 11 septembre 1923.

(L. S.) (Signé) J. H. VENNOLA.

(L. S.) (Signé) HENNING ELMQUIST.

Pour copie certifiée conforme :

Stockholm,

au Ministère des Affaires étrangères,

le 19 octobre 1923.

Le Chef de la Division du Contentieux,

A. E. RODHE.

of insurance, be subject to the laws on accident insurance of the country from which they are receiving compensation.

(4) In all cases coming under the present arrangement, the State Insurance Office in Sweden and the Insurance Council in Finland shall, subject to reimbursement of any expenditure incurred, afford each other assistance as regards enquiries and the payment of compensation and shall also, when required to do so, afford similar assistance to any other insurance institution which undertakes accident insurance in accordance with the above-mentioned legal provisions and decrees.

(5) The present arrangement may cease to be valid after it has been denounced at least one year in advance by one of the Contracting Parties.

(6) The present arrangement shall apply to accidents which take place on or after the day following the date of its signature, except the provisions of paragraph 4, which shall also apply to accidents occurring prior to that date.

(7) The present arrangement shall not be applicable to any laws which have been, or may be, promulgated in Finland or in Sweden increasing the compensation to be paid to seamen in respect of accidents resulting from a state of war.

(8) The present arrangement shall be drawn up in Finnish, Swedish and French. In the event of any disagreement as to its interpretation, the French text shall be valid.

(9) The present arrangement shall come into force at once.

In faith whereof the undersigned have signed the present agreement and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsingfors on September 11, 1923.

(L. S.) (Signed) J. H. VENNOLA.

(L. S.) (Signed) HENNING ELMQUIST.

N° 509.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité pour la réglementation de
certaines questions concernant la
nationalité, signé à Prague le 29
juin 1920.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty for the settlement of certain
questions relating to nationality,
signed at Prague, June 29, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 509. — STAATSANGEHÖRIGKEITSVERTRAG¹ ZWISCHEN DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK UND DEM DEUTSCHEN REICHE, GEZEICHNET IN PRAG, AM 29, JUNI 1920.

Textes officiels allemand et tchèque, communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 octobre 1923.

DAS DEUTSCHE REICH und DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK schliessen zur Regelung von Fragen der Staatsangehörigkeit den folgenden Vertrag :

BEGRIFFSBESTIMMUNGEN.

Artikel 1.

1. Im Sinne der Vorschriften der Artikel 84, 85 des Friedensvertrags und dieses Vertrags ist als Ort, an dem eine Person wohnhaft oder ansässig ist, der Ort anzusehen, an dem sie sich in der erweislichen Absicht niedergelassen hat, daselbst ihren bleibenden Aufenthalt zu nehmen.

2. Hat eine Person mehr als einen Wohnsitz in diesem Sinne, so soll der Ort massgebend sein, an dem der überwiegende Schwerpunkt ihrer wirtschaftlichen und sonstigen Lebensverhältnisse liegt.

3. Lässt sich ein überwiegender Schwerpunkt in diesem Sinne nicht feststellen, so ist für die Anwendung der Artikel 84, 85 sowie des Artikels 7 dieses Vertrags der Wunsch der betreffenden Person massgebend. Die Erklärung hierüber ist dem Ministerium des Innern desjenigen Staates, in dessen Gebiete sich der nach dem Wunsche des Beteiligten massgebende Wohnsitz befindet, binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags schriftlich abzugeben. Sie ist unverzüglich der Regierung des anderen Staates mitzuteilen.

Artikel 2.

Die beiden vertragschliessenden Teile sind darin einig dass als Tschechoslowaken deutscher Reichsangehörigkeit im Sinne des Artikels 85 Abs. 1., Satz 2 und Abs. 5 des Friedensvertrags die deutschen Reichsangehörigen tschechoslowakischer Rasse und Zunge anzusehen sind. Als Hauptmerkmal soll dabei gelten, ob eine Person von Kindheit an die tschechoslowakische Sprache als Muttersprache gesprochen hat. Als Tschechoslowake deutscher Reichsangehörigkeit soll nicht angesehen werden, wer von einem Vater deutscher Rasse und Zunge abstammt, es sei denn, dass der Vater bereits gestorben ist oder getrennt von seiner Familie lebt.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 12 septembre 1922.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 509. — SMLOUVA¹ OSTÁTNÍM OBČANSTVÍ MEZI ŘÍŠÍ NĚMECKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 29. ČERVNA 1920.

German and Czech official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and by the German consul at Geneva. The registration of this Treaty took place October 27, 1923.

ŘÍŠE NĚMECKÁ a REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ uzavírají k úpravě otázek státního občanství tuto smlouvu :

VYMEZENÍ POJMŮ.

Článek 1.

1. Podle předpisů čl. 84, 85 mírové smlouvy Versailleské a této smlouvy jest za místo, kde určitá osoba má bydliště nebo jest usazena, pokládati místo, ve kterém osoba ta se usídlila s prokázaným úmyslem, trvale se tam zdržovati.

2. Má-li nějaká osoba více než jedno bydliště v tomto smyslu, bude rozhodným místo, kde jest převážné těžiště hospodářských a ostatních životních poměrů oné osoby.

3. Nelze-li zjistiti převážného těžiště v tomto smyslu, rozhoduje pro použití citovaných čl. 84, 85 jakož i čl. 7 této smlouvy přání dotčené osoby. Tato jest povinna prohlásiti se v tom směru písemně do šesti měsíců ode dne, kdy tato smlouva nabude působnosti, u ministerstva vnitra státu, v jehož území jest bydliště rozhodné dle přání účastníkov. Toto prohlášení jest bez průtahu sděliti s vládou druhého státu.

Článek 2.

Obě smluvní strany shodly se v tom, že za Čechoslováky příslušníky německé podle článku 85 odst. 1, věta 2 a odst. 5 mírové smlouvy pokládati jest říšskoněmecké příslušníky československé rasy a československého jazyka. Za hlavní znak bude se tu pokládati, zda ta která osoba od dětství mluvila jazykem československým jakožto jazykem mateřským. Za Čechoslováka příslušníka říšskoněmeckého nebude pokládán, kdo pochází od otce německé rasy a německého jazyka, leda že otec již zemřel nebo žije odloučeně od své rodiny.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, September 12, 1922.

*Artikel 3.**Staatsangehörigkeit der Bewohner des Hultschiner Landes.*

Die beiden vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass diejenigen deutschen Reichsangehörigen, die z. Z. des Inkrafttretens des Friedensvertrags von Versailles ihren Wohnsitz in dem durch Art. 83 Abs. 1 dieses Vertrags als Bestandteil der Tschechoslowakei anerkannten Gebiete hatten, mit diesem Zeitpunkt tschechoslowakische Staatsangehörige geworden und berechtigt sind, nach Massgabe des Artikels 85 für die deutsche Reichsangehörigkeit zu optieren.

*Artikel 4.**Staatsangehörigkeit der Bewohner des Kreises Leobschütz.*

Falls das in Art. 83 Abs. 4 des Friedensvertrags von Versailles bezeichnete Gebiet der tschechoslowakischen Republik zugeteilt werden sollte, erwerben die z. Z. der Zuteilung dort wohnhaften deutschen Reichsangehörigen mit diesem Zeitpunkte die tschechoslowakische Staatsangehörigkeit. Die Optionsfrist (Art. 85, Abs. 1) läuft vom Tage der Zuteilung.

*Artikel 5.**Staatsangehörigkeit der Bewohner anderer Gebiete der Tschechoslowakei.*

1. Diejenigen Personen, die beim Inkrafttreten des Friedensvertrages von Versailles die deutsche Reichsangehörigkeit besaßen und ihren Wohnsitz in anderen als in den Artikeln 3 und 4 bezeichneten Teilen der tschechoslowakischen Republik hatten, sind deutsche Reichsangehörige geblieben.

2. Abs. 1 findet entsprechende Anwendung auf diejenigen Personen, welche in Gebieten wohnhaft sind, die der tschechoslowakischen Republik erst nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages auf Grund des Friedensvertrags von Versailles oder eines der übrigen den Krieg von 1914 beendigten Friedensverträge zufallen sollten.

STAATSANGEHÖRIGKEIT DER IM GEBIETE DER TSCHECOSLOWAKEI GEBORENEN PERSONEN.

Artikel 6.

Die beiden vertragschliessenden Teile sind darin einig, dass eine Person, die *nach* dem Inkrafttreten des zwischen den Alliierten und assoziierten Hauptmächten und der tschechoslowakischen Republik abgeschlossenen Vertrags im Gebiete der letzteren geboren ist oder geboren wird, durch die Geburt die tschechoslowakische Staatsangehörigkeit nur dann erwerben soll, wenn sie nicht durch Abstammung eine andere Staatsangehörigkeit besitzt.

Artikel 7.

Die beiden vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die Staatsangehörigkeit derjenigen Personen, die vor dem Inkrafttreten des zwischen den Alliierten und Assoziierten Hauptmächten und der tschechoslowakischen Republik abgeschlossenen Vertrags in dem Gebiete das auf Grund des Friedensvertrags von Versailles der tschechoslowakischen Republik zugefallen ist,

*Článek 3.**Státní příslušnost obyvatelů Hlučínska.*

Obě smluvní strany se shodují v tom, že říšskoněmečtí občané, kteří v čas, když mírová smlouva Versailleská nabyla působnosti, měli své bydliště na území uznaném za součást Československa článkem 83, odst. 1 této smlouvy, stali se příslušníky československými a jsou oprávněni optovati podle čl. 85 pro německé státní občanství.

*Článek 4.**Státní příslušnost obyvatelů kraje Hlubčického.*

Bude-li území označené v čl. 83, odst. 4 mírové smlouvy přikázáno Československé republice, nabudou říšskoněmečtí příslušníci, kteří v čas přikázání tam budou bydleti, týmž okamžikem československé státní příslušnosti. Opční lhůta (čl. 85, odst. 1) plyne tu ode dne přikázání.

*Článek 5.**Státní příslušnost obyvatelů jiných území československých.*

1. Osoby, které byly říšskoněmeckými příslušníky v čas, kdy smlouva Versailleská nabyla působnosti, a měly své bydliště v jiných částech československé republiky, než v těch, o nichž mluví články 3 a 4, zůstaly říšskoněmeckými příslušníky.

2. Odst. 1 se obdobně vztahuje na osoby, jež mají bydliště na územích, která snad případnou československé republice teprve potom, až tato smlouva nabude působnosti, na základě mírové smlouvy Versailleské nebo na základě některé z ostatních mírových smluv ukončujících válku z r. 1914.

STÁTNÍ PŘÍSLUŠNOST OSOB NAROZENÝCH NA ÚZEMÍ ČESKOSLOVENSKÉM.*Článek 6.*

Obě smluvní strany shodují se v tom, že osoba, jež se narodila nebo narodí na území československé republiky potom, kdy smlouva sjednaná mezi Čelnými mocnostmi spojenými a sdruženými a mezi československou republikou nabyla působnosti, nabude narozením československého státního občanství jen tehdy, nemá-li na základě původu jiné státní příslušnosti.

Článek 7.

Obě smluvní strany shodují se v tom, že státní příslušnost osob, které dříve než smlouva sjednaná mezi Čelnými mocnostmi spojenými a sdruženými a mezi republikou československou nabyla působnosti, narodily se na území, jež na základě mírové smlouvy Versailleské připadlo nebo případně československé republice, jakožto děti říšskoněmeckých příslušníků tehdy tam

oder noch zufällt, als Kinder damals dort wohnender deutscher Reichsangehöriger geboren sind, und die beim Inkrafttreten des Friedensvertrags die deutsche Reichsangehörigkeit besaßen, sich wie folgt bestimmt :

- a) für solche Personen, die zur Zeit des Inkrafttretens des Friedensvertrags ihren Wohnsitz in dem Gebiete hatten, das nach Art. 33 Abs. 1 und 4 der Tschechoslowakei zugeteilt worden ist, oder zufallen wird, gelten die Vorschriften der Art. 3 und 4 ;
- b) für solche Personen, die in dem angegebenen Zeitpunkt ihren Wohnsitz in einem der anderen durch den Friedensvertrag der Tschechoslowakei zuerkannten Gebiete hatten, gelten die Vorschriften des Artikels 5 ;
- c) solche Personen, die ihren Wohnsitz im angegebenen Zeitpunkt im deutschen Reiche mit Ausnahme der unter a) bezeichneten Gebiete hatten, bleiben deutsche Reichsangehörige ;
- d) alle anderen Personen der oben bezeichneten Art werden von den beiden vertragsschliessenden Teilen als ausschliesslich tschechoslowakische Staatsangehörige anerkannt. Sie können jedoch innerhalb zweier Jahre nach dem Inkrafttreten des zwischen den Alliierten und Assoziierten Hauptmächten und der tschechoslowakischen Republik abgeschlossenen Vertrags von den von der tschechoslowakischen Regierung zu bestimmenden Behörden im Lande ihres Wohnsitzes erklären, dass sie auf das tschechoslowakische Staatsbürgerrecht verzichten und werden sodann nicht mehr als tschechoslowakische Staatsangehörige betrachtet ; die Erklärung des Ehemannes wirkt für die Ehefrau und die Erklärung der Eltern für die weniger als 18 Jahre alten Kinder.

Artikel 8.

Wirkung der Optionserklärung.

Die beiden vertragsschliessenden Teile sind darüber einig, dass die den Bestimmungen des Friedensvertrags von Versailles und dieses Vertrags entsprechende Optionserklärung ein einseitiger rechtsbegründender Akt des Optanten ist, und dass der darüber auszufertigenden Bescheinigung der Behörde nur deklaratorische Bedeutung zukommt.

Artikel 9.

Abgabe der Optionserklärung.

1. Die beiden vertragsschliessenden Teile sind darüber einig, dass die Entscheidung über die abzugebenden Optionserklärungen jenem Staate allein zusteht, zu dessen Gunsten im einzelnen Falle optiert wird.

2. Die Optionserklärung ist der zuständigen Behörde gegenüber abzugeben. Zuständig ist für die Optionserklärungen der Personen, die für die tschechoslovakische Staatsangehörigkeit optieren wollen, die diplomatische Vertretung der tschechoslowakischen Republik in Berlin und für die Optionserklärungen der Personen, die für die deutsche Staatsangehörigkeit optieren wollen, die diplomatische Vertretung des deutschen Reichs in Prag.

3. Die tschechoslowakische Regierung ist damit einverstanden, dass für die Dauer der Optionsfrist ein Bevollmächtigter der deutschen diplomatischen Vertretung in Prag mit dem Amtssitze in Troppau bestellt wird, der zur Entgegennahme von Optionserklärungen aus den in Art. 83 Abs. 1 und 5 bezeichneten Gebieten zugunsten Deutschlands berechtigt und zu deren unverzüglicher Weitergabe an die tschechoslowakische Regierung verpflichtet sein soll. Dieses Zugeständnis kann von der tschechoslowakischen Regierung jederzeit widerrufen werden.

4. Die deutsche Regierung und die tschechoslowakische Regierung werden einander allmonatlich auf diplomatischem Wege Verzeichnisse der bei ihren in Abs. 2 genannten Behörden abgegebenen Optionserklärungen übermitteln. Einrichtung und Inhalt dieser Verzeichnisse werden von den beiderseitigen zuständigen Zentralstellen vereinbart werden.

bydlivších, a které byly, když mírová smlouva nabyla působnosti, říšskoněmeckými příslušníky, určují se tímto způsobem :

- a) o osobách, které měly v čas, kdy mírová smlouva nabyla působnosti, své bydliště na území, jež bylo nebo bude přikázáno podle čl. 83 odst. 1 a 4 Československu, platí předpisy čl. 3 a 4 ;
- b) o osobách, které měly v uvedené době bydliště v některém z ostatních území přiznaných Československu mírovou smlouvou, platí předpisy čl. 5 ;
- c) osoby, jež měly v uvedené době bydliště v německé říši vyjma území označená pod a), zůstanou říšskoněmeckými příslušníky ;
- d) všechny ostatní osoby dotčeného druhu uznávají obě smluvní strany výhradně za československé státní občany. Tyto osoby mohou však ve dvou letech ode dne, kdy smlouva sjednaná mezi Čelnými mocnostmi spojenými a sdruženými a mezi československou republikou nabude působnosti, prohlásiti v zemi svého bydliště u úřadů, které určí československá vláda, že se vzdávají československého státního občanství, a nebudou pak již považovány za československé státní občany ; prohlášení manželovo platí i pro manželku, prohlášení rodičů i pro děti mladší 18 let.

Článek 8.

Účinek opčního prohlášení.

Obě smluvní strany shodují se v tom, že opční prohlášení, vyhovující ustanovením mírové smlouvy Versailleské a této smlouvy jest jednostranným, právo zakládajícím aktem optantovým, a že úřední osvědčení, které jest o něm vydati, má význam toliko deklarativní.

Článek 9.

Jak se opční prohlášení podávají.

1. Obě smluvní strany shodují se v tom, že rozhodnutí o opčních prohlášeních přísluší výlučně tomu státu, v jehož prospěch se v tom kterém případě optuje.

2. Opční prohlášení jest podati u příslušného úřadu. Příslušno jest, pokud běží o prohlášení osob, jež chtějí optovati pro československé státní občanství, diplomatické zastupitelství republiky československé v Berlíně a pro opční prohlášení osob, jež hodlají optovati pro německé státní občanství, diplomatické zastupitelství říše německé v Praze.

3. Československá vláda souhlasí s tím, že po dobu opční lhůty bude ustanoven plnomocník německého diplomatického zastupitelství pražského se sídlem v Opavě, jenž bude oprávněn přijímati opční prohlášení z území označených v čl. 83 odst. 1 a 5 ve prospěch říše německé a povinen bez průtahů je sdělovati s vládou československou. Československá vláda může tento ústupek kdykoliv odvolati.

4. Německá a československá vláda budou si vzájemně zasílati diplomatickou cestou každý měsíc seznamy opčních prohlášení podaných u jejich úřadů jmenovaných v odst. 2. Příslušné ústřední úřady obou stran dohodnou se, jak budou tyto seznamy upraveny a co budou obsahovati.

*Artikel 10.**Form der Optionserklärung und Bescheid über deren Abgabe.*

Die Optionserklärungen sind in schriftlicher Form oder zu Protokoll der zuständigen Behörde abzugeben. Über die Abgabe ist von der sie entgegennehmenden Behörde eine Bescheinigung zu erteilen, in der auch die Familienmitglieder anzuführen sind, auf die sich die Wirkung der Option erstreckt.

*Artikel 11.**Abgabe der Optionserklärung für jugendliche und andere in der Geschäftsfähigkeit beschränkte Personen.*

1. Für elternlose Personen unter achtzehn Jahren, für minderjährige von mehr als achtzehn Jahren, bei denen die Voraussetzungen der Entmündigung vorliegen, sowie für solche Personen, die entmündigt oder unter vorläufige Vormundschaft (Obsorge) gestellt worden sind, wird die Option durch die gesetzlichen Vertreter ausgeübt.

2. Denjenigen Personen, für welche Eltern, Vormünder oder sonstige gesetzliche Vertreter die Option ausgeübt haben, steht innerhalb der Optionsfrist ein Widerrufsrecht zu, wenn sie vor Ablauf Frist das achtzehnte Lebensjahr vollendet haben, oder wenn vor Ablauf der Frist der Grund der gesetzlichen Vertretung fortgefallen ist. Auf die Abgabe der Widerrufserklärungen finden die Vorschriften des Art. 9 des gegenwärtigen Vertrags entsprechende Anwendung.

*Artikel 12.**Wahrung der Rechte der Optanten.*

1. Die beiden vertragschliessenden Teile werden die Bestimmung, wonach die Optanten das unbewegliche Vermögen im Staate, von dem sie wegoptieren, behalten dürfen, durch keinerlei Gesetze, Verordnungen oder sonstige Vorschriften beeinträchtigen, die nicht ganz allgemeiner Natur sind und nicht auch auf die eigenen Staatsangehörigen und auf alle im Staate wohnhaften Angehörigen anderer Staaten Anwendung finden.

2. Personen, die gemäss Artikel 85, Abs. 3 des Friedensvertrages, ihren Wohnsitz in das Gebiet des Staates verlegen, für den sie optiert haben, dürfen in der ihnen in Art. 85 Abs. 4 Satz 2 des Vertrags gewährleisteten Befugnis zur Mitnahme ihrer beweglichen Habe durch keinerlei Ausfuhrverbote oder sonstige gesetzliche oder Verwaltungsmassnahmen des bisherigen Aufenthaltsstaates beschränkt werden. Sie werden insbesondere keinerlei Ausfuhrabgaben irgendwelcher Art zu zahlen haben. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, über die steuerliche Behandlung solcher Optanten besondere Vereinbarungen zu treffen.

3. Personen, die ihren Wohnsitz in das Gebiet des Staates, für den sie optiert haben, verlegt und im Gebiete des von ihnen verlassenen Staates gemäss Art. 85 Abs. 4, Satz 1 des Friedensvertrages unbewegliches Gut zurückgelassen haben, sind berechtigt, zur Verwaltung des zurückgelassenen Gutes im Gebiete des verlassenen Staates zeitweilig Aufenthalt zu nehmen. Als unbewegliches Gut im Sinne dieses Artikels und des Art. 85 Abs. 4 Satz 1 sind auch Rechte jeder Art an gewerblichen Unternehmungen anzusehen.

*Artikel 13.**Neuaufnahmen.*

Die beiden vertragschliessenden Teile verpflichten sich, künftige Neuaufnahmen von Staatsangehörigen des anderen Teils in ihren Staatsverband, soweit diese Neuaufnahmen nicht auf den Vorschriften des Friedensvertrages von Versailles beruhen, erst durchzuführen, wenn der andere Staat die in den Staatsverband neu aufzunehmenden Personen aus seinem Staate entlassen hat.

Článek 10.

Forma opční prohlášení a osvědčení o něm.

Opční prohlášení jest podati písemně nebo protokolárně u příslušného úřadu. O podání tohoto prohlášení vydá úřad je přijavší osvědčení, v němž uvedeni budtež také členové rodiny, na které se vztahuje účinek opce.

Článek 11.

Opční prohlášení za osoby mladistvé a za jiné osoby, jejichž způsobilost k jednání jest omezena.

1. Za osoby nedosáhnoucí osmnáctého roku, které nemají rodičů, za nezletilé starší osmnácti let, při kterých jsou podmínky pro zbavení svéprávnosti, jakož i za osoby, které byly zbaveny svéprávnosti nebo svěřeny prozatímní péči (zatímnímu poručenství), vykonávají opci jich zákonní zástupci.

2. Osobám, za které optovali rodiče, poručníci nebo jiní zákonní zástupci, přísluší, dokud lhůta opční trvá, právo odvolati opci za ně takto vykonanou, jestliže dovršily před uplynutím této lhůty osmnáctý rok, nebo odpadl-li před uplynutím této lhůty důvod zákonného zastoupení. Na takové odvolání vztahují se obdobně předpisy čl. 9 této smlouvy.

Článek 12.

Ochrana práv optantův.

1. Obě smluvní strany neomezí ustanovení, dle něhož smějí optanti podržeti nemovité jmění ve státě, z něhož optují, žádnými zákony, nařízeními nebo jinými předpisy, které nejsou zcela všeobecné povahy a nevztahují se též na vlastní státní občany, jakož i na všechny příslušníky cizích států ve státě bydlící.

2. Osoby, které podle čl. 85 odst. 3. mírové smlouvy přeložily své bydliště do státu, pro který optovaly, nesmějí býti omezovány v právu vzíti s sebou movitý majetek, které jim zaručuje čl. 85 odst. 4 věta 2. smlouvy, nižádnou záповědí vývozu nebo jinakými zákonnými nebo správními opatřeními státu dosavadního pobytu. Nebudou zejména povinny platiti vývozních dávek nižádného druhu. Smluvní strany si vyhrazují dohodnouti se o zdanění těchto optantů.

3. Osoby, jež přeložily své bydliště do území státu, pro který optovaly, a zanechaly podle čl. 85 odst. 4 věta 1. mírové smlouvy na území státu, ze kterého se vystěhovaly, nemovitý majetek, jsou oprávněny zdržovati se dočasně na území opuštěného státu za správou majetku tam zanechaného. K nemovitému majetku podle tohoto článku a podle čl. 85 odst. 4 věta 1. jest počítati také jakákoliv práva k živnostenským podnikům.

Článek 13.

Přijímání do státního svazku.

Obě smluvní strany se zavazují, že příště, přijímající státní občany druhého státu do svého státního svazku, pokud se toto nové přijetí nezakládá na předpisech mírové smlouvy Versailleské, neprovedou takového přijetí dříve, dokud druhý stát nepropustí ze svého svazku osob, které mají býti do státního svazku nově přijaty. Propuštění ze státního svazku nelze odepřiti tomu, kdo

Die Entlassung kann demjenigen nicht versagt werden, der nachweist, dass er seinen Wohnsitz in das Gebiet des anderen Teiles verlegt hat, oder im Begriff ist, ihn dorthin zu verlegen. Sie gilt als nicht erfolgt, wenn der Entlassene beim Ablauf von sechs Monaten nach der Aushändigung der Entlassungsurkunde seinen Wohnsitz noch oder wieder im Gebiete des bisherigen Aufenthaltsstaats hat.

SCHLICHTUNG VON STREITIGKEITEN.

Artikel 14.

Zur Schlichtung von Meinungsverschiedenheiten oder Streitigkeiten über die Auslegung und Handhabung der in diesem Vertrage enthaltenen Bestimmungen werden.

1. eine gemischte Kommission und
2. ein ständiges Schiedsgericht eingesetzt.

Artikel 15.

Die gemischte Kommission besteht aus je 2 von den beiderseitigen Regierungen zu bestimmenden Vertretern.

Artikel 16.

1. Die Kommission verhandelt nur die ihr von einer der beiden Regierungen durch die betreffende Delegation zugewiesenen Fälle.
2. Sie verhandelt über die ihr zugewiesenen Fälle schriftlich.
3. Gelingt es nicht, auf diesem Wege eine Übereinstimmung zu erzielen, so tritt die Kommission zwecks Erzielung dieser Übereinstimmung zu gemeinsamen Sitzungen unter abwechselndem Vorsitz zusammen. Der Ort des Zusammentretens wird zwischen den beiden Vorsitzenden vereinbart. Kommt keine Vereinbarung zustande, so findet die Zusammenkunft abwechselnd in Prag und in Berlin, das erste Mal in Prag statt.

Artikel 17.

Gelangt die gemischte Kommission nicht zur Schlichtung eines Streitfalles, so hat sie ihn dem Schiedsgericht abzugeben.

Artikel 18.

1. Das Schiedsgericht besteht aus je einem von jedem der beiden Teile bestellten Schiedsrichter und einem dritten Schiedsrichter als Vorsitzenden.
2. Der Vorsitzende wird von den Schiedsrichtern gewählt. Kommt keine Einigung zustande, so wird der jeweilige diplomatische Vertreter des Königreichs der Niederlande in Prag oder in Berlin von der Regierung des Staates in welchem das Schiedsgericht zusammentritt, ersucht werden, den Vorsitz selbst zu übernehmen oder einen Vorsitzenden zu bestellen.

Artikel 19.

Das Schiedsgericht ist ständig und tritt abwechselnd in Berlin und in Prag, das erste Mal in Berlin zusammen.

prokáže, že přeložil své bydliště do území druhého státu, nebo je na odchodu tam. Má-li propuštěný po uplynutí šesti měsíců od vydání propouštěcí listiny své bydliště ještě nebo opět na území státu dosavadního pobytu, má se za to, že propuštění nenastalo.

VYŘIZOVÁNÍ SPORŮ.

Článek 14.

K urovnání růzností v názorech nebo sporů při výkladu a provádění předpisů obsažených v této smlouvě, zřídí se :

1. smíšená komise a
2. stálý rozhodčí soud.

Článek 15.

Smíšená komise skládá ze zástupců, jež určí po dvou každá z obou vlád.

Článek 16.

1. Komise jedná pouze o případech, jež jí přikázala jedna z obou vlád svou delegací.
2. Komise jedná o případech jí přikázaných písemně.
3. Nedosáhne-li se dohody touto cestou, sejde se komise ku společným schůzím za střídavého předsednictví, aby se takové dohody dosáhlo. O místě schůze se shodnou oba předsedové. Nedojde-li ku shodě, budou schůze konány střídavě v Praze a v Berlíně, poprvé v Praze.

Článek 17.

Neurovná-li smíšená komise sporného případu, postoupí jej rozhodčímu soudu.

Článek 18.

1. Rozhodčí soud se skládá z rozhodčích, z nichž po jednom ustanoví každý z obou států, a z třetího rozhodčího jakožto předsedy.
2. Rozhodčí volí si předsedu. Nedohodnou-li se, bude dočasný diplomatický zástupce království nizozemského v Praze nebo v Berlíně požádán vládou státu, v němž se rozhodčí soud sejde, by sám předsedal nebo ustanovil předsedu.

Článek 19.

Rozhodčí soud jest stálý a schází se střídavě v Berlíně a v Praze, po prvé v Berlíně.

Artikel 20.

Die beiden vertragschliessenden Teile verpflichten sich, dem Schiedsgericht jedes zur Durchführung seiner Untersuchungen erforderliche Entgegenkommen zu erweisen und alle nötigen Unterlagen zu liefern ; sie verpflichten sich ferner, durch ihre Gerichte und Behörden dem Schiedsgericht jede mögliche Rechtshilfe, insbesondere bei Übermittlung von Zustellungen, und bei der Beweiserhebung gewähren zu lassen.

Artikel 21.

1. Das Verfahren und die Geschäftsordnung regelt das Schiedsgericht selbst.
2. Das Schiedsgericht entscheidet durch Stimmenmehrheit. Der Obmann gibt seine Stimme zuletzt ab ; bei Stimmengleichheit gibt seine Stimme den Ausschlag.

Artikel 22.

Jede Regierung trägt die Bezüge der von ihr bestellten Schiedsrichter ganz, die durch besondere Vereinbarung zwischen den Regierungen festzusetzenden Bezüge des Vorsitzenden zur Hälfte.

*Artikel 23.**Ratifizierung.*

1. Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Prag ausgetauscht werden.
2. Der Vertrag tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.
3. Der Vertrag wird in zwei gleichlautenden Stücken, und zwar je in tschechoslowakischer und deutscher Sprache ausgefertigt. Beide Texte sind massgebend. Der ratifizierte Vertrag wird von beiden Staaten in ihren amtlichen Gesetzsammlungen in beiden Texten veröffentlicht werden.

So geschehen zu Prag am 29. Juni eintausend neuhundert und zwanzig.

Für das Deutsche Reich :
(L. S.) VON STOCKHAMMERN m.p.

Článek 20.

Oba smluvní státy se zavazují, že poskytnou rozhodčímu soudu veškerou podporu potřebnou pro jeho vyšetřování a všechny nutné pomůcky ; zavazují se dále, že jejich soudy a úřady poskytnou rozhodčímu soudu všemožnou právní pomoc, zejména pokud jde o doručování a provádění úkazů.

Článek 21.

1. Rozhodčí soud sám si upraví řízení a jednací řád.
2. Rozhodčí soud rozhoduje většinou hlasů. Předseda hlasuje poslední ; je-li rovnost hlasů, rozhoduje jeho hlas.

Článek 22.

Každá vláda zaplatí požitky rozhodčích od ní ustanovených ze svého úplně a požitky předsedy, které budou upraveny zvláštní úmlouvou, z polovice.

*Článek 23.**Ratifikace.*

1. Tato smlouva bude ratifikována a listiny ratifikační budou co nejdříve vyměněny v Praze.
2. Smlouva nabude působnosti v den výměny ratifikačních listin.
3. Smlouva vyhotovuje se ve dvou stejnopisech, a to každý v jazyku československém a německém. Oba texty jsou autentické. Oba státy uveřejní ratifikovanou smlouvu ve svých úředních sbírkách zákonů a to v obou textech.

Dáno v Praze dne 29. června roku tisícího devítistého dvacátého.

Za republiku československou :
(L. S.) PROF. DR. HOBZA m.p.

Copie certifiée conforme :
Prague, le 27 avril 1923.

*Chef des archives
du Ministère des Affaires étrangères a.i.
(illisible).*

¹ TRADUCTION.

No. 509. — TRAITÉ POUR LA RÉGLEMENTATION DE CERTAINES QUESTIONS CONCERNANT LA NATIONALITÉ, CONCLU ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE REICH ALLEMAND, SIGNÉ A PRAGUE LE 29 JUIN 1920.

Le REICH ALLEMAND et la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir de régler certaines questions de nationalité, ont conclu le traité suivant :

DÉFINITIONS.

Article 1.

1. Sera réputé domicile ou résidence habituelle, au sens des dispositions des articles 84 et 85 du Traité de Paix et des dispositions du présent Traité, le lieu où une personne s'est établie dans des conditions qui permettent de conclure à son intention d'y séjourner de façon durable.

2. Lorsqu'une personne aura plus d'un domicile, au sens du paragraphe précédent, sera réputé domicile ou résidence habituelle le lieu où se trouvent concentrés les principaux intérêts économiques et autres de cette personne.

3. Lorsqu'il ne sera pas possible de déterminer le lieu où les principaux intérêts économiques et autres d'une personne se trouvent concentrés, au sens du paragraphe précédent, sera réputé domicile ou résidence habituelle, en ce qui concerne l'application des articles 84 et 85 du Traité de Paix, ainsi que de l'article 7 du présent Traité, le lieu que la personne en question choisira. Dans les six mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, l'intéressé devra, à cet effet, remettre une déclaration écrite au Ministère de l'Intérieur de l'Etat sur le territoire duquel est situé le lieu qu'il déclare choisir comme domicile. Cette déclaration sera immédiatement communiquée au Gouvernement de l'autre Etat.

Article 2.

Les deux Parties contractantes conviennent de considérer les ressortissants du Reich allemand qui sont de race et de langue tchécoslovaques, comme Tchécoslovaques ressortissants allemands au sens de l'article 85 du Traité de Paix, 1^{er} alinéa, 2^e phrase et 5^e alinéa. A cet effet, elles tiendront essentiellement compte du fait qu'une personne s'est servie, depuis son enfance, de la langue tchécoslovaque comme langue maternelle. Ne sera pas réputée Tchécoslovaque ressortissant allemand, toute personne descendant d'un père de race et de langue allemandes, sauf dans le cas où le père serait déjà décédé ou aurait abandonné sa famille.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 509. — TREATY CONCLUDED BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE GERMAN REICH FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN QUESTIONS RELATING TO NATIONALITY, SIGNED AT PRAGUE JUNE 29, 1920.

The GERMAN REICH and the CZECHOSLOVAK REPUBLIC, with a view to the settlement of questions of nationality, have decided to conclude the following Treaty :

DEFINITIONS.

Article 1.

1. For the purposes of Articles 84 and 85 of the Treaty of Peace and also of the present Treaty, the place in which a person is established with the evident intention of making it his or her permanent home shall be regarded as the place where that person is habitually resident or domiciled.

2. Should any person have more than one place of residence within the meaning of the above paragraph, the place which constitutes the principal centre of that person's economic and other interests and activities shall be regarded as his or her habitual place of residence.

3. If it should prove impossible to establish which place of residence constitutes the principal centre of such persons' interests and activities within the meaning of Articles 84 and 85 of the Treaty of Peace and of Article 7 of the present Treaty, the wishes of the persons concerned shall be decisive. Such persons shall, within six months after the coming into force of the present Treaty, send a written declaration indicating which place of residence is to serve as the basis for the application of these provisions to the Ministry of the Interior of the State in whose territory the place of residence referred to is situated. This declaration shall immediately be communicated to the Government of the other State.

Article 2.

The two Contracting Parties agree that those German nationals who are of Czechoslovak race and speech shall be regarded as Czechoslovaks who are German nationals within the meaning of the second sentence of paragraph 1, and of paragraph 5, of Article 85 of the Treaty of Peace. The main consideration in determining national origin shall be whether a person has spoken the Czechoslovak language since infancy as his mother-tongue. The children of a father of German race and speech shall not be considered as Czechoslovaks who are German nationals unless the father is dead or has abandoned his family.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

*Article 3.**Nationalité des habitants du territoire de Hultschin.*

Les deux Parties contractantes conviennent que les ressortissants allemands, domiciliés à la date de la mise en vigueur du Traité de Paix de Versailles sur les territoires qui, d'après l'article 83, 1^{er} alinéa de ce Traité, font partie de la Tchécoslovaquie, ont acquis à cette date la nationalité tchécoslovaque et sont autorisés à opter pour la nationalité allemande, comme il est dit à l'article 85.

*Article 4.**Nationalité des habitants du cercle de Leobschütz.*

Dans le cas où le territoire défini à l'article 83 du Traité de Paix de Versailles, 4^{me} alinéa, serait attribué à la République tchécoslovaque, les ressortissants allemands domiciliés sur ce territoire au moment de son attribution à la Tchécoslovaquie, acquerront à cette date la nationalité tchécoslovaque. Le délai d'option (article 85, 1^{er} alinéa) commencera à courir à partir du jour de l'attribution.

*Article 5.**Nationalité des habitants d'autres territoires de la Tchécoslovaquie.*

1. Les personnes qui possédaient la nationalité allemande à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Paix de Versailles et étaient domiciliées dans des parties du territoire de la République tchécoslovaque autres que celles qui sont définies aux articles 3 et 4, sont restées ressortissants allemands.

2. Le 1^{er} alinéa s'appliquera également aux personnes domiciliées sur des territoires qui, après l'entrée en vigueur du présent Traité, seraient attribués à la République tchécoslovaque en vertu du Traité de Paix de Versailles ou de l'un des autres Traités de Paix qui ont mis fin à la guerre de 1914.

*NATIONALITÉ DES PERSONNES NÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.**Article 6.*

Les deux Parties contractantes conviennent qu'une personne qui est née ou qui naîtra sur le territoire de la République tchécoslovaque *après* l'entrée en vigueur du Traité conclu entre les Principales Puissances alliées et associées et la République tchécoslovaque, n'acquerra, du fait de sa naissance, la nationalité tchécoslovaque que dans le cas où elle ne posséderait pas une autre nationalité en raison de sa filiation.

Article 7.

Les deux Parties contractantes conviennent que la nationalité des personnes qui, avant l'entrée en vigueur du Traité conclu entre les Principales Puissances alliées et associées et la République tchécoslovaque, sont nées sur le territoire qui a été attribué ou sera attribué ultérieurement à la République tchécoslovaque en vertu du Traité de Paix de Versailles, sera déterminée d'après les règles indiquées ci-dessous, à condition, toutefois, que ces personnes descendent de parents allemands domiciliés sur ce territoire au moment de son attribution à la Tchécoslovaquie et qu'elles aient possédé la nationalité allemande à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Paix :

*Article 3.**Nationality of the Inhabitants of the Hultschin District.*

The two Contracting Parties agree that German nationals who, at the time of the coming into force of the Treaty of Peace of Versailles, were resident in territory which, under paragraph 1 of Article 83 of that Treaty, is recognised as part of the Czechoslovak Republic, *ipso facto* acquired Czechoslovak nationality at that time and are entitled to opt for German nationality under the provisions of Article 85.

*Article 4.**Nationality of the Inhabitants of the Kreis of Leobschütz.*

Should the territory specified in Article 83, paragraph 4, of the Treaty of Peace of Versailles be assigned to the Czechoslovak Republic, German nationals who are resident in this territory at the date on which such attribution takes place, shall acquire Czechoslovak nationality as from that date. The period of option (Article 85, paragraph 1) shall begin as from that date.

*Article 5.**Nationality of the Inhabitants of other Territories forming Part of Czechoslovakia.*

(1) Persons who, at the entering into force of the Treaty of Peace of Versailles, possessed German nationality and were habitually resident in districts other than those specified in Articles 3 and 4 shall remain German nationals.

(2) Paragraph 1 shall apply *mutatis mutandis* also to persons who are habitually resident in any territory which may be ceded to Czechoslovakia subsequent to the coming into force of the present Treaty under the provisions of the Treaty of Peace of Versailles or of one of the other Treaties of Peace concluding the War of 1914.

NATIONALITY OF PERSONS BORN IN CZECHOSLOVAK TERRITORY.

Article 6.

The two Contracting Parties agree that persons who were born in the territory of the Czechoslovak Republic *after* the coming into force of the Treaty concluded between the Principal Allied and Associated Powers and the Czechoslovak Republic shall only be regarded as having *ipso facto* acquired Czechoslovak nationality if they did not, by reason of their parentage, possess any other nationality.

Article 7.

The two Contracting Parties agree that the nationality of persons who, before the coming into force of the Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and the Czechoslovak Republic, were born of parents who were German nationals residing in territory which has since been ceded or may subsequently be ceded to the Czechoslovak Republic in virtue of the Treaty of Peace of Versailles, shall be determined in accordance with the provisions mentioned below, on the condition that these persons are descended from German parents domiciled in the territory at the moment of its cession to Czechoslovakia and that they possessed German nationality on the date of the entry into force of the Treaty of Peace.

- a) Les dispositions des articles 3 et 4 s'appliqueront aux personnes qui, à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Paix, étaient domiciliées sur le territoire qui a été attribué ou sera attribué à la Tchécoslovaquie, en vertu de l'article 33, 1^{er} et 4^{me} alinéas ;
- b) Les dispositions de l'article 5 s'appliqueront aux personnes qui, à la date indiquée, étaient domiciliées sur l'un quelconque des autres territoires attribués à la Tchécoslovaquie par le Traité de Paix ;
- c) Les personnes qui, à la date indiquée, étaient domiciliées dans le Reich allemand à l'exception des territoires définis à la lettre a), conserveront la nationalité allemande ;
- d) Toutes les autres personnes qui rentrent dans l'une des catégories déterminées ci-dessus seront considérées par les deux Parties contractantes comme étant exclusivement ressortissants tchécoslovaques. Dans les deux années qui suivront la mise en vigueur du Traité conclu entre les Principales Puissances alliées et associées et la République tchécoslovaque, ces personnes pourront toutefois déclarer, par-devant une autorité du pays où elles ont leur domicile, qu'elles entendent renoncer à la nationalité tchécoslovaque ; les autorités compétentes pour recevoir cette déclaration seront désignées par le Gouvernement tchécoslovaque ; à partir du moment où ces personnes auront fait leur déclaration, elles ne seront plus considérées comme ressortissants tchécoslovaques ; l'option du mari entraînera celle de la femme et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

Article 8.

Effets de la déclaration d'option.

Les deux Parties contractantes conviennent que la déclaration d'option faite conformément aux dispositions du Traité de Paix de Versailles et du présent Traité représente un acte de l'optant, constitutif de droit mais unilatéral, et que le certificat d'option, remis par les autorités à l'optant, n'aura qu'une valeur déclarative.

Article 9.

Conditions dans lesquelles la déclaration d'option devra être faite.

1. Les deux Parties contractantes conviennent que l'Etat en faveur duquel une personne optera, sera seul compétent pour statuer sur les déclarations d'option qui seront faites.
2. La déclaration d'option devra être faite par-devant les autorités compétentes. Le représentant diplomatique de la République tchécoslovaque à Berlin sera compétent en matière de déclarations d'option émanant de personnes qui désirent opter en faveur de la nationalité tchécoslovaque, et le représentant diplomatique du Reich allemand à Prague sera compétent en matière de déclarations d'option émanant de personnes qui désirent opter en faveur de la nationalité allemande.
3. La République tchécoslovaque accepte, pour la durée du délai d'option, la nomination d'un fondé de pouvoirs du représentant diplomatique allemand à Prague, qui aura son siège officiel à Troppau et aura qualité pour recevoir les déclarations d'option en faveur de l'Allemagne, provenant des territoires définis à l'article 83, 1^{er} et 5^{me} alinéas ; il sera tenu de transmettre immédiatement au Gouvernement tchécoslovaque les déclarations d'option qu'il aura recueillies. Cette concession pourra, à tout moment, être annulée par le Gouvernement tchécoslovaque.
4. Chaque mois, le Gouvernement allemand et le Gouvernement tchécoslovaque échangeront, par la voie diplomatique, les listes des déclarations d'option qui auront été recueillies par les auto-

(a) The provisions of Articles 3 and 4 shall apply to persons who at the time of the coming into force of the Treaty of Peace were habitually resident in territory which, in virtue of paragraphs 1 and 4 of Article 33 of that Treaty, was ceded, or may subsequently be ceded, to Czechoslovakia ;

(b) The provisions of Article 5 shall apply to persons who at the time specified in Article 5, were habitually resident in any other of the territories ceded to Czechoslovakia under the Treaty of Peace ;

(c) Persons who, at the time referred to, were habitually resident in the German Empire, with the exception of the territories specified under (a) shall retain their German nationality ;

(d) All other persons of the category specified above shall be recognised by the two Contracting Parties as of exclusively Czechoslovak nationality. Such persons may, however, within a period of two years after the coming into force of the Treaty concluded between the Principal Allied and Associated Powers and the Czechoslovak Republic, notify the authorities, to be designated by the Czechoslovak Republic, in the country in which the place of residence of such persons is situated, that they desire to renounce Czechoslovak nationality. They shall then cease to be regarded as Czechoslovak nationals. Option by a husband shall cover his wife, and option by parents shall cover their children under 18 years of age.

Article 8.

Effect of the Declaration of Option.

The two Contracting Parties agree that a declaration of option made in accordance with the provisions of the Treaty of Peace of Versailles and of the present Treaty is a unilateral act of the person opting, which establishes his legal status, and that the certificate to be issued by the authorities concerning such act has only a declaratory value.

Article 9.

Declarations of Option.

(1) The two Contracting Parties agree that the decision as to declarations of option shall be within the exclusive competence of the State in favour of which the right of option is exercised in each individual case.

(2) The declarations of option shall be handed to the competent authorities. In the case of persons desiring to opt for Czechoslovak nationality, the authorities competent to deal with declarations of option shall be the diplomatic representatives of the Czechoslovak Republic at Berlin and, conversely in the case of persons who desire to opt for German nationality, the diplomatic representatives of the German Empire at Prague.

(3) The Czechoslovak Government agrees that, for the period during which declarations of option may be submitted, a plenipotentiary shall be appointed from among the German diplomatic representatives at Prague whose office shall be at Troppau and who shall be authorised to receive declarations of option in favour of Germany from the districts specified in paragraphs 1 and 5 of Article 83 ; it shall be his duty to communicate such declarations to the Czechoslovak Government without delay. The Czechoslovak Government shall be entitled to withdraw this permission at any time.

(4) The German Government and the Czechoslovak Government shall communicate to each other every month, through diplomatic channels, a list of the declarations of option received by

rités désignées au chiffre 2. Les autorités centrales compétentes des deux pays devront s'entendre au sujet de la forme et du contenu de ces listes.

Article 10.

Forme de la déclaration d'option et accusé de réception de la déclaration.

Les déclarations d'option seront remises aux autorités compétentes par écrit ou sous forme de procès-verbal. Les autorités chargées de recueillir les déclarations délivreront un certificat énumérant les membres de la famille de l'optant pour lesquels l'option de ce dernier entraîne le changement de nationalité.

Article 11.

Dépôt des déclarations d'option relatives à des mineurs et à des personnes dont la capacité juridique est restreinte.

1. Les déclarations d'option relatives aux personnes âgées de moins de 18 ans dont les parents sont décédés, aux mineurs âgés de plus de 18 ans pour lesquels toutes les conditions en vue de l'interdiction sont réunies, ainsi qu'aux personnes interdites ou placées en curatelle (Obsorge) provisoire seront faites par leur représentant légal.

2. Les personnes pour lesquelles une déclaration d'option aura été déposée par leurs parents, leurs tuteurs ou un autre représentant légal, auront le droit d'annuler cette déclaration au cours du délai d'option, à condition qu'avant l'expiration de ce délai, elles aient atteint l'âge de 18 ans révolus ou que le motif pour lequel elles doivent être pourvues d'un représentant légal ait disparu avant l'expiration du délai. Les dispositions de l'article 9 du présent Traité s'appliqueront également à l'annulation des déclarations.

Article 12.

Sauvegarde des droits des optants.

1. Les deux Parties contractantes ne publieront aucune loi, aucun règlement et aucune prescription destinés à restreindre la portée des dispositions qui permettent aux optants de conserver les biens immobiliers qu'ils possédaient sur le territoire de l'Etat à la nationalité duquel ils renoncent; cette disposition ne s'applique pas aux lois, règlements ou autres prescriptions d'un caractère général, visant les ressortissants de l'Etat qui les édicte, ainsi que tous les ressortissants d'Etats étrangers qui ont leur domicile sur le territoire dudit Etat.

2. L'autorisation d'exporter leurs biens mobiliers qui, en vertu de l'article 85, 4^{me} alinéa, 2^{me} phrase du Traité, est accordée aux personnes qui transféreront leur domicile sur le territoire de l'Etat en faveur duquel elles ont opté, conformément à l'article 85, 3^{me} alinéa du Traité de Paix, ne sera soumise à aucune prohibition d'exportation ou autre mesure légale ou administrative de la part de l'Etat où se trouvait leur domicile antérieur. Ces personnes ne seront notamment assujetties au paiement d'aucun droit d'exportation, quel qu'il soit. Les Parties contractantes se réservent le droit de conclure des accords spéciaux relatifs au régime fiscal applicable à ces optants.

3. Les personnes qui auront transféré leur domicile sur le territoire de l'Etat en faveur duquel elles ont opté et qui auront conservé des biens immobiliers sur le territoire de l'Etat qu'elles ont quitté conformément à l'article 85, 4^e alinéa, 1^{re} phrase du Traité de Paix, sont autorisées à résider temporairement sur le territoire de l'Etat qu'elles ont quitté afin d'assurer l'administration des biens qu'elles y ont conservés. Seront également réputés biens immobiliers, au sens du présent article et de l'article 85, 4^{me} alinéa, 1^{re} phrase, les droits de toute nature que ces personnes possèdent dans une entreprise industrielle.

the authorities mentioned in Section 2. The form and contents of these lists shall be determined by agreement between the competent central authorities of the two Parties.

Article 10.

Form of the Declarations of Option and Instructions for their Presentation.

Declarations of option shall be submitted to the competent authorities in writing or in the form of a protocol. The authorities concerned shall, in return, issue a certificate stating that they have received the declaration and indicating the members of the family who are covered by the declaration of option.

Article 11.

Handing in of Declarations of Option in respect of Minors and other Persons deprived of the Management of their Affairs.

(1) In the case of orphans under 18 years of age and of minors over 18 years of age in whose care the conditions establishing the status of minority are realised, and in the case of persons who have been deprived of the management of their affairs or placed under temporary control (tutelage), the option shall be exercised by their legal representative.

(2) Persons whose parents, guardians or other legal representatives have exercised the right of option on their behalf may, if they should reach the age of eighteen before the period allowed for option expires, revoke such option, or if, before the expiration of this period, the grounds for legal representation have ceased to exist. The provisions of Article 9 of the present Treaty shall be equally applicable to revocations of option.

Article 12.

Protection of the Rights of Optants.

(1) The two Contracting Parties shall not promulgate any laws or decrees or take any other measures — except such as are of a general character and are also applicable to their own nationals and the nationals of other States residing in their territory — which would in any way prejudice the right of optants to retain landed property in the country whose nationality they renounce.

(2) Persons who, in accordance with paragraph 3 of Article 85 of the Treaty of Peace, transfer their residence to the territory of the State for which they have opted, shall not be subjected by the State which they are leaving to any measures of prohibition or other legal or administrative restrictions limiting the right conferred on them by Article 85, paragraph 4, second sentence, of the Treaty to carry their movable property with them. In particular, no export duties of any kind shall be imposed upon them in connection with the removal of such property. The Contracting Parties reserve the right to conclude special agreements with regard to the taxation of such optants.

(3) Persons who have transferred their residence to the territory of the State for which they have opted, and who, in accordance with Article 85, paragraph 4, first sentence, of the Treaty of Peace, have retained landed property in the territory of the State against which they have opted, shall be entitled temporarily to take up their residence in the territory of the latter State for the purpose of administering their landed property situated therein. Rights of all kinds over industrial undertakings shall be regarded as landed property within the meaning of this Article and of Article 85, paragraph 4, first sentence, of the Treaty of Peace.

*Article 13.**Naturalisations ultérieures.*

Les deux Parties contractantes s'engagent à n'accorder ultérieurement aux ressortissants de l'autre Partie la naturalisation que lorsque cette Partie aura exonéré de ses obligations la personne qui demande sa naturalisation ; cette disposition ne s'appliquera pas aux naturalisations qui seront demandées en vertu des dispositions du Traité de Paix de Versailles.

Les Parties contractantes ne pourront refuser l'exonération de leurs obligations aux personnes qui feront la preuve qu'elles ont transféré leur domicile sur le territoire de l'autre Partie ou qu'elles sont sur le point de procéder à ce transfert. L'exonération sera annulée si, à l'expiration d'un délai de six mois à dater de la délivrance du certificat d'exonération, le bénéficiaire a conservé son domicile sur le territoire de l'Etat où il demeurait précédemment, ou s'il l'a réintégré.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.

Article 14.

Les deux Parties contractantes conviennent d'instituer :

1. Une commission mixte, et
 2. un tribunal arbitral permanent
- chargés de régler les différends ou les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application des dispositions du présent Traité.

Article 15.

La Commission mixte se composera de deux représentants de chaque Etat qui seront désignés par leur gouvernement respectif.

Article 16.

1. La Commission ne pourra connaître que des cas que l'un des deux gouvernements lui aura soumis par l'intermédiaire de sa délégation.

2. La Commission n'utilisera que la procédure écrite pour les cas qui lui seront soumis.

3. Lorsque l'accord ne se réalisera pas par cette procédure, la Commission se réunira et s'efforcera d'aboutir à un accord ; les fonctions de président seront remplies successivement par des délégués des deux pays. Les chefs des deux délégations fixeront le lieu de réunion de la Commission. Si l'accord ne peut être réalisé à ce sujet, la Commission se réunira successivement à Prague et à Berlin ; la première réunion aura lieu à Prague.

Article 17.

Lorsque la Commission mixte ne pourra pas régler un litige, elle se désistera en faveur du Tribunal arbitral.

Article 18.

1. Le Tribunal arbitral se composera d'un arbitre nommé par chacune des deux Parties et d'un tiers arbitre qui exercera les fonctions de président.

*Article 13.**Nationalisation.*

The two Contracting Parties mutually guarantee that they will not admit nationals of the other State to nationality in their State, except where such admission is based upon the provisions of the Treaty of Peace of Versailles, until the other State has released the person to be thus admitted from its nationality. Release from their former nationality, may not be refused to persons who prove that they have transferred, or are about to transfer, their residence to the territory of the other Party. Release from nationality shall be considered as non-valid if the person to whom it has been granted retains or resumes his residence in his former country of domicile within a period of six months after notice of discharge has been issued.

SETTLEMENT OF DISPUTES.

Article 14.

- (1) A Mixed Commission, and
 - (2) A permanent Court of Arbitration
- shall be established for the settlement of differences or disputes with regard to the interpretation and application of the provisions contained in the present Treaty.

Article 15.

The Mixed Commission shall consist of two representatives appointed by each of the Contracting Governments.

Article 16.

- (1) The Commission shall only deal with cases submitted to it by one of the Governments through the Delegations concerned.
- (2) The Commission shall only make use of written evidence in all cases submitted to it.
- (3) Should it be impossible to reach an agreement by this method, the Commission shall meet in joint conference in order to arrive at such agreement, a member of each Delegation acting alternately as Chairman. The place of meeting shall be decided upon by the two Chairmen. If no agreement is reached on this point, the Commission shall meet alternately at Prague and at Berlin; the first meeting shall be held at Prague.

Article 17.

Should the Mixed Commission not succeed in settling a dispute, the latter shall be referred to the Court of Arbitration.

Article 18.

- (1) The Court of Arbitration shall consist of one arbitrator, appointed by each of the Contracting Parties, and a third arbitrator to act as Chairman.

2. Le président sera élu par les arbitres. Si l'accord ne peut se réaliser à ce sujet, le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel le Tribunal arbitral se réunit, adressera une requête au représentant diplomatique du Royaume des Pays-Bas à Prague ou à Berlin, pour le prier d'exercer les fonctions de président ou de désigner le président.

Article 19.

Le Tribunal arbitral sera permanent ; il siégera successivement à Berlin et à Prague ; la première réunion aura lieu à Berlin.

Article 20.

Les deux Parties contractantes s'engagent à accorder au Tribunal arbitral toutes facilités et à lui fournir tous les éléments d'information lui permettant de procéder à des enquêtes ; elles s'engagent, en outre, à prescrire à leurs tribunaux et à leurs autorités administratives d'accorder au Tribunal arbitral toute l'assistance légale possible, notamment en matière de notification des assignations et en matière d'instruction.

Article 21.

1. Le Tribunal arbitral établira lui-même ses règles de procédure et son règlement intérieur.
2. Les décisions du Tribunal arbitral seront prises à la majorité des voix. Le président votera le dernier ; en cas d'égalité, la voix du président sera prépondérante.

Article 22.

Chaque gouvernement prendra à sa charge les traitements des arbitres nommés par lui ; les émoluments du président, que les gouvernements fixeront par convention spéciale, seront à la charge des deux gouvernements.

Article 23.

Ratification.

1. Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Prague dans le plus bref délai possible.
2. Le présent Traité entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification
3. Le présent Traité sera établi en deux expéditions identiques rédigées chacune en tchécoslovaque et en allemand. Les deux textes feront foi. Après ratification, le présent Traité sera publié dans les deux textes par les deux Etats dans leurs recueils officiels des lois.

Fait à Prague, le 29 juin mil neuf cent vingt.

Pour le Reich allemand :
(L. S.) VON STOCKHAMMERN.

Pour la République Tchécoslovaque :
(L. S.) Prof. Dr HOBZA.

(2) The Chairman shall be elected by the arbitrators. Should no agreement be reached on this point the diplomatic representative of the Kingdom of the Netherlands at Berlin or at Prague shall be requested by the Government of the State in which the Court of Arbitration is to meet to act as Chairman himself or to appoint a Chairman.

Article 19.

The Court of Arbitration shall be permanent and shall meet alternately at Berlin and at Prague; the first meeting shall take place at Berlin.

Article 20.

The two Contracting Parties undertake to afford every facility to the Court of Arbitration in the prosecution of its enquiries and to furnish it with all the necessary documentation. They undertake further to give the Court of Arbitration every legal assistance by means of their tribunals and officials, in particular with regard to the transmission of official communications and to the obtaining of evidence.

Article 21.

(1) The Court of Arbitration shall determine its own procedure and regulations ;

(2) The decisions of the Court of Arbitration shall be taken by a majority. The Chairman shall vote last ; in the event of equality of votes, the Chairman shall have the casting vote.

Article 22.

Each Government shall pay the whole of the fees of the arbitrator appointed by it and half the fees of the Chairman, which shall be fixed by a special agreement between the two Governments.

Article 23.

Ratification.

(1) The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Prague ;

(2) The Treaty shall come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged ;

(3) The present Treaty shall be drawn up in duplicate, one copy in the Czechoslovak and one in the German language. Both texts shall be authentic. Both States shall publish both the authentic texts of the ratified Treaty in their official collection of laws.

Done at Prague on June 29, one thousand nine hundred and twenty.

For the German Reich :
(L. S.) VON STOCKHAMMERN.

For the Czechoslovak Republic :
(L. S.) Prof. Dr HOBZA.

**BELGIQUE, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, ITALIE
ET PAYS-BAS**

Protocole relatif à l'adhésion des
Pays-Bas aux modifications appor-
tées par le Traité de Versailles à
la Convention de Mannheim de
1868, signé à Paris le 21 janvier
1921, avec un protocole additionnel
signé à Paris le 29 mars 1923.

**BELGIUM, FRANCE,
GREAT BRITAIN, ITALY
AND THE NETHERLANDS**

Protocol regarding the adhesion of
the Netherlands to the modifica-
tions introduced by the Treaty of
Versailles in the Convention of
Mannheim of 1868, signed at
Paris, January 21, 1921, with an
additional Protocol signed at
Paris, March 29, 1923.

No. 510. — PROTOCOLE RELATIF A L'ADHÉSION DES PAYS-BAS AUX MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LE TRAITÉ DE VERSAILLES A LA CONVENTION DE MANNHEIM¹ DE 1868, SIGNÉ A PARIS LE 21 JANVIER 1921 AVEC UN PROTOCOLE ADDITIONNEL SIGNÉ A PARIS LE 29 MARS 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 29 octobre 1923.

Les délégués soussignés des Gouvernements de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, agissant en conformité de la résolution du Conseil suprême des Puissances alliées et associées du 2 octobre 1919, portant :

« Que le président de la Conférence de la Paix invitera le Gouvernement néerlandais à prendre part aux négociations prévues à l'article 354 du Traité avec l'Allemagne relativement aux modifications à apporter à la Convention de Mannheim de 1868 ;

» Que ces négociations se poursuivront sous les auspices du Conseil suprême entre les Puissances alliées et associées intéressées qui, aux termes de l'article 355, seront représentées à la Commission centrale du Rhin, et le Gouvernement des Pays Bas ; »

Se sont rencontrés à Paris, les 20 mars, 16 et 17 avril 1920, avec les délégués soussignés du Gouvernement des Pays-Bas, en vue d'établir l'entente prévue au dernier alinéa de l'article 354 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, relativement à l'application des stipulations de ce traité concernant le régime du Rhin.

Ces délégués sont tombés d'accord sur les conclusions suivantes :

1. Il est entendu que les dispositions contenues dans l'Acte additionnel² du 18 septembre 1895 et la Convention du 4 juin 1898 portant modifications à la Convention de 1868, seront appliquées à la navigation du Rhin au même titre et sous les mêmes conditions que les dispositions de la Convention de Mannheim du 17 octobre 1868 ;

2. Il est entendu que les Pays-Bas collaboreront, dans les mêmes conditions que les Puissances alliées et associées représentées à la Commission centrale du Rhin, à l'établissement de la Convention générale visée aux articles 338 et 354 du dit Traité ;

3. En outre des deux représentants prévus à l'article 355, les Pays-Bas auront la faculté de déléguer à la Commission centrale du Rhin un troisième représentant ;

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, tome XX, page 355.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome II, page 796.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 510. — PROTOCOL REGARDING THE ADHESION OF THE NETHERLANDS TO THE MODIFICATIONS INTRODUCED BY THE TREATY OF VERSAILLES IN THE CONVENTION OF MANNHEIM² OF 1868. SIGNED AT PARIS, JANUARY 21, 1921. WITH AN ADDITIONAL PROTOCOL SIGNED AT PARIS, MARCH 29, 1923.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Protocol took place October 29, 1923.

In pursuance of the resolution adopted by the Supreme Council of the Allied and Associated Powers on October 2, 1919, which provides :

“ That the President of the Peace Conference shall invite the Netherlands Government to take part in the negotiations provided for under Article 354 of the Treaty with Germany concerning the modifications to be introduced in the Convention of Mannheim of 1868 ;

“ That these negotiations shall be conducted under the auspices of the Supreme Council of the Allied and Associated Powers concerned, who, under Article 355, shall be represented on the Central Commission of the Rhine, and of the Netherlands Government. ”

The undersigned Delegates of the Belgian, French, British and Italian Governments conferred with the undersigned Delegates of the Netherlands Government at Paris on March 20 and April 16 and 17, 1920, with a view to establishing the agreement provided for in the last paragraph of Article 354 of the Treaty of Versailles dated June 28, 1919, concerning the application of the stipulations contained in that Treaty with regard to the régime of the Rhine.

The above-mentioned Delegates agreed upon the following conclusions :

(1) It is understood that the provisions contained in the Additional Act³ dated September 18, 1895, and in the Convention dated June 4, 1898, introducing modifications in the Convention of 1868, shall be applied to the navigation of the Rhine, in the same manner and under the same conditions as the provisions contained in the Convention of Mannheim dated October 17, 1868 ;

(2) It is understood that the Netherlands shall co-operate, on the same conditions as the Allied and Associated Powers represented on the Central Commission of the Rhine, in drawing up the general Convention provided for under Articles 338 and 354 of the said Treaty ;

(3) In addition to the two representatives provided for under Article 355, the Netherlands shall have the right to delegate a third representative to the Central Commission of the Rhine ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers, Vol. 59, page 470 of this Series.

³ British and Foreign State Papers, Vol. 87, page 788 of this Series.

4. Il est entendu que les dispositions de l'article 356 ne doivent pas être interprétées comme préjugant de l'étendue territoriale de la compétence de la Commission centrale du Rhin, non plus que de la valeur juridique de ses règlements ;

5. Il est entendu que la communication visée à l'alinéa 2 de l'article 358 sera préalable à l'exécution des travaux qui ne pourront être entrepris qu'après adhésion de la Commission centrale du Rhin et que les « dérivations » prévues au dit alinéa comprennent les canaux latéraux ;

6. Il est entendu que l'article 359 ne préjuge pas de la question de savoir si des délégués de la Commission centrale seront ou non désignés ;

7. Il est entendu que le consentement des Pays-Bas à la création, en ce qui concerne le territoire néerlandais, d'une voie navigable à grande section Rhin-Meuse ne peut être considéré comme résultant de leur adhésion à l'article 361 du Traité de Versailles, et que le dit article ne se rapporte qu'à la partie allemande de la voie navigable Rhin-Meuse ;

8. L'article 362 doit être entendu dans le sens suivant : d'une part, les canaux latéraux et chenaux qui seraient substitués à toute section des voies navigables soumises à la juridiction de la Commission centrale seront de plein droit soumis à cette juridiction, et, d'autre part, l'extension de la juridiction de la Commission centrale à d'autres voies d'eau ne pourra s'effectuer en territoire néerlandais sans l'assentiment des Pays-Bas.

Les délégués de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie ont fait connaître aux délégués des Pays-Bas qu'ils transmettront un exemplaire du présent protocole à la Conférence des Ambassadeurs, en priant la Conférence de vouloir bien consacrer cette entente, faire part de ce fait au Gouvernement des Pays-Bas, et, en portant les termes de cette entente à la connaissance de l'Allemagne, demander au Gouvernement allemand d'y donner son adhésion, ainsi qu'il est prévu à l'article 354, dernier alinéa, du Traité de Versailles. Les délégués des Pays-Bas ont fait connaître que le Gouvernement des Pays-Bas adhérerait aussitôt que possible aux articles 65, 354 à 356 et 358 à 362 du Traité de Versailles, sous le bénéfice des conclusions qui précèdent. Il a été entendu que cette adhésion sortira effet le jour qui suivra la notification qui en sera faite au Gouvernement de la République française, ce Gouvernement se chargeant de porter cette notification à la connaissance des autres Puissances alliées et associées.

Fait à Paris, le vingt et un janvier 1921, en six exemplaires.

Belgique :	JEAN HOSTIE.
France :	A. CLAVEILLE. A. CHARGUÉRAUD.
Grande-Bretagne :	J. BALDWIN.
Italie :	G. SINIGALLA. GUIDO PO.
Pays-Bas :	J. LOUDON. v. EYSINGA.

(4) It is understood that the provisions contained in Article 356 shall not be interpreted as determining the territorial extent of the competence of the Central Commission of the Rhine or the juridical force of its regulations ;

(5) It is understood that the communication referred to in paragraph 2 of Article 358 shall be made prior to the carrying out of the work, which shall not be undertaken until after the assent of the Central Commission of the Rhine, and that the " derivations " provided for in the said paragraph shall include lateral canals ;

(6) It is understood that nothing in Article 359 shall be considered as affecting the question whether agents of the Central Commission are to be appointed or not ;

(7) It is understood that the consent of the Netherlands to the creation of a deep-draught Rhine-Meuse navigable waterway shall not be considered as depending upon their adherence to Article 361 of the Treaty of Versailles and that the said Article only refers to the German section of the Rhine-Meuse navigable waterway ;

(8) Article 362 shall be interpreted in the following sense : on the one hand, the lateral canals and channels which may be substituted for any section of the navigable waterways under the jurisdiction of the Central Commission shall, as of right, be subject to this jurisdiction, and, further, the jurisdiction of the Central Commission shall not be extended to the Netherlands territory without the consent of the Netherlands.

The Belgian, French, British and Italian Delegates informed the Netherlands Delegates that they would submit a copy of the present protocol to the Conference of Ambassadors, requesting the latter to be good enough to approve the agreement, to signify their approval to the Netherlands Government, and, further, to inform Germany of the terms of the agreement and request the German Government to adhere thereto, as provided for in the last paragraph of Article 354 of the Treaty of Versailles. The Netherlands Delegates stated that their Government would adhere as soon as possible to Articles 65, 354 to 356, and 358 to 362 of the Treaty of Versailles subject to the above conclusions. It was agreed that this adherence should come into effect on the day following its notification to the Government of the French Republic, which undertakes to inform other Allied and Associated Powers of the notification.

Done in six copies at Paris on January 21, 1921.

Belgium :	JEAN HOSTIE.
France :	A. CLAVEILLE. A. CHARGUÉRAUD.
Great Britain :	J. BALDWIN.
Italy	G. SINIGALLA. GUIDO PO.
Netherlands :	J. LOUDON. v. EYSINGA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL RELATIF à L'ADHÉSION DES PAYS-BAS AUX MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LE TRAITÉ DE VERSAILLES A LA CONVENTION DE MANNHEIM DE 1868.

En présence des différences d'opinion sur l'interprétation à donner aux stipulations concernant les résolutions de la Commission centrale pour la navigation du Rhin, et dans le but d'assurer pratiquement le fonctionnement de cette Commission en attendant que l'acte révisé prévu par l'article 354 du Traité de Versailles ait été mis en vigueur, les délégués des Gouvernements de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et des Pays-Bas soussignés se sont mis d'accord pour appliquer les dites stipulations de la manière suivante :

Les résolutions de la Commission centrale pour la navigation du Rhin sont prises à la majorité des voix.

Aucun Etat n'est tenu d'assurer l'exécution de celles de ces résolutions auxquelles il refuserait son approbation.

La présente conclusion sera considérée comme faisant partie intégrante du Protocole signé à Paris le 21 janvier 1921.

Fait à Paris, le vingt-neuf mars 1923, en six exemplaires.

E. DE GAIFFIER.
A. CHARGUÉRAUD.
MAHIEU.
HENRI FROMAGEOT.

JOHN BALDWIN.
ROMANO AVEZZANA
J. LOUDON.

ADDITIONAL PROTOCOL CONCERNING THE ADHESION OF THE NETHERLANDS
TO THE MODIFICATIONS INTRODUCED BY THE TREATY OF VERSAILLES IN
THE CONVENTION OF MANNHEIM OF 1868.

In view of the differences of opinion with regard to the interpretation to be given to the stipulations concerning the resolutions adopted by the Central Commission for the Navigation of the Rhine, and for the purpose of ensuring the practical working of that Commission pending the coming into force of the revised Act provided for under Article 354 of the Treaty of Versailles, the undersigned Delegates of the Belgian, French, British, Italian and Netherlands Governments have agreed that the said stipulations shall be applied in the following manner :

The Resolutions of the Central Commission for the Navigation of the Rhine shall be adopted by a majority of votes.

No State shall be obliged to take steps for the execution of any resolution which it may have refused to approve.

The present conclusion shall be considered as an integral part of the Protocol signed at Paris on January 21, 1921.

Done at Paris, March 29, 1921, in six copies.

E. DE GAIFFIER.
A. CHARGUÉRAUD.
MAHIEU.
HENRI FROMAGEOT.

JOHN BALDWIN.
ROMANO AVEZZANA.
J. LOUDON.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Protocole de la Conférence belgo-néerlandaise sur l'application réciproque des lois et règlements concernant la sécurité de la navigation maritime, signé à La Haye le 9 novembre 1922, avec une note portant ratification dudit protocole, signée à Bruxelles le 14 juillet 1923.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Protocol of the Belgian-Netherlands Conference on the reciprocal application of the Laws and Regulations regarding the safety of maritime navigation, signed at The Hague, November 9, 1922, with a note ratifying the Protocol, signed at Brussels, July 14, 1923.

No. 511. — PROTOCOLE DE LA CONFÉRENCE BELGO-NÉERLANDAISE SUR L'APPLICATION RÉCIPROQUE DES LOIS ET RÈGLEMENTS CONCERNANT LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION MARITIME, SIGNÉ A LA HAYE LE 9 NOVEMBRE 1922, AVEC UNE NOTE, PORTANT RATIFICATION DUDIT PROTOCOLE, SIGNÉE A BRUXELLES LE 14 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 29 octobre 1923.

Le GOUVERNEMENT ROYAL DE BELGIQUE et le GOUVERNEMENT ROYAL DES PAYS-BAS également soucieux de veiller à la sécurité de navigation et de faciliter les opérations du commerce maritime,

Considérant les dispositions existant à cet égard dans les lois et règlements belges et néerlandais, ainsi que les avantages qu'il y a à accorder une égale valeur aux permis de navigation délivrés dans les deux pays, conformément à la loi belge sur la sécurité des navires et à la loi néerlandaise dite « Schepenwet », ainsi qu'aux règlements y relatifs ;

Ont résolu de faire procéder en commun à l'examen d'équivalence des dits permis et ont désigné à cet effet :

Pour la BELGIQUE :

M. P. MOULIN, ingénieur en chef, directeur d'administration de la Marine.

M. H. de Vos, docteur en droit, inspecteur de direction de la Marine.

Pour les PAYS-BAS :

M. A. D. MULLER, inspecteur en chef de la Navigation ;

M. J. W. G. COOPS, fonctionnaire du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce ;

Assisté de :

M. J. N. de RONDE, fonctionnaire administratif de l'Inspection de la navigation.

lesquels se sont réunis à La Haye au Département de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, et, dans les séances des sept et huit novembre mil neuf cent vingt-deux ont procédé aux constatations suivantes :

Les délégations des deux Gouvernements, après s'être réciproquement éclairées sur leur législation respective, ont constaté que, d'une manière générale, les réglementations belge et néer-

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 511. — PROTOCOL OF THE BELGIAN-NETHERLANDS CONFERENCE ON THE RECIPROCAL APPLICATION OF THE LAWS AND REGULATIONS REGARDING THE SAFETY OF MARITIME NAVIGATION, SIGNED AT THE HAGUE, NOVEMBER 9, 1922, WITH A NOTE RATIFYING THE PROTOCOL, SIGNED AT BRUSSELS, JULY 14, 1923.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Protocol took place October 29, 1923.

The ROYAL GOVERNMENT OF BELGIUM and the ROYAL GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS, being both desirous of providing for the safety of navigation and of facilitating the operations of maritime commerce;

and having considered the existing provisions in regard to these matters, as laid down in the Belgian and Netherlands laws and regulations, and the desirability of according equal validity to the navigation licences issued in the two countries in conformity with the Belgian law on the safety of vessels, and the Netherlands law known as the "Schepenwet", and the regulations connected therewith:

have decided to undertake a joint enquiry into the question of the equivalence of the above-mentioned licences and have for that purpose appointed:

FOR BELGIUM:

M. P. MOULIN, Chief Engineer, Administrative Director of the Navy;
M. H. de VOS, Doctor of Law, Directing Inspector of the Navy;

FOR THE NETHERLANDS:

M. A. D. MULLER, Inspector-in-Chief of Navigation;
M. J. W. G. COOPS, Official in the Ministry of Agriculture, Industry and Commerce;

Assisted by:

M. J. N. de RONDE, Administrative Official in the Inspectorate of Navigation.

The above-mentioned persons, having met at The Hague at the Department of Agriculture, Industry and Commerce, and having held meetings on November 7 and 8, 1922, arrived at the following conclusions:

The Delegations of the two Governments, after exchanging explanations in regard to their respective laws, agreed that, speaking generally, the Belgian and Netherlands regulations

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

landaise sur la délivrance des deux permis de navigation respectifs ont une égale valeur au point de vue de la sécurité de la navigation ; elles ont toutefois jugé nécessaire de préciser les points suivants :

Champs d'application des législations.

A la différence de la législation néerlandaise, la loi et les règlements belges s'appliquent notamment à tous bateaux et embarcations quelconques affectés au transport de passagers dans les eaux maritimes belges, ces eaux comprenant entre autres les parties de l'Escaut dont l'Administration de la marine belge a la police.

La délégation néerlandaise reconnaît qu'il est désirable de voir appliquer les mesures de sécurité nécessaires aux dits bâtiments qui ne tombent pas sous l'application de la « Schepenwet » et des règlements y relatifs. Elle attirera l'attention de son Gouvernement sur ce que l'accord de réciprocité ne peut s'étendre aux dits bâtiments aussi longtemps que des dispositions n'auront été prises pour assurer l'équivalence.

Durée de validité du permis de navigation.

Quant à la durée de validité du permis de navigation, la réglementation néerlandaise apparaît moins rigoureuse que la réglementation belge qui prévoit expressément un délai maximum, alors que la première laisse au service d'inspection un pouvoir d'appréciation.

Mais les deux délégations ont été d'accord pour reconnaître que la validité du permis se trouve pratiquement limitée à une durée égale dans les deux réglementations, attendu que l'article 15 du règlement néerlandais impose une visite à sec annuelle pour tous les navires, à l'exception des navires à voile de moins de 200 tonneaux et des appareils de draguage remorqués, et que cette visite est le point de départ du permis de navigation.

Visites au départ du navire.

Ni la réglementation néerlandaise ni la réglementation belge ne prévoient une visite obligatoire au moment de chaque départ du navire.

Toutefois, en ce qui concerne les navires à émigrants, la législation belge impose un certificat de partance. Celui-ci reste obligatoire pour tout navire qui embarque des émigrants dans un port belge.

Cloisonnement des navires.

Armement et rechanges.

En ce qui concerne le cloisonnement des navires, la réglementation belge prévoit l'application d'une partie des dispositions figurant dans la Convention de Londres du 20 janvier 1914, alors que la réglementation néerlandaise s'en tient à des prescriptions générales.

Comme le Gouvernement des Pays-Bas, qui a ratifié la dite Convention de Londres, envisage son application après sa mise au point définitive, les deux délégations sont tombées d'accord pour reconnaître que l'équivalence des deux réglementations étant assurée dans le futur, les différences existant actuellement ne pouvaient faire obstacle à un accord réciproque sur ce point.

En ce qui concerne les coques, accessoires de coques et de machines ainsi que les objets de rechange, à la différence de la réglementation néerlandaise, la réglementation belge prévoit des dispositions précises et détaillées. Comme la délégation néerlandaise déclare que les exigences du service d'inspection aboutissent à des garanties équivalentes de sécurité, la délégation belge considère qu'il n'y a pas lieu, dans ces conditions, de s'opposer à la reconnaissance de l'équivalence.

Franc-bord.

La délégation belge explique que le Gouvernement royal s'en remet aux sociétés de classification reconnues du soin de calculer et d'apposer les marques de franc-bord conformément

regarding the issue of navigation licences are of equal value from the point of view of safety of navigation ; nevertheless they thought it necessary to make the following observations :

Sphere of application of the respective legal provisions.

The Belgian laws and regulations, unlike those of the Netherlands, are applicable to all boats and vessels of any kind used for the transport of passengers in Belgian maritime waters ; these waters include those parts of the Scheldt which are policed by the Belgian naval Administration.

The Netherlands Delegation recognises that it is desirable to apply the necessary measures of safety not covered by the " Schepenwet ", or the regulations connected therewith, to the above mentioned vessels. It will draw the attention of its Government to the fact that reciprocal treatment cannot be accorded to the above-mentioned vessels until measures have been taken to ensure equivalence.

Period of validity of navigation licences.

As regards the duration of the validity of navigation licences, the Netherlands regulations appear less rigorous than those of Belgium, which expressly lay down a maximum time-limit, whereas the former allow a certain latitude to the inspecting staff.

Both Delegations were, however, agreed in recognising that the duration of the validity of the licence is, in practice, limited in an equal degree in the regulations of the two countries, since Article 15 of the Netherlands regulations provides for an annual inspection in dry dock of all vessels, except sailing vessels of less than 200 tons, and dredgers without their own means of propulsion, and since this inspection is the basis of the navigation licence.

Inspection of vessels at the time of sailing.

Neither the Netherlands nor the Belgian regulations make it compulsory for vessels to be inspected whenever they sail.

Nevertheless, in the case of emigrant ships, the Belgian legislation requires a clearing certificate (certificat de partance). This certificate is compulsory for any ship which embarks emigrants in a Belgian port.

Division of vessels into compartments.

Equipment and spare stores.

As regards the division of vessels into compartments, the Belgian regulations require the application of certain of the provisions of the Convention of London of January 20, 1914 ; whereas the Netherlands regulations merely contain instructions of a general character.

As the Netherlands Government has ratified the above-mentioned Convention of London and proposes to put it in force when it has been given its final form, the two Delegations agree that, as the respective codes of regulations will be equivalent in the future, the existing differences between them are not an obstacle to the conclusion of a reciprocal agreement on this point.

As regards the hulls, the accessory parts of the hulls and engines, and the spare stores, the Belgian regulations, unlike those of the Netherlands, contain precise and detailed rules. As the Netherlands Delegation declares that the conditions imposed by the inspecting authorities provide, in effect, equivalent guarantees of safety, the Belgian Delegation considers that there is no reason, in these circumstances, why the two sets of regulations should not be considered as of equivalent value.

Load-line.

The Belgian Delegation explained that the Royal Government entrusts the recognised companies which are concerned with the classification of vessels with the task of calculating and

aux règles et tables françaises ou anglaises ou d'après les règles et tables reconnues équivalentes.

Le Gouvernement belge s'assure seulement que ces marques existent et que les navires sont porteurs d'un certificat de franc-bord en règle.

La délégation néerlandaise admet cette procédure.

La législation belge ne contenant pas, en ce qui concerne les chargements de bois de dispositions détaillées, la délégation belge, tout en reconnaissant la valeur des observations présentées à l'appui du système néerlandais, n'a pu consacrer une équivalence sur cette matière pour les navires à vapeur néerlandais qui prendraient charge dans les ports belges.

La délégation belge a ajouté qu'au cas où une conférence internationale générale viendrait à élaborer une réglementation commune, elle recommanderait à son Gouvernement de donner à ce système tout l'appui qu'il paraîtrait mériter.

Chaudières.

A première vue, il semble exister certaines différences entre les réglementations belge et néerlandaise au point de vue des épreuves et des visites auxquelles les chaudières sont soumises.

Toutefois, au point de vue pratique des résultats, cette différence n'est qu'apparente et on peut considérer que l'équivalence existe.

Arrimage et chargement des marchandises.

Les deux délégations estiment que les dispositions réglementaires relatives à l'arrimage et au chargement des marchandises à bord des navires de commerce sont suffisantes pour l'établissement d'une équivalence.

En ce qui concerne en particulier le transport des explosifs, il y a lieu de tenir compte des législations spéciales en la matière et notamment de la loi néerlandaise du 26 avril 1884 et des règlements y relatifs.

Radiotélégraphie.

La réglementation belge contient des dispositions relatives aux installations radiotélégraphiques, alors qu'aucune disposition n'existe encore à cet égard dans la réglementation néerlandaise.

La délégation néerlandaise indique que, en fait, les navires de plus de 1.600 tonneaux sont pourvus des installations requises.

Au surplus, l'application de la Convention internationale de Londres du 20 janvier 1914, dont la modification est d'ailleurs envisagée sur ce point, assurera l'équivalence entre les deux réglementations.

Engins de sauvetage.

En ce qui concerne les prescriptions relatives aux engins de sauvetage, la réglementation belge s'est inspirée des principes posés par la Convention internationale de Londres du 20 janvier 1914, tandis que la réglementation néerlandaise antérieure à cette Convention s'en écarte sur différents points, d'ailleurs peu importants.

L'application de la dite Convention devant assurer dans l'avenir l'équivalence sur ce point, les deux délégations reconnaissent que les différences actuellement existantes ne peuvent faire obstacle à la conclusion de l'accord.

Dispositions générales.

Après avoir procédé aux constatations qui précèdent, les deux délégations ont échangé les observations suivantes sur les conséquences devant, selon elles, résulter de la reconnaissance de l'équivalence.

marking the load-lines, in conformity with the French and English regulations and tables, and in accordance with the rules and tables which are recognised as equivalent.

The Belgian Government merely satisfies itself that the load-lines are marked and that the vessels carry a load-line certificate, in proper form.

The Netherlands Delegation is prepared to recognise this procedure.

As the Belgian laws do not lay down any detailed rules for the loading of timber, the Belgian Delegation, though recognising the force of the arguments adduced in support of the Netherlands system, could not agree to equivalent treatment in regard to this question for Netherlands steamers loading in Belgian ports.

The Belgian Delegation added that, if a common code of regulations should be worked out by a general international conference it would recommend its Government to give this system all the support which it would appear to deserve.

Boilers.

At first sight, there would appear to be certain differences between the Belgian and Netherlands regulations regarding the tests and inspections to which boilers are subjected.

However, in practice, the results show that this difference is only apparent and that the systems may be considered as equivalent.

Stowing and loading of goods.

The two Delegations agree that the regulations regarding the stowing and loading of goods on merchant vessels are practically equivalent.

As regards the transport of explosives, the special legal provisions on this subject must be taken into account, particularly the Netherlands law of April 26, 1884, and the regulations connected therewith.

Wireless telegraphy.

The Belgian regulations contain provisions regarding wireless installations, whereas the Netherlands regulations are silent in regard to this matter.

The Netherlands Delegation states that vessels of upwards of 1,600 tons are, as a fact, equipped with the necessary installations.

Further, the application of the International Convention of London of January 20, 1914 — which it is moreover proposed to modify in regard to this point — will result in equivalence between the two codes of regulations.

Safety appliances.

As regards the rules relating to safety appliances, the Belgian regulations are based on the principles laid down by the International Convention of London, of January 20, 1914, whereas the Netherlands regulations, being of earlier date than the said Convention, differ from it in several not very essential points.

As the application of the said Convention will ensure equivalence in this respect in the future, the two Delegations agree that the differences at present existing are not an obstacle to the conclusion of the Agreement.

General provisions.

After reaching the above conclusions, the two Delegations exchanged the following observations regarding the consequences which, in their opinion, should result from the recognition of equivalence.

Les navires des deux pavillons jouiront du bénéfice de l'équivalence dans les eaux et ports respectifs, métropolitains ou coloniaux, ressortissant à l'un ou l'autre des deux pays.

Lors des visites qui sont ou qui seraient prévues dans les dits ports, les autorités chargées de ces inspections s'assureront que les navires sont effectivement munis des permis reconnus équivalents dans les termes et conditions ci-dessus, sans procéder aux vérifications relatives à la coque, aux chaudières, aux machines et à l'armement d'objets de ce permis. Mais les dites autorités, en vertu du droit de visite qui leur est actuellement reconnu, pourront néanmoins constater que le navire, étant resté d'une manière générale en bon état de conservation et de navigabilité, peut reprendre la mer sans péril pour son équipage et ses passagers sans qu'on puisse lui imposer, sur les différents points, objets de l'équivalence ici constatée, d'autres conditions que celles prévues par ses règlements nationaux.

Au cas où l'équipage soit d'un navire belge dans un port néerlandais, soit réciproquement d'un navire néerlandais dans un port belge, saisirait directement d'une plainte l'autorité maritime locale, la dite autorité, sauf le droit de visite dans les conditions prévues d'autre part, devrait renvoyer les réclamants à l'autorité consulaire à laquelle ressortit le navire.

La délivrance des permis de navigation par un agent désigné ou reconnu par le Gouvernement et agissant sous l'autorité de celui-ci, ne saurait entraîner de ce chef, pour le dit Gouvernement, aucune responsabilité pécuniaire.

Conclusions.

A la suite et comme conséquence de l'examen auquel il a été procédé ainsi qu'il vient d'être expliqué, les délégués des deux Gouvernements sont d'accord pour constater, dans les termes et sous les réserves développés précédemment, l'équivalence actuelle de leurs législations nationales et de leurs permis respectifs.

En conséquence, ils s'engagent à recommander à leurs Gouvernements respectifs de consacrer officiellement cette équivalence et d'en assurer l'application dans leurs ports en donnant à leurs autorités nationales les instructions nécessaires, étant entendu que, si l'un des deux Gouvernements apportait par la suite une modification à sa législation ou à sa réglementation concernant la sécurité de la navigation maritime, il devrait en donner communication sans délai à l'autre gouvernement.

Fait en double à La Haye le neuf novembre mil neuf cent vingt-deux.

Pour les Pays-Bas :
A. D. MULLER.
J. W. G. COOPS.
J. N. DE RONDE.

Pour la Belgique :
P. MOULIN.
DE VOS.

NOTE PORTANT RATIFICATION DU PROTOCOLE EN DATE DU 9 NOVEMBRE 1922,
ARRÊTÉ ENTRE LES PAYS-BAS ET LA BELGIQUE SUR L'APPLICATION RÉCIPROQUE DES LOIS ET RÈGLEMENTS CONCERNANT LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION MARITIME.

L'étude des réglementations néerlandaise et belge concernant la sécurité de la navigation maritime qui a fait l'objet de la Conférence des délégués techniques des deux pays tenue à La Haye du 7 au 9 novembre 1922 en vue de l'acceptation réciproque des dispositions prises par chacune des dites réglementations, a permis aux délégués du Gouvernement royal des Pays-Bas et du

The vessels sailing under the flags of the two countries will enjoy the advantage of equivalence in the home or colonial waters and ports belonging to either of the two countries.

At the time of the inspections which are, or may be, required in the said ports, the inspecting authorities shall satisfy themselves that the vessels are actually provided with the licences which have been recognised as equivalent under the terms and conditions set forth above, and shall not inspect the hulls, boilers, engines and equipment which are covered by the licence. The said authorities shall, nevertheless, be entitled, in virtue of the right of inspection which they already possess, to declare that the vessel is, speaking generally, in a good and seaworthy condition and may put to sea without danger to its crew or passengers, but they shall not be entitled to exact conditions, in regard to the different points on which equivalence has been agreed to in the present instrument, other than those provided by the regulations of the country to which the vessel belongs.

If the crew of a Belgian vessel in a Netherlands port, or of a Netherlands vessel in a Belgian port, should address a complaint directly to the local maritime authority, the latter shall, without prejudice to its right of inspection under the conditions laid down elsewhere, refer the claimants to the consular authority of the nation to which the vessel belongs. The issue of navigation licences by an agent appointed or recognised by the Government and acting under its authority cannot render the said Government subject, on that account, to any pecuniary liability.

Conclusions.

As a result of the enquiry which has been carried out, as set forth above, the Delegates of the two Governments have agreed to declare, under the terms and subject to the reservations already stated, that equivalence exists between their respective national legislative codes and licences.

They therefore undertake to recommend their respective Governments to give official recognition to this equivalence and to issue the necessary instructions to their national authorities to apply it in their ports, it being understood that if either of the Governments should subsequently modify its laws or regulations regarding the safety of maritime navigation, it shall immediately communicate such modifications to the other Government.

Done in duplicate at The Hague, November 9, 1922.

For the Netherlands :

A. D. MULLER.

J. W. G. COOPS.

J. N. DE RONDE.

For Belgium :

P. MOULIN.

DE VOS.

NOTE RATIFYING THE PROTOCOL DATED NOVEMBER 9, 1922, DRAWN UP BETWEEN THE NETHERLANDS AND BELGIUM REGARDING THE RECIPROCAL APPLICATION OF THE LAWS AND REGULATIONS CONCERNING THE SAFETY OF MARITIME NAVIGATION.

The examination of the Netherlands and Belgian regulations regarding the safety of maritime navigation, which has been carried out by the Conference of Technical Delegates of the two countries held at The Hague from November 7 to 9, 1922, with a view to securing the reciprocal recognition of the provisions of the two above-mentioned codes of regulations, has enabled the Delegates of

Gouvernement royal de Belgique de constater l'équivalence actuelle de leurs législations nationales et de leurs permis de navigation respectifs dans les termes et sous les réserves développés dans un Protocole ci-annexé en date du 9 novembre 1922 et qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente note.

Ratifiant les conclusions, adoptées par la Conférence susvisée, le Gouvernement royal néerlandais et le Gouvernement royal belge déclarent reconnaître l'équivalence des réglementations des deux pays en matière de sécurité de la navigation maritime dans les termes et sous les réserves mêmes où cette équivalence est établie par le Protocole précité.

Cette reconnaissance d'équivalence deviendra effective à partir d'un mois après la date de cette note, et des instructions en ce sens seront adressées aux autorités maritimes des deux pays par leurs Gouvernements respectifs. Si, par la suite, le Gouvernement néerlandais ou le Gouvernement belge apportait une modification quelconque à sa réglementation actuelle, concernant la sécurité de la navigation maritime, il en donnerait aussitôt connaissance à l'autre Gouvernement.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 14 juillet 1923.

W. HUYSEN VAN KATTENDIJKE.

HENRI JASPAR.

the Royal Government of the Netherlands and of the Royal Government of Belgium to declare that equivalence exists between their respective national laws and navigation licences, under the terms and subject to the reservations which are set forth in a Protocol annexed hereto, dated November 9, 1922, and which shall form an integral part of the present Note.

In ratifying the conclusions adopted by this Conference, the Royal Netherlands Government and the Royal Belgian Government declare that they recognise the equivalence of the regulations of their two countries regarding the safety of maritime navigation, under the same terms, and subject to the same reservations as those by which equivalence is established in the above-mentioned Protocol.

This recognition of equivalence shall become effective as from a date one month after the date of the present Note, and instructions in this sense shall be addressed to the Maritime Authorities of the two countries by their respective Governments. If either the Netherlands Government or the Belgian Government should subsequently make any modifications in the existing regulations regarding the safety of maritime navigation, it shall immediately notify the Government of the other party.

Done at Brussels in duplicate, July 14, 1923.

W. HUYSEN VAN KATTENDIJKE.

HENRI JASPAR.

N° 512.

FRANCE ET PAYS-BAS

Arrangement provisoire concernant
la navigation aérienne entre la
France et les Pays-Bas, signé à
Paris le 2 juillet 1923.

FRANCE AND THE NETHERLANDS

Provisional Agreement relating to
Air Navigation between France
and the Netherlands, signed at
Paris, July 2, 1923.

No. 512. — ARRANGEMENT PROVISOIRE ¹ CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA FRANCE, SIGNÉ A PARIS LE 2 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement provisoire a eu lieu le 29 octobre 1923.

Dans le but de rendre possible les communications par la voie des airs au moyen d'aéronefs civils et le survol par ces aéronefs de l'un et de l'autre pays, le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ont résolu de conclure à cet effet un arrangement provisoire et sont convenus des articles suivants, qui sont applicables à tous les aéronefs des deux pays, à l'exclusion des aéronefs militaires :

Article 1.

Les aéronefs engagés dans la navigation internationale entre les deux Etats devront avoir à bord des documents d'où il apparaîtra, tant en ce qui concerne les pilotes que pour ce qui est des aéronefs eux-mêmes, qu'un contrôle est exercé à leur sujet par ou pour le Gouvernement de l'un des Etats susvisés.

Les aéronefs devront porter chacun des marques distinctives apparentes, permettant de les identifier en plein vol. Chacun des Etats accorde aux aéronefs de l'autre Etat sur lesquels s'exerce le contrôle désigné au premier alinéa ci-dessus la liberté de survoler son territoire en temps de paix.

Article 2.

L'équipage et les passagers des aéronefs désignés à l'article 1 ci-dessus devront être munis de pièces d'identité et de passeports conformes à ceux qui sont exigés pour les communications entre les deux pays, soit par les lois et règlements généraux en vigueur, soit par les dispositions spéciales portées à l'égard de la circulation aérienne.

Article 3.

Sauf le cas où ils se trouveraient en détresse, les pilotes d'aéronefs qui désirent se rendre dans l'un des deux pays susvisés ou quitter un des deux pays par la voie des airs devront se conformer

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 3 septembre 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 512. — PROVISIONAL AGREEMENT² RELATING TO AIR NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND FRANCE, SIGNED AT PARIS, JULY 2, 1923.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this provisional Agreement took place October 29, 1923.

With a view to furthering air communication by means of private aircraft and enabling such aircraft to fly over either country, the GOVERNMENT OF HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and the GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC have resolved to conclude for this purpose a provisional agreement and have agreed to the following articles, which shall apply to all aircraft of the two countries concerned with the exception of military aircraft :

Article 1.

Aircraft employed in international navigation between the two States shall carry papers showing that both pilots and machines are officially inspected by the Government of one of the two countries or by persons acting on its behalf.

Aircraft shall carry clear distinguishing marks which permit of their identification when flying. Each of the States shall grant to aircraft of the other State inspected in accordance with the above paragraph freedom to fly over its territory in time of peace.

Article 2.

Members of the crews and passengers on the aircraft specified in Article 1 above must possess identity papers and passports similar to those required in ordinary traffic between the two countries either under the general laws and regulations in force or under special provisions dealing with air traffic.

Article 3.

Unless in distress, pilots of aircraft desiring to proceed to or depart from either of the countries by air shall comply with the provisions in force regarding the crossing of the frontier between definite

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Paris, September 3, 1923.

aux prescriptions en vigueur concernant le passage de la frontière entre des points déterminés et ils n'opéreront d'atterrissage que sur les aérodromes ou aéroports désignés à cet effet (aérodromes ou aéroports douaniers), et ne partiront que d'un de ces aérodromes ou aéroports.

Les deux Gouvernements intéressés se communiqueront réciproquement les prescriptions susvisées et chacun d'eux fera connaître à l'autre la désignation faite sur son territoire des aérodromes ou aéroports douaniers.

Article 4.

Les deux Etats contractants auront la faculté d'interdire le survol de certaines zones de leurs territoires, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs des deux Etats.

Dans des circonstances exceptionnelles, chaque Etat aura en outre le droit de restreindre ou d'interdire le survol de son territoire ou de parties de son territoire. La réserve dont il est question ci-dessus ne se rapporte pas à ce cas.

Les interdictions et restrictions de cet article devront être notifiées à l'Etat intéressé.

Article 5.

Les aéronefs ne pourront transporter ni armes, ni munitions, ni gaz asphyxiants ni explosifs, ni pigeons voyageurs ; ils ne pourront avoir à leur bord aucun appareil de T. S. F. ni de téléphonie sans fil sans une autorisation spéciale de l'Etat auquel ils appartiennent ; au-dessus de chacun des deux Etats, l'usage de ces appareils sera soumis aux prescriptions arrêtées à ce sujet par l'autorité compétente de cet Etat. Le transport et l'usage d'appareils photographiques et cinématographiques à bord des aéronefs sont soumis, au-dessus de chacun des deux Etats, aux réglementations en vigueur dans l'Etat survolé.

Article 6.

Les aéronefs engagés dans la navigation internationale entre les deux Etats pourront transporter des personnes et des marchandises d'un pays dans l'autre, à l'exclusion du trafic intérieur dans chacun de ces pays.

Ils devront être munis des documents suivants :

Une liste nominale des passagers, un inventaire manifeste des marchandises et de l'équipement se trouvant à bord, ainsi que les déclarations détaillées établies par les expéditeurs.

Tous ces transports sont soumis aux prescriptions en vigueur. Le courrier postal (lettres et paquets) pourra être transporté, si une entente existe à ce sujet entre les administrations postales des deux pays.

Article 7.

Les permis, brevets et licences, délivrés à l'aéronef et aux personnes de son équipage pour la circulation aérienne dans l'un des deux pays, auront dans l'autre pays la même valeur que les pièces correspondantes délivrées dans le même but que ce dernier.

Chacun des deux Etats a le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation dans les limites et au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et les licences conférées à l'un de ses ressortissants par l'autre Etat. Les deux Gouvernements se communiqueront réciproquement les modèles des brevets, licences et permis qu'ils délivrent.

points, and they shall alight only at aerodromes or air ports appointed for this purpose (Customs aerodromes or air-ports) and shall not start except from one of these aerodromes or air-ports.

Each of the two Governments concerned shall communicate to the other the provisions referred to above and shall acquaint the other with the list of customs aerodromes or air-ports within its territory.

Article 4.

Each of the Contracting States shall have the right to prohibit flight over certain zones in its territory provided that no discrimination in this matter is made as between the aircraft of the other State.

In exceptional circumstances each State shall, moreover, have the right to restrict or prohibit flight over its territory or parts of its territory. The reservation made above shall not apply to this latter case.

The prohibitions and restrictions referred to in this article shall be notified to the State concerned.

Article 5.

No arms, ammunition, asphyxiating gases, explosives or carrier pigeons may be transported by aircraft. Aircraft may not be provided with wireless telegraph or telephone installations unless by special authorisation of the State to which they belong. When over the territory of either of the two States, they shall only use such apparatus in accordance with the provisions established on this subject by the competent authorities of the State in question. The transport and use on aircraft of photographic and cinematographic apparatus shall, when the aircraft are over one of the two States, be subject to the regulations in force in the State over which the flight is taking place.

Article 6.

Aircraft used in international navigation between the two States may transport persons and merchandise from one country to the other but may not engage in the internal traffic of either of the countries concerned.

They must be provided with the following documents :

A list of the names of the passengers, a manifest for the merchandise and equipment carried and also detailed declarations drawn up by the consignors.

All such transport must be carried out in accordance with the regulations in force.

Mails (letters and parcels) may be transported if an agreement to this end exists between the postal administrations of the two countries.

Article 7.

Permits, certificates and licences issued for air traffic in one of the two countries to aircraft and their crews shall have the same value in the other country as the corresponding documents issued with the same object by the latter.

Each of the two States shall have the right to refuse to recognise as valid for traffic within the limits of its own territory and over its territory the certificates of proficiency and licences granted to one of its nationals by the other State. Each of the two Governments shall forward to the other Government specimen forms of the certificates, licences and permits which it issues.

Article 8.

Le présent arrangement provisoire sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour où les ratifications auront été échangées, et pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des deux Gouvernements contractants après préavis de trois mois.

Chacun des deux Gouvernements se réserve en outre le droit de dénoncer le présent arrangement provisoire avec effet immédiat dès que les deux États auront ratifié la Convention ¹ internationale de la navigation aérienne du 13 octobre 1919.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement provisoire et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Paris, le 2 juillet 1923.

(L. S.) J. LOUDON.

(L. S.) POINCARÉ.

(L. S.) LAURENT EYNAC.

¹ Vol. XI, page 173 de ce Recueil.

Article 8.

The present provisional Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible. It will come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged and it may be denounced by one or other of the two Contracting Governments upon three months' notice.

Each of the two Governments shall, moreover, retain the right to terminate this provisional Agreement forthwith as soon as the two States have ratified the International Air Navigation Convention ¹ of October 13, 1919.

In faith whereof the undersigned have signed the present Provisional Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Paris, on July 2, 1923.

(L. S.) J. LOUDON.

(L. S.) POINCARÉ.

(L. S.) LAURENT EYNAC.

¹ Vol. XI, page 173, of this Series.

N° 513.

PAYS-BAS ET PORTUGAL

Echange de notes comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, les 21 et 22 août 1923.

THE NETHERLANDS AND PORTUGAL

Exchange of Notes establishing a provisional Agreement for the regulation of commercial relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, August 21 and 22, 1923.

No. 513. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PORTUGAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE POUR LE RÈGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES PAYS-BAS ET PORTUGAL. LISBONNE, LES 21 ET 22 AOUT 1923.

No. 513. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGAL. LISBON, AUGUST 21 AND 22, 1923.

Textes officiels néerlandais et portugais communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 octobre 1923.

Dutch and Portuguese official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this exchange of Notes took place October 29, 1923.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

LISABON, 21 Augustus 1923.

MIJNHEER DE MINISTER,

Aangezien de onderhandelingen voor een handelstractaat tusschen Nederland en Portugal niet op den 1sten September a. s. voltooid kunnen zijn op welken datum de tusschen beide landen van kracht zijnde Handelsverklaring¹ van 5 Juli 1894 ten einde loopt, heb ik de eer in opdracht van den Minister van Buitenlandse Zaken te 's-Gravenhage aan Uwe Excellentie mede te deelen dat de Regeering van Hare Majesteit de Koningin goedvindt om van af dien datum voor eene periode van zes maanden een modus vivendi vast te stellen waardoor de belangen van de vermelde landen op de navolgende basis gewaarborgd worden;

Artikel 1.

De voortbrengselen van den grond en de nijverheid van Nederland zullen bij rechts-

MINISTERIO DOS NEGOCIOS
ESTRANGEIROS
DIRECÇÃO GERAL DOS NEGOCIOS
COMERCIAES E CONSULARES
1.ª REPARTIÇÃO.

Processo Nº 51/23.

LISBOA, 22 de Agosto de 1923.

SENHOR MINISTRO,

Não podendo as negociações para um tratado de commercio entre Portugal e os Países-Baixos estar ultimadas em 1 de Setembro proximo, dia em que deixa de vigorar a declaração comercial entre os dois paizes de 5 de julho de 1894¹ tenho a honra de propôr a V. Exa. que a partir dessa data se estabeleça por seis mezes um regime provisorio que salvguarde os interesses dos dois paizes nas bases seguintes :

Artigo 1.

Os productos do solo e da industria dos Paizes-Baixos importados directamente pagarão

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXII, page 591.

¹ British and Foreign State Papers, vol. 86, page 628.

treekschen invoer in Portugal en op de naburige eilanden onderworpen worden aan het minimumtarief van het douanetarief dat thans van kracht is of gedurende den loop dezer overeenkomst daarvoor in de plaats treedt. Hetzelfde zal gelden ten opzichte van de voortbrengselen der Nederlandsche koloniën hetzij dezelve rechtstreeks vanuit die koloniën dan wel van uit het moederland worden ingevoerd.

Artikel 2.

De voortbrengselen van den grond en de nijverheid van Portugal en de naburige eilanden zullen bij rechtstreekschen invoer in Nederland aan geene hogere rechten hoe ook genaamd onderworpen worden dan de soortgelijke voortbrengselen van eene andere vreemde natie. Hetzelfde zal toepassing vinden ten opzichte der voortbrengselen van de Portugeesche koloniën hetzij bij rechtstreekschen invoer van uit die koloniën dan wel van uit het moederland

Artikel 3.

Wat betreft den indirecten invoer, den doorvoer, den uitvoer en den wederuitvoer zoo waarborgen de beide Regeeringen elkander wederkeerig de behandeling der meest begunstigde vreemde natie.

Artikel 4.

Gedurende den loop dert egenwoordige overeenkomst zal de Nederlandsche Regeering aan de Portugeesche scheepvaart de behandeling toekennen der meest begunstigde vreemde natie. Harerzijds zal de Portugeesche Regeering aan de Nederlandsche scheepvaart op het vasteland van Portugal en de naburige eilanden eene reductie verleen van 25 % op de scheepvaartrechten (taxas do imposto de commercio marítimo) welke thans van kracht zijn of die dezelve mochten komen te vervangen en Zij verleent aan genoemde scheepvaart op de Portugeesche koloniën de behandeling der meest begunstigde vreemde natie.

Artikel 5.

De Nederlandsche Regeering verbindt zich om gedurende den loop dezer overeenkomst de

em Portugal e ilhas adjacentes a tarifa minima da pauta aduaneira actual ou da que a substituir durante a vigencia do presente acôrdo. Igual regimen sera aplicado aos productos das colonias dos Paizes-Baixos quer sejam importados directamente dessas colonias quer sejam exportados da metropole.

Artigo 2.

Os productos do solo e da industria de Portugal e ilhas adjacentes importados directamente não serão sujeitos nos Paizes-Baixos a direitos mais elevados sob qualquer denominação do que os productos similares de outra nação estrangeira. Igual regimen será aplicado aos productos das colonias portuguezas quer sejam importados directamente dessas colonias quer sejam exportados da metropole.

Artigo 3.

Pelo que respeita á importação indirecta ao transitó á exportação e à reexportação os dois Governos garantem-se reciprocamente o tratamento da nação estrangeira mais favorecida.

Artigo 4.

Durante a vigencia do presente acôrdo o Governo dos Paizes-Baixos concederá à navegação portugueza o tratamento da nação mais favorecida. Por seu lado o Governo Portuguez concedera à navegação dos Paizes-Baixos, na metropole e ilhas adjacentes, a redução de 25 por cento sôbre as taxas do imposto do commercio marítimo actualmente em vigor ou que as vierem substituir ulteriormente, e, nas colonias portuguezas, o tratamento da nação mais favorecida.

Artigo 5.

O Governo dos Paizes-Baixos compromete-se a não abaixar durante a vigencia do presente

tegenwoordige grens van de alcoholsterkte der in Nederland ingevoerde wijnen niet te verlagen alsmede de Portugeesche wijnen niet de bezwaren met gemeente-of andere verbruiksrechten welke hooger zijn dan die op soortgelijke wijnen hetzij inlandsche hetzij van andere herkomst.

Artikel 6.

Deze overeenkomst zal van kracht zijn gedurende zes maanden te beginnen 1 September 1923 en te eindigen op 28 Februari 1924.

Terwijl ik mij veroorloof hieraan toe te voegen dat de Regeering van Hare Majesteit de Koningin de hierbovenstaande overeenkomst beschouwt als van kracht te zijn geworden ten gevolge van deze nota en de overeenkomstige nota, welke Uwe Excellentie mij zal doen toekomen, maak ik gaarne van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Minister, de hernieuwde verzekering aan te bieden mijner meeste hoogachting.

(Get.) A. VAN DER GOES.

Zijner Excellentie
den Heere Dr. DOMINGOS LEITE PEREIRA,
Minister van Buitenlandsche Zaken,
te Lissabon.

¹ TRADUCTION.

LÉGATION
DES PAYS-BAS.

LISBONNE, le 21 août 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les négociations pour la conclusion d'un traité de commerce entre les Pays-Bas et le Portugal ne pouvant pas être terminées le 1^{er} septembre prochain, date à laquelle expire la Déclaration Commerciale du 5 juillet 1894 en vigueur entre les deux pays, j'ai l'honneur d'ordre du Ministre des Affaires étrangères à

¹ Communiquée par le Ministre des Pays-Bas, à Berne.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

acôrdo, o limite actual da fôrça alcoolica dos vinhos importados nos Paizes-Baixos e a não onerar os vinhos portuguezes com direitos de barreira ou de consumo mais elevados do que os vinhos similares nacionaes ou de qualquer outra origem.

Artigo 6.

O presente acôrdo sera valido por seis mezes, entrando em vigor em 1 de Setembro de 1923 e terminando em 28 de Fevereiro de 1924.

Tenho a honra de comunicar a V. Exa. que o Governo Portuguez considera celebrado o acôrdo por esta nota e pela nota correspondente que V. Exa. me entregará.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Exa. os protestos da minha alta consideração.

(Ass.) DOMINGOS LEITE PEREIRA.

Senhor Jonkheer A. VAN DER GOES,
etc., etc., etc.

² TRANSLATION.

NETHERLANDS
LEGATION.

LISBON, August 21, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

As the negotiations for the conclusion of a commercial treaty between the Netherlands and Portugal cannot be concluded by September 1st next, the date of the expiration of the commercial declaration of July 5, 1894, which is now in force between the two countries, I have the honour, in pursuance of instructions

¹ Forwarded by the Netherlands Minister at Berne.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

La Haye de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve de fixer à partir de cette date pour une durée de six mois un *modus vivendi* en vertu duquel les intérêts des pays susmentionnés seront garantis sur les bases suivantes :

Article 1.

Les produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas importés directement en Portugal et îles adjacentes seront soumis au tarif minimum du tarif douanier actuellement en vigueur ou qui viendra à remplacer celui-ci pendant la durée de cet accord. La même règle sera appliquée aux produits des colonies néerlandaises pour autant qu'ils soient importés directement de ces colonies ou de la mère patrie.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie du Portugal et des îles adjacentes importés directement dans les Pays-Bas n'y seront pas assujettis à des droits autres ni plus élevés de quelque dénomination que ce soit que les produits similaires d'une autre nation étrangère. La même règle sera appliquée aux produits des colonies portugaises pour autant qu'ils soient importés directement de ces colonies ou de la mère-patrie.

Article 3.

Pour ce qui concerne l'importation indirecte, le transit, l'exportation et la réexportation, les deux Gouvernements se garantissent réciproquement le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 4.

Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement néerlandais accordera à la navigation portugaise le traitement de la nation étrangère la plus favorisée. De son côté, le Gouvernement portugais accordera à la navigation néerlandaise sur la métropole et les îles adjacentes du Portugal une réduction de 25 % sur les droits de navigation (taxas do imposto do comercio marítimo)

from the Minister for Foreign Affairs at the Hague, to inform Your Excellency that Her Majesty's Government approves the establishment, for a period of six months as from to day's date, of a *modus vivendi* by virtue of which the interests of the above mentioned States shall be guaranteed on the basis of the following provisions.

Article 1.

Agricultural and industrial products of the Netherlands which are imported directly into Portugal and the adjacent islands shall be subjected to the minimum rate of the customs tariff which is now in force, or which may be introduced in place of the present tariff during the continuance of this Agreement. The same rule shall be applied to the products of the Netherlands Colonies which are imported directly from these colonies or from the mother country.

Article 2.

The agricultural and industrial products of Portugal and the adjacent islands which are imported directly into the Netherlands, shall not be liable therein to other or higher duties, no matter of what category than the analogous products of any other foreign country. The same rule shall be applied to the products of the Portuguese colonies which are imported directly from these colonies or from the mother country.

Article 3.

As regards indirect imports, transit, exports and re-exported articles, the two governments undertake reciprocally to accord each other the most favoured nation treatment.

Article 4.

So long as the present Agreement is in force the Netherlands government shall accord the most favoured nation treatment to Portuguese shipping. The Portuguese Government, for its part, shall accord to Netherlands shipping arriving in Portugal and the adjacent islands a reduction of 25 % on the shipping dues (taxas do imposto do comercio marítimo) which are

qui sont actuellement en vigueur ou qui viendraient à les remplacer, et il accordera à la dite navigation dans les colonies portugaises le traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

at present in force, or which may be introduced in place of those now in force, and it shall further accord the most favoured nation treatment to the above mentioned shipping in the Portuguese colonies.

Article 5.

Le Gouvernement néerlandais s'engage à ne pas baisser pendant la durée du présent accord la limite actuelle de la force alcoolique des vins importés dans les Pays-Bas, ni à frapper les vins portugais par des droits d'octroi ou de consommation qui seraient plus élevés que ceux sur des vins similaires tant nationaux que d'autre origine.

Article 5.

The Netherlands Government undertakes not to reduce below its present limits the percentage of alcohol which is allowed in wines imported into the Netherlands so long as the present Agreement is in force, and not to impose octroi or consumption duties higher than those which are imposed on similar wines, of native or other origin.

Article 6.

Le présent accord sera en vigueur pendant six mois à partir du 1^{er} septembre 1923 pour terminer le 28 février 1924.

En ajoutant que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine considère l'accord ci-dessus comme étant entré en vigueur en vertu de la présente note ainsi que de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis avec empressement cette occasion, pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) A. VAN DER GOES.

Son Excellence
Monsieur le Dr DOMINGOS LEITE PEREIRA
Ministre des Affaires étrangères,
Lisbonne.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
DIRECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES COMMERCIALES
ET CONSULAIRES
No 51/23.

LISBONNE, le 22 août 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les négociations pour la conclusion d'un traité de commerce entre le Portugal et les Pays-Bas ne pouvant être terminées le 1^{er} septembre prochain, date à laquelle expire la déclai-

Article 6.

The present Agreement shall remain in force for six months from September 1st, 1923 to February 28, 1924.

I have the honour to add that Her Majesty's Government considers the above Agreement as brought into force by virtue of the present note and of the corresponding note which Your Excellency will be good enough to send me.

I have, etc...

(Signed) A. VAN DER GOES.

His Excellency
Dr. DOMINGOS LEITE PEREIRA.
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

MINISTRY FOR FOREIGN
AFFAIRS.
GENERAL DIRECTORATE
OF COMMERCIAL
AND CONSULAR BUSINESS.
No. 51/23.

LISBON, August 22, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

As the negotiations for the conclusion of a commercial treaty between Portugal and the Netherlands cannot be concluded by September 1st next, the date of the expiration of the

ration commerciale du 5 juillet 1894 en vigueur entre les deux pays, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence d'établir, à partir de cette date, pour une durée de six mois et sur les bases suivantes, un régime provisoire qui garantisse les intérêts des deux pays.

(Suit le texte de l'arrangement provisoire contenu dans la note précédente.)

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement portugais considère le dit Accord comme conclu en vertu de la présente note et de la note correspondante que Votre Excellence voudra bien me remettre.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) DOMINGOS LEITE PEREIRA.

Monsieur le Jonkheer A. VAN DER GOES,
etc., etc., etc...

commercial declaration of July 5, 1894, which is now in force between the two countries, I have the honour to propose to Your Excellency the establishment, for a period of six months, as from to-day's date, of a *modus vivendi* by virtue of which the interests of the above-mentioned States shall be guaranteed on the basis of the following provisions.

(Here follows the text of the provisional agreement contained in the preceding note.)

I have the honour to add that the Portuguese Government considers the above Agreement as brought into force by virtue of the present note and of the corresponding note which Your Excellency will be good enough to send me.

I have, etc...

(Signed) DOMINGOS LEITE PEREIRA.

To Jonkheer A. VAN DER GOES,
etc., etc., etc.

N° 514.

AUTRICHE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement pour le règlement des relations commerciales entre l'Autriche et les Pays-Bas. La Haye, les 3 et 5 septembre 1923.

AUSTRIA AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes establishing an Agreement for the regulation of commercial relations between Austria and the Netherlands. The Hague, September 3 and 5, 1923.

No. 514. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT POUR LE RÈGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'AUTRICHE ET LES PAYS-BAS. LA HAYE, LES 3 ET 5 SEPTEMBRE 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 octobre 1923.

DIRECTION
DES AFFAIRES ECONOMIQUES.
N° 17989.

LA HAYE, le 3 septembre 1923.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En me référant à l'office que vous avez bien voulu me faire parvenir en date du 27 août 1923, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas est d'accord avec le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche de constater par la présente que, dans les relations commerciales entre les Pays-Bas et la République d'Autriche, les dispositions du Traité de commerce et de navigation du 26 mars 1867, pour autant qu'elles n'ont pas été modifiées par la Convention consulaire du 6 novembre 1922¹ et à l'exception des articles 5 et 6, ainsi que celles de la Convention additionnelle du 12 décembre 1888² continuent à être applicables.

La présent Accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de sa dénonciation éventuelle par l'une ou l'autre Partie.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance renouvelée de ma considération très distinguée.

(Signé) v. KARNEBEEK.

A Monsieur A. DUFFEK,
Chargé d'Affaires d'Autriche,
à La Haye.

¹ Vol. XVII, page 375 de ce Recueil.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XV, page 723.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 514. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS ESTABLISHING AN AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN AUSTRIA AND THE NETHERLANDS. THE HAGUE, SEPTEMBER 3 AND 5, 1923.

Official French text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this exchange of Notes took place on October 29, 1923.

DEPARTMENT
FOR ECONOMIC AFFAIRS.
N^o 17989.

THE HAGUE, September 3, 1923.

SIR,

With reference to the official communication you were good enough to submit to me on August 27, 1923, I have the honour to confirm the fact that the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands is in agreement with the Federal Government of the Austrian Republic in hereby stating that, in the commercial relations between the Netherlands and the Austrian Republic, the provisions contained in the Treaty² of Commerce and Navigation dated March 26, 1867, in so far as they have not been modified by the Consular Convention³ dated November 6, 1922 and with the exception of Articles 5 and 6 and those contained in the additional Convention⁴ dated December 12, 1888, shall continue to be applicable.

The present Agreement shall remain in force until three months after its denunciation by one or other Contracting Party.

I have the honour to be,

(Signed) v. KARNEBEEK.

Monsieur A. DUFFEK,
Chargé d'Affaires d'Autriche,
The Hague.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers, Vol. 58, page 646.

³ Vol. XVII, page 375, of this Series.

⁴ British and Foreign State Papers, Vol. 79, page 397.

LÉGATION D'AUTRICHE

A LA HAYE.

Ad. N° 3281.

LA HAYE, le 5 septembre 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note que Votre Excellence a bien voulu me faire parvenir en date du 3 septembre N° 17989, j'ai l'honneur de lui confirmer que le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas de constater par la présente que dans les relations commerciales entre la République d'Autriche et les Pays-Bas les dispositions du Traité de commerce et de navigation du 26 mars 1867, pour autant qu'elles n'ont pas été modifiées par la Convention consulaire du 6 novembre 1922 et à l'exception des articles 5 et 6, ainsi que celles de la Convention additionnelle du 12 décembre 1888, continuent à être applicables.

Le présent Accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de sa dénonciation éventuelle par l'une ou l'autre Partie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

(Signé) DUFFEK.

Son Excellence

Monsieur le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK,
Ministre Royal des Affaires étrangères,
La Haye.

AUSTRIAN LEGATION,
THE HAGUE.

Ad. No. 3281.

THE HAGUE, *September 5, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the Note, No. 17989, which Your Excellency was good enough to communicate to me on September 3, I have the honour to confirm the fact that the Federal Government of the Austrian Republic is in agreement with the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands in hereby stating that, in the commercial relations between the Austrian Republic and the Netherlands, the provisions contained in the Treaty of Commerce and Navigation dated March 26, 1867, in so far as they have not been modified by the Consular Convention dated November 6, 1922, and with the exception of Articles 5 and 6 and those contained in the additional Convention dated December 12, 1888, shall continue to be applicable.

The present Agreement shall remain in force until three months after its denunciation by one or other Contracting Party.

I have the honour, etc.,

(Signed) DUFFEK.

His Excellency
Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK,
Royal Minister for Foreign Affairs,
The Hague.

N° 515.

AUTRICHE,
GOUVERNEMENT
DES SOVIETS DE RUSSIE
ET GOUVERNEMENT
DES SOVIETS D'UKRAINE

Accord signé à Vienne le 7 décembre 1921, avec un échange de notes concernant l'extension de l'application de la Convention au territoire entier de l'Union des Républiques Socialistes des Soviets. Vienne, le 8 septembre 1923.

AUSTRIA, GOVERNMENT
OF SOVIET RUSSIA AND
GOVERNMENT OF
THE SOVIETS OF UKRAINIA

Agreement signed at Vienna, December 7, 1921, together with an exchange of Notes concerning the extension of the application of the Convention to the whole territory of the Union of Socialist Soviet Republics. Vienna, September 8, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 515. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER BUNDESREGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEN REGIERUNGEN DER RUSSISCHEN SOZIALISTISCHEN FÖDERATIVEN SOWJETREPUBLIK UND DER UKRAINISCHEN SOZIALISTISCHEN SOWJETREPUBLIK, GEZEICHNET ZU WIEN, DEN 7, DEZEMBER 1921.

Textes officiels allemand, russe et ukrainien, communiqués par le Représentant de la République Fédérale d'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 novembre 1923.

DIE REGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH, vertreten durch :

Johann SCHOBER,

DIE REGIERUNG DER RUSSISCHEN SOZIALISTISCHEN FÖDERATIVEN SOWJET REPUBLIK, vertreten durch :

Mieczislaw BRONSKI-WARSZAWSKI und

DIE REGIERUNG DER UKRAINISCHEN SOZIALISTISCHEN SOWJET-REPUBLIK, vertreten durch :

Michael LEWITZKIJ,

von dem Wunsche geleitet, dem Frieden zwischen Oesterreich und Russland sowie der Ukraine zu dienen, und in gegenseitigem Wohlwollen das Gedeihen der beiderseitigen Völker zu fördern, schliessen das folgende vorläufige Abkommen :

Artikel 1.

Das Tätigkeitsgebiet der bereits bestehenden beiderseitigen Delegationen für Kriegsgefangenenfürsorge wird dahin erweitert, dass sie mit der Wahrnehmung der Interessen ihrer Staatsangehörigen betraut werden. Den beiderseitigen Delegationen, die hinfort als bevollmächtigte Vertretungen der Republik Oesterreich, der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik und der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik gelten, werden zur Pflege der Wirtschaftsbeziehungen zwischen ihren Ländern Handelsvertretungen angegliedert.

Die Vertretungen haben ihren Sitz in Moskau und Charkow, beziehungsweise in Wien.

Die Vertretungen der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik und der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik in Oesterreich sind als die einzigen Vertretungen des russischen und des ukrainischen Staates in Oesterreich zu betrachten.

¹ Le présent accord est entré en vigueur le 14 février 1922.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 515.

Official German, Russian and Ukrainian texts communicated by the Representative of the Austrian Federal Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement¹ took place November 5, 1923.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ
РЕСПУБЛИКИ, представленное

МЕЧИСЛАВОМ БРОНСКИМ-ВАРШАВСКИМ,

ПРАВИТЕЛЬСТВО УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ
представленное

МИХАИЛОМ ЛЕВИЦКИМ,

и ПРАВИТЕЛЬСТВО АВСТРИЙСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, представленное

ИОГАННОМ ШОБЕРОМ,

воодушевленные желанием служить делу мира между Россией и Украиной, с одной стороны, и Австрией, с другой, и способствовать на основах взаимного благожелательства процветанию народов обеих сторон, заключают следующее временное соглашение :

Статья 1.

Круг деятельности существующих уже делегаций обеих сторон для попечения о военнопленных расширяется таким образом, что им поручается защита интересов граждан их стран. К делегациям обеих сторон, которые впредь считаются Полномочными Представительствами Российской Социалистической Федеративной Советской Республики, Украинской Социалистической Советской Республики и Австрийской Республики, присоединяются торговые представительства для развития экономических сношений между их странами.

Место пребывания представительства — Вена, равно как Москва и Харьков.

Представительства Российской Социалистической Федеративной Советской Республики и Украинской Социалистической Советской Республики в Австрии признаются единственными представительствами Российского и Украинского государств в Австрии.

¹ This agreement came into force on February 14, 1922.

Artikel 2.

Die Leiter der Vertretungen geniessen die Vorrechte und Befreiungen der Chefs beglaubigter Missionen. Bis zu einer anderweitigen Vereinbarung geniessen ferner zunächst sieben Mitglieder der Vertretungen die Vorrechte und Befreiungen der Mitglieder beglaubigter Missionen, soweit sie nicht Angehörige des Aufenthaltsstaates sind.

Bezüglich der anderen bei den Vertretungen beschäftigten Personen, die nicht Angehörige des Aufenthaltsstaates sind, verpflichten sich die beteiligten Regierungen, die geeigneten Verwaltungsmassnahmen zu treffen, damit

1. Festnahmen und Verhaftungen der Zentralbehörde für Auswärtige Angelegenheiten des Aufenthaltsstaates unverzüglich mitgeteilt werden, die ihrerseits den Leiter der Vertretung spätestens innerhalb 24 Stunden nach der Festnahme oder Verhaftung davon benachrichtigen wird.

2. Diese Personen, sowie die Mitglieder ihrer Familien von öffentlich-rechtlichen Arbeitspflichten jeglicher Art, sowie von Militär und Kriegslasten verschont bleiben.

Artikel 3.

Jede Regierung wird sich dafür einsetzen, dass die Vertretung des anderen Teiles geeignete Amtsräume und dass ihr Leiter sowie ihr privilegiertes Personal geeignete Wohnräume erhalten. Ferner verpflichtet sie sich, zur Beschaffung des für den Betrieb der Vertretung notwendigen Materials jeglichen Beistand zu leisten.

Artikel 4.

Die österreichischen Vertretungen in Russland und in der Ukraine sind berechtigt, die zur Aufrechterhaltung ihres Amtsbetriebes sowie zur Unterhaltung ihrer Räumlichkeiten notwendigen Materialien, desgleichen die für den Unterhalt ihres Personals notwendigen Lebensmittel und Bedarfsartikel bis 40 Kilogramm pro Person und Monat zoll- und abgabefrei einzuführen.

Die Einfuhrgenehmigung wird von der russischen und der ukrainischen Vertretung im Lieferlande bei Vorlage eines Inhaltsverzeichnisses erteilt, welches in Oesterreich vom Auswärtigen Amt, in anderen Ländern von den dortigen österreichischen Vertretern beglaubigt sein muss.

Artikel 5.

Die Leiter der Vertretungen sind bei der Zentralbehörde des Aufenthaltsstaates für Auswärtige Angelegenheiten beglaubigt.

Artikel 6.

Die Vertretungen erhalten folgende konsularische Befugnisse :

1. Wahrnehmung der Interessen ihrer Staatsangehörigen nach Massgabe völkerrechtlichen Herkommens.

2. Ausstellung von Pässen, Personalausweisen und Sichtvermerken.

3. Aufnahme von Urkunden mit Einschluss der letztwilligen Verfügungen, Legalisierung behördlicher oder privater Fertigungen, Anfertigung und Beglaubigung authentischer Uebersetzungen und Beglaubigung von Urkundenabschriften.

Die beiden vertragsschliessenden Teile verpflichten sich, in sofortige Verhandlungen über den Abschluss eines Abkommens, betreffend die Beurkundung des Personenstandes und die Eheschliessung, einzutreten.

Статья 2.

Главы представительств пользуются преимуществами и льготами глав аккредитованных миссий. Преимуществами и льготами членов аккредитованных миссий пользуются пока, впредь до заключения особого соглашения, также семь членов каждого представительства, поскольку они не являются гражданами государства, где пребывает данное представительство.

Относительно других лиц, занятых в представительствах, которые не являются гражданами страны, где пребывают представительства, договаривающиеся правительства обязуются принять необходимые административные меры для того, чтобы :

1. о задержании и аресте было немедленно сообщено центральному ведомству иностранных дел страны пребывания представительства, причем центральное ведомство иностранных дел, с своей стороны, сообщает о случившемся главе представительства не позже, чем через 24 часа после задержания или ареста ;
2. эти лица, равно как члены их семейств, освобождаются от общественно-правовых трудовых повинностей всякого рода, равно как от воинских и военных тягот.

Статья 3.

Каждое правительство озаботится о предоставлении представительству другой стороны подходящих помещений для его учреждения и квартиры для главы и для привилегированного персонала представительства. Оно обязуется далее оказывать всяческое содействие в получении вещей, необходимых для ведения дел представительства.

Статья 4.

Австрийские представительства в России и в Украине вправе ввозить без оплаты пошлиной и налогами предметы, необходимые для ведения их дел и для содержания их помещения, а также необходимые для их персонала жизненные припасы и предметы потребления в количестве до 40 килограммов на каждого человека в месяц.

Разрешение на ввоз будет выдаваться российским или украинским представительством в стране, из которой указанные предметы вывозятся, при пред'явлении списка содержимого, который в Австрии должен быть удостоверен министерством иностранных дел, а в других странах местными австрийскими представительствами.

Статья 5.

Руководители представительств аккредитованы при центральном ведомстве иностранных дел страны пребывания представительства.

Статья 6.

Представительства получают следующие консульские полномочия :

1. защита интересов своих граждан согласно нормам международного права ;
2. выдача паспортов, удостоверений личности и виз ;
3. составление актов, включая духовные завещания засвидетельствование подписей учреждений или частных лиц, составление и засвидетельствование верности переводов и заверение копий с документов.

Обе договаривающиеся стороны обязуются немедленно вступить в переговоры о заключении соглашения, касающегося удостоверения актов гражданского состояния и заключения браков.

Artikel 7.

Jede Vertretung hat Anspruch auf Benutzung der Funkstationen und öffentlichen Posteinrichtungen zum ungehinderten amtlichen Verkehr mit ihrer Regierung und den Vertretungen ihrer Regierung in anderen Ländern in offener und chiffrierter Sprache, ferner auf Kurierverkehr nach besonderer Vereinbarung.

Artikel 8.

Bis zum Abschluss eines Vertrages, der die Rechte der beiderseitigen Staatsangehörigen grundsätzlich regelt, gelten die folgenden Bestimmungen :

1. Die in Oesterreich befindlichen russischen und ukrainischen Staatsangehörigen werden hinsichtlich ihrer Person und des Eigentums nach Massgabe des Völkerrechtes und der allgemeinen österreichischen Gesetze behandelt.

2. Die bei Abschluss dieses Abkommens sich auf dem Gebiete der R. S. F. S. R., und der U. S. S. R. aufhaltenden österreichischen Bundesangehörigen behalten als ehemalige Kriegsgefangene oder Zivilinternierte die aus dem Ergänzungsabkommen vom heutigen Tage hervorgehenden Rechte.

Oesterreichische Bundesbürger, die nicht als Kriegsgefangene oder Zivilinternierte zu gelten haben, sind in Russland und in der Ukraine nach den für Ausländer jeweils geltenden Bestimmungen zu behandeln.

3. Für die österreichischen Staatsangehörigen, die sich zu Handelszwecken gemäss diesem Abkommen und unter Beachtung der passgesetzlichen Vorschriften auf das Gebiet des anderen Teiles begeben, wird die Unverletzlichkeit ihres gesamten, mitgeführten, sowie des in Russland und der Ukraine erworbenen Eigentums durch die russische und die ukrainische Regierung gewährleistet, sofern der Erwerb und die Verwendung derselben den mit den zuständigen Organen der R. S. F. S. R. und der U. S. S. R. besonders getroffenen Vereinbarungen entspricht. Die Unverletzlichkeit dieses Eigentums wird durch besondere Schutzbriefe der russischen, beziehungsweise ukrainischen Regierung sichergestellt, sofern nicht gegen den Inhaber des Schutzbriefes Ansprüche aus Rechtsgeschäften geltend gemacht werden, die er mit der R. S. F. S. R. oder der U. S. S. R. nach Abschluss dieses Abkommens eingegangen ist.

Artikel 9.

Die österreichische Regierung gewährleistet den russischen und den ukrainischen Schiffen, und die russische und die ukrainische Regierung den österreichischen Schiffen in ihren Territorialgewässern und Häfen die Behandlung nach völkerrechtlichem Herkommen. Soweit hiernach russischen und ukrainischen Schiffen, die dem Handelsverkehr dienen, von der österreichischen Regierung in bezug auf Schiffsabgaben, als Staatsschiffen etwa besondere Vorrechte eingeräumt werden, sichern die russische und die ukrainische Regierung den österreichischen Kauffahrtsschiffen gleiche Vorrechte zu.

In jedem Falle kann jedoch ein Schiff eines vertragschliessenden Teiles in den Häfen des anderen Teiles für solche Geldansprüche haftbar gemacht werden, die mit diesem Schiff in unmittelbarem Zusammenhange stehen, wie zum Beispiel Hafengebühren, Reparaturkosten, Ersatzansprüche aus Schiffskollisionen.

Artikel 10.

Die vertragschliessenden Regierungen ergreifen sofort alle Massnahmen, um die baldige Wiederaufnahme des öffentlichen Post-, Telegraphen- und Bankverkehrs zu ermöglichen und diesen Verkehr durch besondere Vereinbarungen sicherzustellen.

Статья 7.

Каждое представительство имеет право пользоваться радиостанциями и публичными почтовыми учреждениями для беспрепятственных официальных сношений со своим правительством и представительствами своего правительства в других странах открыто или с применением шифра, а также посылать курьеров на основании особого соглашения.

Статья 8.

До заключения договора, устанавливающего принципиально права граждан обеих сторон, действуют следующие постановления :

1. к находящимся в Австрии российским и украинским гражданам в отношении их личности и имущества применяются постановления международного права и общих австрийских законов ;

2. австрийские граждане, находящиеся в момент заключения настоящего соглашения на территории Р. С. Ф. С. Р. и У. С. С. Р., сохраняют за собой, в качестве бывших военнопленных или гражданских интернированных, права, вытекающие из дополнительного соглашения от сегодняшнего дня.

К австрийским гражданам, не являющимся военнопленными или гражданскими интернированными, будет применяться режим, существующий в России и в Украине в это время в отношении иностранцев.

3. Австрийским гражданам, которые по торговым делам, на основании сего соглашения и с соблюдением паспортных правил, отправляются на территорию другой договаривающейся стороны, российское и украинское правительства гарантируют неприкосновенность всего привезенного ими с собой или приобретенного в России и Украине имущества, поскольку приобретение или употребление его будет соответствовать особым соглашениям, заключенным с подлежащими органами Р. С. Ф. С. Р. и У. С. С. Р. Неприкосновенность этого имущества обеспечивается особыми охранными грамотами российского или украинского правительства, поскольку к владельцу охранной грамоты не предъявлены претензии, вытекающие из правовых сделок, совершенных им с Р. С. Ф. С. Р. или У. С. С. Р. после заключения настоящего соглашения.

Статья 9.

В своих территориальных водах и портах российское и украинское правительства гарантируют австрийским судам, а австрийское правительство русским и украинским судам обращение, согласное международному праву. Поскольку в соответствии с этим русским и украинским судам, плавающим с торговой целью, австрийским правительством будут предоставлены, как государственным судам, какие либо особые преимущества в отношении судовых пошлин, российское и украинское правительства гарантируют австрийским торговым судам равные преимущества.

Во всяком случае, однако, судно одной из договаривающихся сторон может быть подвергнуто ответственности в портах другой стороны по денежным претензиям, находящимся в непосредственной связи с данным судном, как, например, по требованиям об уплате портовых сборов, расходов по ремонту, претензии по возмещению убытков вытекающих из столкновения судов.

Статья 10.

Договаривающиеся правительства немедленно принимают все меры к скорому возобновлению предоставленных для общественного пользования почтовых, телеграфных и радиотелеграфных сношений и к обеспечению этих сношений посредством особых соглашений.

Artikel 11.

Die österreichischen Vertretungen in Russland und in der Ukraine nehmen durch ihre Handelsvertretungen die wirtschaftlichen Interessen der Republik Oesterreich und ihrer Angehörigen wahr.

Die russische und die ukrainische Handelsvertretung in Oesterreich sind als staatliche Handelsstellen für den Rechtsverkehr auf österreichischem Gebiete als legitimierte Vertreterinnen der russischen, beziehungsweise der ukrainischen Regierung anzusehen. Diese erkennen alle Rechtshandlungen als für sie verbindlich an, die entweder die Leiter der Vertretungen oder die Leiter der Handelsvertretungen oder endlich die von einer dieser Personen bevollmächtigten Beauftragten vornehmen.

Artikel 12.

Die russische und die ukrainische Regierung verpflichten sich, mit österreichischen Staatsangehörigen, österreichischen Firmen und österreichischen juristischen Personen Rechtsgeschäfte auf dem Gebiete der R. S. F. S. R. und der U. S. S. R. sowie der mit ihr durch einen staatlich festgesetzten Import- und Exportplan verbundenen Staaten nur mit Schiedsgerichtsklauseln abzuschliessen. Für die in Oesterreich abgeschlossenen Rechtsgeschäfte und deren wirtschaftliches Ergebnis unterwirft sich die russische und die ukrainische Regierung den österreichischen Gesetzen, für privatrechtliche Verbindlichkeiten der österreichischen Gerichtsbarkeit und Zwangsvollstreckung, jedoch nur soweit es sich um Verbindlichkeiten aus Rechtsgeschäften mit österreichischen Staatsangehörigen, österreichischen Firmen und österreichischen juristischen Personen handelt, die nach Abschluss dieses Abkommens eingegangen sind. Unberührt bleibt das Recht der russischen und ukrainischen Regierung, auch die in Oesterreich abgeschlossenen Rechtsgeschäfte mit der Schiedsgerichtsklausel zu versehen.

Im übrigen genießt das Eigentum der russischen und der ukrainischen Regierung in Oesterreich den herkömmlichen völkerrechtlichen Schutz. Insbesondere unterliegt es hinsichtlich aller nicht vom Absatz 1 betroffenen Fälle nicht der österreichischen Gerichtsbarkeit und Zwangsvollstreckung.

Artikel 13.

Die Vertretungen der vertragschliessenden Teile sind berechtigt, die zur Durchführung ihrer wirtschaftlichen Aufgaben erforderlichen Sachverständigen hinzuzuziehen.

Die ausführlich zu begründenden Anträge auf Zulassung von Sachverständigen sind von der Zentralbehörde bei der Vertretung des anderen Staates zu stellen und sollen mit besonderer Beschleunigung erledigt werden.

Artikel 14.

Die Vertretungen der vertragschliessenden Teile und die bei ihnen beschäftigten Personen haben sich bei ihrer Tätigkeit streng auf die ihnen nach diesem Abkommen zufallenden Aufgaben zu beschränken. Insbesondere sind sie verpflichtet, sich jeder Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die staatlichen Einrichtungen des Aufenthaltsstaates zu enthalten.

Artikel 15.

Bis zum Abschluss eines künftigen Handelsvertrags soll dieses Abkommen die Grundlage der wirtschaftlichen Beziehungen der vertragschliessenden Teile bilden und im Geiste gegenseitigen Wohlwollens zur Förderung der wirtschaftlichen Beziehungen ausgelegt werden.

Статья 11.

Российское и украинское торговые представительства в Австрии, в качестве государственных торговых учреждений, являются законными представительствами российского и украинского правительств для правовых действий на австрийской территории. Правительства эти признают для себя обязательными все правовые акты, совершенные главой представительства или главой торгового представительства или, наконец, уполномоченного из этих двух лиц.

Австрийские представительства для России и Украины защищают через свои торговые представительства экономические интересы австрийской республики и австрийских граждан.

Статья 12.

Российское и украинское правительства обязуются совершать с австрийскими гражданами, австрийскими фирмами и австрийскими юридическими лицами правовые сделки на территории Р. С. Ф. С. Р. и У. С. С. Р. или на территории одного из государств, объединенных с ними общим государственным планом ввоза и вывоза, только с оговоркой о применении третейского разбирательства. В отношении правовых сделок, заключенных в Австрии, и их экономического результата, российское и украинское правительства подчиняются австрийским законам, в вопросах частно-правовых обязательств, однако, они подчиняются австрийскому судопроизводству и австрийскому порядку принудительного приведения судебных приговоров в исполнение лишь постольку, поскольку это касается обязательств, вытекающих из правовых сделок с австрийскими гражданами, австрийскими фирмами и австрийскими юридическими лицами, которые будут совершены после настоящего соглашения. Право российского и украинского правительств включать и в заключенные в Австрии правовые сделки оговорку о применении третейского разбирательства остается незатронутым.

В остальном, имущество российского и украинского правительств в Австрии пользуется общей защитой согласно международного права. В частности оно, за исключением случаев, предусмотренных первым абзацем настоящей статьи, не подлежит австрийскому принудительному исполнению.

Статья 13.

Представительства обеих сторон вправе привлекать для осуществления своих хозяйственных задач необходимых сведующих лиц.

Предложения о допущении сведующих лиц должны быть с подробной мотивировкой заявлены центральным ведомством представительству другой страны и подлежат рассмотрению в особенно спешном порядке.

Статья 14.

Представительства заключающих договор сторон и занятые в этих представительствах лица в своей деятельности обязаны строго ограничиваться задачами, поставленными им в настоящем соглашении. В особенности они обязаны воздерживаться от всякой агитации или пропаганды против правительства или государственных учреждений страны, в которой они находятся.

Статья 15.

До заключения будущего торгового договора настоящее соглашение должно служить основой хозяйственных отношений договаривающихся сторон и толковаться в духе взаимного благожелательства, направленного к укреплению экономических отношений.

Artikel 16.

Dieses Abkommen, als dessen Originaltext sowohl der deutsche als auch der russische und der ukrainische Text gilt, bedarf zu seiner Wirksamkeit der Genehmigung durch die vertragschliessenden Regierungen, die in der Form diplomatischer Noten mitgeteilt werden wird. Es tritt am Tage der gegenseitigen Mitteilung von der erfolgten Genehmigung in Kraft.

Das Abkommen kann von jedem Teile mit einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Wird das gekündigte Abkommen nicht durch ein anderes Abkommen ersetzt, so ist jeder der vertragschliessenden Teile berechtigt, nach Ablauf der Kündigungsfrist zur Abwicklung der bereits eingeleiteten Handelsgeschäfte eine aus fünf Mitgliedern bestehende Kommission einzusetzen. Die Kommissionsmitglieder gelten als Agenten ohne diplomatischen Charakter und haben die Abwicklung der Geschäfte längstens innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf dieses Vertrages zu erledigen.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

Ausgefertigt in dreifacher Urschrift.

WIEN, den 7. Dezember 1921.

(L. S.) SCHÖBER, m. p.

(L. S.) BRONSKI, m. p.

(L. S.) M. LEWIZKIJ, m. p.

Статья 16.

Это соглашение, подлинными текстами которого считаются как русский и украинский, так и немецкий тексты, нуждается для вступления в силу в утверждении заключающих договор правительств, каковое утверждение сообщается путем дипломатических нот. Соглашение вступает в силу в день взаимного сообщения о последовавшем утверждении.

Каждая сторона вправе отказаться от этого соглашения, предупредив об этом за шесть месяцев вперед.

Если одна из сторон откажется от соглашения и это соглашение не будет заменено новым, то каждая из договаривающихся сторон вправе по истечении указанного для отказа срока учредить комиссию из пяти членов для ликвидации уже начатых торговых дел. Члены комиссии считаются агентами, не носящими дипломатического характера, и должны закончить ликвидацию дел не позже, чем через шесть месяцев по прекращении действия настоящего соглашения.

В удостоверение чего уполномоченные заключающих договор сторон подписали настоящее соглашение и приложили свои печати.

Изготовлено в трех подлинниках.

ВЕНА, 7-го декабря 1921 года.

С. Р. (м. п.) БРОНСКИЙ,

С. Р. (м. п.) ЛЕВИЦКИЙ,

(м. п.) ШОБЕР.

TEXTE UKRAINIEN. — UKRAINIAN TEXT.

No. 515.

ПРАВИТЕЛЬСТВО УКРАЇНСЬКОЇ СОЦІАЛІСТИЧНОЇ РАДЯНСЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ заступлене
МИХАЙЛОМ ЛЕВИЦЬКИМ,
ПРАВИТЕЛЬСТВО РОСІЙСЬКОЇ СОЦІАЛІСТИЧНОЇ ФЕДЕРАТИВНОЇ СОВІТСЬКОЇ РЕС-
ПУБЛІКИ заступлене
МЕЧИСЛАВОМ БРОНСЬКИМ-ВАРШАВСЬКИМ
і ПРАВИТЕЛЬСТВО АВСТРІЙСЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ заступлене
ІВАНОМ ШОБЕРОМ,

керуючися бажанням служити справі миру між Україною та Росією і Австрією і взаємним змаганням
сприяти добрібуті заступлених ними народів, заключають слідуєчий тимчасовий договір :

Артикул 1.

Область діяльності існуючих обосторонніх делегацій в справах воєннополонених розширю-
ється в тім значінню, що їм довіряється оборону інтересів їхніх громадян. До обопільних деле-
гацій, котрі від нині є уповноваженими представництвами Української Соціалістичної Радянської
Республіки, Російської Соціалістичної Федеративної Совітської Республіки і Австрійської Респу-
бліки, долучається торговельні представництва для пеклування про господарчі взаємини між їхніми
країнами.

Представництва мають свій осідок у Відні, чи в Харькові та Москві.

Представництва Української Соціалістичної Радянської Республіки і Російської Соціалістичної
Федеративної Совітської Республіки в Австрії вважається єдиними представництвами Української
Держави і Російської Держави в Австрії.

Артикул 2.

Управляючі представництвами мають права і привілеї голов окредитованих місій. Аж до иншої
угоди користуються провами і привілеями членів окредитованих місій спочатку 7 членів представ-
ництв, оскільки вони не є громадянами держави, в якій перебуває представництво.

Відносно инших, зайнятих у представництвах осіб, котрі не є громадянами держави перебування,
заінтересовані держави зобов'язуються поробити відповідні адміністративні заходи, щоби :

1. Про задержання й арешти їх негайно повідомлялося центральні органи закордонних
справ держави перебування, котрі зі свого боку найпізніше протягом 24 годин по задержанню
чи арешті повідомляють про це керовника представництвом.

2. Цих осіб, як рівнож і членів їхних родин, увільняється від публичноправних тру-
дових повинностей усякого роду, як рівно ж і від військових та воєнних тягарів.

Артикул 3.

Кожне правительство подбає про те, щоби представництво другої сторони отримало придатні
для урядовання помешкання і щоби його управляючі як упривілейований персонал дістали відпо-
відні помешкання. Далі правительство зобов'язується бути всяко помічним при здобуттю необхід-
ного для ведення представництва матеріялу.

Артикул 4.

Австрійські представництва на Україні і в Росії мають право ввозити без мита і оподаткування матеріали необхідні для ведення їхнього урядовання і для удержання їхніх помешкань, а так само і необхідні для удержання їх персоналу харчу те предмети першої необхідности в кількості 40 кільо на 1 персону в місяць.

Дозвіл на ввіз дається українським і російським представництвами в країні поставання по пред'явленню списку річей; список мусить бути посвідченим в Австрії закордонним урядом, а в інших країнах тамошніми австрійськими представниками.

Артикул 5.

Керуючі представництвами є акредитованими при центральнім уряді закордонних справ країни перебування.

Артикул 6.

Представництва отримують слідуючі консулярні права :

1. Оборону інтересів своїх громадян на основі міжнародного звичаю й права.

2. Виставлення пасів, персональних посвідчень і віз.

3. Записи документів, включаючи й заповітні розпорядження, потвердження урядових чи приватних підписів, виготовлення і завірення автентичних перекладів і завірення копій документів.

Обидві заключаючі договір сторони зобов'язуються негайно вступити в переговори про закінчення договору в справі задокументовання стану особи і закінчення подружжя.

Артикул 7.

Кожне представництво має право на користання радіографічними станціями и публичними почтовими уладженнями для вільних урядових зносин зі своїм правительством і представництвами свого правительства в інших країнах в явній і шифрованій мові, крім того і на зносини кур'єрами по згоді.

Артикул 8.

До закінчення договору, котрий засадничо урегулює права громадян укладаючих договір держав, мають силу слідуючі постанови :

1. З перебуваючими в Австрії українськими й російськими громадянами що до їхніх осіб і власности належить поводитися на основі міжнародного права і загальних австрійських законів.

2. Перебуваючі при закінченню цього договору на території У. С. Р. Р. і Р. С. Ф. С. Р. австрійські громадяне, яко колишні воєннополонені чи цивільні інтерновані отримують права, які випливають з додаткового договору закінченого нинішнього дня.

Австрійськими громадянами, котрі не є воєннополоненими чи цивільно інтернованими, належить поводитися на Україні і в Росії на основі декретів, які що разу мають силу у відношенню до чужинців.

3. Австрійським громадянам, котрі згідно з цим договором і виконавши законні пасові приписи, їдуть на територію другої сторони по торговельним справам українській і російській забезпечують непорушність усієї їхньої як привезеної з собою, так і набутої на Україні і в Росії власности, оскільки набування й уживання її відповідає окремим закінченим умовам з відповідними органами У. С. Р. Р. і Р. С. Ф. С. Р. Непорушність цієї власности забезпечується окремими охоронними листами українського або російського правительств, оскільки проти володільця охоронного листа не буде вимог на основі правних зобов'язань, в які він вступив з У. С. Р. Р. і Р. С. Ф. С. Р. по закінченню цього договору.

Артикул 9.

Австрійське правительство забезпечує українським і російським кораблям, а українське і російське правительства забезпечують австрійським кораблям у своїх територіальних водах і пристанях, повождження згідне з міжнародним правом. Оскільки отже українським і російським кораблям, котрі служать для торговельних зносин, австрійське правительство уділятиме яко державним кораблям якісь окремі привілеї що до корабельного мита, українське і російське правительства забезпечують рівні ж привілеї австрійським торговельним кораблям.

В кожному випадку однак корабель одної заключаючої договір сторони в пристанях другої сторони можна робити відноповідальним за такі грошові вимоги з нього, які стоять в безпосереднім звязку з сим кораблем, як, наприклад, портові оплати, кошти ремонту, винагородження шкід, понесених при корабельних сутичках (колізіях).

Артикул 10.

Закладаючи договір правительства негайно вживають усіх заходів для уможливлення скорого відновлення публичних поштових, телеграфних і радіографних зносин і забезпечення цих зносин окремими умовами.

Артикул 11.

Австрійські представництва на Україні і в Росії через свої торговельні представництва обороняють господарчі інтереси Австрійської Республіки та її громадян.

Українське і Російське торговельні представництва в Австрії, яко державні торговельні органи для правних зносин на Австрійській території, вважаються легітимними заступниками українського і російського правительств. Ці останні признають для себе обовязуючими всі правні чинки, пороблені або управляючими представництв, або управляючими торговельних представництв, або нарешті уповноваженими довіреними особами одного з них.

Артикул 12.

Українське і російське правительства зобовязовуються заключати з австрійськими громадянами, австрійськими фірмами і австрійськими юридичними особами на території У. С. Р. Р., і Р. С. Ф. С. Р., як рівно ж і сполучених з ними одним певним імпортно-експортним планом державами, правні умови лише з третейсько-судними застереженнями. Що ж до заключених в Австрії правних умов та їхніх господарчих наслідків, українське і російське правительства підпорядковуються австрійським законам ; що ж до приватно правних зобовезань то вони підлягають австрійському судові і виконавчим властям, але лише остільки, оскільки мова йде про зобовязання, що впливають з правних умов з австрійськими громадянами, австрійськими фірмами і австрійськими юридичними особами, які повстали по заключенню цього договору. Українському і російському правительством полищається право третейськосудних застережень і при правних умовах, заключених в Австрії.

Зрештою власности українського і російського правительства в Австрії належить звичайна охорона на основі міжнародного права. Зокрема всі випадки не обхоплені і абзацом цього артикулу не підлягають австрійським судовим і виконавчим властям.

Артикул 13.

Представництва заключаючих договір сторін мають право притягати знаців справи для переведення своїх господарчих завдань.

Докладно обгрунтовані бажання допущення знавців справи вноситься центральною властю представництву другої держави ; їх полагоджуватиметься з особливим приспішенням.

Артикул 14.

Представництва заключаючих договор сторін і заняті у них особи в своїй діяльності мають строго обмежуватися вказаними їм цим договором завданнями. Зокрема вони повинні утримуватися від усякої агітації чи пропаганди проти правительства чи державних установ держави перебування.

Артикул 15.

До заключення майбутнього торговельного договору цей договір має бути основою господарчих зносин заключаючих договор сторін і його повинно розуміти в дусі обопільного змагання до сприяння розвою господарчих взаємин.

Артикул 16.

Цей договір, оригіналом котрого є як український і російський так і німецький текст, потребує для вступлення в силу стверження його заключаючими договор правительствами, про котре повідомляється в формі дипломатичних нот. Він вступає в силу з днем обопільного повідомлення про його ствердження.

Від цього договору кожна сторона може відмовитись повідомив про це за шість місяців.

Коли по одмовленню від цього договору не буде заключено другого його заступлючого, то кожна з заключаючих договор сторін має право по скінченню часу відмовлення призначити комісію з п'яти членів для ліквідації вже розпочатих торговельних справ. Члени цієї комісії є агентами недипломатичного характеру і мають полагодити ліквідацію справ найдовше протягом шости місяців по знесенню цього договору.

На доказ цього уповноважені обох сторін підписали цей договір і приклали свої печатки.

Виготовлено в трьох оригіналах.

Відень, дня 7-го грудня 1921 року.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER UNION DER SOZIALISTISCHEN SOWJETREPUBLIKEN VOM 8. SEPTEMBER 1923 UEBER DIE AUSDEHNUNG DES REGIERUNGSABKOMMENS VOM 7. DEZEMBER 1921 AUF DAS GEBIET DER UNION DER SOZIALISTISCHEN SOWJETREPUBLIKEN.

BUNDESKANZLERAMT.

39951/18.

WIEN, am 8. September 1923.

In der Erwägung, dass die Russische Sozialistische Föderative Sowjetrepublik, die Ukrainische Sozialistische Sowjetrepublik, die Weissrussische Sozialistische Sowjetrepublik und die Transkaukasische Sozialistische Föderative Sowjetrepublik (bestehend aus den Sozialistischen Sowjetrepubliken Aserbeidshan, Grusien und Armenien) sich zu einem Bundesstaate « Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken » zusammengeschlossen haben und dass es wünschenswert ist, die durch das Regierungsabkommen vom 7. Dezember 1921 zwischen der Republik Oesterreich einerseits und der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik sowie der Ukrainischen Sozialistischen Sowjetrepublik andererseits geschaffenen Vertragsbeziehungen auf das ganze Gebiet des obgenannten Bundesstaates auszudehnen,

beehrt sich der unterzeichnete Oesterreichische Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten dem Herrn Bevollmächtigten Vertreter der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken in Wien namens der Oesterreichischen Bundesregierung nachstehendes zu erklären :

Zwischen der Oesterreichischen Bundesregierung und der Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken besteht Einverständnis darüber, dass das Abkommen zwischen der Bundesregierung der Republik Oesterreich und den Regierungen der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik und der Ukrainischen Sozialistischen Sowjetrepublik vom 7. Dezember 1921 von heute ab zwischen der Republik Oesterreich und der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken Anwendung findet.

Der unterzeichnete Oesterreichische Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten sieht einer gleichlautenden Erklärung des Herrn Bevollmächtigten Vertreters der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken entgegen und benützt diesen Anlass, dem Herrn Bevollmächtigten Vertreter der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken seiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

GRÜNBERGER, m.p.

An Herrn Michail LEWITZKIJ,
Bevollmächtigten Vertreter der Union der
Sozialistischen Sowjetrepubliken,
in Wien.

BEVOLLMÄCHTIGTER VERTRETER
DER UNION DER SOZIALISTISCHEN
SOWJETREPUBLIKEN.

WIEN, am 8. September 1923.

In der Erwägung, dass die Russische Sozialistische Föderative Sowjetrepublik, die Ukrainische Sozialistische Sowjetrepublik, die Weissrussische Sozialistische Sowjetrepublik und die Transkaukasische Sozialistische Föderative Sowjetrepublik (bestehend aus den Sozialistischen Sowjetrepubliken Aserbeidschan, Grusien und Armenien) sich zu einem Bundesstaat « Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken » zusammengeschlossen haben und dass es wünschenswert ist, die durch das Regierungsabkommen vom 7. Dezember 1921 zwischen der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik sowie der Ukrainischen Sozialistischen Sowjetrepublik einerseits und der Republik Oesterreich andererseits geschaffenen Vertragsbeziehungen auf das ganze Gebiet des obgenannten Bundesstaates auszudehnen,

beehrt sich der unterzeichnete Bevollmächtigte Vertreter der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken in Wien, dem Herrn Oesterreichischen Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten namens der Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken nachstehendes zu erklären :

Zwischen der Regierung der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken und der Oesterreichischen Bundesregierung besteht Einverständnis darüber, dass das Abkommen zwischen den Regierungen der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik und der Ukrainischen Sozialistischen Sowjetrepublik und der Bundesregierung der Republik Oesterreich vom 7. Dezember 1921 von heute ab zwischen der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken und der Republik Oesterreich Anwendung findet.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte Vertreter der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken sieht einer gleichlautenden Erklärung des Herrn Oesterreichischen Bundesministers für die Auswärtigen Angelegenheiten entgegen und benützt diesen Anlass, den Herrn Oesterreichischen Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten seiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

M. LEWITZKIJ, m.p.

An Herrn Dr. Alfred GRÜNBERGER,
Oesterreichischer Bundesminister für die
Auswärtigen Angelegenheiten
in Wien.

TRADUCTIONS — TRANSLATIONS

¹ TRADUCTION.

No. 515. — ACCORD CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE ET DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE, SIGNÉ A VIENNE LE 7 DÉCEMBRE 1921.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, représenté par
M. Johann SCHOBER ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, représenté par
M. Miecislaw BRONSKI-WARSZAWSKI, et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE, représenté par
M. Michail LEWITZKIJ,

animés du désir de favoriser la paix entre l'Autriche d'une part et la Russie et l'Ukraine, d'autre part, et d'accroître la prospérité de leurs peuples respectifs, dans un esprit de bienveillance réciproque, ont conclu l'Accord provisoire suivant :

Article 1.

Le domaine de l'activité des délégations des deux pays, qui ont été nommées pour régler les questions relatives aux prisonniers de guerre, sera étendu, et ces délégations auront la charge des intérêts des ressortissants de leur pays. Afin de pouvoir développer les relations économiques entre leurs pays, les deux délégations, qui seront considérées dorénavant comme plénipotentiaires de la République d'Autriche, de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie et de la République socialiste des Soviets d'Ukraine, s'adjoindront des agents commerciaux.

Les représentants officiels auront leur siège à Moscou, à Kharkov et à Vienne.

Les représentants officiels en Autriche de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie et de la République socialiste des Soviets d'Ukraine, seront considérés comme les seuls représentants officiels des États russe et ukrainien en Autriche.

Article 2.

Les chefs des délégations officielles jouiront des privilèges et franchises des chefs de missions accréditées. A titre provisoire et jusqu'au moment où un nouvel accord en décidera autrement, sept membres des délégations officielles jouiront en outre des privilèges et franchises des membres de missions accréditées, à condition qu'ils ne soient pas ressortissants de l'État sur le territoire duquel réside la délégation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 515. — AGREEMENT BETWEEN THE FEDERAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE GOVERNMENTS OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC AND OF THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC, SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 7, 1921.

The GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, represented by
Johann SCHÖBER,

The GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, represented by
Mieczysław BRONSKI-WARSZAWSKI,

And the GOVERNMENT OF THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC, represented by
Michael LEWITZKIJ,

being desirous of furthering peaceful relations between Austria and Russia and the Ukraine, and of promoting with mutual goodwill the prosperity of both peoples, have concluded the following provisional Agreement :

Article 1.

The sphere of activity of the delegations at present existing in both countries to supervise the welfare of prisoners of war shall be extended, and they shall be placed in charge of the interests of their respective nationals. The delegates of both countries, who will henceforth have the status of plenipotentiary representatives of the Republic of Austria, the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic respectively shall be attached to the trade delegations in order to promote economic relations between their countries.

The delegations shall have their headquarters at Moscow and Kharkoff and at Vienna respectively.

The official representatives of the Russian Socialist Federal Soviet Republic and of the Ukrainian Socialist Soviet Republic in Austria shall be regarded as the sole representatives of the Russian and Ukrainian States in Austria.

Article 2.

The heads of the delegations shall enjoy the privileges and immunities granted to the heads of accredited missions. Until otherwise provided by a subsequent agreement, seven members of each delegation shall for the present enjoy the privileges and immunities granted to members of accredited missions, provided that they are not nationals of the State in which they are resident.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

En ce qui concerne les autres personnes qui sont au service des délégations officielles et qui ne sont pas ressortissantes de l'Etat sur le territoire duquel réside la délégation, les Gouvernements intéressés s'engagent à prendre les mesures administratives propres à assurer :

1. que les arrestations soient immédiatement notifiées à l'autorité centrale chargée des affaires étrangères de l'Etat sur le territoire duquel réside la mission ; celle-ci en informera à son tour le chef de la délégation officielle, au plus tard 24 heures après l'arrestation ;

2. que ces personnes, ainsi que les membres de leur famille, seront exemptes des corvées de toutes nature imposées par le droit public, ainsi que de tout service militaire et de toutes charges de guerre.

Article 3.

Chaque Gouvernement s'emploiera à procurer à la délégation officielle de l'autre Partie des bureaux appropriés ; il aidera également le chef et le personnel privilégié de la délégation officielle de l'autre Partie à trouver des logements appropriés. Il s'engage, en outre, à prêter son assistance à la délégation officielle de l'autre Partie, en vue de lui procurer tout le matériel nécessaire pour assurer le fonctionnement de ses services.

Article 4.

Les délégations autrichiennes en Russie et en Ukraine seront autorisées à importer en franchise de droits de douanes et autres taxes le matériel dont elles auront besoin pour assurer le fonctionnement de leurs services et l'entretien de leurs locaux, ainsi qu'une quantité maximum de 40 kilogrammes par personne et par mois de produits alimentaires et d'articles de première nécessité, destinés à leur personnel.

Le permis d'importation sera accordé par la mission russe et la mission ukrainienne du pays de la fourniture, moyennant la production d'un inventaire qui, en Autriche, devra être certifié par le Ministère des Affaires étrangères, et dans les autres pays par le représentant officiel autrichien accrédité auprès du pays en question.

Article 5.

Les chefs des délégations officielles sont accrédités auprès de l'autorité centrale chargée des affaires étrangères de l'Etat sur le territoire duquel ils résident.

Article 6.

Les délégations officielles auront qualité pour exercer les attributions consulaires suivantes :

1. Protection des intérêts des ressortissants de leur pays, suivant les précédents du droit international ;

2. Délivrance des passeports, cartes d'identité et visas ;

3. Etablissement des actes, y compris les testaments, légalisation des expéditions d'actes officiels ou privés, établissement et légalisation de traductions authentiques, et légalisation des expéditions d'actes.

Les deux Parties contractantes s'engagent à entamer immédiatement des négociations en vue de conclure un accord relatif à la tenue des registres d'état-civil et des mariages.

As regards other persons who are employed by the delegations, and who are not nationals of the State in which they are resident, the contracting Governments undertake to pass the requisite administrative measures to ensure that :

(1) Any arrest of such persons shall immediately be notified to the central authority for foreign affairs of the State to which the delegation concerned is accredited, which authority must inform the head of the official delegation not later than 24 hours after the arrest has taken place.

(2) Such persons, and also members of their families, shall be exempt from labour obligations of any kind imposed in accordance with public law, and also from military duties and requisitions and war taxation.

Article 3.

Each Government shall undertake to see that the official delegation of the other Party obtains suitable offices and that its head and the privileged members of the staff are provided with suitable accommodation. The Government shall also undertake to afford every assistance in obtaining the material required for the work of the delegation.

Article 4.

The Austrian representatives in Russia and in the Ukraine shall be entitled to import the materials necessary for the exercise of their official duties and for the upkeep of their premises, and also the requisite foodstuffs and commodities for their staff up to the amount of 40 kilogrammes per person per month, free of customs duties and taxes.

The necessary import permit shall be granted by the Russian or Ukrainian delegation in the country despatching the consignment on presentation of a declaration of contents which must be certified, in the case of Austria, by the Austrian Ministry for Foreign Affairs and, in the case of other countries, by the Austrian representative in those countries.

Article 5.

The heads of the delegations shall be accredited to the central authority for foreign affairs of the country in which the delegation is resident.

Article 6.

The delegations shall receive the following Consular powers :

(1) They shall protect the interests of their nationals in accordance with international law.

(2) They shall issue passports, certificates of identity and visas.

(3) They shall draw up deeds, including wills and testaments, they shall legalise official or private documents and prepare and certify authentic translations and documents.

Both Contracting Parties undertake immediately to enter into negotiations for the conclusion of an agreement regarding the establishment of civil registers and marriage contracts.

Article 7.

Chaque délégation officielle aura le droit d'utiliser les stations de télégraphie sans fil et les installations postales publiques, pour communiquer librement, à titre officiel, avec son Gouvernement et les représentants officiels de son Gouvernement dans d'autres pays, en langage chiffré ou en clair ; elle jouira également, conformément aux dispositions d'un accord spécial, du droit d'établir un service de courrier.

Article 8.

En attendant la conclusion d'un traité réglant les questions de principe relatives aux droits des ressortissants des deux Parties, celles-ci appliqueront les dispositions suivantes :

1. Les ressortissants russes et autrichiens résidant en Autriche seront soumis, quant à leur personne et à leurs biens, aux dispositions du droit international et du droit commun autrichien.

2. Les ressortissants autrichiens résidant, à la date de la conclusion du présent Accord, sur le territoire de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie et de la République socialiste des Soviets d'Ukraine, continueront à jouir, en tant qu'anciens prisonniers de guerre ou internés civils, des droits qui leur sont reconnus par l'Accord additionnel signé en date de ce jour.

Les ressortissants de la République fédérale d'Autriche qui ne peuvent être réputés prisonniers de guerre ou internés civils seront soumis, en Russie et en Ukraine, aux prescriptions en vigueur relatives à la police des étrangers.

3. Aux ressortissants autrichiens qui se rendront sur le territoire de l'autre Partie, pour y exercer une activité commerciale, conformément au présent Accord et en observant les dispositions relatives aux passeports, les Gouvernements russe et ukrainien garantissent l'inviolabilité de tous les biens qu'ils transporteront avec eux, ou qu'ils auront acquis en Russie et en Ukraine, à condition que l'acquisition et la destination de ces biens soient conformes aux dispositions des accords spéciaux conclus avec les organes compétents de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie et de la République socialiste des Soviets d'Ukraine. L'inviolabilité de ces biens sera garantie par des sauf-conduits spéciaux du Gouvernement russe ou du Gouvernement ukrainien, à condition qu'il n'existe envers le porteur du sauf-conduit aucune créance résultant de contrats qu'il aurait conclus avec la République socialiste fédérative des Soviets de Russie ou la République socialiste des Soviets d'Ukraine après la conclusion du présent Accord.

Article 9.

Le Gouvernement autrichien garantit aux navires russes et ukrainiens, et les Gouvernements russe et ukrainien garantissent aux navires autrichiens, dans leurs eaux territoriales et dans leurs ports, le traitement auquel ces navires ont droit conformément aux usages du droit international. Si, en vertu de cette disposition, le Gouvernement autrichien accorde aux navires de commerce russes et ukrainiens, en tant que bâtiments appartenant à l'Etat, des privilèges spéciaux en matière de droits de navigation, les Gouvernements russe et ukrainien accorderont les mêmes privilèges aux navires de commerce autrichiens.

En tout cas, un navire d'une des Parties contractantes pourra cependant être retenu dans les ports de l'autre Partie à titre de gage pour des créances se rapportant directement à ce navire, telles que droits de port, frais de réparation, indemnités dues par suite d'une collision de navires.

Article 7.

Each delegation shall be entitled to use the telegraph stations and public post offices, without any restriction, for official communication with their Governments or the delegations of their Governments in other countries, both in clear and in cipher; they shall also be entitled to the establishment of courier services subject to special agreement.

Article 8.

Pending the conclusion of an agreement laying down in principle the rights of nationals of both Parties, the following provisions shall be in force :

(1) Russian and Ukrainian nationals resident in Austria, shall, as regards their persons and property, be treated in accordance with the provisions of international law and the ordinary laws of Austria.

(2) Austrian subjects residing at the date of the conclusion of the present Agreement within the territory of the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic shall, as former prisoners of war or interned civilians, retain the rights accorded under the supplementary Agreement concluded this day.

Nationals of the Austrian Federal Republic who cannot be regarded as prisoners of war or interned civilians shall be treated in Russia and in the Ukraine in accordance with the current provisions in force regarding foreigners.

(3) The Russian and Ukrainian Governments shall guarantee the inviolability of all property taken into Russia or the Ukraine or acquired in those countries by Austrian nationals who enter Russian or Ukrainian territory for purposes of trade under the terms of this Agreement, and in conformity with the passport regulations, provided that the Austrian nationals in question acquire such property and use it in accordance with the special agreements concluded with the competent authorities of the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic. The inviolability of this property shall be assured by special letters of safe-conduct issued by the Russian or Ukrainian Governments, provided that the holder of the letter of safe-conduct is not liable to any claims in respect of legal transactions which he may have entered into with the Russian Socialist Federal Soviet Republic or the Ukrainian Socialist Soviet Republic after the conclusion of the present Agreement.

Article 9.

The Austrian Government shall guarantee to Russian and Ukrainian vessels, and the Russian and Ukraine Governments shall guarantee to Austrian vessels, within their respective territorial waters and ports, treatment in accordance with the usages of international law. Should the Austrian Government hereafter grant to Russian and Ukrainian vessels used for purposes of trade, on account of their status as Government vessels, any special privileges in respect of shipping dues, the Russian and Ukrainian Governments shall accord the same privileges to Austrian merchant-vessels.

In all cases, however, a vessel belonging to one of the Contracting Parties shall be liable to payment in the ports of the other party of any claims directly connected with the vessel in question, such as, for example, harbour dues, repair charges, claims for compensation arising out of collisions, etc.

Article 10.

Les deux Parties contractantes prendront immédiatement les mesures nécessaires pour rétablir rapidement les relations officielles postales, télégraphiques et bancaires et pour assurer ces relations par des dispositions spéciales.

Article 11.

Les délégations officielles autrichiennes en Russie et en Ukraine chargeront leurs agents commerciaux de protéger les intérêts économiques de la République d'Autriche et de ses ressortissants.

Les délégations officielles russe et ukrainienne en Autriche, en tant qu'agents commerciaux de l'Etat, devront être considérées en matière juridique comme représentants autorisés des Gouvernements russe et ukrainien sur le territoire autrichien. Les Gouvernements russe et ukrainien reconnaissent force exécutoire à tous les actes juridiques émanant soit des chefs des délégations, soit des chefs des missions commerciales, soit enfin d'un mandataire de l'une de ces personnes muni de pleins pouvoirs à cet effet.

Article 12.

Les Gouvernements russe et ukrainien s'engagent à ne conclure que des contrats comportant une clause d'arbitrage avec des ressortissants autrichiens, des maisons de commerce autrichiennes et des personnes juridiques autrichiennes sur le territoire de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie et de la République socialiste des Soviets d'Ukraine, ainsi que sur celui des Etats auxquels ils sont liés par un programme d'importation et d'exportation établi par l'Etat. En ce qui concerne tous les contrats conclus en Autriche et leurs résultats économiques, les Gouvernements russe et ukrainien se soumettent aux lois autrichiennes et, pour toutes les obligations de droit privé, à la juridiction et à la procédure d'exécution coercitive autrichiennes ; cette disposition ne s'appliquera pourtant qu'en tant qu'il s'agira d'obligations découlant de contrats passés, après la conclusion du présent Accord, avec des ressortissants autrichiens, des maisons de commerce autrichiennes ou des personnes juridiques autrichiennes. Ces dispositions ne porteront pas atteinte au droit des Gouvernements russe et ukrainien d'insérer également une clause d'arbitrage dans les contrats conclus en Autriche.

Au reste, les biens appartenant aux Gouvernements russe et ukrainien en Autriche jouiront de la protection habituelle, conformément aux usages du droit international. Sauf les cas visés au premier alinéa, ces biens ne seront pas soumis à la juridiction ou à la procédure d'exécution coercitive autrichiennes.

Article 13.

Les délégations des Parties contractantes jouiront du droit de s'adjoindre les experts qui leur seront nécessaires pour leur permettre de remplir leur mission économique.

Les demandes circonstanciées, relatives à l'admission d'experts, devront être adressées par les autorités centrales à la délégation de l'autre Etat, qui devra prendre une décision d'urgence.

Article 14.

Les délégations des Parties contractantes et les personnes attachées à leur service devront strictement restreindre leur activité aux tâches qui leur sont assignées par le présent Accord. Elles seront tenues, avant tout, de ne se livrer à aucune agitation ni propagande contre le Gouvernement ou les institutions de l'Etat sur le territoire duquel elles résident.

Article 10.

The Contracting Parties shall at once take all necessary measures to promote the speedy resumption of public postal and telegraph traffic and of banking transactions, and to protect such traffic and transactions by special agreements.

Article 11.

The Austrian delegations in Russia and the Ukraine shall, through their trade delegations, look after the economic interests of the Republic of Austria and of its nationals.

The Russian and Ukrainian trade delegations in Austria, in their capacity as official trade offices, shall, for purposes of legal transactions in Austrian territory, be regarded as the duly accredited representatives of the Russian and Ukrainian Governments respectively. These Governments shall recognise as binding upon them all legal transactions conducted either by the heads of the delegations or the heads of the trade delegations, or by any person granted full powers by these heads.

Article 12.

The Russian and Ukrainian Governments undertake not to conclude, without inserting arbitration clauses, any legal transactions effected with Austrian nationals, firms and legal persons in the territory of the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic, and of States which are associated with these Republics by virtue of a State import and export scheme.

As regards legal transactions effected in Austria, and the economic consequence arising therefrom, the Russian and Ukrainian Governments shall recognise Austrian law, and, in the case of liabilities under private law, these Governments shall accept Austrian jurisdiction and compulsory execution; this shall only hold good, however, in the case of liabilities arising out of legal transactions with Austrian nationals, firms and legal persons effected after the conclusion of the present Agreement. The right of the Russian and Ukrainian Governments to add arbitration clauses in the case of legal transactions concluded in Austria shall not be affected thereby.

In general, the property of the Russian and Ukrainian Governments in Austria shall enjoy the protection of customary international law. In particular, it shall not be subject to Austrian jurisdiction and compulsory execution in all cases not provided for under paragraph 1.

Article 13.

The delegations of the Contracting Parties shall be entitled to consult any experts whose assistance may be necessary for carrying out their economic duties.

Applications for the admission of experts, which must be supported by a full statement of reasons, shall be forwarded by the central authorities of one State to the Delegation of the other State and shall be dealt with the least possible delay.

Article 14.

The delegations of the Contracting Parties and the persons employed by them shall, in carrying out their work, strictly confine themselves to the duties devolving upon them in accordance with the present Agreement. In particular, they shall be required to refrain from any kind of agitation or propaganda against the Government or the State organisations of the country in which they are temporarily resident.

Article 15.

En attendant la conclusion d'un traité de commerce, le présent Accord servira de base aux relations économiques entre les Parties contractantes ; afin de développer les relations économiques, le présent Accord sera interprété dans un esprit de bienveillance réciproque.

Article 16.

Le présent Accord, dont les textes originaux allemand, russe et ukrainien feront foi, n'entrera en vigueur qu'après avoir été approuvé par les Gouvernements contractants ; cette approbation devra être donnée sous la forme d'un échange de notes diplomatiques. Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle seront échangées ces notes.

Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes, moyennant un préavis de six mois.

Si l'Accord dénoncé n'est pas remplacé par un nouvel accord, chacune des Parties contractantes jouira, après l'expiration du délai de dénonciation, du droit de nommer une commission de cinq membres chargée de régler les affaires commerciales en cours. Les membres de cette commission seront considérés comme agents sans caractère diplomatique ; ils devront régler toutes les affaires en cours dans un délai maximum de six mois à partir de la date à laquelle le présent Accord cessera d'être en vigueur.

En foi de quoi, les représentants des Parties contractantes ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en triple expédition.

VIENNE, le 7 septembre 1921.

(L. S.) SCHOBBER.

(L. S.) BRONSKI.

(L. S.) M. LEWIZKY.

NOTES ÉCHANGÉES LE 8 SEPTEMBRE 1923 ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES DES SOVIETS, AU SUJET DE L'EXTENSION AU TERRITOIRE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES DES SOVIETS DE L'ACCORD OFFICIEL DU 7 DÉCEMBRE 1921.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

39951/18.

VIENNE, le 8 septembre 1923.

Considérant que la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, la République socialiste des Soviets d'Ukraine, la République socialiste des Soviets de la Russie Blanche et la République socialiste fédérative des Soviets de Transcaucasie (se composant des Républiques socialistes des Soviets de l'Azerbéïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie) ont formé un Etat fédéral, « l'Union des Républiques socialistes des Soviets », et attendu qu'il est désirable d'étendre à tout le territoire de l'Etat fédéral désigné ci-dessus les dispositions de l'Accord officiel conclu le 7 décembre 1921, entre la République d'Autriche d'une part et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie ainsi que la République socialiste des Soviets d'Ukraine, d'autre part,

Le soussigné, ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche, a l'honneur, au nom du Gouvernement fédéral autrichien, de porter ce qui suit à la connaissance du représentant officiel de l'Union des Républiques socialistes des Soviets à Vienne :

Article 15.

Pending the conclusion of a commercial treaty, the present Agreement shall constitute the foundation upon which economic relations between the Contracting Parties shall be based, and shall be interpreted in a spirit of mutual goodwill with a view to the furtherance of economic relations.

Article 16.

The present Agreement, the German, Russian and Ukrainian texts of which are equally authentic, shall only become operative subject to the Contracting Governments' approval, which shall be communicated by means of diplomatic Notes. The Agreement shall come into force on the day on which official notification of such approval has been reciprocally exchanged.

The present Agreement may be denounced by either Party at six months' notice.

If the Agreement is denounced and is not superseded by another Agreement, either of the Contracting Parties shall be entitled, upon the expiration of the period of notice, to appoint a Commission consisting of five members for the purpose of winding up commercial transactions which are already in progress. The members of the Commission shall be regarded as agents without diplomatic status. They shall complete the winding up of the transactions in question not later than six months after the expiration of the present Agreement.

In faith whereof the plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in triplicate.

VIENNA, *December 7, 1921.*

(L. S.) SCHOBER.

(L. S.) BRONSKI.

(L. S.) M. LEWIZKY.

EXCHANGE OF NOTES, DATED SEPTEMBER 8, 1923, BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS REGARDING THE APPLICATION OF THE GOVERNMENT AGREEMENT OF DECEMBER 7, 1921, TO THE TERRITORY OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS.

FEDERAL CHANCERY.
39951/18.

VIENNA, *September 8, 1923.*

Whereas the Russian Socialist Federal Soviet Republic, the Ukrainian Socialist Soviet Republic, the White Russian Socialist Soviet Republic and the Trans-Caucasian Socialist Federal Soviet Republic (consisting of the Socialist Soviet Republics of Azerbaijan, Georgia and Armenia) have amalgamated and formed a single Federal State known as "The Union of Socialist Soviet Republics", and whereas it is desirable that the treaty relations constituted by the Government Agreement of December 7, 1921, between the Austrian Republic of the one part and the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic of the other part, should be extended so as to apply to the entire territory of the aforesaid Federal State:

The undersigned Austrian Federal Minister for Foreign Affairs has the honour, on behalf of the Austrian Federal Government, to make the following declaration to the Plenipotentiary Representative of the Union of Socialist Soviet Republics in Vienna:

Le Gouvernement fédéral d'Autriche et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes des Soviets sont d'accord pour appliquer, à partir de ce jour, entre la République d'Autriche et l'Union des Républiques socialistes des Soviets, l'Accord conclu le 7 décembre 1921 entre le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche et les Gouvernements de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie ainsi que de la République socialiste des Soviets d'Ukraine.

Le soussigné, ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche, prie le représentant de l'Union des Républiques socialistes des Soviets de bien vouloir lui faire parvenir une déclaration identique, et saisit cette occasion pour assurer le représentant de l'Union des Républiques socialistes des Soviets de sa très haute considération.

(Signé) GRÜNBERGER.

A Monsieur Michail LEWITZKIJ,
Plénipotentiaire de l'Union des Républiques
socialistes des Soviets,
à Vienne,

LE PLÉNIPOTENTIAIRE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES DES SOVIETS.

Vienne, le 8 septembre 1923.

Considérant que la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, la République socialiste des Soviets d'Ukraine, la République socialiste des Soviets de la Russie Blanche et la République socialiste fédérative des Soviets de la Transcaucasie (se composant des Républiques socialistes des Soviets de l'Azerbédjan, de la Géorgie et de l'Arménie) ont formé un Etat fédéral, « l'Union des Républiques socialistes des Soviets » ; et attendu qu'il est désirable d'étendre à tout le territoire de l'Etat fédéral désigné ci-dessus les dispositions de l'Accord officiel conclu le 7 décembre 1921, entre la République socialiste fédérative des Soviets de Russie ainsi que la République socialiste des Soviets d'Ukraine d'une part, et la République autrichienne, d'autre part,

le Soussigné, plénipotentiaire de l'Union des Républiques socialistes des Soviets à Vienne, a l'honneur, au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes des Soviets, de porter ce qui suit à la connaissance du ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche :

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes des Soviets et le Gouvernement fédéral d'Autriche sont d'accord pour appliquer, à partir de ce jour, entre l'Union des Républiques socialistes des Soviets et la République d'Autriche, l'accord conclu le 7 décembre 1921, entre les Gouvernements de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie ainsi que de la République socialiste des Soviets d'Ukraine et le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche.

Le soussigné, plénipotentiaire de l'Union des Républiques socialistes des Soviets, prie le ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche de bien vouloir lui faire parvenir une déclaration identique, et saisit cette occasion pour assurer le ministre fédéral des Affaires étrangères d'Autriche de sa très haute considération.

(Signé) M. LEWITZKIJ, m. p.

Monsieur le Dr Alfred GRÜNBERGER,
Ministre fédéral
des Affaires étrangères d'Autriche,
Vienne.

The Austrian Federal Government and the Government of the Union of Socialist Soviet Republics have agreed that the Agreement between the Federal Government of the Austrian Republic and the Governments of the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic of December 7, 1921, shall, as from to-day, be applicable as between the Austrian Republic and the Union of Socialist Soviet Republics.

The undersigned Austrian Federal Minister for Foreign Affairs hopes to receive a declaration in similar terms from the Plenipotentiary Representative of the Union of Socialist Soviet Republics, and has the honour, etc.,

(Signed) GRÜNBERGER.

To Herr Michael LEWITZKI,
Plenipotentiary of the Union of Socialist
Soviet Republics in
Vienna.

PLENIPOTENTIARY REPRESENTATIVE
OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS.

VIENNA, *September 8, 1923.*

Whereas the Russian Socialist Federal Soviet Republic, the Ukrainian Socialist Soviet Republic, the White Russian Socialist Soviet Republic and the Trans-Caucasian Socialist Federal Soviet Republic (consisting of the Socialist Soviet Republics of Azerbaijan, Georgia and Armenia) have amalgamated and formed a single Federal State known as "The Union of Socialist Soviet Republics", and whereas it is desirable that the treaty relations constituted by the Government Agreement of December 7, 1921, between the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic of the one part and the Austrian Republic of the other part, should be extended so as to apply to the entire territory of the aforesaid Federal State :

The undersigned Plenipotentiary Representative of the Union of Socialist Soviet Republics in Vienna has the honour to make the following declaration on behalf of the Government of the Union of Socialist Soviet Republics to the Austrian Federal Minister for Foreign Affairs :

The Government of the Union of Socialist Soviet Republics and the Austrian Federal Government have agreed that the Agreement between the Governments of the Russian Socialist Federal Soviet Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic and the Federal Government of the Austrian Republic of December 7, 1921, shall, as from to-day, be applicable as between the Union of Socialist Soviet Republics and the Republic of Austria.

The undersigned Plenipotentiary Representative of the Union of Socialist Soviet Republics hopes to receive a declaration in similar terms from the Austrian Federal Minister for Foreign Affairs, and has the honour, etc.

(Signed) M. LEWITZKY.

To Dr. Alfred GRÜNBERGER,
Austrian Federal Minister
for Foreign Affairs,
Vienna.

N° 516.

**GRANDE-BRETAGNE
ET FRANCE**

Echange de notes portant renouvellement, pour une période de cinq ans, de la Convention d'arbitrage du 14 octobre 1903. Paris, le 29 août 1923.

**GREAT BRITAIN
AND FRANCE**

Exchange of Notes renewing, for a period of five years, the Arbitration Agreement of October 14, 1903. Paris, August 29, 1923.

No. 516. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
BRITANNIQUE ET FRANÇAIS PORTANT RENOUVELLEMENT,
POUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS, DE LA CONVENTION D'ARBI-
TRAGE² DU 14 OCTOBRE 1903. PARIS, LE 29 AOÛT 1923.

*Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté
Britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 novembre 1923.*

No. 1.

MR. PHIPPS TO M. POINCARÉ.

BRITISH EMBASSY.

PARIS, August 29, 1923.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

By his note of the 6th June last, His Excellency the Marquess of Crewe, His Britannic Majesty's Ambassador, informed Your Excellency that His Britannic Majesty's Government were prepared to renew for a period of five years from the date of its expiration the Arbitration Agreement concluded between our Governments on the 14th October 1903, and renewed on three occasions since that date.

By your Note of the 12th July, Your Excellency was good enough to inform Lord Crewe that the French Government were, on their part, equally prepared to accept the renewal of this Agreement on the conditions indicated by His Majesty's Government.

Should your Excellency agree, it will be understood that the present Note and Your Excellency's reply will serve to place on record the understanding arrived at between our two Governments.

I have, etc.

ERIC PHIPPS.

¹ Cet échange de notes ne comporte pas d'échange de ratifications.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième Série, Tome XXXII, page 479.

No. 516. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRITISH AND FRENCH GOVERNMENTS RENEWING, FOR A PERIOD OF FIVE YEARS, THE ARBITRATION AGREEMENT² OF OCTOBER 14, 1903. PARIS, AUGUST 29, 1923.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of Notes took place November 8, 1923.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1.

MR. PHIPPS A MONSIEUR POINCARÉ.

AMBASSADE D'ANGLETERRE.

Le 29 août 1923.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Par sa note en date du 6 juin dernier, Son Excellence le marquis de Crewe, Ambassadeur de Sa Majesté Britannique, a fait savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté était disposé à renouveler pour une période de cinq années à partir de la date de son expiration, la Convention d'arbitrage conclue le 14 octobre 1903 entre nos Gouvernements et renouvelée à trois reprises depuis lors.

Par sa note en date du 12 juillet, Votre Excellence a bien voulu faire savoir à lord Crewe que le Gouvernement de la République française était, de son côté, également prêt à consentir au renouvellement de cette Convention, dans les conditions indiquées par le Gouvernement de Sa Majesté.

Il reste entendu, si Votre Excellence y consent, que la présente note et la réponse de Votre Excellence serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux Gouvernements à ce sujet.

Veuillez, etc.

ERIC PHIPPS.

¹ This exchange of notes does not entail an exchange of ratifications.

² British and Foreign State Papers, Vol. 96, page 35.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N^o 2.

M. POINCARÉ A MR. PHIPPS.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

PARIS, le 29 août 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date d'aujourd'hui, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique était disposé à renouveler, pour une période de cinq années, à partir de la date de son expiration, la Convention d'arbitrage conclue entre nos Gouvernements le 14 octobre 1903, étant entendu que le Gouvernement de la République française fût également prêt à consentir à un tel renouvellement.

J'ai l'honneur d'accepter, de la part du Gouvernement de la République, la proposition que ladite Convention d'arbitrage soit encore renouvelée pour une période de cinq années à partir du 14 octobre prochain. L'échange des notes actuelles entre l'Ambassade d'Angleterre et le ministère des Affaires étrangères servira à constater l'entente intervenue entre nos deux Gouvernements à ce sujet.

Veuillez, etc.

R. POINCARÉ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2.

M. POINCARÉ TO MR. PHIPPS.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *August 29, 1923.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day, in which you have been so good as to inform me that His Britannic Majesty's Government were prepared to renew, for a period of five years from the date of its expiration, the Arbitration Agreement concluded between our Governments on the 14th October 1903, it being understood that the French Government were equally ready to consent to such a renewal.

I have the honour to accept, on behalf of the French Government, the proposal that the aforesaid Arbitration Agreement be again renewed for a period of five years from the 14th October next. The exchange of the present Notes between the British Embassy and the Ministry for Foreign Affairs will serve to place on record the understanding arrived at between our two Governments to this effect.

Accept, etc.

R. POINCARÉ.

¹ Transmise par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Forwarded by His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 517.

ESTHONIE ET SUÈDE

Echange de notes réglant les relations commerciales entre les deux pays. Reval (Tallinn), le 7 juillet 1923.

ESTHONIA AND SWEDEN

Exchange of Notes regulating the commercial relations between the two countries. Reval (Tallinn), July 7, 1923.

No. 517. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTHONIEN ET SUÉDOIS RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LEURS DEUX PAYS. REVAL (TALLINN), LE 7 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 novembre 1923.

REVAL, (Tallinn), le 7 juillet 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire connaître que nos deux Gouvernements étant également animés du désir de favoriser de toute manière le développement des relations commerciales entre la Suède et l'Esthonie, le Gouvernement suédois a résolu d'accorder aux ressortissants esthoniens ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de l'Esthonie, sous réserve de réciprocité, les avantages et facilités énoncés ci-dessous.

1. Les nationaux et les produits du sol et de l'industrie de l'Esthonie jouiront en Suède, sans aucune réserve, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes avantages que les ressortissants et les marchandises de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué pour tout ce qui concerne l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, les réquisitions pour des objets d'intérêt militaire ou public, les prohibitions d'importation, d'exportation et de transit et l'application de ces prohibitions, les droits d'accise et de consommation, d'importation et d'exportation et les formalités douanières.

Cette disposition ne restreindra en rien le droit de la Suède de refuser aux nationaux de l'Esthonie, dans certains cas, en raison d'une sentence judiciaire ou dans l'intérêt de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, soit de l'ordre public, ou encore pour des motifs de prévoyance sociale et notamment d'assistance publique, de police sanitaire ou de police des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

2. Les navires esthoniens et leurs cargaisons seront traités en Suède sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception de cette disposition pour le droit de se livrer au cabotage.

3. La Suède s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux marchandises, navires, bateaux, wagons à destination ou en provenance de l'Esthonie.

Des exceptions à ces stipulations pourront avoir lieu dans les cas suivants :

1. Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui touche les provisions de guerre ;
 2. Pour des raisons de sûreté publique ;
 3. Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles.
-

¹ Cet arrangement est entré en vigueur le 2 novembre 1923 à la suite de sa ratification par le Gouvernement esthonien.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 517. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE ESTHONIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS REGULATING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THEIR TWO COUNTRIES. REVAL (TALLINN), JULY 7, 1923.

Official French text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 8, 1923.

REVAL (Tallinn), July 7, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, in pursuance of instructions from my Government, to inform you that, having regard to the mutual desire of our two Governments to promote in every possible way the development of commercial relations between Sweden and Esthonia, the Swedish Government has decided, subject to reciprocity, to accord to Esthonian subjects and to the agricultural and industrial products of Esthonia the advantages and facilities enumerated below.

(1) Esthonian nationals and the agricultural and industrial products of Esthonia will unreservedly enjoy in Sweden the same advantages, in regard to all commercial matters, as the nationals and merchandise of the most-favoured nation. This treatment shall extend to everything related to the carrying-on of trade, navigation and industry, to the right to acquire or own movable or immovable property, or to dispose of such property, to taxes and other dues of any kind whatsoever, to requisitions for military or public purposes, to import, export and transit prohibitions and to the application of these prohibitions, to excise, consumption, import and export duties and to customs formalities.

The above provisions shall in no way restrict Sweden's right to refuse leave in certain cases to Esthonian subjects to remain in the country, as a result of a legal sentence, or in the interests of the internal or external security of the State or of public order, or for reasons of social welfare and in particular of public and relief the protection of health and public morals.

(2) Esthonian vessels and their cargoes shall be treated in Sweden on the same footing as the vessels of the most-favoured nation and their cargoes.

An exception shall be made to this provision in regard to the right to engage in coastal trading.

(3) Sweden undertakes to grant free transit across her territory to merchandise, vessels, boats and wagons proceeding to or coming from Esthonia.

Exceptions may be made to the above provisions in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances in connection with military supplies.
- (2) For reasons of public safety.
- (3) For the protection of public health or of useful animals or plants.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² This Agreement came into force on November 2, 1923, following its ratification by the Esthonian Government.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucun droit quelconque de transit.

Sur les chemins de fer, les dites marchandises et wagons jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

4. L'Esthonie ne pourra pas revendiquer, en vertu des stipulations qui précèdent, les faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

5. Le présent arrangement deviendra applicable depuis le jour de la ratification par le Parlement esthonien de la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir à la présente note et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de la dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(Signé) UNDEN.

Son Excellence Monsieur HELLAT,
Ministre des Affaires étrangères de la République esthonienne,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

(Signé) RODHE.

*Secrétaire Général p. i. du Ministère
des Affaires étrangères de Suède.*

REVAL (Tallinn), le 7 juillet 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire connaître que nos deux Gouvernements étant également animés du désir de favoriser de toute manière le développement des relations commerciales entre l'Esthonie et la Suède, le Gouvernement esthonien a résolu d'accorder aux ressortissant suédois, ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de la Suède, sous réserve de réciprocité, les avantages et facilités énoncés ci-dessous.

1. Les nationaux et les produits du sol et de l'industrie de la Suède jouiront en Esthonie, sans aucune réserve, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes avantages que les ressortissants et les marchandises de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué pour tout ce qui concerne l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles, et d'en disposer, les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, les réquisitions pour des objets d'intérêt militaire ou public, les prohibitions d'importation, d'exportation et de transit, et l'application de ces prohibitions, les droits d'accise et de consommation d'importation et d'exportation et les formalités douanières.

Cette disposition ne restreindra en rien le droit de l'Esthonie de refuser aux nationaux de la Suède dans certains cas, en raison d'une sentence judiciaire ou dans l'intérêt soit de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, soit de l'ordre public, ou encore pour des motifs de prévoyance sociale et notamment d'assistance publique, de police sanitaire ou de police des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

2. Les navires suédois et leurs cargaisons seront traités en Esthonie sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception de cette disposition pour le droit de se livrer au cabotage.

Goods in transit shall not be subject to any transit dues whatsoever.

The goods and wagons shall enjoy the same treatment on the railways, as regards freight charges and forwarding, as that applied to the nationals of the most-favoured nation.

(4) Esthonia shall not be entitled, by virtue of the above provisions, to claim the special privileges which are accorded, or which may subsequently be accorded, by Sweden to Denmark or to Norway, or to both of those countries, so long as the same privileges shall not have been accorded to another State.

(5) The present agreement shall be applicable as from the date of the ratification by the Esthonian Parliament of the Note which Your Excellency will be good enough to send me in reply to the present Note, and it will remain in force for a period of three months as from the date on which it is denounced.

I have the honour, etc.,

(Signed) UNDEN.

His Excellency,
M. HELLAT,

Minister for Foreign Affairs of the Esthonian Republic,
etc. etc. etc.

REVAL (Tallinn), *July 7, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, in pursuance of instructions from my Government, to inform you that, having regard to the mutual desire of our two Governments to promote, in every possible way, the development of commercial relations between Esthonia and Sweden, the Esthonian Government has decided, subject to reciprocity, to accord to Swedish subjects and to the agricultural and industrial products of Sweden the advantages and facilities enumerated below.

(1) Swedish nationals and the agricultural and industrial products of Sweden will unreservedly enjoy in Esthonia the same advantages, in regard to all commercial matters, as the nationals and merchandise of the most-favoured nation. This treatment shall extend to everything related to the carrying on of trade, navigation and industry, to the right to acquire or own movable or immovable property, or to dispose of such property, to taxes and other dues of any kind whatsoever, to requisitions for military or public purposes, to import, export and transit prohibitions and to the application of these prohibitions, to excise, consumption, import and export duties and to customs formalities.

The above provisions shall in no way restrict Esthonia's right to refuse leave in certain cases to Swedish subjects to remain in the country, as a result of a legal sentence, or in the interests of the internal or external security of the State or of public order, or for reasons of social welfare and in particular of public relief and the protection of health and public morals.

(2) Swedish vessels and their cargoes shall be treated in Esthonia on the same footing as the vessels of the most-favoured nation and their cargoes.

An exception shall be made to this provision in regard to the right to engage in coastal trading.

3. L'Esthonie s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux marchandises, navires, bateaux, wagons à destination ou en provenance de la Suède.

Des exceptions à ces stipulations pourront avoir lieu dans les cas suivants :

1. Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui touche les provisions de guerre ;
2. Pour des raisons de sûreté publique ;
3. Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucun droit quelconque de transit.

Sur les chemins de fer, les dites marchandises et wagons jouiront en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport du traitement appliqué aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

4. La Suède ne pourra pas revendiquer en vertu des stipulations qui précèdent les faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées par l'Esthonie à la Finlande, ou à la Latvie ou à la Lituanie, ou à la Russie, ou aux pays qui seront liés avec l'Esthonie par des traités d'union douanière ou économique ou à tous ces pays, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

5. Le présent arrangement deviendra applicable depuis le jour de la ratification de la présente note par le Parlement esthonien et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de la dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) HELLAT.

A son Excellence

Monsieur U. T. UNDEN,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Suède en Esthonie.

Pour copie conforme :

(Signé) RODHE,

Secrétaire Général p. i. du Ministère
des Affaires étrangères de Suède.

(3) Esthonia undertakes to grant free transit across her territory to merchandise, vessels, boats and wagons proceeding to or coming from Sweden.

Exceptions may be made to the above provisions in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances in connection with military supplies.
- (2) For reasons of public safety.
- (3) For the protection of public health or of useful animals or plants.

Goods in transit shall not be subject to any transit dues whatsoever.

The said goods and wagons shall enjoy the same treatment on the railways as regards freight charges and forwarding as that applied to the nationals of the most-favoured nation.

(4) Sweden shall not be entitled, by virtue of the above provisions, to claim the special privileges which are accorded or which may subsequently be accorded by Esthonia to Finland, Latvia, Lithuania or Russia or to countries which are bound to Esthonia by customs union or economic Agreement, or to all the above countries so long as the same privileges shall not have been accorded to another State.

(5) The present Agreement shall be applicable as from the date of the ratification by the Esthonian Parliament of the present Note, and it will remain in force for a period of three months as from the date on which it is denounced.

I have the honour, etc.,

(Signed) HELLAT.

His Excellency,

M. U. T. UNDEN,

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Sweden in Esthonia.

N° 518.

DANEMARK ET LITUANIE

Echange de notes comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre les deux pays. Copenhague, Kaunas (Kovno), le 18 juillet 1923.

DENMARK AND LITHUANIA

Exchange of Notes constituting a provisional Agreement relative to Commerce and Navigation between the two countries. Copenhagen, Kaunas (Kovno), July 18, 1923.

No. 518. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET LITUANIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE LEURS DEUX PAYS. COPENHAGUE, KAUNAS (KOVNO), LE 18 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 novembre 1923.

LE MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 18 juillet 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nos Gouvernements respectifs ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre le Danemark et la Lituanie, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants lituaniens et les marchandises, produites ou fabriquées en Lituanie, jouiront inconditionnellement, sur le territoire danois, d'un traitement à tous les égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux produits ou objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et, en général, dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants lituaniens, leur accès à s'établir sur le territoire danois, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions ainsi qu'au sujet des réquisitions pour des objets d'intérêt militaire et public et des impôts et autres droits ou contributions de quelque nature qu'ils soient.

Les navires lituaniens jouiront, dans les ports danois, sur les cours d'eau et les mers territoriales du Danemark, d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires danois ou aux navires appartenant à la nation la plus favorisée, toutefois, avec la réserve que le droit de faire le cabotage est exclusivement réservé aux navires danois.

Le Gouvernement danois s'engage en outre, à condition de réciprocité, à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, les voitures et les wagons, venant de ou allant en Lituanie, qui passent en transit le territoire danois, y compris les eaux territoriales, et à leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, navires et bateaux, voitures et wagons danois et leur accorder, en ce qui concerne les facilités, les droits, les restrictions et toute autre disposition, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, bateaux, navires, voitures et wagons danois ou à ceux qui appartiennent à un autre pays plus favorisé.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucune taxe de douane ou de transit, sans préjudice, toutefois, des taxes destinées exclusivement à couvrir les frais de surveillance et d'administration afférentes à ce transit.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 518. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND LITHUANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT WITH REGARD TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THEIR TWO COUNTRIES. COPENHAGEN, KOVNO, JULY 18, 1923.

French official text, communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this exchange of Notes took place November 12, 1923.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, July 18, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

As our respective Governments propose to establish close commercial relations between Denmark and Lithuania, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, Lithuanian nationals, and goods produced or manufactured in Lithuania, will enjoy unconditionally, on Danish territory, treatment at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals and products or manufactured articles of the most-favoured foreign country. This treatment will be granted in all matters of commerce and navigation connected with importation, exportation and transit, and in general in all matters connected with customs duties and formalities and the commercial operations of Lithuanian nationals, access to, and permission to settle on Danish territory, to acquire and possess property of all kinds in Denmark, to carry on trade or industry or to exercise professions, and also in regard to requisitions for military and public purposes and taxes and other duties or charges of any kind whatever.

Lithuanian vessels will enjoy, in Danish ports and on the waterways and in the territorial waters of Denmark, treatment not less favourable than that accorded to Danish vessels or to vessels belonging to the most favoured nation, provided always that the right to carry on maritime coasting trade shall be exclusively reserved for Danish vessels.

The Danish Government further undertakes, subject to reciprocity, to grant freedom of transit for persons, goods, vessels and boats, carriages and waggons which, coming from or proceeding to Lithuania, pass in transit through Danish territory, including Danish territorial waters, and to grant them treatment at least as favourable as that accorded to Danish nationals, goods, vessels and boats, carriages and waggons, and to grant them, in respect of facilities, rights, restrictions and any other provisions, treatment as favourable as that granted to Danish nationals, goods, boats, vessels, carriages and waggons or to those belonging to another more favoured country.

Goods in transit shall not be subject to any customs or transit charge, without prejudice, however, to charges intended exclusively to cover the cost of supervision and administration in respect of such transit.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

La Lituanie ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que le Danemark a données ou donnera à l'avenir à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que ces avantages ne sont pas accordés à un tiers Etat.

La Lituanie ne pourra non plus exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui, par des raisons locales, seraient accordées à des Etats limitrophes.

Les dispositions de la présente note ne seront pas appliquées sur le territoire du Groenland, où, conformément aux règles existantes, aucun citoyen étranger ne pourra se fixer ni exercer le commerce ni la navigation sans une autorisation spéciale du Gouvernement danois.

L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur à partir de la date de la présente Note et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trois mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) C. M. T. COLD.

Son Excellence

Monsieur GALVANAUSKAS,

Ministre des Affaires étrangères de Lituanie.

RÉPUBLIQUE DE LITUANIE.

MINISTÈRE

DES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

KAUNAS, le 18 juillet 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nos Gouvernements respectifs ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre la Lituanie et le Danemark, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants danois et les marchandises, produites ou fabriquées en Danemark, jouiront inconditionnellement, sur le territoire lituanien, d'un traitement à tous les égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux produits ou objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et, en général, dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants danois, leur accès à s'établir sur le territoire lituanien, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions, ainsi qu'au sujet des requisitions pour des objets d'intérêt militaire et public et des impôts et autres droits ou contributions de quelque nature qu'ils soient.

Les navires danois jouiront dans les ports lituaniens, sur les cours d'eau et les mers territoriales de Lituanie, d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires lituaniens ou aux navires appartenant à la nation la plus favorisée, toutefois, avec la réserve que le droit de faire le cabotage est exclusivement réservé aux navires lituaniens.

Le Gouvernement lituanien s'engage, en outre, à condition de réciprocité, à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, les voitures et les wagons, venant de ou allant en Danemark, qui passent en transit le territoire lituanien, y comprises les eaux territoriales, et à leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, navires et bateaux, voitures et wagons lituaniens et leur accorder, en ce qui concerne les facilités, les droits, les restrictions et toute autre disposition un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, bateaux, navires, voitures et wagons lituaniens ou à ceux qui appartiennent à un autre pays plus favorisé.

On railways the said goods shall enjoy, as regards carriage and the cost of transport, the treatment applied to the most-favoured nation.

Lithuania may not, in virtue of the above provisions, claim the same privileges as those granted or to be granted by Denmark to Norway or Sweden or both countries, so long as such advantages are not granted to a third State.

Further, Lithuania may not claim such privileges with regard to frontier commerce, traffic and communications as may be granted to neighbouring States for local reasons.

The provisions of the present Note shall not be applied on the territory of Greenland, where, according to the existing regulations, no foreign citizen may settle or carry on commerce or navigation without special authorisation from the Danish Government.

The above provisional Arrangement shall come into force as from the date of the present Note and shall remain in force until it is denounced by one of the Parties at three months' notice, or until it is superseded by a commercial treaty.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) C. M. T. COLD.

To His Excellency

M. GALVANAUSKAS,

Minister for Foreign Affairs of Lithuania.

REPUBLIC OF LITHUANIA,

MINISTRY

FOR

FOREIGN AFFAIRS,

KOVNO, *July 18, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

As our respective Governments propose to establish close commercial relations between Lithuania and Denmark, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, Danish nationals, and goods produced or manufactured in Denmark, will enjoy unconditionally, on Lithuanian territory, treatment at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals and products or manufactured articles of the most-favoured foreign country. This treatment will be granted in all matters of commerce and navigation connected with importation, exportation and transit, and in general in all matters connected with customs duties and formalities and the commercial operations of Danish nationals, access to, and permission to settle on Lithuanian territory, to acquire and possess property of all kinds in Lithuania, to carry on trade or industry or to exercise professions, and also in regard to requisitions for military and public purposes and taxes and other duties or charges of any kind whatever.

Danish vessels will enjoy, in Lithuanian ports and on the waterways and in the territorial waters of Lithuania, treatment which shall be not less favourable than that accorded to Lithuanian vessels or to vessels belonging to the most-favoured nation, provided always that the right to carry on maritime coasting trade shall be exclusively reserved for Lithuanian vessels.

The Lithuanian Government further undertakes, subject to reciprocity, to grant freedom of transit for persons, goods, vessels and boats, carriages and waggons which, coming from or proceeding to Denmark, pass in transit through Lithuanian territory, including Lithuanian territorial waters, and to grant them treatment at least as favourable as that accorded to Lithuanian nationals, goods, vessels and boats, carriages and waggons, and to grant them, in respect of facilities, rights, restrictions and any other provisions, treatment as favourable as that granted to Lithuanian nationals, goods, boats, vessels, carriages and waggons or to those belonging to another more-favoured country.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucune taxe de douane ou de transit, sans préjudice, toutefois, des taxes destinées exclusivement à couvrir les frais de surveillance et d'administration afférentes à ce transit.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Le Danemark ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Lituanie a données ou donnera à l'avenir à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie et Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages ne sont pas accordés à un tiers Etat.

Le Danemark ne pourra non plus exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui, par des raisons locales, seraient accordées à des Etats limitrophes.

L'Arrangement provisoire précité entrera en vigueur à partir de la date de la présente Note et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trois mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) GALVANAUSKAS,
*Président du Conseil, Ministre des
Affaires étrangères.*

Son Excellence
Monsieur C. M. T. COLD,
Ministre des Affaires étrangères
de Danemark.

Certifié pour copie conforme:
Copenhague, le 2 novembre 1923,

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

Goods in transit shall not be subject to any customs or transit charge, without prejudice, however, to charges intended exclusively to cover the cost of supervision and administration in respect of such transit.

On railways the said goods shall enjoy, as regards carriage and the cost of transport, the treatment applied to the most-favoured nation.

Denmark may not, in virtue of the above provisions, claim the same privileges as those granted or to be granted by Lithuania to one of the Baltic States (Finland, Esthonia and Latvia) or to all three of these countries, so long as these advantages are not granted to a third State.

Further, Denmark may not claim such privileges with regard to frontier commerce, traffic and communications as may be granted to neighbouring States for local reasons.

The above provisional Arrangement shall come into force as from the date of the present Note, and shall remain in force until it is denounced by one of the parties at three months' notice, or until it is superseded by a commercial treaty.

I have the honour, etc.,

(Signed) GALVANAUSKAS,
*President of the Council and
Minister for Foreign Affairs.*

To His Excellency
M. C. M. T. COLD,
Minister for Foreign Affairs
of Denmark.

N° 519.

CHINE ET JAPON

Accord relatif à l'échange des correspondances entre les deux pays,
signé à Pékin le 8 décembre 1922.

CHINA AND JAPAN

Agreement concerning the exchange
of correspondence between the
two countries, signed at Peking,
December 8, 1922.

日本帝國政府ヲ代表シ
小幡西吉

一致セサル場合ニ於テハ其ノ相違ハ英吉利文ノ本文ニ依リ之ヲ決定ス

二 此ノ約定ハ兩郵政廳ニ於テ取極ムヘキ日ヨリ之ヲ實施ス

三 締約國ハ何時ニテモ協議以テ此ノ約定ニ其ノ必要ト認ムル修正ヲ爲スコトヲ得

四 各國ハ六月前ニ通知シテ此ノ約定ヲ廢止スルコトヲ得

五 千九百十年二月九日北京ニ於テ署名シタル清帝國郵政廳及日本帝國郵政廳間ニ設定セル關係ヲ規定スル約定ハ此ノ約定實施ノ日ヨリ之ヲ廢止ス

中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日北京ニ於テ二通ヲ作成シ之ニ署名ス

支那共和國政府ヲ代表シ 劉符誠

第十三條 責任

一 書留郵便物亡失ノ場合ニ於テ業務中ニ於テ亡失ヲ生セシメタル國ハ聯合ノ郵便條約ノ規定ニ從ヒ其ノ責ニ任スヘシ但シ賠償金ハ二十五金「フラン」トス

二 閉囊カ亡失若ハ毀損シ又ハ其ノ包有品カ盜取セラレタル場合ニ於テハ單ニ該閉囊中ノ亡失書留郵便物ニ關シ前項ノ規定ニ從ヒ其ノ責ニ任スヘシ

第十四條 聯合ノ條約ノ適用

兩締約國間ノ郵便上ノ關係ニ付テハ本約定ニ定ムルモノヲ除クノ外聯合ノ郵便條約及其ノ施行規則ノ規定ヲ適用スヘキモノトス

第十五條 約定ノ效力

一 本約定ハ日本文支那文及英吉利文ニテ作成ス約定ノ解釋ニ關シ

一 締約國ノ一方ノ業務ニ依リ遞送スル他方ノ郵便物ニ付テハ業務カ遞送ニ關與スル郵政廳ニ對シ聯合ノ郵便條約ノ規定ニ從ヒ陸路又ハ海路ノ繼越料ヲ支拂フヘシ然レトモ陸路遞送ハ日本國業務ヲ通シ之ヲ一郵政廳ノ業務ト看做ス。

二 楊子江上ノ遞送ハ之ヲ海路繼越ト看做ス

三 兩締約國ノ郵政廳ニ關係ナキ業務又ハ船舶ニ依ル郵便物ノ遞送料ハ關係當事者間ニ取極ムル條款ニ依リテ之ヲ清算スヘシ

第十二條 繼越統計

繼越料ハ聯合ノ郵便條約ニ從ヒ三年毎ニ調査スヘキ統計ニ基キ兩締約國間ニ之ヲ清算スヘシ

千九百二十四年ノ統計ハ例外トシテ之ヲ千九百二十三年乃至千九百二十六年ニ適用スヘシ

三 代金引換書留郵便物ノ代金引換料及取立料ニ關シテハ聯合ノ郵便條約ノ規定ヲ適用ス

四 代金引換郵便物ニハ名宛面ニ「代金引換」又ハ「代物主收價」ナル文字ヲ明瞭ニ記載シ其ノ次ニ代金引換金額ヲ表示スヘシ尙該郵便物ノ名宛面ニハ赤色ノ横線二條ヲ畫スルコトヲ要ス

第十條 遞送

一 各締約國ハ最直接ノ線路ニ依リ且自國ノ同種郵便物ニ付使用シ得ル最速達ノ遞送方法ニ依リ郵便物ヲ確實ニ遞送スヘシ

二 各締約國ノ郵政廳ハ他方ノ郵政廳ノ郵便物ノ遞送ニ使用シ得ル定期ノ鐵道汽船及其ノ他ノ業務ノ組織及運行並郵便發着豫定時刻ヲ隨時他方ニ通知スヘシ

第十一條 郵便物ノ繼越料

第八條 特別記號ヲ有スル郵便物

一 郵便切手ノ代リニ「約束郵便」等ノ特別記號ヲ有スル印刷物及新聞紙並「切手別納郵便」ノ記號アル總テノ郵便物ハ正當ニ料金ヲ納付シタルモノトシテ取扱フ兩締約國ノ郵政廳ハ其ノ採用スル特別記號ヲ相互ニ通知スヘシ

二 前項ノ郵便物ハ之ヲ第三國ニ轉送セサルモノトス

第九條 代金引換

一 代金引換書留郵便物ハ特ニ指定スル郵便局ニ於テ之カ引受及配達ヲ爲スモノトス

兩締約國ノ郵政廳ハ此等ノ郵便局名ヲ相互ニ通知スヘシ

二 代金引換ノ金額ハ日本國通貨ニテ之ヲ表示ス其ノ最高限ハ郵便物一箇ニ付一千圓トス

第六條 郵便物ノ配達

一 締約國ノ一方ヲ發シ他方ニ於テ配達スヘキ郵便物ニシテ差出國ノ料金率ニ從ヒ料金ヲ完納シタルモノハ無料ニテ之ヲ名宛人ニ配達スヘシ新疆又ハ蒙古ニ宛テタル郵便物ニ付テハ支那國郵政廳ハ其ノ通常內國料金ト此等兩地域ニ對スル特別內國料金トノ差額ヲ超過セサル追加郵便料ヲ徵收スルコトヲ得

二 然レトモ別配達又ハ留置郵料物交付ノ際聯合ノ郵便條約ノ規定ニ從ニ特別料金ヲ課セラルルコトアルヘシ

第七條 不納料郵便物

兩締約國間ニ交換セラルル料金未納又ハ不足ノ郵便物ニ付テハ名宛郵政廳ハ差出郵政廳ノ料金率ニ從ヒ不足額ノ二倍ニ相當スル料金ヲ名宛人ヨリ徵收スヘシ

第四條 汽船ニ依ル閉囊郵便物

締約國ノ一方ヨ發リシ他方ノ汽船ニ依リ遞送セラルヘキ閉囊郵便物ノ受渡ハ當該地郵便局ノ吏員ト船舶郵便局ノ吏員又ハ責任アル船舶乗組員トノ間ニ直接ニ之ヲ爲スヘシ

第五條 郵便物ノ種類及料金

一 郵便物ノ種類並寸尺及重量ノ制限ハ兩締約國ノ郵政廳間ニ於ケル協議ヲ以テ之ヲ定ムルモノトス

二 兩締約國ノ郵政廳ハ各自ノ料金ヲ定ム然レトモ此ノ料金ハ各自ノ内國料金ヲ超過スヘカラス例外トシテ盲人ノ特別使用ニ供セラルル點字ノ印刷物ハ聯合ノ郵便條約ニ定ムル料金率ニ從ヒ料金ヲ課セラルヘシ

三 各郵政廳ハ其ノ料金ヲ他方ニ通知スヘシ

二 兩締約國間ニ於ケル郵便物ノ交換ハ其ノ交換局ヲ經由シテ之ヲ爲スヘシ締約國ハ郵便物ノ速達ヲ期スル爲成ルヘク多數ノ交換局ヲ設置スルコトヲ約ス

三 交換局ハ兩締約國ノ協議ニ依リ之ヲ定ム然レトモ交換局ハ兩郵政廳間相互ノ了解ニ依リ之ヲ變更スルコトヲ得

四 國境ノ交換局間ニ於ケル郵便物ノ直接ノ引渡ハ其ノ局内又ハ相互ノ地方的協議ヲ以テ定ムル他ノ場所ニ於テ此ノ任務ノ爲正式ニ任命セラレタル吏員ノ間ニ手渡ヲ以テ之ヲ爲スヘシ

第三條 鐵道ニ依ル閉囊郵便物

締約國ノ一方ノ郵便局ヨリ發シ他方ノ鐵道ニ依リ遞送セラルヘキ閉囊郵便物ハ相互ノ地方的協議ニ從ヒ郵便局又ハ列車乗務ノ郵便吏員ノ媒介ニ依リ之ヲ該鐵道ニ託送シ又ハ該鐵道ヨリ受取ルヘシ

No. 519.

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

Official English, Chinese and Japanese texts communicated by the Chinese Representative on the Council of the League of Nations. The registration of this Agreement¹ took place November 16, 1923.

支那共和國及日本帝國間郵便物交換ニ關スル約定

支那共和國及日本帝國間ニ於ケル郵便物ノ交換ハ以下記載スル條件ニ依ルヘシ

第一條 約定ヲ適用スル郵便物

一 本約定ハ兩締約國ノ一方ヲ發シ他方ニ宛ツル郵便物ニ之ヲ適用ス

二 此ノ約定中遞送、繼越料及責任ニ關スル規定ハ兩締約國ノ一方ノ業務ニ托送スル他方ノ内國郵便物ニモ亦之ヲ適用ス

第二條 郵便物ノ交換

一 兩締約國間ニハ現ニ施設セラレ又ハ將來施設セラルヘキ通常又ハ特別ノ遞送方法ニシテ各郵政廳ノ使ヲ得ルモノニ依ル郵便物ノ定時交換アルヘシ

¹ This Agreement came into force January 1, 1923.

代表日本帝國政府 小幡西吉

代表中華民國政府 劉符誠

日在北京簽押

本協定備有兩分於中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日
歷一千九百二十年二月九日於北京所簽訂關於郵務關係之協定

- 五 本協定應自發生效力之日起替代日本帝國郵政與大清郵政間於西
- 四 兩國中任何一國如於六箇月前預先通知均將本協定取消
- 三 兩締定國如遇本協定內有應修改之處經雙方同意後得隨時修改
- 二 本協定自兩郵政所協定之日施行

附

- 一 本協定係以華文日文及英文繕備如遇解釋上有異議時應以英文爲

結之

中華民國十三年即大正十三年所造之統計得適用於中華民國十二年即大正十二年至中華民國十五年即大正十五年作為特例

第十三條 責成

一 凡遇掛號郵件遺失則經其運寄時遺失之國際所賠償之數以金幣二十五佛郎為限外應遵照國際郵政公約之規定擔負責成

二 如遇封固總包有遺失損壞或其內裝之件有被抽取情事祇有對於掛號郵件裝於該封固總包有遺失時得遵照上節之規定擔負責成

第十四條 國際郵政公約之運用

兩締定國間對於各項郵務關係未為本協定規定者則國際郵政公約及其施行細則內之各項規定亦適用之

第十五條 本協定之效力

二 每締定國之郵政應將可代他一郵政運寄郵件總包之常川鐵路輪船及他項機關所有組織及行動以及郵班時刻表彼此隨時通知

第十一條 總包之轉運費

一 締定國中之此一國之郵件總包經由彼一國之機關運寄者應按照國際郵政公約之各規定付給陸路或海路轉運費歸爲參加運送事務之郵政收取但經訂明所有陸路運寄經由日本各機關者應視爲一箇郵政之機關

二 揚子江內之運輸應視爲海路轉運

三 凡非兩締定國郵政所屬之機關或輪船運寄之郵件總包所需之運輸費應由在事各方面協定之條件解決之

第十二條 轉運之統計

所有轉運費應由兩締定國按照國際郵政公約每三年所造統計之根據清

一 代收物價之掛號郵件應由特行指定之郵局收寄及投遞

兩締定國之郵政應將此項郵局之名稱彼此通知

二 代收物價之款數應以日本幣制書寫其最高款額每件定爲日幣一千圓

三 對於代收物價之資費以及代收物價掛號郵件收取資費國際郵政公約內所載之各條亦適用之

四 代收物價之件書寫姓名住址之一面應顯明標寫「代金引換」或「代物主收價」字樣隨將代收物價之款數一併標明此外應於該件書寫姓名住址之一面繪紅色橫綫兩道

第十條 運寄

一 締定之每一國應用其運寄本國同樣郵件所用之最捷路途以及最迅速之方法妥慎運寄郵件總包

規定收取特別資費

第七條 欠資郵件

對於兩締定國互換之未付郵資或郵費未經預先付足之郵件得由接收之郵政按原寄之郵政之資例向收件人收取一項資費其數等於所欠之數兩倍

第八條 蓋有特別戳記之郵件

一 印刷物及新聞紙蓋有「約束郵便」(即立券郵件)之特別戳記及各項郵件蓋有「切手別納郵便」(即已付郵費)之特別戳記用以替代郵票者應即視為已經預付郵費且即照此辦理兩締定國之郵政應各將所採用之特別戳記彼此通知

二 上節所稱之郵件不得再向第三國改寄

第九條 代收物價

一 郵件之種類以及尺寸重量之限度應由兩締定國之郵政互相同意定之

二 兩締定國之郵政得各自規定其資例但所定之資例不得超過各該郵政國內費率至於特爲督者所用印有凸出字樣之文件應作爲特例按照國際郵政公約所定之費率收費

三 每一郵政應將其資例通知其他郵政

第六條 郵件之投遞

一 凡郵件發自兩締定國之此一國寄往彼一國投遞且已按照原寄國之資例預先付足郵費者應即向收件人免費投遞其寄往新疆蒙古之郵件中華郵政得任便收取一項額外郵費惟收取之數不得超過國內普通資例與郵件寄往該兩區域內應收之特別國內資例兩者之間相差之數

二 但須快遞或存局候領之郵件於投遞時得按照國際郵政公約所載之

解時得更換之

四 邊境交換局直接交接郵件總包時應於其局房內或由當地互相議定之其他地方辦理且其交接應由派令常川辦理此項職務之人員親手經辦

第三條 鐵路運寄之封固總包郵件

兩締定國中此一國郵局所發封固總包須由他一國之鐵路運寄者則應按當地互定之辦法經由郵局或在火車上之郵員之居間交與或收自該鐵路

第四條 輪船運寄之封固總包

凡發自兩締定國中此一國之封固郵件總包經由他一國之輪船運寄者其交運及接收應由交寄地方郵局之官員同海上郵局之官員或同船上之負責人員直接辦理

第五條 郵件之種類及資例

No. 519.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels anglais, chinois et japonais communiqués par le représentant de la Chine au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord¹ a eu lieu le 16 novembre 1923.

中日互換郵件協定

中華民國
日本帝國
互換郵件協定

中華民國及日本帝國兩國之間互換郵件應按左列之辦法辦理

第一條 適用本協定之郵件

一 本協定適用於發自兩締定國中之一國寄往彼一國之郵件

二 本協定內關於運輸轉運費及責任之各項規定對於兩締定國中之一國

一 國交與彼一國運寄之國內郵件亦適用之

第二條 郵件總包之互換

一 兩締定國之間應用各該郵政權力內能有之無論其為尋常或特別或現時已設或將來擬設之運送方法常川互換郵件

二 兩締定國間互換郵件應經由各該國之交換局辦理之兩締定國互相允許盡力多設交換局以便郵件得以迅速遞送

三 交換局應由兩締定國之同意決定之但該項交換局於兩郵政互相諒

¹ Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1923.

No. 519. — AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF CORRESPONDENCE BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE EMPIRE OF JAPAN, SIGNED AT PEKING, DECEMBER 8, 1922.

The exchange of correspondence between the Republic of China and the Empire of Japan shall be regulated according to the conditions hereunder stated.

Article 1.

Articles to which the Agreement applies.

(1) The present Agreement applies to correspondence originating in one of the two contracting countries and intended for the other.

(2) The stipulations of this Agreement relating to transmission, transit charges and responsibility also apply to domestic correspondence of one of the two contracting countries consigned to the service of the other for transmission.

Article 2.

Exchange of mails.

(1) There shall be between the two contracting countries a regular exchange of correspondence by any means of transport, ordinary or special, now established or hereafter to be established, which each Postal Administration may have at its disposal.

(2) The exchange of correspondence between the two contracting countries shall be made through their exchange offices. The contracting countries agree to establish as many offices of exchange as possible, with a view to securing expedition of correspondence.

(3) The offices of exchange shall be determined by common consent of the two contracting countries. However, they may be changed by mutual understanding between the two Postal Administrations.

(4) The direct remitting of mails between the frontier offices of exchange shall take place on their premises or at any other places designated by mutual local arrangements and shall be made from hand to hand between agents regularly appointed for this duty.

Article 3.

Closed mails by rail.

Closed mails sent from the post offices of one of the contracting countries to be conveyed by means of the railways of the other shall be consigned to or received from the said railways through the intermediary of the post offices or the postal officers on the trains according to mutual local arrangements.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 519. — ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DE CORRESPONDANCES ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET L'EMPIRE DU JAPON, SIGNÉ A PÉKIN LE 8 DÉCEMBRE 1922.

L'échange de correspondances entre la République de Chine et l'Empire du Japon sera régi par les dispositions suivantes :

Article 1.

Envois auxquels s'applique le présent Accord.

1. Le présent Accord s'applique à la correspondance en provenance de l'un des deux pays contractants et à destination de l'autre pays.
2. Les dispositions du présent Accord, relatives à la transmission, aux droits de transit et la responsabilité, s'appliquent également à la correspondance du service intérieur de l'un des pays contractants, consignée à l'autre pays pour transmission.

Article 2.

Echange de dépêches.

1. Il sera institué entre les deux pays contractants un service régulier d'échange de correspondances, empruntant tous les moyens de transport ordinaires et spéciaux, actuels ou éventuels, dont peut disposer chacune des administrations postales.
2. L'échange de correspondances entre les deux pays contractants s'effectuera par l'intermédiaire de leurs bureaux d'échange. Les pays contractants s'engagent à ouvrir autant de bureaux d'échange qu'il sera nécessaire pour assurer l'expédition rapide de la correspondance.
3. Les bureaux d'échange seront désignés de concert par les deux pays contractants. Toutefois, ils pourront être changés en vertu d'accords réciproques conclus entre les deux administrations des postes.
4. L'échange direct des dépêches entre les bureaux d'échange de frontière aura lieu dans les locaux de ces bureaux ou dans d'autres lieux fixés par accord local réciproque et s'effectuera de la main à la main entre agents officiellement nommés à cet effet.

Article 3.

Dépêches closes expédiées par voie ferrée.

Les dépêches closes, en provenance des bureaux de poste de l'un des pays contractants, pour être transportées par les chemins de fer de l'autre pays, seront consignées aux dits chemins de fer ou en seront reçues par l'entremise des bureaux de poste ou des agents postaux ambulants, conformément à des accords locaux réciproques.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

*Article 4.**Closed mails by steamers.*

The delivery and receipt of closed mails sent from one of the contracting countries to be conveyed by means of steamers of the other shall be effected direct between the officials of the post offices and the places of transfer and those of the sea post offices or the responsible officers on board.

*Article 5.**Category of correspondence and tariffs.*

(1) The categories as well as the limits of dimensions and weights of correspondence shall be fixed by mutual consent between the Postal Administrations of the two contracting countries.

(2) The Postal Administrations of the two contracting countries fix their respective tariffs, which may not, however, exceed their own domestic rates. Exceptionally, articles printed in relief for the special use of the blind will be charged in accordance with the rates given in the Union Postal Convention.

(3) Each Postal Administration shall communicate its tariff to the other.

*Article 6.**Delivery of correspondence.*

(1) Any correspondence originating in one of the contracting countries, addressed for delivery in the other and fully prepaid according to the tariff of the country of origin, shall be delivered to the addressee free of charge. On mail matter for Sinkiang or Mongolia the Chinese Postal Administration shall be at liberty to collect a supplementary postage not exceeding the difference between its own ordinary domestic tariff and its special domestic tariff to those two areas.

(2) Correspondence intended for express delivery or addressed poste restante may, however, be liable, when delivered, to special charges in accordance with the stipulations of the Union Postal Convention.

*Article 7.**Taxed correspondence.*

For unpaid or insufficiently prepaid correspondence exchanged between the two contracting countries, the Postal Administration of destination shall collect from the addressee a charge equal to double the amount of deficiency according to the tariff of the Postal Administration of origin.

*Article 8.**Correspondence with special marks.*

(1) Printed matter and newspapers bearing special marks, such as “約束郵便” (mails under contract) and all articles of correspondence marked “切手別納郵便” (postage paid), in lieu of postage stamps, shall be considered as duly prepaid and dealt with accordingly. The Postal Administrations of the two contracting countries shall communicate to each other the special marks they adopt.

(2) The correspondence mentioned in the preceding paragraph shall not be redirected to a third country.

*Article 4.**Dépêches closes expédiées par vapeurs.*

La livraison et la réception des dépêches closes expédiées par l'un des pays contractants et destinées à être transportées par vapeurs de l'autre pays contractant s'effectueront directement entre les agents des bureaux de poste du lieu de transfert, d'une part, et les agents des bureaux de poste maritime ou les officiers chargés de ce service à bord des navires, d'autre part.

*Article 5.**Catégories de correspondance et tarifs.*

1. Les catégories ainsi que les limites de dimensions et de poids des correspondances seront fixées de commun accord entre les administrations postales des deux pays contractants.

2. Les administrations postales des deux pays contractants établissent leurs tarifs respectifs qui ne sauraient, toutefois, dépasser leurs tarifs intérieurs. Par exception, les articles de correspondance imprimés en relief et destinés à l'usage spécial des aveugles seront soumis aux droits fixés par la Convention de l'Union postale.

3. Chaque administration postale donnera à l'autre communication de son tarif.

*Article 6.**Remise de la correspondance.*

1. Toute correspondance, émanant de l'un des pays contractants, destinée à être remise dans l'autre pays et dûment affranchie conformément au tarif du pays d'origine, sera remise gratuitement au destinataire. L'Administration des postes chinoises sera autorisée, dans le cas des envois à destination de Sinkiang ou de Mongolie, à percevoir un droit supplémentaire ne dépassant pas la différence qui existe entre son propre tarif intérieur et son tarif intérieur spécial pour ces deux régions.

2. La correspondance à remettre par exprès ou adressée poste restante peut toutefois, à la remise, faire l'objet de droits spéciaux, conformément aux dispositions de l'Union postale.

*Article 7.**Correspondance taxée.*

Dans le cas d'échange de correspondances non affranchies ou insuffisamment affranchies entre les deux pays contractants, l'administration postale destinataire percevra du destinataire une taxe équivalente au double du montant de l'insuffisance, conformément au tarif de l'administration postale du lieu d'origine.

*Article 8.**Correspondance portant des empreintes d'affranchissement spéciales.*

1. Les imprimés et journaux portant des empreintes spéciales comme «*約束郵便*» (dépêches transportées aux termes d'un contrat), et tous les objets de correspondance marqués «*切手別納郵便*» (port payé) au lieu d'être affranchis au moyen de timbres-poste, seront considérés comme dûment affranchis et traités en conséquence. L'administration postale de chaque pays contractant fera connaître à l'autre les empreintes spéciales adoptées par elle.

2. La correspondance mentionnée au paragraphe précédent ne pourra être réexpédiée à un pays tiers.

*Article 9.**Trade charges.*

(1) Registered articles with trade charges shall be accepted and delivered at the post offices specially designated.

The Postal Administrations of the two contracting countries shall communicate to each other the names of such offices.

(2) The amount of trade charge shall be expressed in Japanese currency, the maximum of which is fixed at one thousand yen per article.

(3) The stipulations of the Union Postal Convention are applicable as regards the trade charge fee and the collection fee on registered articles with trade charges.

(4) Articles with trade charges shall bear on the address side the words “代金引換” or “代物主収價” written in a prominent manner, followed by the indication of the amount of the trade charge. Moreover, two horizontal lines in red must be drawn on the address side of such articles.

*Article 10.**Transmission.*

(1) Each of the contracting countries shall securely convey mails by the most direct route and by the most expeditious means of conveyance available for its own mails of the same kind.

(2) The Postal Administration of each contracting country shall communicate to the other, from time to time, the organisation and movements of the regular railway, steamer and other services available for the conveyance of the mails of the other Postal Administration as well as the mail schedule.

*Article 11.**Transit charges on mails.*

(1) The mails of one of the contracting countries conveyed by the service of the other are subject to the territorial or maritime transit charges in accordance with the stipulations of the Union Postal Convention, to be credited to the Postal Administration whose services participate in the conveyance. It is provided, however, that the territorial conveyance throughout Japanese services is considered as service of one Postal Administration.

(2) Any conveyance on the Yangtze-kiang is considered as maritime transit.

(3) Charges for transport of mails by means of services or ships independent of the Postal Administrations of the two contracting countries will be settled under the terms agreed between the interested parties.

*Article 12.**Transit statistics.*

Transit charges shall be settled between the two contracting countries on the basis of the statistics to be taken every three years, in accordance with the Union Postal Convention.

The statistics of 1924 shall exceptionally apply to the years 1923 to 1926 inclusive.

*Article 9.**Envois contre remboursement.*

1. La réception et la remise des envois recommandés et expédiés contre remboursement s'effectueront aux bureaux de poste spécialement désignés à cet effet.

Les administrations postales des deux pays contractants se communiqueront l'une à l'autre le nom de ces bureaux.

2. Le montant du remboursement sera exprimé en monnaie japonaise et le maximum en sera fixé à 1.000 yen par envoi.

3. Les dispositions de la Convention de l'Union postale s'appliquent au droit de remboursement et à la perception des droits sur les envois recommandés et grevés de remboursement.

4. Les envois grevés de remboursement porteront sur le côté de l'adresse, et d'une façon apparente, les mots « 代金引換 » ou « 代物主収價 » ainsi que le montant du remboursement à percevoir.

En outre, ils porteront sur l'adresse deux lignes horizontales en rouge.

*Article 10.**Transmission.*

1. Chacun des pays contractants transportera avec soin les dépêches par la voie la plus directe et la plus rapide, en utilisant les moyens de transport dont il dispose pour les dépêches de même catégorie dans son propre service.

2. L'administration des postes de chacun des pays contractants renseignera de temps à autre l'autre pays sur l'organisation et sur le mouvement des chemins de fer en service régulier, des navires et autres moyens disponibles pour le transport des dépêches de l'autre pays contractant et lui fournira, en même temps, une liste des services de dépêches.

*Article 11.**Droit de transit sur les dépêches.*

1. Les dépêches de l'un des pays contractants transportées par le service de l'autre sont sujettes aux droits de transit territoriaux et maritimes établis conformément aux dispositions de la Convention de l'Union postale. Ces droits sont inscrits au crédit de l'administration postale dont les services sont utilisés pour le transport. Toutefois, il est stipulé que, dans tout le rayon des services postaux japonais, le transport territorial est considéré comme relevant d'une administration postale unique.

2. Tous les transports effectués sur le Yangtsekiang sont considérés comme transit maritime.

3. Les frais de transport des dépêches par des services ou par des navires ne dépendant pas de l'administration postale des deux pays contractants, seront réglés d'un commun accord entre les deux parties intéressées.

*Article 12**Relevés de transit.*

Le règlement des droits de transit s'effectuera entre les pays contractants d'après les relevés dressés tous les trois ans, conformément à la Convention de l'Union postale.

Par exception, les relevés de 1924 s'appliqueront aux années 1923 à 1926 incluse.

*Article 13.**Responsibility.*

(1) In case of the loss of a registered article, the country in the service of which the loss took place shall be held responsible in accordance with the stipulations of the Union Postal Convention, except that the indemnity shall be twenty-five gold francs.

(2) In case where a closed mail has been lost or damaged, or its contents abstracted, the responsibility shall be assumed in accordance with the stipulations of the preceding paragraph only in respect of the missing registered articles contained in the said mails.

*Article 14.**Application of the Union Postal Convention.*

The stipulations of the Union Postal Convention as well as the Regulations thereof shall remain applicable as regards every postal relation between the two contracting countries not provided for in the present Agreement.

*Article 15.**Validity of the Agreement.*

(1) The present Agreement is drawn up in the Chinese, Japanese and English languages. In case of any disagreement in regard to its interpretation the difference shall be decided by the English text.

(2) This Agreement shall come into force on the day to be agreed upon by the two Postal Administrations.

(3) The contracting countries may, at any time, by common consent, make in this Agreement any such modifications as they may find necessary.

(4) Either country may cancel this Agreement by giving six months' notice.

(5) This Agreement shall supersede, on the day on which it comes into force, the Agreement setting forth the relations established between the Imperial Postal Administration of China and the Imperial Postal Administration of Japan, signed at Peking on February 9, 1910.

Done in duplicate and signed at Peking on December 8, 1922.

On behalf of the Government
of the Republic of China :
LIOU FOU-TCHENG.

On behalf of the Government
of the Empire of Japan :
YUKICHI OBATA.

*Article 13.**Responsabilités.*

1. En cas de perte d'un envoi recommandé, le pays dans le service duquel la perte a eu lieu sera considéré comme responsable, conformément aux dispositions de la Convention de l'Union postale ; toutefois, l'indemnité sera fixée à vingt-cinq francs-or.

2. Si une dépêche close a été perdue ou avariée ou si le contenu en a été dérobé, la responsabilité sera fixée conformément aux dispositions du paragraphe précédent, mais seulement en ce qui concerne la perte des envois recommandés contenus dans la dite dépêche.

*Article 14.**Application de la Convention de l'Union postale.*

Les dispositions de la Convention de l'Union postale et du règlement d'exécution qui s'y rattachent resteront applicables à toutes les relations postales des deux pays contractants que ne prévoit pas le présent Accord.

*Article 15.**Validité du présent Accord.*

1. Le présent Accord est rédigé en chinois, en japonais et en anglais. En cas de différend soulevé par l'interprétation du dit Accord, le texte anglais fera foi.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à une date à convenir par les deux administrations postales.

3. Les pays contractants pourront, à tout moment, apporter de concert au présent Accord les modifications qu'ils jugeront nécessaires.

4. Chaque pays peut annuler le présent Accord en donnant à l'autre six mois de préavis.

5. Le présent Accord remplacera, à partir du jour où il entrera en vigueur, l'accord antérieur conclu entre l'Administration impériale des Postes chinoises et l'Administration impériale des Postes japonaises signé à Pékin, le 9 février 1910.

Fait en double expédition et signé à Pékin le 8 décembre 1922.

Pour le Gouvernement
de la République de Chine :
LIOU FOU-TCHENG.

Au nom du Gouvernement
impérial du Japon :
YUKICHI OBATA.

N° 520.

CHINE ET JAPON

Accord concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée entre les deux pays, signé à Pékin le 8 décembre 1922.

CHINA AND JAPAN

Agreement concerning the exchange of insured letters and boxes between the two countries, signed at Peking, December 8, 1922.

支那共和國政府ヲ代表シ 劉符誠
日本帝國政府ヲ代表シ 小幡酉吉

第十條 約定ノ效力

一本約定ハ日本文支那文及英吉利文ニテ作成ス約定ノ解釋ニ關シ一
致セサル場合ニ於テハ其ノ相違ハ英吉利文ノ本文ニ依リ之ヲ決定
ス

二此ノ約定ハ兩郵政廳ニ於テ取極ムヘキ日ヨリ之ヲ實施ス

三締約國ハ何時ニテモ協議ヲ以テ此ノ約定ニ其ノ必要ト認ムル修正
ヲ爲スコトヲ得

四各國ハ六月前ニ通知シテ此ノ約定ヲ廢止スルコトヲ得

中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日北京ニ於テ二通
ヲ作成シ之ニ署名ス

書ニ從ヒ當分ノ内之ヲ停止ス

第七條 代金引換

代金引換ノ價格表記書狀及箱物ニ付テハ第二條ニ記載スル約定第九ノ條規定ヲ準用ス

第八條 稅關告知書

價格表記箱物ノ稅關告知書ニ付テハ中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日兩締約國間ニ締結シタル小包郵便物交換ニ關スル約定第十一條ノ規定ヲ準用ス

第九條 聯合ノ約定ノ適用

兩締約國間ノ價格表記書狀及箱物ニ關スル郵便上ノ關係及責任ニ付テハ本約定ニ定ムルモノヲ除クノ外聯合ノ價格表記書狀及箱物交換約定及其ノ施行規則ノ規定ヲ適用スヘキモノトス

便料及内國書留料

(三)書狀及箱物トモ表記金額百二十圓(元)毎又ハ其ノ端數毎ニ二十錢(仙)ノ率ニ依ル價格表記料

第五條 閉囊ノ托送

兩締約國ノ一方カ其ノ郵便局間ニ交換スル價格表記書狀又ハ箱物ヲ包有スル閉囊ヲ他方ノ媒介ニ依リ差立ツルトキハ該閉囊ニハ在中各書狀又ハ箱物ノ差出局番號名宛地及表記金額ヲ記載スル特別ノ送記ヲ別ニ封皮ニ納メ添附スヘシ

第六條 價格表記料

一第四條ノ(三)ニ定ムル十錢(仙)ノ價格表記料中四錢(仙)ハ海路遞送ヲ擔當スル郵政廳ニ又二錢(仙)ハ之ヲ名宛國ニ支拂フヘシ

二此ノ料金ノ計算ハ聯合ノ價格表記書狀及箱物交換約定ノ最終議定

用
ス

第三條 價格表記取扱局及表記金額ノ最高限

一價格表記書狀及箱物ハ特ニ指定スル郵便局ニ於テ之カ引受及配達
ヲ爲スモノトス

二兩締約國ノ郵政廳ハ此等ノ郵便局名ヲ相互ニ通知スヘシ

三價格表記書狀及箱物ノ表記金額ハ差出國ノ通貨ニテ之ヲ表示ス其
ノ最高限ハ郵便物一箇ニ付一千圓(元)トス

第四條 料金率

價格表記書狀及箱物ノ料金ハ左ノ諸料金ヨリ成ル

(一)書狀ニ付テハ締約國間ニ交換スル書留書狀ニ適用スベキ郵便
料及書留料

(二)箱物ニ付テハ聯合ノ價格表記書狀及箱物交換約定ニ定ムル郵

No. 520.

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

Official English, Chinese and Japanese texts forwarded by the Chinese Representative on the Council of the League of Nations. The registration of this Agreement¹ took place November 16, 1923.

支那共和國及日本帝國間價格表記書狀及箱物交換ニ關スル約定
支那共和國及日本帝國間ニ於ケル價格表記書狀及箱物ノ交換ハ以下
記載スル條件ニ依ルヘシ

第一條 約定ヲ適用スル郵便物

一本約定ハ兩締約國ノ一方ヲ發シ他方ニ宛ツル價格表記書狀及箱物
ニ之ヲ適用ス

二此ノ約定中遞送價格表記料及責任ニ關スル他方ノ内國價格表記書
狀及箱物ニモ亦之ヲ適用ス

第二條 價格表記書狀及箱物ノ交換

兩締約國間ニ於ケル價格表記書狀及箱物ノ交換並其ノ托送ニ付テハ
中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日兩締約國間ニ締
結シタル郵便物交換ニ關スル約定第二條第三條及第四條ノ規定ヲ準

¹ This Agreement came into force January 1, 1923.

代表中華民國政府 劉符誠
代表日本帝國政府 小幡酉吉

四兩國中任何一國如於六箇月前預先通知均得將本協定取銷
本協定備有兩份於中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八
日在北京簽押

第八條 報稅清單

兩締定國於中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日所訂互換包裹協定內第十一條所載之各項規定對於保險箱匣所需之報稅清單亦適用之

第九條 聯郵協約之適用

兩締定國中關於互換保險信函及箱匣所有一切之郵務關係及責成如未爲本協定所規定者應適用國際互換保險信函及箱匣之協約所載各項之規定及其施行細則辦理

第十條 本協定之效力

一本協定係以華文日文及英文繕備如遇解釋上有異議時應以英文爲斷
二本協定自兩郵政所協定之日施行
三兩締定國如遇本協定內有應須修改之處經雙方同意後得隨時修改

第五條 封固總包之交運

如遇兩締定國中之此一國須將保險信函或箱匣裝入於封固總包之內經由彼一國之居間於自轄各郵局之間彼此互寄者則該項封固總包必須隨附特別寄信清單裝入另備之封套之內該清單內應將原寄局之局名號數投遞處所以及包內所裝每一信函或箱匣之保險價值一一列明

第六條 保險費

一依照本協定第四條丙節之規定所收保險費十錢(分)應以四錢(分)付給擔任海運車務之郵政以二錢(分)交付投遞國

二按照國際保險信函及箱匣協約之續約所規定所有是項資費暫不記帳

第七條 代收物價

本協定第二條所稱之協定其第九條所載各項規定對於代收物價之保險信函及箱匣亦適用之

第三條 參與互換事務之郵局以及保險價額之最高限度

一 保險信函及箱匣應由特別指定之郵局收寄及投遞

二 兩締定國之郵政應將此項郵局之局名彼此通知

三 保險信函及箱匣之保險價值應以原寄國之幣制書寫其最高限度定爲每件日幣一千圓(元)

第四條 資例

保險信函及箱匣之資費計算如左

甲 對於信函得適用兩締定國彼此互換掛號信函之郵費及資費

乙 對於箱匣應適用國際保險信函及箱匣協約內所載之郵費另外加收國內掛號費

丙 對於信函及箱匣之保險費每保險日幣一百二十圓(元)或其畸零應收費日幣十錢(分)

No. 520.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels anglais, chinois et japonais, communiqués par le représentant de la Chine au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord¹ a eu lieu le 16 novembre 1923.

中日互換保險信匣協定

中華民國及日本帝國互換保險信函及箱匣之協定

中華民國及日本帝國兩國間互換保險信函及箱匣應按左列之辦法辦理

第一條 適用本協定之郵件

一本協定適用於發自兩締定國中之此一國寄往彼一國之保險信函及箱匣

二本協定內關於運輸保險費以及責成之各項規定亦得適用於締定國中之此一國交與彼一國轉運之國內保險信函及箱匣

第二條 保險信函及箱匣之互換

兩締定國於中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日締結之互換郵件協定第二第三第四條內所載之各項規定對於兩締定國彼此互換及交運保險信函及箱匣亦適用之

¹ Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1923.

No. 520. — AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF INSURED LETTERS AND BOXES BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE EMPIRE OF JAPAN, SIGNED AT PEKING, DECEMBER 8, 1922.

The exchange of insured letters and boxes between the Republic of China and the Empire of Japan shall be regulated according to the conditions hereunder stated.

Article 1.

Articles to which the Agreement applies.

(1) The present Agreement applies to insured letters and boxes originating in one of the two contracting countries and intended for the other.

(2) The stipulations of this Agreement relating to transmission, insurance fee and responsibility also apply to domestic insured letters and boxes of one of the contracting countries consigned to the service of the other for transmission.

Article 2.

Exchange of insured letters and boxes.

The stipulations of Articles 2, 3 and 4 of the Agreement concerning the Exchange of Correspondence concluded between the two contracting countries on December 8, 1922, are applied as regards the exchange and the consignment for transmission of insured letters and boxes between the two contracting countries.

Article 3.

Post offices participating in the service, and the maximum of insured value.

(1) Insured letters and boxes shall be accepted and delivered at the Post Office specially designed.

(2) The Postal Administrations of the two contracting countries shall communicate to each other the names of such offices.

(3) The amount of insured value of the insured letters and boxes shall be expressed in the currency of the country of origin, the maximum of which is fixed at one thousand yen (dollars) per article.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 520. — ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DES LETTRES ET DES BOÎTES AVEC VALEUR DÉCLARÉE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET L'EMPIRE DU JAPON, SIGNÉ A PÉKIN LE 8 DÉCEMBRE 1922.

L'échange de lettres et de boîtes avec valeur déclarée entre la République de Chine et l'Empire du Japon sera régi par les dispositions suivantes :

Article 1.

Envois auxquels s'applique le présent Accord.

1. Le présent Accord s'applique aux lettres et boîtes avec valeur déclarée en provenance de l'un des deux pays contractants et à destination de l'autre.
2. Les dispositions du présent Accord relatives à la transmission, aux droits d'assurance et à la responsabilité s'appliquent également aux lettres et boîtes avec valeurs déclarées du service intérieur de l'un des pays contractants consignées à l'autre pays pour transmission.

Article 2.

Echange de lettres et de boîtes avec valeur déclarée.

Les dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'Accord relatif à l'échange de correspondances conclu entre les deux pays contractants le 8 décembre 1922, s'appliquent à l'échange de lettres et de boîtes avec valeur déclarée entre les deux pays contractants et à la consignation de ces articles pour la transmission.

Article 3.

Bureaux de poste affectés à ce service et maximum de la valeur déclarée.

1. La réception et la remise des lettres et boîtes avec valeur déclarée s'effectuera aux bureaux de poste spécialement désignés à cet effet.
2. Les administrations postales des deux pays contractants se communiqueront l'une à l'autre les noms de ces bureaux.
3. Le montant de la valeur déclarée des lettres et boîtes expédiées avec valeur déclarée sera exprimé dans la monnaie du pays d'origine, le maximum étant fixé à 1.000 yen (dollars) par article.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

*Article 4.**Rates.*

The charges of insured letters and boxes are made up as follows :

(1) For letters, the postage and fee applicable to a registered letter exchanged between the contracting countries.

(2) For boxes, the postage given in the Union Agreement concerning the exchange of insured letters and boxes, and, in addition, the domestic registration fee.

(3) For both letters and boxes, the insurance fee at the rate of ten sen (cents) for each one hundred and twenty yen (dollars) insured or fraction thereof.

*Article 5.**Consignment for transmission of closed mails.*

In case one of the two contracting countries despatches closed mails containing insured letters or boxes to be exchanged between its own post offices through the intermediary of the other, such closed mails shall be accompanied by special way-bills enclosed in separate covers, showing the office of origin, number, destination and insured value of each letter or box contained therein.

*Article 6.**Insurance fee.*

(1) Of the insurance fee of ten sen (cents) fixed in Article 4 (3), four sen (cents) shall be payable to the Postal Administration undertaking transit by sea and two sen (cents) to the country of destination.

(2) The accounting for these fees is provisionally suspended in accordance with the Final Protocol of the Union Agreement concerning the exchange of insured letters and boxes.

*Article 7.**Trade charges.*

The stipulations of Article 9 of the Agreement mentioned in Article 2 apply to insured letters and boxes with trade charges.

*Article 8.**Customs declarations.*

The stipulations of Article 11 of the Agreement concerning the Exchange of Postal Parcels concluded between the two contracting countries of December 8, 1922, are applied as regards customs declarations for insured boxes.

*Article 9.**Application of the Union Agreement.*

The stipulations of the Union Agreement concerning the exchange of insured letters and boxes, as well as the regulations thereof, shall remain applicable as regards every postal relation concerning,

*Article 4.**Taxes.*

Les taxes à percevoir sur les lettres et boîtes expédiées avec valeur déclarée sont établies comme suit :

1. Pour les lettres, l'affranchissement et le droit qui s'appliquent aux lettres recommandées échangées entre les pays contractants.
2. Pour les boîtes, l'affranchissement prévu par l'accord de l'Union sur l'échange des lettres et boîtes avec valeur déclarée, plus le droit de recommandation du service intérieur.
3. Pour les lettres et boîtes, un droit à percevoir sur valeur déclarée au taux de 10 sen (cents) par somme de 120 yen (dollars) ou fraction de la dite somme.

*Article 5.**Consignation en transit de dépêches closes.*

Dans le cas où l'un des deux pays contractants expédie des sacs postaux clos renfermant également des lettres ou boîtes avec valeur déclarée, à échanger entre les bureaux de poste de son propre service, par l'intermédiaire de l'autre, il sera joint auxdits envois, des lettres de voiture spéciales sous pli séparé indiquant le bureau d'origine, le numéro d'ordre, l'adresse et la valeur déclarée de chaque lettre ou boîte qui y est contenue.

*Article 6.**Droits d'assurance.*

1. Sur le droit de 10 sen (cents) établi en vertu de l'article 4 (§ 3) une fraction de 4 sen (cents) reviendra à l'administration des postes chargée du transit par voie de mer et une fraction de 2 sen (cents) au pays de destination.
2. Le décompte de ces droits est temporairement suspendu conformément au protocole final de la Convention de l'Union relative à l'échange de lettres et boîtes avec valeur déclarée.

*Article 7.**Remboursements.*

Les dispositions de l'article 9 de l'Accord mentionné à l'article 2, s'appliquent aux lettres et boîtes avec valeur déclarée, grevées de remboursement.

*Article 8.**Déclaration en douane.*

Les dispositions de l'article 11 de l'Accord relatif à l'échange de colis postaux conclu entre les parties contractantes le 8 décembre 1922 s'appliquent également aux boîtes avec valeur déclarée, pour ce qui concerne la déclaration en douane.

*Article 9.**Application de la Convention de l'Union.*

Les dispositions de la Convention de l'Union relatives à l'échange de lettres et boîtes avec valeur déclarée et celles du règlement d'exécution de la dite Convention resteront applicables à

and responsibility for, insured letters and boxes exchanged between the two contracting countries not provided for in the present Agreement.

Article 10.

Validity of the Agreement.

(1) The present Agreement is drawn up in the Chinese, Japanese and English languages. In case of any disagreement in regard to its interpretation, the difference shall be decided by the English text.

(2) This Agreement shall come into force on the day to be agreed upon by the two Postal Administrations.

(3) The contracting countries may, at any time, by common consent, make in this Agreement any such modifications as they may find necessary.

(4) Either country may cancel this Agreement by giving six months' notice.

Done in duplicate and signed at Peking on December 8, 1922.

On behalf of the Government of the Republic of China
LIU FOU-TCHENG.

On behalf of the Government of the Empire of Japan
YUKICHI OBATA.

toutes les relations postales et toutes les questions de responsabilité afférentes aux lettres et boîtes avec valeur déclarée échangées entre les deux pays contractants, et que ne prévoit pas le présent Accord.

Article 10.

Validité du présent Accord.

1. Le présent Accord est rédigé en chinois, en japonais et en anglais. En cas de différend soulevé par l'interprétation du dit accord, le texte anglais fera foi.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à une date à convenir par les deux administrations postales.

3. Les pays contractants pourront, à tout moment, à une date quelconque, apporter de concert au présent Accord les modifications qu'ils jugeront nécessaires.

4. Chaque pays peut annuler le présent Accord en donnant à l'autre six mois de préavis.

Fait en double expédition et signé à Pékin le 8 décembre 1922.

Pour le Gouvernement de la République de Chine :
LIOU FOU-TCHENG.

Pour le Gouvernement impérial du Japon :
YUKICHI OBATA.

N° 521.

CHINE ET JAPON

Accord au sujet de l'échange des
mandats-poste entre les deux
pays, signé à Pékin le 8 décembre
1922.

CHINA AND JAPAN

Agreement concerning the exchange
of money orders between the two
countries, signed at Peking, De-
cember 8, 1922.

乙號

[illegible]

千九百二十年 月 日 三於テ

附錄

國郵政歸
號葉
國振出
國宛郵便爲替目錄
千九百二十年
目錄第
第

[illegible]

附
錄

一本約定ハ日本文支那文及英吉利文ニテ作成ス約定ノ解釋ニ關シ一
致セサル場合ニ於テハ其ノ相違ハ英吉利文ノ本文ニ依リ之ヲ決定
ス

二此ノ約定ハ兩郵政廳ニ於テ取極ムヘキ日ヨリ之ヲ實施ス

三締約國ハ何時ニテモ協議ヲ以テ此ノ約定ニ其ノ必要ト認ムル修正
ヲ爲スコトヲ得

四各國ハ六月前ニ通知シテ此ノ約定ヲ廢止スルコトヲ得

中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日北京ニ於テ二
通ヲ作成シ之ニ署名ス

支那共和國政府ヲ代表シ 劉符誠
日本帝國政府ヲ代表シ 小幡酉吉

ヲ他方ノ郵政廳ニ通知スヘシ必要ナルトキハ電信ニ依ル

第九條

郵便爲替券ハ兩締約國間ニ於テハ封皮ニ納メ書留郵便ニ依リ送付スヘシ

第十條

各郵政廳ハ公衆ヨリ他方ノ郵政廳ト爲替業務ヲ施行スル第三國ニ宛ツル爲替ノ振出ノ請求ヲ受ケタルトキハ他方ノ郵政廳ノ媒介ニ依リ之ヲ振出スコトヲ得

第十一條

締約國ハ成ルヘク速ニ支那國及日本國間ニ電信爲替業務ヲ開始スルコトヲ約ス

第十二條

手又ハ一覽拂爲替手形ヲ使用シ支那國郵政廳ハ東京又ハ橫濱ヲ支拂地トスル小切手又ハ一覽拂爲替手形ヲ使用スヘシ

三各郵政廳ハ每月末差出人ニ拂戻ノ爲他方ノ郵政廳ヨリ返送ヲ受ケタル自廳振出爲替ノ目錄ヲ作成スヘシ其ノ總額ハ翌月作成スル最初ノ爲替目錄ノ總額ヨリ之ヲ控除スルモノトス返送爲替目錄ハ附錄乙號雛形ニ從ヒ之ヲ作成シ翌月ノ最初ノ甲號目錄ニ添附スヘシ四後日發見シタル計算上ノ相違ハ最近ノ爲替目錄ニ於テ之ヲ更正スルモノトス

第八條

支那國及日本國間ニ於ケル郵便爲替ノ交換ハ兩郵政廳ノ協議ヲ以テ定ムル交換局ヲ經テ之ヲ取扱フ各郵政廳非常ノ場合ニ於テ其ノ交換局中ニ爲替業務ヲ停止スルノ必要ヲ認メタル局アルトキハ其ノ事實

四拂渡郵政廳受取リタル爲替目錄ニ爲替ノ登記洩其ノ他ノ事故アル
コトヲ發見シタルトキハ差立郵政廳ニ之ヲ詳報スヘシ

第六條

郵便爲替ノ差出人及受取人カ日本人及支那人ナルトキ又ハ日本人若
ハ支那人ナルトキハ數字ヲ以テ記入スヘキ金額欄ニ亞刺比亞數字ヲ
以テ金額ヲ記入スルノ外爲替ノ細項ハ日本文字又ハ支那文字ヲ以テ
之ヲ表示スヘシ其ノ他ノ場合ニ於テハ爲替ノ細項ハ英吉利語又ハ佛
蘭西語ヲ以テ表示シ羅甸文字及亞刺比亞數字ヲ用フヘシ

第七條

一各郵政廳ハ第五條第一項ノ爲替目錄發送後直ニ其ノ總額ヲ他方ノ
郵政廳ニ支拂フヘシ

二前項ノ支拂ニハ日本國郵政廳ハ上海又ハ橫濱ヲ支拂地トスル小切

四振出郵政廳ハ無料ニテ振出シタル爲替ヲ除キ第五條第一項ノ爲替
目錄ノ總金額ノ千分ノ一ヲ手數料トシテ拂渡郵政廳ニ支拂フヘシ

第五條

一各郵政廳ハ毎月曜日前週中ニ所屬郵便局ヨリ通知ヲ受ケタル振出
爲替ノ細項ヲ附錄甲號雛形ニ從ヒ作成シタル爲替目錄ニ依リ他方
ノ郵政廳ニ通知スヘシ

萬國郵便聯合爲替約定ニ依リ無料ニテ振出サレタル爲替ニ對シテ
ハ目錄ノ備考欄ニ「無料爲替」ノ表示ヲ爲スヘシ

二爲替目錄ニハ逐次番號ヲ附シ毎年第一號ヨリ始ムヘシ

三爲替目錄踪跡不明ト爲リタルトキハ受取郵政廳ハ直ニ之ヲ請求ス
ヘシ此ノ場合ニ於テハ差立郵政廳ハ證明ヲ附シタル目錄複本ヲ遲
滯ナク受取郵政廳ニ送付スヘシ

二百七十圓(元)迄	七十錢(仙)
三百圓(元)迄	七十五錢(仙)
三百三十圓(元)迄	八十錢(仙)
三百六十圓(元)迄	八十五錢(仙)
四百圓(元)迄	九十錢(仙)
二小包郵便物以外ノ代金引換郵便物ノ取立金ニ對スル郵便爲替ノ料	
金ハ四百圓(元)迄ハ前項ノ割合ニ依リ之ヲ徵收シ以上八百圓(元)	
迄ハ四十圓(元)又ハ其ノ端數毎ニ五錢(仙)八百圓(元)ヲ超過スル	
金額ニ付テハ五十圓(元)又ハ其ノ端數毎ニ五錢(仙)ヲ加徵ス	
三締約國間ニ交換スル郵便爲替ノ拂渡通知書及取戻又ハ名宛變更ノ	
料金ハ支那國及日本國間通常郵便業務ニ於ケル類似ノ取扱ニ對ス	
ル料金ト同一トス	

二百四十圓	二百十圓	百八十圓	百五十圓	百二十圓	九十圓	六十圓	五十圓	四十圓	三十圓	二十圓	十圓
(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄	(元)迄

六十五錢	六十錢	五十五錢	五十錢	四十五錢	四十錢	三十五錢	三十錢	二十五錢	二十錢	十五錢	十錢
(仙)	(仙)	(仙)	(仙)	(仙)	(仙)	(仙)	(仙)	(仙)	(仙)	(仙)	(仙)

銀行賣相場郵便爲替拂渡ノ場合ハ銀行買相場ニ依リ之ヲ爲スヘシ
交換局ナキ地ノ換算割合ハ各郵政廳當該地ノ通貨ト爲替相場通知
地ノ通貨トノ差異ヲ斟酌シ内國郵便爲替料ヲ超過セサル範圍内ノ
打歩ヲ附シテ之ヲ定ムルコトヲ得

第三條

一郵便爲替一口ノ最高額ハ日本國通貨四百圓ト定ム代金引換郵便物
ノ取立金ニ對スル郵便爲替ニ在リテハ最高額ヲ一千圓トス各郵政
廳ハ一定ノ小郵便局ニ於テハ爲替ノ内拂ヲ爲スノ權利ヲ留保ス
二郵便爲替ノ金額ニハ一錢未滿ノ端數ヲ附スルコトヲ得ス

第四條

一支那國及日本國間ニ交換スル郵便爲替ノ料金ハ左ノ割合ニ依ル

五圓

(元)迄

五錢

(仙)

No. 521.

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

Official English, Chinese and Japanese texts communicated by the Chinese Representative on the Council of the League of Nations. The Registration of this Agreement¹ took place November 16, 1923.

支那共和國及日本帝國間郵便爲替交換ニ關スル約定

支那共和國及日本帝國間ニ於ケル郵便爲替ノ交換ハ以下記載スル條件ニ依ルヘシ

第一條

支那國及日本國間ニ於ケル郵便爲替ノ交換ハ本約定ニ定ムル事項ヲ除クノ外千九百二十年十一月三十日馬得里ニ於テ締結セラレタル萬國郵便聯合爲替約定及其ノ施行規則又ハ將來之ニ代ルヘキ約定及其ノ施行規則ノ規定ニ依ル

第二條

郵便爲替ノ全額ハ雙方トモ日本國通貨圓及錢ヲ以テ之ヲ表示スヘシ

二通貨相互ノ換算ハ交換局所在地ニ在リテハ郵便爲替振出ノ場合ハ

¹ This Agreement came into force January 1, 1923.

〇〇〇郵政

○○○國發往○○○國兌付而經退回發票國以便匯款繳還滙銀人之滙票清單
○○○○年○○月

[illegible]

○○○○年 月 日

.....

附件甲

〇〇〇〇年 〇〇〇〇 郵政 清單第 號

〇〇〇國發往〇〇〇國兌付之匯票清單第 頁

清單內登列 之次第號數	發 票 日 期			發 票 局 名 稱 及 隸 屬 之 省 分	匯 票 號 數	匯 票 款 數		備 考
	年	月	日			日 圓	錢	
共計.....								
按上列數目計算千分之一.....								
之酬費.....								
以上兩項共計.....								
按照所附退回匯票清單.....								
內應付之數目應行扣除之數.....								
應付〇〇郵政之數.....								

〇〇〇〇年 月 日

附
件

本協定備有兩分於中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日在北京簽押

代表中華民國政府 劉符誠

代表日本帝國政府 小幡酉吉

兩締定國彼此互寄之匯票須裝入封固信封之內作爲掛號郵件寄遞

第十條

如遇公衆請求兩郵政中之此一郵政向第三國開發匯票而該第三國業與彼郵政辦有匯票事務者則此一郵政得經由彼一郵政之居間任便開發此項匯票

第十一條

兩締定國彼此應允於中日兩國之間從速創辦電匯匯票事務

第十二條

- 一本協定係以華文日文及英文繕備如遇解釋上有異議時應以英文爲斷
- 二本協定自兩郵政所協定之日施行
- 三兩締定國如遇本協定內有應須修改之處經雙方同意後得隨時修改
- 四兩國中任何一國如於六箇月前預先通知均得將本協定取銷

三每月底每一郵政應將各該郵政所開發之滙票而經彼一郵政退回者造備清單一紙以便將滙款繳還滙銀人此項滙票之款項總數應自下月第一次所備之滙票清單所列之總數內扣除該項退回滙票之清單應按照本協定乙號附件之式樣繕備並應黏同下月第一號清單(即甲號附件)寄發

四倘以後查得帳目內有差誤之處則應於下一次之滙票清單內釐正

第八條

中日兩國互換滙票應經由兩郵政同意所指定之交換局經辦倘兩國郵政中無論某一郵政查得因有特別事故必須將該郵政所轄之交換局中任何一局之滙票事務停止者應將該項情事通知彼一郵政如遇必要時并須用電報通知

第九條

四如查得收到之滙票清單內有滙票漏登或他項錯誤情事兌票國之郵政應將其事之詳情通知發單國之郵政

第六條

如滙票之滙銀人及收銀人同爲中國人或同爲日本人或一方爲中國人一方爲日本人滙票之詳情應用中國字或日本字書寫但匯款之數目應用亞刺伯數目字於滙票相當之地方書明所有其他滙兌則滙票之詳情應用英文或法文書寫惟應用拉丁字母及亞刺伯數目字

第七條

一本協定第五條第一節所稱之清單一經發寄後每一郵政應立即將清單內所結之款項總數向彼一郵政交付

二上節所稱之付款日本郵政得用上海或橫濱可以兌付之支票或對換滙據交付中國郵政得用東京或橫濱可以兌付之支票或兌換滙據交付

四發票國郵政應按本協定第五條第一節所稱清單內所列滙票之總數向兌票國郵政交付酬費千分之一惟所開發之免費滙票不在此例

第五條

一每星期一日每此一郵政應向彼一郵政按照本協定甲號附件之式樣造送清單一紙將上一星期內各該郵政所轄之各郵局所報發出滙票之詳情列明

凡按國際郵政滙兌協約所載規定開發之免費滙票應依照此項滙票每號所登記之地位將(免費)字樣載入清單內之備考欄

二該項清單須編列挨次之號數該項號數每年自第一號起

三應收清單之郵政如查得清單有遺漏時應立即索取如遇此項情事發寄清單之郵政應從速向應收清單之郵政發寄副號清單一紙並批註證明其爲副號

日幣三百三十圓(元)以內

八十錢(分)

日幣三百六十圓(元)以內

八十五錢(分)

日幣四百圓(元)以內

九十錢(分)

二除郵政包裹外所有滙票係因代收物價之郵件而開發者如其滙款數目在日幣四百圓(元)以內則應按上節所列之資例收取滙費如其數目超過日幣四百圓(元)而在日幣八百圓(元)以內者則每日幣四十圓(元)或其畸零之數應另外加收滙費日幣五錢(分)其滙款數目超過日幣八百圓(元)者則每日幣五十圓(元)或其畸零之數另外加收滙費日幣五錢(分)

三凡兩協定國間互換之滙票如有索取匯銀執據或撤回或更改住址者則其資費應與中日兩國間尋常郵務中辦理此項同等事務所收之資費相等

日幣三十圓	(元)以內	二十錢	(分)
日幣四十圓	(元)以內	二十五錢	(分)
日幣五十圓	(元)以內	三十錢	(分)
日幣六十圓	(元)以內	三十五錢	(分)
日幣九十圓	(元)以內	四十錢	(分)
日幣一百二十圓	(元)以內	四十五錢	(分)
日幣一百五十圓	(元)以內	五十錢	(分)
日幣一百八十圓	(元)以內	五十五錢	(分)
日幣二百十圓	(元)以內	六十錢	(分)
日幣二百四十圓	(元)以內	六十五錢	(分)
日幣二百七十圓	(元)以內	七十錢	(分)
日幣三百圓	(元)以內	七十五錢	(分)

一項加收之資費其數不得超過國內匯票資費之數作爲彌補本地錢幣與彼知照匯兌價率地方之錢幣所生差別之數

第三條

一除匯票因代收郵件之物價而開發者其數得爲日幣一千圓外每紙匯票之最高價額定爲日幣四百圓其在某數處較小之郵局雙方郵政均得保留其分批兌付匯票之權

二每紙匯票之數目內不得含有日幣一錢以內之畸零

第四條

一中日兩國互換之匯票應按左列之資例收取匯費

日幣五圓	(元)以內	五錢	(分)
日幣十圓	(元)以內	十錢	(分)
日幣二十圓	(元)以內	十五錢	(分)

No. 521.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels anglais, chinois et japonais communiqués par le représentant de la Chine au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord¹ a eu lieu le 16 novembre 1923.

中日互換匯票協定

中華民國
日本帝國
互換匯票協定

中華民國及日本帝國兩國間互換匯票應按左列之辦法辦理

第一條

中日兩國間互換匯票除按本協定另有規定者不計外應遵照西歷一千九百二十年十一月三十日在馬得里締結之國際郵政匯兌協約及其所附之施行詳細規則或以後用以替代該項國際匯兌協約及其施行細則所締之協約及細則所載之規定辦理

第二條

一對於匯票之價值雙方均應用日本幣制（日圓及錢）書寫

二凡在設有交換局之地方遇有將此一幣制折合彼一幣制之時對於開發之滙票應按銀行賣出之價率折合對於兌付之滙票應按銀行買入之價率折合至於未設交換局之地方雙方郵政規定匯兌價率時得任便規定

¹ Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1923.

No. 521. — AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE EMPIRE OF JAPAN, SIGNED AT PEKING, DECEMBER 8, 1922.

The Exchange of Money Orders between the REPUBLIC OF CHINA and the EMPIRE OF JAPAN, shall be regulated according to the conditions hereunder stated.

Article 1.

The exchange of money orders between China and Japan shall be governed, unless otherwise provided for in the present Agreement, by the stipulations of the Universal Postal Union Money Order Agreement concluded at Madrid on November 30, 1920, and the Regulations for the execution thereof, or of any Agreement and the Regulations for the execution thereof which may in future be substituted therefor.

Article 2.

(1) The value of money orders, in both directions, shall be expressed in Japanese currency (yen and sen).

(2) At places where there are exchange offices, the conversion of one currency into the other shall, in the case of money orders issued, be effected at the bank selling-rate, and in the case of money orders cashed, at the bank buying-rate. At places where there are no exchange offices, either Postal Administration shall be at liberty, when fixing the exchange rate, to allow for the difference between the local currency and that of the place from whence the exchange rate is supplied, by charging an additional rate which shall not exceed the domestic money order fee.

Article 3.

(1) The maximum amount of a single money order is fixed at four hundred yen in Japanese currency, except that in the case of a money order issued for the amount collected on a postal article with a trade charge, it shall be one thousand yen. At certain small post offices either Postal Administration reserves the right to cash a money order by instalments.

(2) The amount of each money order shall not contain a fraction of a sen.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 521. — ACCORD AU SUJET DE L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE,
ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET L'EMPIRE DU JAPON,
SIGNÉ A PÉKIN LE 8 DÉCEMBRE 1922.

L'échange des mandats-poste entre la RÉPUBLIQUE DE CHINE et l'EMPIRE DU JAPON sera réglementé conformément aux dispositions ci-dessous :

Article 1.

L'échange des mandats-poste entre la Chine et le Japon sera régi, sauf dispositions contraires prévues au présent Accord, par les stipulations de l'Accord de l'Union postale universelle, concernant les mandats-poste, conclu à Madrid le 30 novembre 1920, ainsi que par les règlements d'application du dit Accord ou par tous autres accords et règlements d'application qui pourraient, dans l'avenir, y être substitués.

Article 2.

1. Le montant des mandats-poste expédiés dans l'un ou l'autre sens sera libellé en monnaie japonaise (yen et sen).

2. Dans les localités où il existe des bureaux de change, la conversion d'une monnaie dans l'autre sera effectuée, s'il s'agit d'émission de mandats-poste, au cours de vente des banques, et s'il s'agit de paiement de mandats-poste, au cours d'achat des banques. Dans les localités où il n'y a pas de bureaux de change, chacune des deux administrations postales aura la faculté, en fixant le taux du change, de tenir compte de la différence entre la valeur locale de la monnaie et la valeur à l'endroit où est établi le cours du change, et de percevoir, à cet effet, une taxe additionnelle, qui ne dépassera pas la taxe des mandats-poste intérieurs.

Article 3.

1. Le montant maximum est fixé, par mandats-poste, à 400 yen en monnaie japonaise ; toutefois, s'il s'agit d'un mandat concernant une somme devant être perçue à la livraison d'un envoi postal grevé d'un remboursement, le montant maximum est fixé à mille yen. Pour certains bureaux de poste peu importants, les deux administrations postales se réservent le droit de payer les mandats postaux par acomptes.

2. Le montant de chaque mandat-poste ne pourra comporter de fraction de sen.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

(1) The fee to be charged on a money order exchanged between China and Japan shall be in accordance with the following tariff :

Up to	5 yen (Dollars)		5 sen (cents)
» 10	»		10 »
» 20	»		15 »
» 30	»		20 »
» 40	»		25 »
» 50	»		30 »
» 60	»		35 »
» 90	»		40 »
» 120	»		45 »
» 150	»		50 »
» 180	»		55 »
» 210	»		60 »
» 240	»		65 »
» 270	»		70 »
» 300	»		75 »
» 330	»		80 »
» 360	»		85 »
» 400	»		90 »

(2) The fees for money orders issued for the amounts collected on postal articles with trade charges, other than postal parcels, shall be charged in accordance with the tariff in the preceding paragraph up to four hundred yen (dollars), with additional five sen (cents) per forty yen (dollars) or fraction thereof up to eight hundred yen (dollars), and five sen (cents) per fifty yen (dollars) or fraction thereof as regards amounts exceeding eight hundred yen (dollars).

(3) The fees for the advice of payment and the withdrawal or the change of address of a money order exchanged between the contracting countries shall be the same as those charged for analogous operations in the ordinary mail service between China and Japan.

(4) The issuing Postal Administration shall pay to the paying Postal Administration a commission of a thousandth ($1 \frac{0}{100}$) on the total amount of money orders on the list mentioned in the first paragraph of Article 5, with the exception of orders issued free of charge.

Article 5.

(1) Every Monday each Postal Administration shall communicate to the other by means of a list prepared in accordance with the annexed model "A" the particulars of money orders issued, of which it has been notified by its post offices during the preceding week.

The note "exempt from charge" shall be made in the "Remark" column in the list, against the entry relative to each money order issued free of charge by virtue of the Universal Postal Union Money Order Agreement.

(2) The lists shall bear serial numbers, commencing each year with No. 1.

(3) Any missing list shall be immediately applied for by the Postal Administration to which it should have been sent. In such case, the despatching Postal Administration shall forward without delay to the receiving Postal Administration a duplicate list duly certified as such.

Article 4.

1. Les taxes à percevoir sur les mandats-poste échangés entre la Chine et le Japon seront calculées selon le tarif suivant :

Jusqu'à	5 yen (dollars)		5 sen (cents)
» 10	»		10 »
» 20	»		15 »
» 30	»		20 »
» 40	»		25 »
» 50	»		30 »
» 60	»		35 »
» 90	»		40 »
» 120	»		45 »
» 150	»		50 »
» 180	»		55 »
» 210	»		60 »
» 240	»		65 »
» 270	»		70 »
» 300	»		75 »
» 330	»		80 »
» 360	»		85 »
» 400	»		90 »

2. Les taxes relatives aux mandats-poste émis pour les sommes encaissées à la livraison d'envois postaux (non compris les colis postaux) grevés de remboursements, seront calculées d'après le tarif reproduit au paragraphe précédent jusqu'à 4000 yen (dollars) ; pour les montants dépassant cette somme, il sera perçu une taxe supplémentaire de 5 sen (cents) par 40 yen (dollars) ou fraction de cette somme, jusqu'à 800 yen (dollars) et 5 sen (cents) par 50 yen (dollars) ou fraction de cette somme pour les montants dépassant 800 yen (dollars).

3. Les taxes pour les avis de paiement, le retrait ou le changement d'adresse d'un mandat-poste échangé entre les pays contractants, seront identiques à celles qui sont perçues pour des opérations analogues dans le service ordinaire du courrier entre la Chine et le Japon.

4. L'administration postale d'émission versera à l'administration postale de paiement une commission s'élevant à $\frac{1}{1000}$ (1 $\frac{0}{100}$) du montant total des mandats-poste figurant sur la liste mentionnée au § 1 de l'article 5 ; il ne sera pas tenu compte, pour le calcul, de cette commission des mandats émis en franchise de taxes.

Article 5.

1. Tous les lundis, chaque administration postale communiquera à l'autre, au moyen d'une liste établie conformément au modèle A ci-annexé, le relevé détaillé des mandats-poste émis, dont il lui a été donné avis par ses bureaux de poste durant la semaine écoulée.

L'indication « en franchise » sera portée sur la liste dans la colonne « Observations », en face de l'inscription relative à chacun des mandats-poste émis en franchise, en vertu de l'Accord de l'Union postale universelle concernant les mandats-poste.

2. Les listes porteront des numéros d'ordre, commençant chaque année par le N° 1.

3. Toute liste manquante sera immédiatement réclamée par l'administration postale qui aurait dû la recevoir. Dans ce cas, l'administration postale expéditrice transmettra sans retard à l'administration postale destinataire copie de la liste dûment certifiée conforme.

(4) In case of an omission of entry of an order or any other error being found in a money order list received, the paying Postal Administration shall communicate the particulars to the despatching Postal Administration.

Article 6.

When the remitter and the payee of a money order are Chinese and/or Japanese, the particulars of the order shall be indicated in Chinese or Japanese characters but the amount shall be entered in the appropriate spaces in Arabic figures. In other cases the particulars shall be indicated in the English or the French language, using Latin letters and Arabic figures.

Article 7.

(1) Immediately after the despatch of the list mentioned in the first paragraph of Article 5, each Postal Administration shall pay to the other the grand total of the list.

(2) For the payments provided for in the preceding paragraph the Japanese Postal Administration shall use cheques or demand drafts payable at Shanghai or Yokohama and the Chinese Postal Administration shall use cheques or demand drafts payable at Tokio or Yokohama.

(3) At the end of every month each Postal Administration shall make out a list of money orders of its own issue which have been returned from the other Postal Administration for the purpose of repayment to the remitters. The total amount of these orders shall be deducted from the grand total of the first money order list to be prepared in the following month. The list of money orders returned shall be prepared in accordance with the annexed model "B" and attached to the first list—model "A"—of the following month.

(4) Any difference in accounts which may be discovered subsequently shall be adjusted in the next money order list.

Article 8.

The exchange of money orders between China and Japan shall be performed through exchange offices to be determined by common consent of the two Postal Administrations. Should either Postal Administration find it necessary, in case of emergency, to suspend the money order service at any of its exchange offices, it shall communicate the fact, by telegraph if necessary, to the other Postal Administration.

Article 9.

Money orders shall be transmitted between the two contracting countries in closed envelopes by registered mail.

Article 10.

In case the public apply to one of the two Postal Administrations for the issue of money orders on any third country with which the other Postal Administration transacts money order business, the former Postal Administration shall be at liberty to issue such money orders through the medium of the latter Postal Administration.

Article 11.

The contracting countries agree to establish as early as possible a telegraphic money order service between China and Japan.

4. Si l'administration postale destinataire constate que l'on a omis d'inscrire un mandat-poste ou relève toute autre erreur dans une liste reçue, l'administration postale chargée du paiement est tenue de communiquer à l'administration postale expéditrice les renseignements nécessaires.

Article 6.

Lorsque l'expéditeur et le destinataire d'un mandat-poste sont Chinois et (ou) Japonais, le mandat sera établi en caractères chinois ou japonais, mais le montant sera inscrit dans les espaces réservés à cet effet en chiffres arabes. Dans les autres cas, le mandat sera établi en anglais ou en français au moyen de caractères latins et de chiffres arabes.

Article 7.

1. Dès l'envoi de la liste mentionnée au § 1 de l'article 5, chaque administration postale sera tenue de verser à l'autre le total général figurant sur la liste.

2. Pour les paiements prévus au paragraphe précédent, l'administration postale japonaise fera usage de chèques ou de traites à vue payables à Shanghai ou à Yokohama, et l'administration postale japonaise de chèques ou de traites à vue payables à Tokio ou à Yokohama.

3. A la fin de chaque mois, chaque administration postale établira une liste des mandats-poste émis par elle et retournés par l'autre administration postale, en vue d'être remboursés aux expéditeurs. Le montant total de ces mandats sera déduit du total général de la première liste de mandats établie le mois suivant. La liste des mandats-poste retournés sera dressée conformément au modèle B ci-annexé et sera jointe à la première liste du modèle A pour le mois suivant.

4. Toute différence qui pourrait être découverte par la suite dans les relevés de comptes fera l'objet d'un règlement dans la liste suivante.

Article 8.

L'échange de mandats-poste entre la Chine et le Japon s'effectuera par l'entremise de bureaux d'échange que les deux administrations postales fixeront d'un commun accord. Si l'une des administrations estime nécessaire, en cas d'urgence, de suspendre le service des mandats-poste dans l'un de ses bureaux d'échange, elle en avisera par télégraphe, s'il y a lieu, l'autre administration postale.

Article 9.

Les mandats-poste seront transmis entre les deux Etats contractants sous pli fermé et recommandé.

Article 10.

Dans le cas où l'une des deux administrations postales recevrait une demande d'émission de mandat-poste à destination d'un pays tiers avec lequel l'autre administration postale échange des mandats-poste, elle aura la faculté d'émettre ces mandats par l'entremise de cette dernière.

Article 11.

Les pays contractants conviennent de créer aussitôt que possible un service de mandats télégraphiques entre la Chine et le Japon.

Article 12.

(1) The present Agreement is drawn up in the Chinese, Japanese and English languages. In case of any disagreement in regard to its interpretation the difference shall be decided by the English text.

(2) This Agreement shall come into force on the day to be agreed upon by the two Postal Administrations.

(3) The contracting countries may, at any time by common consent, make in this Agreement any such modifications as they may find necessary.

(4) Either country may cancel this Agreement by giving six months' notice.

Done in duplicate and signed at Peking on the 8th of December 1922.

On behalf of the Government of the Republic of China :
LIOU FOU-TCHENG.

On behalf of the Government of the Empire of Japan :
YUKICHI OBATA.

Article 12.

1. Le présent Accord a été établi en chinois, en japonais et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais fera foi.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à une date qui sera fixée par les deux administrations postales.

3. Les pays contractants peuvent en tout temps apporter au présent Accord les modifications qu'elles pourraient juger nécessaires.

4. Chacune des Puissances contractantes peut dénoncer le dit Accord moyennant un préavis de six mois.

Fait en double exemplaire et signé à Pékin le 8 décembre 1922.

Au nom du Gouvernement de la République de Chine :
LIOU FOU-TCHENG.

Au nom du Gouvernement de l'Empire du Japon :
YUKICHI OBATA.

A.

THE POSTAL ADMINISTRATION
of

LIST OF MONEY ORDERS

Issued in..... for Payment in.....

YEAR 192.....

List No.

Sheet No.

Serial Number in List	Date of Issue			Office of Issue with name of Province	Number of Order	Amount of Order		Remarks
	Year	Month	Day			Yen	Sen	
Total								
Commission at 1 % ₀₀ on above								
Grand total.....								
Amount to be deducted in accordance with the at- tached list of Money Orders returned								
Balance in favour of.....								

..... 192.....

B.

THE POSTAL ADMINISTRATION
of

LIST OF MONEY ORDERS

Issued in..... for Payment in..... and returned
to the Country of Issue for Repayment.

YEAR 192.....

MONTH OF

Money Order List.		Date of Issue			Office of Issue	Number of Order	Amount of Order		Reason for Return	Remarks
Date	No.	Year	Month	Day			Yen	Sen		
Total.....										

..... 192.....

N° 522.

CHINE ET JAPON

Accord concernant l'échange de
colis postaux entre les deux pays,
signé à Pékin le 8 décembre 1922.

CHINA AND JAPAN

Agreement concerning the exchange
of postal parcels between the two
countries, signed at Peking, De-
cember 8, 1922.

支那共和國政府ヲ代表シ 劉符誠
日本帝國政府ヲ代表シ 小幡酉吉

ヲ爲スコトヲ得

四 各國ハ六月前ニ通知シテ此ノ約定ヲ廢止スルコトヲ得

五 千九百十年二月九日北京ニ於テ署名シタル清帝國郵政廳及日本帝國郵政廳間ノ小包郵便物ノ交換ヲ規定スル約定ハ此ノ約定實施ノ日ヨリ之ヲ廢止ス

中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日北京ニ於テ一通ヲ作成シ之ニ署名ス

ニ限リ之ヲ許ス名宛人ニ於テ支拂フヘキ新遞送ニ要スル費用ハ轉送ヲ爲ス國ノ貸方トス轉送費用ノ支拂拒絶又ハ其ノ他ノ事由ニ因リ小包カ差出國ニ返送セラルル場合ニ要スル一切ノ費用ハ差出人ニ於テ支拂フモノトス

三前項ノ小包カ締約國ノ一方ヨリ他方ニ閉囊ニテ託送セラルル場合ニ於テハ第十三條ノ規定ヲ準用ス

第十九條 約定ノ效力

一本約定ハ日本文支那文及英吉利文ニテ作成ス約定ノ解釋ニ關シ一致セサル場合ニ於テハ其ノ相違ハ英吉利文ノ本文ニ依リ之ヲ決定ス

二此ノ約定ハ兩郵政廳ニ於テ取極ムヘキ日ヨリ之ヲ實施ス

三締約國ハ何時ニテモ協議ヲ以テ此ノ約定ニ其ノ必要ト認ムル正修

ニ從ヒ代金引換金額ニ付其ノ責ニ任ス

第十七條 聯合ノ條約ノ適用

兩締約國間ノ小包郵便上ノ關係ニ付テハ本約定ニ定ムルモノヲ除ク
ノ外聯合ノ小包郵便條約及其ノ施行規則ノ規定ヲ適用スヘキモノト
ス

第十八條 第三國發著小包

一兩締約國ノ一方ニ於テ差出シ他方ヲ經テ送付スル第三國宛小包第
三國ニ於テ差出シ兩締約國ノ一方ヲ經テ送付スル他方宛小包又ハ第
三國ニ於テ差出シ兩締約國ノ業務ヲ經テ送付スル他國宛小包ハ第二
條ニ定ムル交換局間ニ之テ交換スヘシ

二兩締約國間ニ交換スル小包ノ第三國ヘノ轉送ハ其ノ小包力轉送ヲ
爲ス國ト新名宛國トノ間ニ存スル郵便關係ノ條件ニ適合スル場合

第十四條 月次計算書

各郵政廳ハ其ノ各交換局ヲシテ他方ノ郵政廳ノ關係局ヨリ受取リタル總テノ小包ニ對シ小包目錄及送記ニ基キ月次計算書ヲ作成セシムヘシ

第十五條 年次總計算書

月次計算書ハ關係交換局ニ於テ審査承認シタル後貸越郵政廳ニ於テ之ヲ年次總計算書ニ集記スヘシ

第十六條 責任

價格表記又ハ非價格表記小包カ亡失若ハ毀損シ又ハ其ノ包有品カ盜取セラレタル場合ニ於テ業務中ニ於テ亡失毀損又ハ盜取ヲ生セシメタル郵政廳ハ聯合ノ小包郵便條約ノ規定ニ從ヒ其ノ責ニ任スヘシ
代金引換小包ノ交付後ニ於テハ關係郵政廳ハ前記條約ニ定ムル條件

二各價格表記小包ニ付テハ稅關告知書及小包ノ名宛面ニ其ノ表記金額ヲ指示スルユトヲ要ス此ノ金額ハ差出人ニ於テ差出國通貨（圓又ハ元）ニテ之ヲ明瞭ニ記載スヘシ

第十二條 閉囊ニテ託送スル内國小包ノ繼越料

兩締約國ノ一方ノ業務ニ依リ遞送スル他方ノ内國小包ニ付テハ業務カ遞送ニ關與スル郵政廳ニ對シ聯合ノ小包郵便條約ニ定ムル料金率ニ依リ陸路又ハ海路ノ繼越料ヲ及場合ニ依リ陸路又ハ海路ノ價格表記料ヲ支拂フヘシ

第十三條 送記

閉囊託送小包ニハ差立局ニ於テ在中各小包ノ番號差出地名宛地及重量ヲ並價格表記小包ナルトキハ其ノ表記金額ヲ記載シタル送記ヲ別ニ封皮ニ納メ添附スヘシ

條約ノ規定ヲ適用ス

第九條 約定ニ規定セサル郵便料金ノ徵收禁止

兩締約國ハ此ノ約定ニ規定スル料金又ハ此ノ約定ニ特ニ規定セサル料金ニシテ聯合ノ小包郵便條約ニ定ムルモノノ外何等ノ郵便料金ヲ差出人又ハ名宛人ヨリ徵收セス

第十條 小包目錄 *des*

小包目錄ニ記入スヘキ金額ハ一金「フラン」ニ付四十錢（仙）ノ割合ヲ以テ之ヲ佛貨ニ換算スヘシ

第十一條 稅關告知書

一各小包ニハ其ノ包有品ノ名稱數量重量及價格ヲ表示スル稅關告知書ヲ添附スルコトヲ要ス此ノ告知書ハ日本語又ハ支那語ニテ記載スルコトヲ得

六代金引換小包ニハ名宛面ニ「代金引換」又「ハ代物主收價」ナル
文字及代金引換金額ヲ明瞭ニ表示スヘシ尙該小包ノ名宛面ニ赤色
ノ横綫二條ヲ畫スルコトヲ要ス

第七條 別配達

各別配達小包ニ付差出人ヨリ徵收スル特別ノ料金ハ二十錢(仙)トス
兩締約國ノ郵政廳ハ別配達業務ニ關與スル郵便局名ヲ相互ニ通知ス
ヘシ

第八條 轉送及返送

小包ノ轉送又ハ返送ニ付テハ第五條ニ定ムル郵便料ヲ又必要ナルト
キハ第六條ニ定ムル價格表記料ヲ場合ニ依リ名宛人又ハ差出人ヨリ
徵收スヘシ

然レトモ同一郵便業務内ニ於テ轉送セラルル場合ハ聯合ノ小包郵便

限ハ代金引換郵便取扱局ニ發著スル小包一箇ニ付一千圓(元)トス
然レトモ代金引換事務ノ取扱ヲ爲ササル郵便局ニ發著スル價格表
記小包ニ付テハ表記金額ハ小包一箇ニ付五百圓(元)ヲ超過スルコ
トヲ得ス

三各價格表記小包ノ表記料ハ表記金額百二十圓(元)迄二十錢(仙)ト
シ以上表金額百二十圓(元)毎又ハ其ノ端數毎二十錢(仙)ヲ加フル
モノトス

該料金ノ一半ハ名宛郵政廳ニ歸屬スヘシ

四代金引換小包ノ引換金額ハ日本國通貨ニテ之ヲ表示ス其ノ最高限
ハ小包一箇ニ付一千元トス

五各代金引換小包ニ付差出人ヨリ徵收スル特別料金ノ最低額ハ二十
錢(仙)トス

ヲ以テ第一項ノ料金率ヨリ低下ナル特別ノ郵便料金率ヲ採用スルコトヲ得

七鐵道又ハ汽船ト連絡セサル支那國各地宛小包又ハ第三國郵政廳ノ媒介ニ依リ到達スヘキ支那國各地宛小包ニ付テハ第一項ニ規定スル料金ヲ完納シタルトキト雖名宛人ヨリ追加料金ヲ徵收スルコトヲ得

此ノ料金額ハ內國小包ニ付支那國郵政廳ノ公示スル料金率ニ依ル

第六條 價格表記及代金引換

一價格表記及代金引換小包ハ特ニ指定スル郵便局ニ於テ之カ引受及配達ヲ爲スモノトス

兩締約國ノ郵政廳ハ此等ノ郵便局名ヲ相互ニ通知スヘシ

二價格表記小包ノ表記金額ハ差出國ノ通貨ニテ之ヲ表示ス其ノ最高

六「キログラム」ヲ超エ十「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

・三五

四臺灣以外ノ日本國各地宛小包カ支那國ノ業務ヨリ臺灣ニ交付セラレタル場合又ハ朝鮮及關東州租借地以外ノ日本國各地宛小包朝鮮若ハ關東州租借地ヲ經由シ遞送スル爲支那國ノ業務ヨリ交付セラレタル場合ハ支那國郵政廳ハ第三項ニ記載スル料金ヲ日本國郵政廳ニ支拂フヘシ

五支那國郵政廳カ日本國ノ關東廳遞信局管内各地ヲ除ク「」ヲ發シ支那國ニ宛ツル小包ニ付大連ヨリ上海ノ北方支那國各港ニ至ル迄ノ海路遞送ヲ擔當スルトキハ日本國郵政廳ハ小包一箇ニ付十錢ノ定額海路料ヲ支那國郵政廳ニ支拂フヘシ

六相互ニ接近セル地方間ニ交換スル小包ニ付テハ兩郵政廳間ノ協議

四「キログラム」ヲ超エ六「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

・五〇

六「キログラム」ヲ超エ八「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

・六〇

八「キログラム」ヲ超エ十「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

・七〇

三名宛國郵政廳カ小包ノ海路遞送ヲ擔當スルトキハ差立郵政廳ハ該

郵政廳ニ左ノ海路料ヲ支拂フヘシ

重量ノ階級

海路料
圓(元)

一「キログラム」ヲ超エサルモノ

・一五

一「キログラム」ヲ超エ六「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

・二〇

超過セサルモノ

一・二〇

六「キログラム」ヲ超エ八「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

一・五〇

八「キログラム」ヲ超エ十「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

一・八〇

二小包ノ差立郵政廳ハ左表ニ依リ陸路料ヲ名宛郵政廳ニ支拂フヘシ

重量ノ階級

陸路料
圓(元)

一「キログラム」ヲ超エサルモノ

一・一五

一「キログラム」ヲ超エ二「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

二・二〇

二「キログラム」ヲ超エ四「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

三・三五

二締約國ノ一方ヲ發シ他方ニ宛ツル小包ニシテ第五條ニ定ムル郵便料ノ率ニ依リ料金ヲ前納シタルモノハ之ヲ其ノ名宛地迄遞送配達スヘシ配達ニ付テハ關係郵政廳ノ内國規則ノ定ムル所ニ依ル

第五條 郵便料

一差出人ヨリ徵收スヘキ郵便料ハ左ノ如ク之ヲ定ム

重量ノ階級

一「キログラム」ヲ超ユサルモノ

・四五
郵便料
圓(元)

一「キログラム」ヲ超ユ二「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

・六〇

二「キログラム」ヲ超ユ四「キログラム」ヲ

超過セサルモノ

・九〇

四「キログラム」ヲ超ユ六「キログラム」ヲ

郵便物交換ニ關スル約定第二條第三條及第四條ノ規定ヲ準用ス

第三條 重量及寸尺

小包ノ重量ノ制限ハ十「キログラム」寸尺ノ制限ハ一面ノ寸尺一「メートル」二十五「センチメートル」及容積ノ制限五十五立方「デシメートル」ト定ム汽車又ハ汽船ノ通スル支那國各地宛小包ハ一面ノ寸尺一「メートル」二十五「センチメートル」ニシテ容積二百十六立方「デシメートル」テ超過セサルトキハ之ヲ引受クヘシ重量及寸尺ノ制限ハ兩締約國ノ郵政廳間ニ於ケル協議ヲ以テ之ヲ變更スルコトヲ得

第四條 遞送

一前記郵便物交換ニ關スル約定第十條ノ規定ハ小包ノ遞送ニ之ヲ準用ス

No. 522.

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

Official English, Chinese and Japanese texts communicated by the Chinese Representative on the Council of the League of Nations. The registration of this Agreement¹ took place November 16, 1923.

支那共和國及日本帝國間小包郵便物交ニ關スル約定

支那共和國及日本帝國間ニ於ケル小包郵便物ノ交換ハ以下記載スル條件ニ依ルヘシ

第一條 約定ヲ適用スル郵便物

一本約定ハ兩締約國ノ一方ヲ發シ他方ニ宛ツル價格表記又ハ非價格表記小包郵便物ニ之ヲ適用ス

二此ノ約定中遞送責任繼越料ノ計算及價格表記金額ノ最高限ニ關スル規定ハ締約國ノ一方ノ業務ニ託送スル他方ノ内國小包ニモ亦之ヲ適用ス

第二條 小包ノ交換及托送

兩締約國間ニ於ケル小包ノ交換及閉囊小包ノ託送ニ付テハ中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日兩締約國間ニ締結シタル

¹ This Agreement came into force January 1, 1923.

第十九條 本協定之效力

一本協定係以華文日文及英文繕備如遇解釋上有異議時應以英文爲斷
二本協定自兩郵政所協定之日施行

三兩締定國如遇本協定內有應須修改之處經雙方同意後得隨時修改

四兩國中任何一國如於六箇月前預先通知均得將本協定取銷

五本協定應自發生效力之日起替代日本帝國郵政與大清郵政間於西歷
一千九百十年二月九日於北京所簽訂關於互換郵政包裹之協定

本協定備有兩份於中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八
日在北京簽押

代表中華民國政府 劉符誠

代表日本帝國政府 小幡酉吉

換包裹約以及其施行詳細規則內之各項規定亦適用之

第十八條 往來第三國之包裹

一 凡寄往第三國之包裹由兩締定國中此一國收寄而經由彼一國轉寄者或由第三國收寄之包裹寄往兩締定國之此一國而須經由彼一國轉寄者或由第三國收寄之包裹寄往另一國家而須經由該兩締定國轉寄者則應由第二條規定之互換局互換

二 凡兩締定國中互換之包裹向第三國改寄者該項包裹須能符合改寄國與新接收國間現有郵務關係之情形時方能改寄其新運輸所需之資費得由該改寄國歸爲己有係向收包人處收取倘因拒絕交付改寄費或其他項緣故以致包裹退還原寄國者則退還所需之費用應由寄包人付給

三 上節所稱之包裹如裝入封固總包由締定國中之此一國交與彼一國運寄者則第十三條所列之規定亦適用之

轄在事之各局發來之各包裹按月造備帳目

第十五條 每年總帳

所有每月帳目一經各該交換局核對認可後應由應收欠款之郵政歸入於每年總帳

第十六條 責成

如遇保險或未保險之包裹有遺失損壞或其內裝物件有被抽取之情事者應由經其運寄時遭遇遺失損壞以及抽取之郵政按照國際郵政互換包裹協約所載之規定擔負責成

凡代物主收價包裹一經投遞後各該郵政應按照上節所稱之協定內之各項規定擔負代收物價款數之責成

第十七條 聯郵協約之適用

兩締定國間關於各項包裹郵務之關係未爲本協定規定者則國際郵政互

二每一保險包裹之報稅清單上及其註寫姓名住址之一面應由寄包人以發寄國之幣制將所報之保險數目（華幣或日幣）清晰註明

第十二條 裝入於封固總包之國內包裹轉運費之費率

兩締定國中此一國之國內包裹經由彼一國之運寄機關運寄者應向該叅與運寄事務之郵政付給陸路或海路轉運費如係保險付給陸路或海路保險費此項轉運費及保險費均係按照國際郵政互換包裹協約規定之費率

第十三條 排單

凡交運之封固包裹總包應隨同排單一紙封入於另備之封套內該項排單之上應由發寄局將內裝各包裹之號數原寄地方投遞地方以及重量逐一登列如爲保險之包裹保險價值亦應登列

第十四條 每月帳目

每一郵政應令其所管之交換局根據寄包清單及排單將收自他一郵政所

之郵費如于必要時又應收取第六條內所規定之保險費

但如包裹於同一之郵政範圍內改寄者則國際郵政互換包裹協約內各項之規定仍得適用

第九條 本協定未經規定之郵資不准收取

兩締定國不得由寄包人或收包人處收取本協定所定以外之何項郵資或收取未經本協定特別規定而經國際郵政互換包裹協約所規定之郵資

第十條 寄包清單

所有登列於寄包清單內之額數應按每日幣四十錢(分)合一金幣佛郎克之率折合法國幣制

第十一條 報稅清單

一每一包裹須隨附報稅清單一紙列明內裝物件之名稱量數重量及價值
此項報稅清單可用華文或日文書寫

四代物主收價包裹之額數應以日本幣制書寫每包最高額限定爲日幣一千圓

五每一代物主收價之包裹應向寄包人收取之特別資費其最低數目定爲日幣二十錢(分)

六代物主收價包裹於書寫姓名住址之一面應顯明標寫「代金引換」或「代物主收價」字樣以代收款數且該項包裹書寫姓名住址之一面應繪紅色橫綫兩道

第七條 快遞

每一次遞包裹應向寄包人收取之特別資費定爲日幣二十錢(分)

兩締定國之郵政應將參與快遞事務郵局之局名彼此通知

第八條 改寄及退還

凡包裹改寄或退還者應按照情形向收包人或寄包人應收取第五條所載

裹應收之數收取

第六條 保險及代物主收價

一保險及代物主收價包裹應由特行指定之郵局收寄及投遞

兩締定國之郵政應將此項郵局之局名彼此通知

二保險包裹之保險價值應以原寄國之幣制書寫至其最高額如寄往或發自代收物價包裹局每包定爲日幣一千圓(元)但對於保險包裹如寄往或發自未經加入代收物價事務之各局其保險價值每包不得超過日幣五百圓(元)

三每一保險包裹之保險費凡在保日幣一百二十圓(元)以內應收費二十錢(分)其每加保日幣一百二十圓(元)或其畸零之數加收保費十錢(分)

此項資費之一半應付給接收之郵政

各處而經由朝鮮或關東日本租借地轉爲運送者應由中國郵政向日本郵政交付第三節所稱之費率

五凡包裹自日本發出（所有關東日本郵便總局管轄各地方不計在內）寄往中國自大連至上海以北一帶之中國各口岸如由中華郵政擔任海路運寄者每包裹一件應由日本郵政向中國郵政交付額定之海路運費十錢

六至於在兩處毗連地方互換之包裹兩郵政儘可商訂特別郵費資例其數可較第一節所列者低減

七凡包裹之寄往中國各處未通火車或汽船之地方者或遞交中國之各地方須經由他郵政居間轉寄者雖已按照第一節所列之費率預先付足郵費仍得向收件人收取額外資費

此項額外資費之數目應按中華郵政所刊行之寄費清單內對於國內包

逾二公斤(基羅)而不逾四公斤(基羅)者

三十五錢

逾四公斤(基羅)而不逾六公斤(基羅)者

五十錢

逾六公斤(基羅)而不逾八公斤(基羅)者

六十錢

逾八公斤(基羅)而不逾十公斤(基羅)者

七十錢

三接收之郵政如果擔任包裹之海運事務者應由發寄之郵政向該接收郵政付給海路費率如左

重量

不逾一公斤(基羅)者

十五錢

逾一公斤(基羅)而不逾六公斤(基羅)者

二十錢

逾六公斤(基羅)而不逾十公斤(基羅)者

三十五錢

四凡包裹寄往台灣以外日本各處由中國郵政運寄機關向台灣投遞或凡包裹由中國郵政運寄機關交給寄往朝鮮及關東日本租借地以外日本

海路費率
日幣圓二元

一應向寄包人收取之包裹郵費規定如左

重量

不逾一公斤(基羅)者

郵費
日幣圓(元)
四十五錢

逾一公斤(基羅)而不逾二公斤(基羅)者

六十錢

逾二公斤(基羅)而不逾四公斤(基羅)者

九十錢

逾四公斤(基羅)而不逾六公斤(基羅)者

一圓二十錢

逾六公斤(基羅)而不逾八公斤(基羅)者

一圓五十錢

逾八公斤(基羅)而不逾十公斤(基羅)者

一圓八十錢

二發寄包裹之郵政應向接收之郵政按照左方之列表交付陸路費率

重量

不逾一公斤(基羅)者

陸路費率
日幣圓(元)
十五錢

逾一公斤(基羅)而不逾二公斤(基羅)者

二十錢

每一包裹重量限度定爲十公斤(基羅)所有尺寸之限度定爲長寬厚任何方面均以一公尺(邁當)二十五公分(桑笛邁當)爲限其體積之限度以五十五立方公寸(笛西邁當)爲限凡寄往中國汽機通運各處之包裹長寬厚任何方面達至一公尺(邁當)二十五公分(桑笛邁當)而其體積不逾二百十六立方公寸(笛西邁當)者均可收寄

兩締定國之郵政對於重量及尺寸之限度如經雙方同意得修改之

第四條 運寄

一前列互換郵件協定內第十條所載之規定對於包裹之運寄亦適用之
二凡發自兩締定國中此一國寄往彼一國之包裹如按本協定第五條所定之資例預付郵資者應即運往該包裹之寄達地方投遞所有投遞事務應按各該郵政之國內章程辦理

第五條 郵費

No. 522.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels anglais, chinois et japonais, communiqués par le représentant de la Chine au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord¹ a eu lieu le 16 novembre 1923.

中日互換包裹協定

中華民國
日本帝國
互換郵政包裹協定

中華民國及日本帝國兩國之間互換郵政包裹應按左列之辦法辦理

第一條 適用本協定之郵件

一本協定對於發自兩締定國中之此一國寄往彼一國之保險或未保險之包裹適用之

二本協定關於運輸及責成並轉運費帳目以及保險價值最高額等各項之規定對於兩締定國中之此一國交與彼一國轉寄之國內包裹亦適用之

第二條 包裹之互換及交運

兩締定國於中華民國十一年十二月八日即大正十一年十二月八日所訂互換郵件協定內第二第三第四條內所載各項之規定對於兩締定國彼此互換之包裹及交與轉運之封固包裹總包亦適用之

第三條 重量及尺寸

¹ Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1923.

No. 522. — AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE EMPIRE OF JAPAN, SIGNED AT PEKING, DECEMBER 8, 1922.

The exchange of Postal Parcels between the REPUBLIC OF CHINA and the EMPIRE OF JAPAN shall be regulated according to the conditions hereunder stated.

Article 1.

Articles to which the Agreement applies.

(1) The present Agreement applies to insured or uninsured parcels originating in one of the two contracting countries and intended for the other.

(2) The stipulations of this Agreement relating to transmission, responsibility, transit, accounts and maximum amount of insured value also apply to domestic parcels of one of the contracting countries consigned to the service of the other for transmission.

Article 2.

Exchange and Consignment for Transmission of Postal Parcels.

The stipulations of Articles 2, 3, and 4 of the Agreement concerning the Exchange of Correspondence concluded between the two contracting countries on December 8, 1922, are applied as regards the exchange of postal parcels between the two contracting countries and the consignment for transmission of closed parcel mails.

Article 3.

Weights and Dimensions.

The limit of weight of a parcel is fixed at 10 kilos and the limits of dimension and volume at 1 metre 25 centimetres in any one direction and 55 cubic decimetres respectively. For steam-served places in China parcels measuring 1 metre 25 centimetres in any one direction, but not exceeding 216 cubic decimetres in volume, may be accepted.

The limits in weight and dimension may be altered by mutual consent between the Postal Administrations of the two contracting countries.

Article 4.

Transmission.

(1) The stipulations of Article 10 of the aforesaid Agreement concerning the Exchange of Correspondence shall be applied to the transmission of parcels.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 522. — ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX
ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET L'EMPIRE DU JAPON,
SIGNÉ A PÉKIN LE 8 DÉCEMBRE 1922.

L'échange de colis postaux entre la RÉPUBLIQUE DE CHINE et l'EMPIRE DU JAPON sera régi par les dispositions suivantes :

Article 1.

Envois auxquels s'applique le présent Accord.

1. Le présent Accord s'applique aux colis expédiés ou non avec valeur déclarée, en provenance de l'un des deux pays contractants et à destination de l'autre.

2. Les dispositions du présent Accord relatives à la transmission, à la responsabilité, au transit, à la comptabilité et au montant maximum de valeur déclarée, s'appliquent également aux colis du service intérieur de l'un des pays contractants consignés à l'autre pays pour transmission.

Article 2.

Echange et consignation de colis postaux, pour transmission.

Les dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'Accord relatif à l'échange de correspondances conclu entre les deux pays contractants le 8 décembre 1922, s'appliquent à l'échange de colis postaux entre les deux pays contractants et à la consignation, pour transmission, de dépêches en sacs clos.

Article 3.

Poids et dimensions.

Les colis postaux ne peuvent pas dépasser le poids de 10 kilogrammes ni le volume de 55 décimètres cubes ni présenter sur aucun de leurs côtés une dimension supérieure à 1 mètre 25 centimètres. Dans les localités chinoises desservies par des chemins de fer ou des navires à vapeur, les colis mesurant 1 m. 25 sur un quelconque de leurs côtés, mais d'un volume ne dépassant pas 216 décimètres cubes, pourront être acceptés.

Les limites de poids ou de dimensions peuvent être modifiées par voie d'accord réciproque entre les administrations postales des deux pays contractants.

Article 4.

Transmission.

1. Sont également applicables à la transmission des colis postaux les dispositions de l'article 10 de l'accord précité relatif à l'échange de correspondance.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(2) Any parcel originating in one of the contracting countries and intended for the other, prepaid at the rate of postage provided for in Article 5 shall be transmitted to and delivered at the destination of the parcel. Delivery will be in accordance with the domestic regulations of the Postal Administration concerned.

Article 5.

Postage.

(1) The postage on parcels to be collected from the senders is fixed as follows:

Scale of weight:		Postage. Yen (dollar).
Not over 1 kilo	2 kilos	.45
Over 1 kilo but not exceeding 2 kilos	4 »	.60
» 2 kilos » » » 4 »	6 »	.90
» 4 » » » » 6 »	8 »	1.20
» 6 » » » » 8 »	10 »	1.50
» 8 » » » » 10 »		1.80

(2) The despatching Postal Administration of parcels shall pay to the Postal Administration of destination territorial rates according to the following table:

Scale of weight:		Territorial rate. Yen (dollar).
Not over 1 kilo		.15
Over 1 kilo but not exceeding 2 kilos		.20
» 2 kilos » » » 4 »		.35
» 4 » » » » 6 »		.50
» 6 » » » » 8 »		.60
» 8 » » » » 10 »		.70

(3) If the Postal Administration of destination undertakes the sea conveyance of parcels, the despatching Postal Administration shall pay to that Postal Administration the following sea rates:

Scale of weight:		Sea rate Yen (dollar).
Not over 1 kilo		.15
Over 1 kilo but not exceeding 6 kilos		.20
» 6 kilos » » » 10 »		.35

(4) In case parcels destined for places in Japan, other than Taiwan, are delivered from a Chinese service in Taiwan, or in case parcels for places in Japan, other than Chosen and the Leased Territory of Kwantung, are delivered from a Chinese service to be conveyed through Chosen or the Leased Territory of Kwantung, the Chinese Postal Administration shall pay to the Japanese Postal Administration the rates mentioned in paragraph 3.

(5) If the Chinese Postal Administration undertakes the sea conveyance of parcels originating in Japan — not including places under the jurisdiction of the General Post Office of Kwantung — and addressed to China, from Dairen to Chinese ports north of Shanghai, the Japanese Postal Administration shall pay to the Chinese Postal Administration a fixed sea rate of ten sen per parcel.

(6) As regards parcels exchanged between the localities contiguous to each other, special postage rates lower than those of paragraph 1 may be adopted by mutual consent between the two Postal Administrations.

(7) Parcels destined for places in China not connected by railway or steamer, or for places in China reached through the intermediary of other Postal Administrations, although fully prepaid

2. Tout colis en provenance de l'un des pays contractants et à destination de l'autre, affranchi au taux prévu dans l'article 5, sera transmis et remis au lieu de destination du colis. La remise s'effectuera conformément au règlement intérieur de l'administration postale intéressée.

Article 5.

Frais de port.

1. Les frais de port afférents aux colis postaux à percevoir de l'expéditeur, sont établis comme suit :

Barème des poids.	Port, Yen (\$)
Jusqu'à 1 kilo inclus	.45
de 1 kilo à 2 kilos	.60
de 2 kilos 4 »	.90
de 4 » 6 »	1.20
de 6 » 8 »	1.50
de 8 » 10 »	1.80

2. L'Administration des postes expéditrice versera à l'Administration des postes destinataire, les droits de transport par voie de terre, établis d'après le barème ci-dessous :

Barème des poids.	Droit de transport par voie de terre Yen (\$)
Jusqu'à 1 kilo inclu	.15
de 1 kilo à 2 kilos	.20
de 2 kilos 4 »	.35
de 4 » 6 »	.50
de 6 » 8 »	.60
de 8 » 10 »	.70

3. Si l'Administration postale destinataire se charge du transport maritime des colis postaux, l'Administration postale expéditrice lui versera les droits de transport maritime ci-dessous :

Barème des poids.	Droit de transport maritime Yen (\$)
Jusqu'à 1 kilo inclu	.15
de 1 kilo à 6 kilos	.20
de 6 kilos à 10 kilos	.35

4. Pour les colis postaux à destination de localités japonaises autres que Formose (Taiwan) remis à Formose (Taiwan) par un service chinois, ou pour les colis postaux à destination de localités japonaises autres que la Corée (Chosen) et le territoire à bail du Kouantoung remis par un service chinois pour être transportés en transit à travers la Corée ou à travers le territoire à bail du Kouantoung, l'Administration des postes chinoises versera à l'Administration des postes japonaises les droits mentionnés au § 3.

5. Si l'Administration des postes chinoises se charge du transport maritime entre Dairin et les ports chinois situés au nord de Shanghai, des colis postaux en provenance du Japon (exclusion faite des localités relevant de la direction générale des postes du Kouantoung) et à destination de la Chine, l'Administration des postes japonaises versera à l'Administration des postes chinoises un droit de transport maritime fixe de 10 sen par colis.

6. Pour l'échange de colis postaux effectué entre localités limitrophes, les deux Administrations postales pourront adopter, par accords réciproques, des droits de port inférieurs à ceux que prescrit le § 1.

7. Les colis postaux expédiés à destination de localités chinoises non desservies par des lignes de chemins de fer ou par bateau, ou de localités chinoises desservies par l'intermédiaire d'autres

at the rates provided for in paragraph 1, may be further subject to supplementary charges to be collected from the addressees.

The amount of these charges shall conform to the published tariff of the Chinese Postal Administration for its domestic parcels.

Article 6.

Insurance and Trade Charges.

(1) Insured and trade charge parcels shall be accepted by and delivered at the post offices specially designated.

The Postal Administrations of the two contracting countries shall communicate to each other the names of such offices.

(2) The amount of insured value of insured parcels shall be expressed in the currency of the country of origin, the maximum of which is fixed at one thousand yen (dollars) per parcel to or from trade charge offices. However, as regards insured parcels to or from offices which do not participate in trade charge business, the insured value may not exceed five hundred yen (dollars) per parcel.

(3) The insurance fee on each insured parcel shall be at the rate of twenty sen (cents) up to one hundred and twenty yen (dollars) insured, and ten sen (cents) increase for each additional one hundred and twenty yen (dollars) insured or fraction thereof.

Half of this fee shall accrue to the Postal Administration of destination.

(4) The amount of trade charges on parcels shall be expressed in Japanese currency, the maximum of which is fixed at one thousand yen per parcel.

(5) The minimum amount of special fee to be collected from the sender on each trade parcel is fixed at twenty sen (cents).

(6) Trade charge parcels shall bear on the address side in a prominent manner the words : “代金引換” or “代物主収價” and amount of trade charges; moreover, two horizontal lines in red must be drawn on the address of such parcels.

Article 7.

Express Delivery.

The special charge on each express parcel to be collected from the sender is fixed at twenty sen (cents).

The Postal Administrations of the two contracting countries shall communicate to each other the names of the post offices participating in the express service.

Article 8.

Redirection and Return.

As regards the redirection or return of parcels, postage fixed by Article 5 and, if necessary, the insurance fee fixed by Article 6, shall be collected from the addressee or the sender as the case may be.

It is however provided that in case of parcels redirected within the same postal service the stipulations of the Union Parcel Post Convention shall remain applicable.

Article 9.

Prohibition from levying Postal Charges not prescribed by the Agreement.

The two contracting countries shall not collect from senders or addressees any postal charges other than those prescribed by this Agreement or those not specially fixed in this Agreement but provided for in the Union Parcel Post Convention.

Administrations postales, même s'ils sont pleinement affranchis conformément au barème prévu au § 1, peuvent être assujettis à des droits supplémentaires à percevoir auprès du destinataire.

Le montant de ces droits sera conforme au tarif publié par l'Administration des postes chinoises pour le transport des colis postaux à l'intérieur.

Article 6.

Déclaration de valeur et remboursements.

1. La réception et la remise des colis expédiés avec valeur déclarée et contre remboursement s'effectueront aux bureaux de poste spécialement désignés à cet effet.

Les administrations postales des deux pays contractants se communiqueront l'une à l'autre les noms de ces bureaux.

2. Le montant de la valeur déclarée des dits colis sera exprimé dans la monnaie du pays d'origine, le maximum étant fixé à 1.000 yen (dollars) par colis à destination ou en provenance des bureaux spécialement affectés au service des remboursements. Toutefois, en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée en provenance ou à destination des bureaux qui ne reçoivent pas ou ne remettent pas de colis contre remboursement, la valeur déclarée ne pourra dépasser 500 yen (dollars) par colis.

3. Le droit à percevoir sur chaque colis expédié avec valeur déclarée sera fixé aux taux de 20 sen (cents) jusqu'à concurrence d'une valeur déclarée de 120 yen (dollars) et à 10 sen (cents) additionnels par somme additionnelle de 120 yen déclarée ou fraction de la dite somme.

La moitié de ce droit reviendra à l'administration postale du pays de destination.

4. Le montant des dits droits de remboursement à percevoir sur les colis sera exprimé en monnaie japonaise, le maximum étant fixé à 1.000 yen par colis.

5. Le montant minimum des droits spéciaux à percevoir de l'expéditeur, pour chaque colis expédié contre remboursement, est fixé à 20 sen (cents).

6. Les colis expédiés contre remboursement porteront sur le côté de l'adresse, et d'une façon apparente, les mots « 代金引換 » ou « 代物主収價 », ainsi que le montant du remboursement à percevoir. En outre, ces colis porteront sur l'adresse deux lignes horizontales en rouge.

Article 7.

Envois exprès.

Le droit spécial à percevoir de l'expéditeur, sur chaque envoi exprès, est fixé à 20 sen (cents).

Les administrations postales des deux pays contractants se communiqueront réciproquement les noms des bureaux de poste affectés au service exprès.

Article 8.

Réexpédition et retour.

En ce qui concerne la réexpédition ou le retour des colis, l'affranchissement établi à l'article 5, et, le cas échéant, le droit à percevoir pour la déclaration de valeur établi à l'article 6, seront perçus, selon le cas, auprès du destinataire ou de l'expéditeur.

Toutefois, il est stipulé que, dans le cas de colis réexpédiés dans le rayon d'un même service postal, les dispositions de la Convention de l'Union relative aux colis postaux restent en vigueur.

Article 9.

Interdiction de percevoir des taxes postales non prescrites par le présent Accord.

Les deux parties contractantes ne devront percevoir, auprès des expéditeurs ou des destinataires, que les taxes prescrites par le présent Accord, ou, en l'absence de dispositions à cet effet, les taxes prescrites par la Convention de l'Union relative aux colis postaux.

*Article 10.**Parcel Bill.*

The amount to be entered on parcel bills shall be converted into French currency at the rate of forty sen (cents) per gold franc.

*Article 11.**Customs Declaration.*

(1) Every parcel must be accompanied by a Customs declaration giving the destination, quantity, weight and value of its contents. This declaration may be in the Chinese or the Japanese language.

(2) Every insured parcel must bear on the Customs declaration, and also on the address side of the parcel, a statement of the insured sum which must be expressed distinctly by the sender in the currency of the country of origin (yen or dollars).

*Article 12.**Transit Rates on Domestic Parcels consigned in Closed Mails.*

Domestic parcels of one of the two contracting countries conveyed by the service of the other, are subject to the territorial or maritime transit charges and, as the case may be, the territorial or maritime insurance fees, at the rates provided for in the Union Parcel Post Convention, to be credited to the Postal Administration whose services participate in the conveyance.

*Article 13.**Way Bill.*

Closed parcel mails consigned shall be accompanied by a way bill, enclosed in a separate cover, on which the despatching office shall enter the number, origin, destination and weight of each parcel contained therein and, in the case of an insured parcel, its insured value.

*Article 14.**Monthly Accounts.*

Each Postal Administration shall cause each of its exchange offices to prepare monthly accounts, for all the parcels received from the offices concerned of the other Postal Administration, on the basis of the parcel bills and way bills.

*Article 15.**General Annual Accounts.*

The monthly accounts, after having been verified and accepted, by the respective exchange offices, shall be included in the general annual account by the Postal Administration to which the balance is due.

*Article 16.**Responsibility.*

In cases where an insured or uninsured parcel has been lost or damaged or its contents abstracted, the Postal Administration in the service of which the loss, damage or abstraction took

*Article 10.**Feuilles d'avis.*

Le montant à inscrire sur les feuilles d'avis jointes aux colis sera converti en monnaie française au taux de 40 sen par franc-or.

*Article 11.**Déclaration en douane.*

1. A chaque colis doit être jointe une déclaration en douane portant l'adresse, la quantité, le poids et la valeur du contenu. Cette déclaration peut être rédigée en chinois ou en japonais.

2. Tout colis expédié avec valeur déclarée doit mentionner sur la déclaration en douane, ainsi que sur le côté adresse du colis, la somme déclarée qui doit être indiquée clairement par l'expéditeur, dans la monnaie du pays d'origine (yen ou dollars).

*Article 12.**Droits de transit à percevoir sur les colis du service intérieur expédiés en envois clos.*

Les colis du service intérieur de l'un des pays contractants, lorsqu'ils sont transportés par des services appartenant à l'autre, sont passibles de droits de transit territoriaux ou maritimes, plus, le cas échéant, les droits territoriaux ou maritimes pour déclaration de valeur, d'après le tarif prévu par la Convention de l'Union pour les colis postaux. Ces sommes sont portées au crédit de l'administration postale dont les services contribuent au transport des dits envois.

*Article 13.**Lettres de voiture.*

Aux envois clos de colis en consignment, il sera joint une lettre de voiture sous pli séparé, sur laquelle le bureau expéditeur inscrira le nombre, l'origine, la destination et les poids des colis contenus dans l'envoi et, dans le cas des colis avec valeur déclarée, le montant de la valeur déclarée.

*Article 14.**Décomptes mensuels.*

Chaque administration postale fera arrêter, par chacun de ses bureaux d'échange, le décompte mensuel de tous les colis reçus des bureaux intéressés de l'autre administration postale. Ce décompte sera établi d'après les feuilles d'avis et les lettres de voiture.

*Article 15.**Décompte général annuel.*

Les décomptes mensuels, dûment vérifiés et approuvés par les bureaux d'échange respectifs seront compris dans le décompte général annuel par l'administration des postes à laquelle le solde est dû.

*Article 16.**Responsabilités.*

Si un colis, avec ou sans valeur déclarée, a été perdu ou avarié ou si le contenu en a été soustrait, l'administration des postes dans le service de laquelle la perte, l'avarie ou la soustraction ont eu

place, shall be held responsible in accordance with the stipulations of the Union Parcel Post Convention.

After the delivery of trade charge parcels, the Postal Administrations are responsible for the amount of trade charges in accordance with the conditions fixed in the aforesaid Convention.

Article 17.

Application of the Union Convention.

The stipulations of the Union Parcel Post Convention as well as the regulations thereof shall remain applicable as regards every parcel post relation between the two contracting countries not provided for in the present Agreement.

Article 18.

Parcels sent to or from a Third Country.

(1) Parcels posted in one of the two contracting countries and destined for a third country to be sent through the other, parcels posted in a third country and destined for one of the two contracting countries to be sent through the other, or parcels posted in a third country and destined for another country to be sent through the services of the two contracting countries shall be exchanged between the offices of exchange provided under Article 2.

(2) The redirection to a third country of parcels exchanged between the two contracting countries is allowed only when the parcels conform to the conditions of the postal relations existing between the redirecting country and the new country of destination; the redirecting country credits itself with charges for the new transmission which shall be payable by the addressees.

Any expense incurred by the return of parcels to the country of origin in consequence of the refusal of the payment of charges for redirection or of any other cause shall be defrayed by the senders.

(3) The stipulations of Article 13 are applicable to the parcels mentioned in the preceding paragraph when they are consigned for transmission in closed mails from one of the contracting countries to the other.

Article 19.

Validity of the Agreement.

(1) The present Agreement is drawn up in the Chinese, Japanese and English languages. In case of any disagreement in regard to its interpretation, the difference shall be decided by the English text.

(2) This Agreement shall come into force on the day to be agreed upon by the two Postal Administrations.

(3) The contracting countries may, at any time by common consent, make in this Agreement any such modifications as they find necessary.

(4) Either country may cancel this Agreement by giving six months' notice.

(5) This Agreement shall supersede, on the day on which it comes into force, the Agreement regulating the Exchange of Postal Parcels between the Imperial Postal Administration of China and the Imperial Postal Administration of Japan signed at Peking on February 9, 1910.

Done in duplicate and signed at Peking on the 8th of December, 1922.

On behalf of the Government of the Republic of China :
LIOU FOU-TCHENG.

On behalf of the Government of the Empire of Japan :
YUKICHI OBATA.

lieu sera tenue responsable, conformément aux dispositions de la Convention de l'Union relative aux colis postaux.

Une fois effectuée la remise des colis expédiés contre remboursement, les administrations postales demeureront responsables du montant du remboursement perçu conformément aux stipulations de la Convention précitée.

Article 17.

Application de la Convention de l'Union.

Les dispositions de la Convention de l'Union relatives aux colis postaux et celles du règlement d'exécution qui s'y rattachent, resteront applicables à toutes les transactions relatives aux colis postaux échangées entre les deux pays contractants et que ne prévoit pas le présent Accord.

Article 18.

Colis en provenance ou à destination d'un tiers pays.

Les colis remis à la poste de l'un des pays contractants, à destination d'un tiers pays, en transit à travers le territoire de l'autre, les colis remis à la poste d'un tiers pays, à destination de l'un des deux pays contractants en transit à travers le territoire de l'autre pays contractant, enfin, les colis remis à la poste d'un tiers pays à destination d'un autre pays, remis en transit au service des deux pays contractants, seront échangés par l'intermédiaire des bureaux d'échange prévus à l'article 2.

2. La réexpédition, à destination d'un pays tiers, de colis échangés entre les deux pays contractants, n'est autorisée que lorsque les colis se conforment aux conditions régissant les rapports postaux entre le pays réexpéditeur et le pays de nouvelle destination ; le pays réexpéditeur inscrit à son crédit les taxes afférentes à la nouvelle expédition qui doivent être perçues du destinataire. Tous frais encourus par suite du refus d'acquitter les frais de réexpédition, ou pour toute autre cause, seront défrayés par l'expéditeur.

3. Les dispositions de l'article 13 s'appliquent aux colis mentionnés au paragraphe précédent, lorsqu'ils sont consignés pour transmission en envois clos, par l'un des pays contractants, à destination de l'autre.

Article 19.

Validité de l'Accord.

1. Le présent Accord est rédigé en chinois, en japonais et en anglais. En cas de différend soulevé par l'interprétation du dit Accord, le texte anglais fera foi.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à une date à convenir par les deux administrations postales.

3. Les pays contractants pourront, en tout temps, apporter de concert au présent Accord les modifications qu'ils jugeront nécessaires.

4. Chaque pays peut annuler le présent Accord, moyennant un préavis de six mois.

5. Le présent Accord remplacera, à partir du jour où il entrera en vigueur, l'Accord relatif à l'échange des colis postaux conclu entre l'Administration impériale des postes chinoises et l'Administration impériale des postes japonaises, signé à Pékin, le 9 février 1910.

Fait en double expédition et signé à Pékin le 8 décembre 1922.

Pour le Gouvernement de la République de Chine :
LIOU FOU-TCHENG.

Pour le Gouvernement impérial du Japon :
YUKICHI OBATA.

N° 523.

ISLANDE ET LITUANIE

Echange de notes comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre l'Islande et la Lituanie. Copenhague, Kaunas (Kovno), le 18 juillet 1923.

ICELAND AND LITHUANIA

Exchange of Notes constituting a provisional agreement relative to Commerce and Navigation between Iceland and Lithuania. Copenhagen, Kaunas (Kovno), July 18, 1923.

No. 523. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS, AU NOM DE L'ISLANDE, ET LE GOUVERNEMENT LITUANIEN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE L'ISLANDE ET LA LITUANIE. COPENHAGUE, KAUNAS (KOVNO), LE 18 JUILLET 1923.

*Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne, au nom de l'Islande.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 novembre 1923.*

COPENHAGUE, le 18 juillet 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LE GOUVERNEMENT ISLANDAIS et LE GOUVERNEMENT LITUANIEN ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre l'Islande et la Lituanie, je soussigné, chargé, au nom de l'Islande, de la gestion des Affaires étrangères de ce pays, ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants lituaniens et les marchandises, produites ou fabriquées en Lituanie, jouiront inconditionnellement, sur le territoire islandais, d'un traitement à tous les égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux produits ou objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et, en général, dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants lituaniens, leur accès à s'établir sur le territoire islandais, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions, ainsi qu'au sujet des réquisitions pour des objets d'intérêt militaire et public et des impôts et autres droits ou contributions de quelque nature qu'ils soient.

Les navires lituaniens jouiront, dans les ports islandais, sur les cours d'eau et les mers territoriales d'Islande, d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires islandais ou aux navires appartenant à la nation la plus favorisée, toutefois, avec la réserve que le droit de faire le cabotage est exclusivement réservé aux navires islandais.

Le Gouvernement islandais s'engage en outre, à condition de réciprocité, à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, et les voitures, venant ou allant en Lituanie, qui passent en transit le territoire islandais, y compris les eaux territoriales, et à leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, navires, bateaux et voitures islandais et leur accorder, en ce qui concerne les facilités, les droits, les restrictions et toute autre disposition, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, bateaux, navires et voitures islandais ou à ceux qui appartiennent à un autre pays plus favorisé.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucune taxe de douane ou de transit, sans préjudice, toutefois, des taxes destinées exclusivement à couvrir les frais de surveillance et d'administration afférentes à ce transit.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 523. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF ICELAND, AND THE LITHUANIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT RELATIVE TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ICELAND AND LITHUANIA. COPENHAGEN, KAUNAS (KOVNO), JULY 18, 1923.

Official French text communicated by the Danish Minister at Berne, on behalf of Iceland. The registration of this exchange of Notes took place November 17, 1923.

COPENHAGEN, July 18, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

THE ICELANDIC AND LITHUANIAN GOVERNMENTS being desirous of establishing close commercial relations between Iceland and Lithuania, I, the undersigned, entrusted, on behalf of Iceland, of the conduct of Foreign Affairs of this country, have the honour to inform you that, subject to reciprocity, Lithuanian nationals and goods produced or manufactured in Lithuania will enjoy unconditionally on Icelandic territory treatment at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals and products or manufactured articles of the most-favoured foreign country. This treatment will be granted in all matters of commerce and navigation connected with importation, exportation and transit, and in general in all matters connected with customs duties and formalities and the commercial operations of Lithuanian nationals, access to, and permission to settle on, Icelandic territory, to acquire and possess property of all kinds in Iceland, to carry on trade or industry or to exercise other professions, and also in regard to requisitions for military and public purposes and taxes and other duties or charges of any kind whatever.

Lithuanian vessels will enjoy in Icelandic ports and on the waterways and in the territorial waters of Iceland treatment which shall be not less favourable than that accorded to Icelandic vessels or to vessels belonging to the most-favoured nation, provided always that the right to carry on maritime coasting trade shall be exclusively reserved for Icelandic vessels.

The Icelandic Government further undertakes, subject to reciprocity, to grant freedom of transit for persons, goods, vessels, boats and carriages which, coming from or proceeding to Lithuania, pass in transit through Icelandic territory, including Icelandic territorial waters, and to grant them treatment at least as favourable as that accorded to Icelandic nationals, goods, vessels, boats and carriages, and to grant them, in respect of facilities, rights, restrictions and any other provisions, treatment as favourable as that granted to Icelandic nationals, goods, boats, vessels and carriages or to those belonging to another more-favoured country.

Goods in transit shall not be subject to any customs or transit charge without prejudice, however, to charges intended exclusively to cover the cost of supervision and administration in respect of such transit.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

La Lituanie ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que l'Islande a données ou donnera à l'avenir à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que ces avantages ne sont pas accordés à un tiers Etat.

L'Arrangement provisoire précité entrera en vigueur à partir de la date de la présente note et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trois mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Son Excellence

Monsieur GALVANAUSKAS,

Ministre des Affaires étrangères de Lituanie.

(Signé) C. M. T. COLD.

Certifié pour copie conforme :

Copenhague, le 8 novembre 1923.

(Signé) Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

LIETUVOS RESPUBLIKA.

RÉPUBLIQUE DE LITUANIE.

MINISTÈRE

DES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

13712.

KAUNAS, le 18 juillet 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le GOUVERNEMENT LITUANIEN et le GOUVERNEMENT ISLANDAIS ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre la Lituanie et l'Islande, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants islandais et les marchandises produites ou fabriquées en Islande jouiront inconditionnellement, sur le territoire lituanien, d'un traitement à tous les égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux produits ou objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et, en général, dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants islandais, leur accès à s'établir sur le territoire lituanien, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions ainsi qu'au sujet des réquisitions pour des objets d'intérêt militaire et public et des impôts et autres droits ou contributions de quelque nature qu'ils soient.

Les navires islandais jouiront, dans les ports lituaniens, sur les cours d'eau et les mers territoriales de Lituanie, d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires lituaniens ou aux navires appartenant à la nation la plus favorisée, toutefois, avec la réserve que le droit de faire le cabotage est exclusivement réservé aux navires lituaniens.

Le Gouvernement lituanien s'engage en outre, à condition de réciprocité, à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, et les voitures, venant de ou allant en Islande, qui passent en transit le territoire lituanien, y comprises les eaux territoriales; et à leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, navires, bateaux et voitures lituaniens et leur accorder, en ce qui concerne les facilités, les droits, les restrictions et toute autre disposition, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, marchandises, bateaux, navires et voitures lituaniens ou à ceux qui appartiennent à un autre pays plus favorisé.

On railways the said goods shall enjoy as regards carriage and the cost of transport the treatment applied to the most-favoured nation.

Lithuania may not, in virtue of the above provisions, claim the same privileges as those granted or to be granted by Iceland to Norway or Sweden or both countries, so long as such advantages are not granted to a third State.

The above provisional Arrangement shall come into force as from the date of the present Note and shall remain in force until it is denounced by one of the parties at three months' notice, or until it is superseded by a commercial treaty.

I have the honour, etc.,

To His Excellency
M. GALVANAUSKAS,
Minister for Foreign Affairs of Lithuania.

(Signed) C. M. T. COLD.

LIETUVOS RESPUBLIKA.
LITHUANIAN REPUBLIC.
MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.
13712.

KAUNAS, July 18, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

THE LITHUANIAN and ICELANDIC GOVERNMENTS being desirous of establishing close commercial relations between Lithuania and Iceland, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, Icelandic nationals and goods produced or manufactured in Iceland will enjoy unconditionally on Lithuanian territory treatment at least as favourable in all respects as that accorded to the nationals and products or manufactured articles of the most-favoured foreign country. This treatment will be granted in all matters of commerce and navigation connected with importation, exportation and transit, and in general in all matters connected with customs duties and formalities and the commercial operations of Icelandic nationals, the access to and permission to settle on Lithuanian territory, to acquire and possess property of all kinds in Lithuania, to carry on trade or industry or to exercise other professions, and also in regard to requisitions for military and public purposes and taxes and other duties or charges of any kind whatever.

Icelandic vessels will enjoy in Lithuanian ports and on the waterways and in the territorial waters of Lithuania treatment which shall be not less favourable than that accorded to Lithuanian vessels or to vessels belonging to the most-favoured nation, provided always that the right to carry on maritime coasting trade shall be exclusively reserved for Lithuanian vessels.

The Lithuanian Government further undertakes, subject to reciprocity, to grant freedom of transit for persons, goods, vessels, boats and carriages which, coming from or proceeding to Iceland, pass in transit through Lithuanian territory, including Lithuanian territorial waters, and to grant them treatment at least as favourable as that accorded to Lithuanian nationals, goods, vessels, boats, carriages, and to grant them, in respect of facilities, rights, restrictions and any other provisions, treatment as favourable as that granted to Lithuanian nationals, goods, boats, vessels and carriages or to those belonging to another more-favoured country.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucune taxe de douane ou de transit, sans préjudice, toutefois, des taxes destinées exclusivement à couvrir les frais de surveillance et d'administration afférentes à ce transit.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

L'Islande ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Lituanie a données ou donnera à l'avenir à un des États Baltiques (Finlande, Esthonie et Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages ne sont pas accordés à un tiers État.

L'Islande ne pourra non plus exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui, par des raisons locales, seraient accordées à des États limitrophes.

L'Arrangement provisoire précité entrera en vigueur à partir de la date de la présente note et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis de trois mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) GALVANAUSKAS,
*Président du Conseil, Ministre des
Affaires étrangères.*

Son Excellence

Monsieur C. M. T. COLD.

Ministre des Affaires étrangères de Danemark.

Certifié pour copie conforme :

Copenhague, le 9 novembre 1923,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

Goods in transit shall not be subject to any customs or transit charge without prejudice, however, to charges intended exclusively to cover the cost of supervision and administration in respect of such transit.

On railways the said goods shall enjoy as regards carriage and the cost of transport the treatment applied to the most-favoured nation.

Iceland may not in virtue of the above provisions claim the same privileges as those granted or to be granted by Lithuania to one of the Baltic States (Finland, Esthonia and Latvia) or to all three of these countries, so long as these advantages are not granted to a third State.

Further, Iceland may not claim such privileges with regard to frontier commerce, traffic and communications as may be granted to neighbouring States for local reasons.

The above provisional arrangement shall come into force as from the date of the present Note, and shall remain in force until it is denounced by one of the parties at three months' notice, or until it is superseded by a commercial treaty.

I have the honour, etc.,

(Signed) GALVANAUSKAS,
*President of the Council
and Minister for Foreign Affairs.*

To His Excellency

M. C. M. T. COLD,

Minister for Foreign Affairs of Denmark.

**PAYS-BAS
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Echange de notes portant renouvellement de la Convention Internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des Actes qui la complètent. Belgrade, les 20 décembre 1922 et 15 juin 1923.

**THE NETHERLANDS AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Exchange of Notes renewing the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant Acts. Belgrade, December 20, 1922 and June 15, 1923.

No. 524. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES PAYS-BAS ET DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE¹ SUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER, SIGNÉE A BERNE LE 14 OCTOBRE 1890, AINSI QUE DES ACTES QUI LA COMPLÈTENT. BELGRADE, LES 20 DÉCEMBRE 1922 ET 15 JUIN 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 novembre 1923.

N° 745.

BELGRADE, le 20 décembre 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à l'avant dernier paragraphe de l'office que Son Excellence M. Trumbic a adressé le 15 octobre 1920 (Section consulaire N° 3775) à Son Excellence M. Advocaat, ministre des Pays-Bas à Belgrade, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères à La Haye vient de me charger de communiquer à Votre Excellence ce qui suit :

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine considère la Convention internationale de Berne du 14 octobre 1890 relative aux transports de marchandises par chemin de fer et les arrangements subséquents, comme étant de nouveau en vigueur entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, d'une part et les Pays-Bas d'autre part, sous la réserve que ladite Convention pourra être dénoncée d'année en année avec un délai de dénonciation de trois mois.

En m'acquittant par la présente des ordres de mon Gouvernement et en priant Votre Excellence de vouloir bien m'accuser réception de la présente, je saisis cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Get. C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

A Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères
à Belgrade.

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XIX, page 289.

De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXIV, page 562.

De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXX, page 184.

De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 920.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 524. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE NETHERLANDS AND OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, RENEWING THE INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL, SIGNED AT BERNE, OCTOBER 14, 1890, TOGETHER WITH ALL THE RELEVANT ACTS. BELGRADE, DECEMBER 20, 1922, AND JUNE 15, 1923.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this exchange of Notes took place November 17, 1923.

No. 745.

BELGRADE, December 20, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the last paragraph but one of the Note (Consular Section No. 3775) which His Excellency M. Trumbic addressed on October 15 to His Excellency M. Advocaat, Netherlands Minister at Belgrade, I have the honour to inform you that His Excellency the Minister for Foreign Affairs at The Hague has instructed me to make the following communication :

The Government of Her Majesty the Queen considers the Berne International Convention of October 14, 1890, concerning the transport of goods by rail, and the subsequent Agreements, as being once more in force between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Netherlands, with the reservation that the Convention in question may be denounced any year at three months' notice.

In carrying out the instructions transmitted by my Government, I would beg your Excellency kindly to acknowledge receipt of this letter, and have the honour, etc.

(Signed) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs,
Belgrade.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers, Vol. 82, page 771.

British and Foreign State Papers, Vol. 87, page 806.

British and Foreign State Papers, Vol. 92, page 433.

ROYAUME
DES
SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DÉPARTEMENT CONSULAIRE.
K. T. N° 2236.

En se référant aux lettres de Son Excellence M. le Ministre des Pays-Bas, N° 745 du 20 décembre 1922 et N° 279 du 2 avril 1923 et faisant suite à la lettre s. c. N° 3775 du 5 octobre 1920 adressée par le Ministère Royal à Son Excellence M. Advocaat, ministre des Pays-Bas à Belgrade, le Ministère Royal a l'honneur de faire savoir à la Légation des Pays-Bas que le Gouvernement Royal des Serbes, Croates et Slovènes reconnaît également que la Convention internationale de Berne du 14 octobre 1890, de même que ses arrangements ultérieurs, restent en vigueur entre les Pays-Bas, d'une part, et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, d'autre part, sous cette réserve que ladite Convention pourra être dénoncée par chaque Partie d'année en année dans un délai de trois mois.

Toutefois, étant donné qu'après la guerre mondiale certains changements se sont produits dans les rapports de transports entre les États signataires de la Convention, cette Convention sera appliquée avec les modifications prévues par les accords réciproques de deux Parties contractantes.

BELGRADE, le 15 juin 1923.

(Sceau du Ministère des Affaires étrangères
du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.)

A la Légation des Pays-Bas,
Belgrade.

KINGDOM
OF THE
SERBS, CROATS AND SLOVENES,
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
CONSULAR DEPARTMENT,
K. T. No. 2236.

With reference to the letters of His Excellency the Netherlands Minister, No. 745 of December 20, 1922, and No. 279 of April 2, 1923; and in continuation of letter s. c. No. 3775 of October 5, 1920, addressed by the Royal Ministry to His Excellency M. Advocaat, Netherlands Minister at Belgrade, the Royal Ministry has the honour to inform the Netherlands Legation that the Royal Government of the Serbs, Croats and Slovenes also recognises that the Berne International Convention of October 14, 1890, as well as the subsequent Agreements, remain in force as between the Netherlands and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, with the reservation that the said Convention may be denounced by either party any year with three months' notice.

However, as since the late war certain changes have been brought about in transport relations between the States signatory to the Convention, this Convention shall be applied with the modifications provided for in reciprocal Agreements concluded by the two Contracting Parties.

BELGRADE, *June 15*, 1923.

(Seal of the Ministry for Foreign Affairs of the
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.)

The Netherlands Legation,
Belgrade.

N° 525.

**GRANDE-BRETAGNE
ET PAYS-BAS**

Arrangement concernant l'échange de mandats postaux entre les Indes Orientales Néerlandaises et les Etats Malais Fédérés, signé à Weltevreden le 14, à Kuala Lumpur le 30 avril 1923.

**GREAT BRITAIN
AND THE NETHERLANDS**

Arrangement for the exchange of Money Orders between the Netherlands East Indies and the Federated Malay States, signed at Weltevreden, April 14, at Kuala Lumpur, April 30, 1923.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 525. — ARRANGEMENT FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE NETHERLANDS EAST INDIES AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE FEDERATED MALAY STATES, SIGNED AT WELTEVREDEN, APRIL 14, AT KUALA LUMPUR, APRIL 30, 1923.

No. 525. — OVEREENKOMST BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTWISSELS TUSSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN NEDERLANDSCH OOST-INDIË EN DE POSTADMINISTRATIE VAN DEN MALEISCHEN STATENBOND, GETEEKEND TE WELTEVREDEN DEN 14^{DEN} EN TE KUALA LUMPUR DEN 30^{STEN} APRIL 1923.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 17 novembre 1923.

Official English and Dutch texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Arrangement took place November 17, 1923.

In order to establish an exchange of Money Orders between the Netherlands East Indies and the Federated Malay States, the undersigned, being duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following articles.

Teneinde eene uitwisseling van postwissels tusschen Nederlandsch-Indië en den Maleischen Statenbond tot stand te brengen, zijn de ondergeteekenden, daartoe door hunne onderscheidenlijke Regeeringen behoorlijk gemachtigd, het navolgende overeengekomen.

Article 1.

There shall be a regular exchange of Money Orders between the Netherlands East Indies and the Federated Malay States.

Artikel 1.

Tusschen Nederlandsch-Indië en den Maleischen Statenbond wordt een geregelde uitwisseling van postwissels onderhouden.

Article 2.

The amount of orders issued in the Federated Malay States for payment in the Netherlands East Indies shall be expressed in the Netherlands East Indies currency (guilders and cents, 1 guilder = 100 cents), and the amount of the orders issued in the Netherlands East Indies for payment in the Federated Malay States

Artikel 2.

Het bedrag der postwissels, aangenomen in den Maleischen Statenbond ter uitbetaling in Nederlandsch-Indië wordt in Nederlandsch Indische munt (guldens en centen, 1 gulden = 100 centen) uitgedrukt en het bedrag der postwissels, aangenomen in Nederlandsch Indië ter uitbetaling in den Maleischen Statenbond

shall be expressed in the Federated Malay States currency (dollars and cents, 1 dollar = 100 cents). Each Administration is empowered to fix and to revise, when necessary, the rate of conversion applicable to the orders issued by it for payment by the other Administration.

Article 3.

The maximum amount for which a Money Order may be drawn upon the Netherlands East Indies shall be four hundred eighty guilders, and the maximum amount for which a Money Order may be drawn upon the Federated Malay States shall be four hundred dollars.

Article 4.

No Money Order shall contain a fractional part of a cent.

Article 5.

The manner and conditions of issuing Money Orders in either country shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Article 6.

The Money Orders shall be forwarded by each available mail to the office of payment

Article 7.

The Netherlands East Indian Administration and the Administration of the Federated Malay States shall each have the power to fix from time to time the rate of commission to be charged on all Money Orders which they may respectively issue. The Commission shall belong to the issuing Administration; but the Federated Malay States Administration shall pay to the Administration of the Netherlands East Indies one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ per cent) on the amount of Money Orders issued in the Federated Malay States and paid in the Netherlands East Indies and the Administration of Netherlands East Indies shall make a like payment to the Federated Malay

wordt in de munt van den Maleischen Statenbond (dollars en centen, 1 dollar = 100 centen) uitgedrukt. Iedere Administratie is bevoegd den koers te bepalen en zoo noodig te herzien van de postwissels, welke zij aanneemt ter uitbetaling door de andere Administratie.

Artikel 3.

Het maximum bedrag, waarvoor een postwissel voor Nederlandsch-Indië aangenomen mag worden, is 480 gulden en het maximum bedrag, waarvoor een postwissel voor den Maleischen Statenbond aangenomen mag worden, is vier honderd dollar.

Artikel 4.

De postwissels mogen geen gedeelte van een cent bevatten.

Artikel 5.

De wijze en voorwaarden van aanneming van de postwissels worden in beide landen beheerscht door de terzake bestaande bepalingen in het land van afgifte.

Artikel 6.

De postwissels worden met elke mail aan het kantoor van uitbetaling gezonden.

Artikel 7.

De Nederlandsch Indische postadministratie en de Postadministratie van den Maleischen Statenbond zijn bevoegd elk voor zich van tijd tot tijd het recht vast te stellen, dat geheven wordt van de postwissels, welke zij aannemen. De opbrengst van het recht komt toe aan de Administratie van het land van afzending doch de postadministratie van den Maleischen Statenbond betaalt aan de Nederlandsch Indische postadministratie een half procent ($\frac{1}{2}\%$) van het bedrag der uit den Maleischen Statenbond verzonden en in Nederlandsch Indië uitbetaalde postwissels, terwijl de Nederlandsch Indische postadministratie aan de postadministratie van den Maleischen Staten-

States Administration for Money Orders issued in the Netherlands East Indies and paid in the Federated Malay States.

bond een gelijk aandeel uitkeert voor de in Nederlandsch Indië aangenomen en in den Maleischen Statenbond uitbetaalde postwissels.

Article 8.

In case of the payee of a Money Order changing his residence from the Federated Malay States to Netherlands East Indies or vice versa, the Money Order shall be re-transmitted, free of charge, to the new residence.

Artikel 8.

Ingeval de geadresseerde van een postwissel zijn domicilie van den Maleischen Statenbond naar Nederlandsch Indië of omgekeerd verplaatst, wordt de postwissel kosteloos naar de nieuwe woonplaats nagezonden.

Article 9.

In the event of a Money Order being lost, the remitter or the payee may, within the period of prescription fixed in the issuing country, apply for a duplicate to be drawn up.

After satisfactory evidence shall have been obtained that the original order has not been and will not be paid to the payee nor repaid to the remitter, the application shall be complied with, free of charge, by the issuing Administration.

Artikel 9.

Indien een postwissel verloren gaat, kan de afzender of de geadresseerde, binnen den door het land van afzending voorgeschreven termijn, een duplicaat daarvan aanvragen.

Nadat voldoende zekerheid zal zijn verkregen, dat de oorspronkelijke postwissel niet aan den geadresseerde uitbetaald of aan den afzender terugbetaald is of zal worden, wordt aan het verzoek kosteloos door de Administratie van afzending gevolg gegeven.

Article 10.

Applications by the remitters for the alteration or correction of the name of the payée shall be received under the regulations of the country of issue and forwarded to the country of payment for disposal under its regulations, accompanied by such information as may be necessary for the identification of the particular order referred to.

Artikel 10.

Verzoeken van de afzenders om wijziging of verbetering van den naam van den geadresseerde worden overeenkomstig de bepalingen van het land van afzending aangenomen en, vergezeld van zoodanige inlichtingen als noodig zijn ter onderkenning van den betrekkelijken postwissel, aan het land van bestemming doorgezonden behandeling volgens de bepalingen van dat land.

Applications by remitters for repayment of orders shall be received and forwarded in like manner, the repayment being made only under the authority of the country of payment and according to the Administration of issue.

Verzoeken van afzenders om terugbetaling van postwissels worden op gelijke wijze aangenomen en doorgezonden; de terugbetaling heeft alleen plaats na verkregen machtiging van het land van bestemming en overeenkomstig de bepalingen van de Administratie van afzending.

Article 11.

Applications by the remitters of Money Orders for an advice of payment shall be received under the regulations of the country of issue of the Money Order. The fees charged

Artikel 11.

Verzoeken van de afzenders van postwissels om een bericht van betaling worden volgens de bepalingen van het land van afzending van den postwissel aangenomen. De voor

for this service shall be retained by the Administration which collects them.

When an advice of payment is applied for at the time of issue of the Money Order the fact will be notified to paying office by the addition of the letters "A. P." on the front of the Money Order. When an application for an advice of payment is made after the issue of the Money Order, a form of "Advice of Payment" shall be sent by the office of issue to the office of payment. The latter will insert the particulars and return the form to the office of issue for transmission to the remitter.

Article 12.

The orders drawn by each country on the other shall be subject as regards payment to the regulations which govern the payment of inland orders of the country on which they are drawn.

Article 13.

The term of validity of either Money Order or its duplicate is fixed at six months from the last day of the month of their issue.

After this term they may only be paid upon an authorisation of payment emanating from the issuing Administration.

The amount of Money Orders, which has not been paid to the payee nor repaid to the remitter within the period of prescription, shall belong to the country in which such orders were issued.

Article 14.

At the close of the month or as soon thereafter as practicable the Administration of the Federated Malay States and of the Netherlands East Indies shall each enter all paid and duly discharged Money Orders in monthly accounts, the totals of which are increased by the fee of half of one per cent referred to in Article 7.

dezen dienst geheven rechten worden door de Administratie die ze ingevorderd heeft, behouden.

Wanneer de aanvraag voor een bericht van betaling gelijktijdig met de aanneming van den postwissel wordt gedaan, wordt dit door toevoeging van de woorden « A. P. » op de voorzijde van den postwissel aan het kantoor van betaling kenbaar gemaakt.

Wanneer een bericht van betaling na de aanneming van den postwissel wordt aangevraagd, wordt een formulier voor een « Bericht van Betaling » door het kantoor van storting aan het kantoor van bestemming gezonden. Na invulling door laatstbedoeld kantoor wordt het formulier naar het kantoor van storting teruggezonden ter uitreiking aan den afzender.

Artikel 12.

De door het eene land aan het andere gezonden postwissels zijn ten opzichte van de uitbetaling onderworpen aan de bepalingen, welke de uitbetaling van binnenlandsche postwissels in het land van bestemming, beheerschen.

Artikel 13.

De termijn van geldigheid van een postwissel of van het duplicaat daarvan, wordt vastgesteld op zes maanden, gerekend van den laatsten dag der maand van hunne aanneming;

Na dezen termijn kunnen zij slechts worden uitbetaald op eene door de Administratie van afzending af te geven machtiging tot betaling.

Het bedrag der postwissels, dat binnen den voorgeschreven termijn noch aan den geadresseerde uitbetaald, noch aan den afzender terugbetaald is, komt ten voordeele van het land van afzending.

Artikel 14.

Na afloop van de maand of zoo spoedig mogelijk daarna vermelden de postadministratie van den Maleischen Statenbond en die van Nederlandsch Indië alle betaalde en behoorlijk gekwiteerde postwissels op maandrekeningen, waarvan de totalen verhoogd worden met het recht van een half procent, bedoeld in artikel 7.

The monthly accounts in duplicate, together with the paid orders, shall be transmitted as soon as possible to the Administration of issue of the orders. After checking, one copy of the account will be accepted and returned to the Administration of payment of the orders together with a draft in settlement of the account. The draft shall be in dollars payable at sight at Kuala Lumpur in the case of amounts due to the Federated Malay States and in guilders payable at sight at Weltevreden in the case of amounts due to the Netherlands East India.

A blank account shall be forwarded in case there shall be no payments to announce.

Article 15.

In the case of non-payment of an account within one month after its receipt by the debtor Administration, the amount of such account shall bear interest from the date of the expiration of that period until the date on which payment is received. This interest shall be at the rate of 7 per cent per annum and be debited in the next account to the Administration which is in arrear.

Article 16.

If one Administration finds that the other Administration owes it more than five thousand dollars or guilders, it is entitled to claim a payment on account of provisional settlement up to three-fourths of the amount due. In such cases the claim must be met within fifteen days of the date of receipt of the claim.

In case of non-payment of the instalment within this period the provisions of Article 15 apply.

Article 17.

Each Administration shall have authority to suspend temporarily the exchange of Money Orders, in case the course of exchange or any other circumstances shall give rise to abuses or cause detriment to the revenue.

De maandrekeningen worden in tweevoud gelijktijdig met de uitbetaalde postwissels zoo spoedig mogelijk gezonden aan de Administratie die de postwissels heeft aangenomen. Na onderzoek wordt een afschrift van de goedgekeurde rekening aan de Administratie van uitbetaling teruggezonden tegelijk met een bankwissel ter afdoening van de rekening. De bankwissel wordt in dollars, betaalbaar op zicht te Kuala Lumpur uitgedrukt, wanneer bedragen aan den Maleischen Statenbond overgemaakt moeten worden en in guldens, betaalbaar baar te Weltevreden, wanneer bedragen aan Nederlandsch Indie overgemaakt moeten worden. Indien geen betalingen te vermelden zijn, wordt een blanco rekening ingediend.

Artikel 15.

Indien een rekening niet binnen een maand na ontvangst door de Administratie, die te betalen heeft, is verevend, is voor het bedrag van die rekening rente verschuldigd, te rekenen van den dag, waarop genoemde termijn is verstreken tot aan den dag waarop de betaling plaats heeft. Deze rente wordt berekend tegen zeven procent'sjaars, en, ten laste van de Administratie, die achterstallig is, in de volgende rekening opgenomen.

Artikel 16.

De Administratie, die van de andere Administratie meer dan vijf duizend dollar of gulden heeft te vorderen, heeft het recht om betaling bij voorschot te eischen tot het drie vierde gedeelte van het verschuldigde bedrag. In voorkomende gevallen moet aan dien eisch, binnen vijftien dagen, gerekend vanaf den dag van ontvangst van de vordering, worden voldaan. Ingeval van niet-betaling van het voorschot binnen dit tijdvak, zijn de bepalingen van art. 15 van toepassing.

Artikel 17.

Iedere Administratie heeft de bevoegdheid om de uitwisseling van postwissels tijdelijk te staken, indien de koers of andere omstandigheden aanleiding geven tot misbruiken of nadeel aan de inkomsten veroorzaken.

Article 18.

The contracting Administrations shall communicate to each other :

The names of the Post Offices authorised to pay and issue Money Orders ; a copy of the Money Order form in use in their respective countries.

Artikel 18.

De contracteerende Administratiën doen el-
kander toekomen : Eene opgave van de
namen der postkantoren, bevoegd tot het
uitbetalen en aannemen van postwissels ;
een voorbeeld van het in haar land in gebruik
zijnde postwissel-formulier.

Article 19.

The Postal Administration in either country shall be authorised to adopt any additional rules, if not repugnant to the foregoing, for greater security against fraud or for the better working of the systems generally. All such additional rules, however, must be communicated to the Postal Administration of the other country.

Artikel 19.

De postadministratie van ieder land is bevoegd alle verdere maatregelen te nemen, mits zij niet in strijd zijn met de voorafgaande bepalingen om bedriegelijke handelingen tegen te gaan of om aan de stelsels in het algemeen eene betere werking te verzekeren. Van zoodanige maatregelen moet echter mededeeling aan de Postadministratie van het andere land geschieden.

Article 20.

This arrangement shall take effect on the first day of September 1923 and shall continue in force until six months after either of the contracting countries shall have notified to the other its intention to terminate it.

Artikel 20.

Deze overeenkomst zal in werking treden op den eersten September 1923 en van kracht blijven tot na afloop van een termijn van 6 maanden, nadat een der contracteerende landen zijn voornemen om den dienst te beëindigen, aan het andere heeft te kennen gegeven.

Executed in duplicate and signed at Kuala Lumpur, this 30th day of April 1923.

Dubbel opgemaakt en geteekend te Weltevreden, den 14n April 1923.

(w. g.) C. H. ALLEN,
*Director, Post and Telegraphs
Department, Federated Malay States.*

(w. g.) E. W. L. VON FABER.
*Chef van den Post-, Telegraaf- en
Telefoondienst.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 525. — ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DE MANDATS POSTAUX ENTRE LES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES ET LES ÉTATS MALAIS FÉDÉRÉS, SIGNÉ A WELTEVREDEN, LE 14, A KUALA LUMPUR LE 30 AVRIL 1923.

En vue d'établir un service pour l'échange des mandats-poste entre les INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES et les ÉTATS FÉDÉRÉS DE LA MALAISIE, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Il est institué un service régulier pour l'échange des mandats-poste entre les Indes orientales néerlandaises et les Etats Fédérés de la Malaisie.

Article 2.

Les mandats-poste émis dans les Etats Fédérés de la Malaisie, pour être payés dans les Indes orientales néerlandaises, seront libellés en monnaie des Indes orientales néerlandaises (florins et cents ; 1 florin = 100 cents) ; les mandats émis dans les Indes orientales néerlandaises, pour être payés dans les Etats Fédérés de la Malaisie, seront libellés en monnaie des Etats Fédérés de la Malaisie (dollars et cents ; 1 dollar = 100 cents). Chaque administration est autorisée à fixer et à modifier, lorsqu'il est nécessaire de le faire, le taux de conversion applicable aux mandats émis par elle, pour être payés par l'autre administration.

Article 3.

Le montant maximum des mandats-poste payables aux Indes orientales néerlandaises est fixé à 480 florins et le montant maximum des mandats-poste payables dans les Etats Fédérés de la Malaisie, à 400 dollars.

Article 4.

Aucun mandat-poste ne devra comporter de fraction de cents.

Article 5.

Les modalités et conditions d'émission des mandats-poste seront régies, dans chacun des deux pays, par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 6.

Les mandats-poste seront transmis au bureau de paiement par tout courrier utilisable.

Article 7.

L'administration des Indes orientales néerlandaises et l'administration des Etats Fédérés de la Malaisie auront chacune le droit de fixer de temps à autre le taux de la commission à percevoir sur les mandats-poste qu'elles pourraient respectivement émettre. La commission sera acquise à l'administration du bureau d'émission ; toutefois, l'administration des Etats Fédérés de la Malaisie versera à l'administration des Indes orientales néerlandaises un demi pour cent ($\frac{1}{2}\%$) du montant des mandats émis dans les Etats Fédérés de la Malaisie et payés aux Indes orientales néerlandaises ; de son côté, l'administration des Indes orientales néerlandaises effectuera un versement analogue à l'administration des Etats Fédérés de la Malaisie, pour les mandats-poste émis aux Indes orientales néerlandaises et payés dans les Etats Fédérés de la Malaisie.

Article 8.

Si le destinataire d'un mandat-poste transfère son domicile des Etats Fédérés de la Malaisie aux Indes orientales néerlandaises, ou vice versa, le mandat-poste sera réexpédié gratuitement au nouveau domicile.

Article 9.

En cas de perte d'un mandat-poste, l'expéditeur ou le destinataire peuvent, avant l'expiration du délai de prescription fixé par le pays émetteur, demander l'établissement d'un duplicata.

Après qu'il aura été dûment constaté que le mandat original n'a pas été et ne sera pas payé au destinataire, ni remboursé à l'expéditeur, l'administration d'émission donnera gratuitement suite à la demande.

Article 10.

Les demandes de modification ou de rectification du nom du destinataire, formulées par l'expéditeur, seront admises conformément aux règlements en vigueur dans le pays d'émission et transmises au pays chargé du paiement, qui donnera suite à la demande, conformément à ses règlements ; les demandes seront accompagnées des renseignements nécessaires à l'identification du mandat visé.

Les demandes de remboursement de mandats formulées par les expéditeurs seront reçues et transmises de la même manière ; le remboursement ne sera effectué que sur autorisation du pays chargé du paiement et conformément aux règlements de l'administration du pays d'émission.

Article 11.

Les demandes formulées par les expéditeurs de mandats-poste, en vue de recevoir un avis de paiement, seront admises conformément aux règlements du pays d'émission. Les taxes prévues pour ce service seront acquises à l'administration qui les perçoit.

Lorsque l'avis de paiement est demandé au moment de l'émission du mandat-poste, il en est donné avis au bureau payeur par l'inscription des lettres « A. P. » en tête du mandat-poste.

Lorsque l'avis de paiement est demandé après l'émission du mandat-poste, un formulaire d'avis de paiement est envoyé par le bureau d'émission au bureau payeur. Ce dernier porte sur le

formulaire les renseignements prévus et le renvoie au bureau d'émission, pour qu'il soit remis à l'expéditeur.

Article 12.

Le paiement des mandats-poste tirés par un pays sur l'autre sera soumis aux règlements qui régissent le paiement des mandats-poste intérieurs du pays chargé d'effectuer le paiement.

Article 13.

La validité d'un mandat-poste ou de son duplicata est de six mois, à dater du dernier jour du mois où il a été émis.

Après ce délai, le paiement ne peut être effectué que sur autorisation à cet effet émanant de l'administration du pays d'émission.

Le montant des mandats-poste qui n'ont pas été payés au destinataire, ni remboursés à l'expéditeur avant l'expiration de la période de prescription est acquis au pays dans lequel ces mandats ont été émis.

Article 14.

A la fin de chaque mois ou aussitôt que possible après cette date, l'administration des Etats Fédérés de la Malaisie et l'administration des Indes orientales néerlandaises établiront un état mensuel de tous les mandats payés et dûment liquidés ; le montant total sera augmenté de la commission d'un demi pour cent prévue à l'article 7.

Les états mensuels établis en double exemplaire et accompagnés des mandats-poste payés seront envoyés aussitôt que possible à l'administration du pays d'émission. Après vérification, un exemplaire de l'état sera approuvé et retourné à l'administration du pays de paiement des mandats, en même temps qu'une traite en règlement de compte. La traite sera payable à vue, en dollars, à Kuala Lumpur, pour les montants dus aux Etats Fédérés de la Malaisie, et en florins, à Weltevreden, pour les montants dus aux Indes orientales néerlandaises.

Dans le cas où il n'y aurait aucuns paiements à signaler, il sera envoyé un état « néant ».

Article 15.

En cas de non-règlement d'un compte dans le délai d'un mois, à dater de sa réception par l'administration débitrice, les sommes dues porteront intérêt à dater de l'expiration de cette période jusqu'au jour où le paiement aura été reçu. Le taux d'intérêt est fixé à 7 % par an et sera porté au débit du premier compte adressé ultérieurement à l'administration débitrice.

Article 16.

Si l'une des administrations constate que l'autre administration est débitrice de plus de 5.000 dollars ou florins, elle a le droit d'exiger, à titre de règlement provisoire, le versement des trois quarts de la somme due. Dans les cas de ce genre, la demande devra recevoir satisfaction dans un délai de quinze jours à dater de sa réception.

En cas de non-paiement de l'acompte dans le délai fixé, les dispositions de l'article 15 sont applicables.

Article 17.

Chaque administration a le droit de suspendre temporairement l'échange des mandats-poste, dans le cas où le mode d'échange ou d'autres circonstances donneraient lieu à des abus ou porteraient préjudice à ses finances.

Article 18.

Les administrations contractantes se communiqueront réciproquement :
La liste des bureaux de poste autorisés à payer et à émettre les mandats-poste ;
Un exemplaire des formulaires de mandats-poste en usage dans chaque pays.

Article 19.

Les administrations postales des deux pays seront autorisées à adopter toutes dispositions complémentaires, non contraires aux présentes stipulations, en vue d'assurer une sécurité plus grande contre les fraudes ou un fonctionnement meilleur du service. Toutes ces dispositions complémentaires devront toutefois être communiquées à l'administration postale de l'autre pays.

Article 20.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1923 et conservera sa validité pendant six mois à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le dénoncer.

Fait en double expédition et signé à Weltevreden le 14 avril 1923.

(Signé) E. W. L. VON FABER.

*Chef du Service des Postes, Télégraphes
et Téléphones.*

Fait en double expédition et signé à Kuala Lumpur le 30 avril 1923.

(Signé) CH. ALLEN.

*Directeur du Service des Postes et
Télégraphes des Etats Malais Fédérés.*

N° 526.

**NORVÈGE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Arrangement commercial signé à
Prague le 2 octobre 1923.

**NORWAY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Commercial Agreement, signed at
Prague, October 2, 1923.

No. 526. — ARRANGEMENT COMMERCIAL ENTRE LA NORVÈGE ET
LA TCHÉCOSLOVAQUIE, SIGNÉ A PRAGUE LE 2 OCTOBRE 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 novembre 1923.

Les soussignés, dûment autorisés à conclure un arrangement commercial pour favoriser le développement des relations économiques entre la NORVÈGE et la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE sont convenus sur ce qui suit :

1. En attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre la République tchécoslovaque et la Norvège, les ressortissants, les produits et les marchandises, y compris les marchandises en transit, ainsi que les navires d'un des deux pays, jouiront dans l'autre pays du traitement de la nation la plus favorisée sous tous les rapports.

2. Le même traitement sera accordé aux sociétés et associations constituées conformément aux lois de l'une des Parties contractantes, ayant leur domicile sur le territoire de cette Partie, et dûment admises à l'exercice de leur commerce ou leur industrie dans le territoire de l'autre Partie, étant entendu que l'admission de toutes ces sociétés reste toujours subordonnée aux lois et ordonnances en vigueur dans les pays respectifs.

3. Toute levée de prohibition d'entrée accordée, même à titre temporaire, par un des deux pays à une tierce Puissance sera appliquée inconditionnellement aux produits identiques ou similaires, originaires et en provenance de l'autre pays.

Quant au régime de licences d'importation ou d'exportation qui existe ou pourrait exister à l'avenir dans les deux pays, les Parties contractantes traiteront les demandes des ressortissants de l'autre partie concernant les dérogations aux restrictions existantes d'une manière la plus favorable que les circonstances permettent.

4. Le principe de la nation la plus favorisée sera également appliqué à chaque égard en ce qui concerne l'établissement des fonctionnaires consulaires ainsi que les droits et privilèges de ces fonctionnaires dans les deux pays.

5. Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée les faveurs spéciales que les deux Parties contractantes ont accordées ou accorderont à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic dans les zones frontalières, ni celles que la Norvège a accordées ou accordera à l'avenir au Danemark et à la Suède ou à l'un ou l'autre des deux pays, étant entendu que la République tchécoslovaque pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, au cas où ils auraient été accordés par la Norvège à un tiers Etat non cité ci-dessus.

Il est de même convenu que les stipulations visant le traitement de la nation la plus favorisée ne porteront aucune atteinte aux dispositions de l'article 222 du Traité de Paix de Saint-Germain et de l'article 205 du Traité de Paix de Trianon.

6. Le présent Arrangement sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Christiania. Cet Arrangement reste valable pour la

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 526. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN NORWAY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED AT PRAGUE, OCTOBER 2, 1923.

Official French text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 26, 1923.

The undersigned, being duly empowered to conclude a Commercial Agreement for the furtherance of economic relations between NORWAY and the CZECHOSLOVAK REPUBLIC, have agreed to the following stipulations :

(1) Pending the conclusion of a Commercial and Navigation Treaty between the Czechoslovak Republic and Norway, the nationals, produce and goods, including goods in transit, and the vessels of either country, shall in every respect enjoy the most-favoured-nation treatment in the other country.

(2) The same treatment shall be accorded to companies and associations established in conformity with the laws of one of the Contracting Parties, having their registered headquarters in the territory of such Party and being duly authorised to carry on their trade or industry in the territory of the other Party, provided always that the authorisation accorded to any of these companies must in all cases conform to the laws and decrees in force in the respective countries.

(3) If one of the two countries rescinds, even temporarily, a prohibition of importation, in favour of a third Power, this shall also apply unconditionally to the same or similar goods produced in and coming from the other country.

In connection with any system of import or export licences which exists, or which may be established, in one of the two countries, the Contracting Parties shall consider the requests of nationals of the other Party to be exempted from such restrictions, in the most favourable light possible.

(4) The most-favoured-nation principle shall also apply, in every respect, to the establishment of consular officers, and the rights and privileges of these officers, in the two countries.

(5) Any special concessions which the two Contracting Parties have granted, or may grant, to neighbouring States in order to facilitate traffic in frontier districts, or those which Norway has granted, or may grant in the future, to Denmark and Sweden or to one of those two countries, shall not be considered as derogations from the most-favoured-nation principle ; it being understood that the Czechoslovak Republic may immediately claim the benefit of these concessions when they have been granted by Norway to a third State not mentioned above.

It is also agreed that the stipulations concerning the most-favoured nation shall not in any way affect the provisions of Article 222 of the Treaty of Peace of St. Germain and Article 205 of the Treaty of Peace of Trianon.

(6) The present Agreement shall be ratified and shall come into force fifteen days after the instruments of ratification have been exchanged, which shall take place at Christiania. This Agree-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

durée d'un an. Après la fin de ce terme il sera prorogé par tacite reconduction, étant entendu que chacune des deux Parties contractantes pourra, en tout temps, le dénoncer en donnant un préavis de trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Arrangement.

Fait en double, à Prague, le 2 octobre 1923.

A. SCHEEL.

L. NOVÁK.

J. DVOŘÁČEK.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Kristiania, le 20 novembre 1923.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales :*

(Signé) G. VON TANGEN.

BERLIN, le 15 octobre 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que, dans l'intérêt des relations commerciales réciproques des deux pays, l'Arrangement commercial norvégien-tchécoslovaque signé le 2 courant à Prague soit mis en vigueur provisoirement aussitôt que possible et avant l'échange des instruments de ratification.

Si, de son côté, le Gouvernement de la République tchécoslovaque est prêt à procéder de cette manière, le Gouvernement royal accepte d'avance par la présente, comme date pour la mise en vigueur provisoire de l'Arrangement commercial, la date que Votre Excellence voudra bien indiquer dans sa réponse à cette note.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

A. SCHEEL,

*Plénipotentiaire norvégien pour la
signature d'un Arrangement com-
mercial entre la Norvège et la
République tchécoslovaque.*

A Son Excellence

Monsieur E. BENEŠ,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.
Kristiania, le 20 novembre 1923.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales :*

(Signé) G. VON TANGEN.

ment shall remain in force for one year. At the end of this period it shall be renewed by tacit consent, although either of the two Contracting Parties may, at any time, denounce it after giving three months' notice.

In faith whereof, the plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Prague, October 2, 1923.

A. SCHEEL.

L. NOVÁK.

J. DVOŘÁČEK.

BERLIN, October 15, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to propose to Your Excellency that the Norwegian-Czechoslovak Commercial Agreement, signed on October 2 at Prague, might, in the interests of reciprocal commercial relations between the two countries, come provisionally into force as soon as possible and before the instruments of ratification are exchanged.

If the Government of the Czechoslovak Republic is prepared to adopt this procedure, the Royal Government, by this present note, accepts in advance as the date for the provisional entry into force of the Commercial Agreement the date which Your Excellency may indicate in his reply.

I have the honour, etc.

A. SCHEEL,

*Norwegian Plenipotentiary for the
Signature of a Commercial Agree-
ment between Norway and the
Czechoslovak Republic.*

To His Excellency M. E. BENEŠ,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

PRAHA, le 30 octobre 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos notes datées le 15 octobre 1923.

Si c'est aujourd'hui, seulement, que je me permets de vous faire savoir que le Gouvernement de la République tchécoslovaque est d'accord avec la procédure que vous mentionnez dans vos notes, c'est parce que je voulais vous faire part, en même temps, de la date de l'approbation de l'Arrangement commercial norvégien-tchécoslovaque par le Conseil des Ministres de la République ainsi que de sa publication, par laquelle ledit Arrangement serait mis en vigueur provisoirement avant l'échange des instruments de ratification. L'approbation susmentionnée ayant eu lieu le 25 courant, l'Arrangement en question sera publié le 31 de ce mois et entrera le même jour en vigueur.

En vous en informant, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer les assurances de ma très haute considération et l'expression de mes sentiments très dévoués.

D. EVART BENEŠ.

A Son Excellence

Monsieur A. SCHEEL,

Plénipotentiaire norvégien pour la

signature d'un Arrangement commercial

entre la Norvège et la République tchécoslovaque,
à Berlin.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Kristiania, le 20 novembre 1923.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales :*

(Signé) G. VON TANGEN.

PRAGUE, *October 30, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your notes dated October 15, 1923.

I have not informed you before to-day that the Government of the Czechoslovak Republic agrees to the procedure mentioned in your notes, because I wished to communicate to you at the same time the date on which the Norwegian-Czechoslovak Commercial Agreement was approved by the Czechoslovak Cabinet and the date of its publication by which the Agreement in question will come into force provisionally before the exchange of the instruments of ratification. The Agreement was approved on the 25th of this month. It will be published on the 31st of this month and will come into force on the same day.

I have the honour, etc.

D. EVART BENEŠ.

To His Excellency M. A. SCHEEL,
Norwegian Plenipotentiary for the
Signature of a Commercial Agreement
between Norway and the Czechoslovak Republic
at Berlin

N° 527.

ISLANDE ET NORVÈGE

Arrangement concernant l'abonnement aux journaux et publications périodiques, avec règlement d'exécution y afférent, signé à Christiania le 28 juillet, à Reykjavik le 10 août 1923.

ICELAND AND NORWAY

Arrangement regarding subscriptions to newspapers and periodicals, and detailed Regulations for the carrying out of this Arrangement, signed at Christiania, July 28, and at Reykjavik, August 10, 1923.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 527. — OVERENSKOMST OM ABONNEMENT PÅ BLAD OG TIDSSKRIFTER MELLEM NORGE OG ISLAND, UNDERTEGNET I KRISTIANIA DEN 28 JULI 1923, I REYKJAVIK DEN 10 AUGUST 1923.

Texte officiel norvégien communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 novembre 1923.

Official Norwegian text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 29, 1923.

Poststyrelsene i NORGE og ISLAND er in henhold til spesiell fullmakt blitt enige om følgende overenskomst :

Artikkel 1.

Posttjenesten med abonnement på blad mellom Norge og Island foregår i overensstemmelse med bestemmelsene i nærværende overenskomst.

Tidsskrifter sidestilles med blad med hensyn til abonnement.

Artikkel 2.

Poststedene i de to land mottar bestillinger fra publikum på blad som utkommer i det annet land og hvis utgivere har godtatt postvesenets mellomkomst i abonnementstjenesten.

De mottar tillike bestillinger på blad fra alle andre land som vedkommende postvesen måtte være istand til å levere, men hvert land har adgan til ikke å motta abonnement på blad som er utelukket fra transport og fordeling på dets territorium.

Artikkel 3.

Hvert postvesen fastsetter de priser hvorefter det leverer det annet postvesen sine innenrikske blad, samt i tilfelle blad som utkommer i fremmed land.

Disse priser kan ikke i noget tilfelle være høyere enn dem som opkreves hos abonnentene innenriks i Norge, og på Island ikke høyere enn den leveringspris som erlegges av det islandske postvesen med tillegg av den innenrikske gjennomsnittlige porto og en kommisjonsavgift av inntil 50 øre for hver abonnementstermin.

For norske og islandske blad og tidsskrifter fra eller til Norge og Island som sendes med direkte skib eller transiterer bare skandinaviske land, opkreves en transittgodtgjørelse av 25 øre pr. kvartal eller del av kvartal for blad eller tidsskrift som utkommer oftere enn én gang om uken og ellers 12½ øre pr. kvartal — alt under hensyntagen til eventuell kursforskjell. Transittgodtgjørelsen tilfaller det norske postvesen, som foretar oppgjør med de mellemliggende land. De nærmere regler for denne godtgjørelses beregning fastsettes av poststyrelsene.

For islandske blad og tidsskrifter til alle andre land enn Norge og blad og tidsskrifter fra andre land til Island beregnes transittgodtgjørelsen overensstemmende med de i Verdenspostkonvensjonen fastsatte satser for sådanne forsendelser, medmindre lavere transittgodtgjørelse er fastsatt ved særskilt overenskomst.

Artikkel 4.

1. Bestemmelseslandets postvesen fastsetter den kurs, hvorefter leveringsprisen omsettes til dette lands mynt.

2. Bestemmelseslandets postvesen fastsetter den pris abonnenten skal erlegge, idet der til leveringsprisen kan legges en passende avgift, kommisjons- eller ombæringsgebyr, dog må disse omkostninger ikke være større enn dem som opkreves av det norske postvesen for innenriksk abonnement eller som av det islandske postvesen opkreves som dets innenrikske porto- og kommisjonsavgifter overensstemmende med artikkel 3. Derhos tillegges i tilfelle den efter vedkommende lands lovgivning fastsatte stempelavgift.

3. Abonnementsprisen erlegges ved bestillingen og for hele abonnementsterminen.

Artikkel 5.

Forandringer i prisopgavene skal meldes til centralstyrelsen i bestemmelseslandet eller til et dertil spesielt utpekt kontor, såvidt mulig innen 1 måned før det tidsrum begynner som forandringene angår. De gjelder for abonnement som er tegnet for denne termin, men har ingen virkning på abonnement som er løpende ved de nye prisers bekjentgjørelse.

Artikkel 6.

Priskuranter, prospekter, reklamhefter o. s. v. som er innlagt i bladet, men som ikke utgjør en integrerende del av det, er undergitt trykksaksporto. Denne porto skall være avgjort ved frimerker eller avtrykk av frankeringsmaskin anbragt på omslaget, konvolutten eller selve trykksaksforsendelsen.

Artikkel 7.

1. Abonnement kan kun tegnes for de terminer som er fastsatt i de offisielle lister.

2. Abonnenter som ikke har bestilt i rette tid har ingen rett til å erholde nummere som er utkommet siden abonnementsterminens begynnelse.

Artikkel 8.

1. Abonnentene kan i tilfelle av at de forander bopel innen landet, få sig bladet tilstillet efter den nye adresse ved utvekslingskontorenes mellemkomst. Herfor kan der opkreves en avgift efter vedkommende lands innenrikske bestemmelser.

2. Abonnement tegnet gjennom postvesenet i ett av de to land overflyttes fra et sted i ett av landene til et sted i ett annet av disse land mot forutbetaling av 50 øre pr. overflytning.

Beløpet tilfaller det postvesen som har opkrevd det.

3. Hvis abonnenten flytter til et annet land enn ett av de kontraherende, sendes nummerne under adressatens personlige adresse og helt frankert enten av utgiveren eller av det første bestemmelsespoststed, mot at abonnenten på forhand betaler portoen.

Artikkel 9.

Poststedene er forpliktet til uten utgift for abonnenten å fremme enhver begrunnet besværing over forsinkelser eller uregelmessigheter av hvilkensomhelst art i abonnementstjenesten.

Artikkel 10.

Postvesene påtar sig intet ansvar for de ydelser og forpliktelser som påhviler utgiverne.

De er ikke pliktige til nogen tilbakebetaling i tilfelle av at utgivelsen av nogetblad i løpet av abonnementsperioden måtte opphøre eller avbrytes.

Artikkel 11.

Hvert postvesen beholder udelte de takster og avgifter som det opkrever i tillegg til leveringsprisen.

Artikkel 12.

1. Avregningene over leverte og bestilte blad oppgjøres kvartalsvis og betales av det skyldige postvesen i det tilgodehavende lands lovlige mynt og innen utløpet av et tidsrum som fastsettes ved reglement eller efter overenskomst mellem de to poststyrelser.

2. Saldoen betales, hvis ikke annet er avtalt, ved postanvisning.

De i den anledning utfordigede postanvisninger belastes ikke med noget gebyr, og de kan overstige det i vedkommende overenskomst fastsatte maksimumsbeløp.

3. Saldøer som ikke betales i rett tid forrentes med syv prosent årlig till fordel for det tilgodehavende postvesen.

Artikkel 13.

Abonnementstjenesten foregår gjennom utvekslingskontorer, som utpekes av hvert postvesen.

Artikkel 14.

Till gjennomførelse av denne overenskomst har poststyrelsene adgang til ved et særskilt reglement eller ved skriftveksel å fastsette de nærmere bestemmelser.

I tilfelle der melder sig spørsmål som ikke er omhandlet i nærværende overenskomst skal disse avgjøres overensstemmende med Verdenspostforeningens overenskomster og ekspedisjonsreglementer.

Artikkel 15.

Denne overenskomst trer i kraft den 1 oktober 1923 og gjelder inntil videre ; men hver av de to kontraherende parter har anledning til å opsi den med 1 års varsel.

Utfordiget i to eksemplarer.

KRISTIANIA, den 28 juli 1923.

(Sign.) SOMMERSCHILD.

REYKJAVIK, 10 august 1923.

(Sign.) KLAUS HELSING.

(Sign.) S. BRIEM.

Vu pour légalisation :

Ministère des Affaires étrangères,
Christiania, le 23 novembre 1923.

Pour le Secrétaire général :

W. FOSS.

EXPEDISJONSREGLEMENT TIL OVERENSKOMST OM ABONNEMENT PÅ BLAD
OG TIDSSKRIFTER MELLEM NORGE OG ISLAND.

Den norske og den islandske poststyrelse har truffet avtale om at der for tjenesten med abonnement på blad og tidsskrifter skal gjelde følgende bestemmelser :

Artikkel 1.

Poststyrelsene underretter hinannen om hvilke utvekslingskontorer de har utsett til den gjensidige utveksling.

Disse kontorer korresponderer direkte sig imellem angående alt som vedkommer abonnements-tjenesten.

Artikkel 2.

1. Poststyrelsene tilstiller hinannen en fortegnelse over de blad som der kan tegnes abonnement på ved deres mellemkomst, med angivelse av abonnementsbetingelser, gjennomsnittsvekten i gram av hvert blad og leveringsprisen, deri innbefattet innenriksk porto og eventuell kommisjonsavgift. Leveringsprisen uttrykkes i det lands lovlige mynt som leverer bladet.

De rettelser som blir å foreta i denne liste meddeles uopholdelig.

2. Postvesenene skal dessuten gi beskjed om de blad som er forbudt.

Artikkel 3.

Ved hjelp av de i henhold til foregående artikkel innkomne fortegnelser, utarbeider hvert postvesen en almindelig prisoppgave, hvori anføres bladene, abonnementsbetingelser og abonnementsprisene. Disse priser fastsettes overensstemmende med overenskomstens artikkel, 4, og uttrykkes i det lands lovlige mynt som utgir prisoppgaven.

Artikkel 4.

1. Abonnement kan tegnes :

for 1 år fra 1 januar ;

for $\frac{1}{2}$ år fra 1 januar og fra 1 juli ;

for $\frac{1}{4}$ år fra 1 januar, 1 april, 1 juli og 1 oktober.

Undtagelser fra denne regel tillates, når det gjelder uregelmessige eller til visse tider utkommende blad ; på disse abonneres for vedkommende tidsrum uten hensyn til de forannevnte datoer.

2. Poststyrelsene kan komme overens om å tillate abonnement for 1 måned og 2 måneder.

3. Postvesenene yder sin medvirkning til at abonnenter som ikke har abonnert i rett tid og som ønsker det, erholder allerede utkomne nummer, hvis det er mulig.

Artikkel 5.

1. Henimot slutningen av hvert kvartal sammenfatter utvekslingskontorene i en fortegnelse de bestillinger som er innløpet til dem fra innlandet. Denne fortegnelse skal fremkomme til det korresponderende utvekslingskontor i betimelig tid, så at dette er istand til å iverksette abonnementet til det tidspunkt som det er bestilt til.

De bestillinger som fremkommer etter hovedfortegnelsens avsendelse opføres i særfortegnelser. Likedan forholdes med bestillinger som gjøres utenfor de almindelige fornyelsesterminer.

2. Disse fortegnelser gis fortløpende nummer for året. Hver liste avsluttes med et sammendrag over de tidligere bestillinger, således at den for hvert blad utviser summen av de abonnementer som skal leveres i henhold til bestillinger som er gjort fra et og samme utvekslingskontor.

Artikkel 6.

Bladene fremsendes på Island kun til vedkommende anløpssted og avleveres der. De skal forsendes i pakker adressert til bestemmelsespoststedene. Pakkene skal være påtegnet « Abonnements-poste » eller en annen lignende angivelse.

Artikkel 7.

Ved overflytning av abonnement mot fast avgift av 50 øre iakttas følgende :

Begjaering om overflytning av abonnement skal gjelde fra en bestemt dag inntil videre og mottas bare når bladet eller tidsskriftet forlanges overflyttet til ett sted, men derimot ikke, når overflytning samtidig begjaeres til flere steder suksessiv.

Begjæringen sendes av poststedet på det hittidige bestemmelsessted til vedkommende innenlandske utvekslingskontor, som snarest underretter vedkommende interesserte poststeder.

Gebynet for overflytning avgjøres ved frimerker som påklebes begjæringen.

Hvis der fremsettes begjæring om abonnement på et blad som ikke er opført i listen henvender vedkommende utvekslingskontor sig til det korresponderende utvekslingskontor for å få de nødvendige opplysninger. Man kan dog straks etterkomme abonnementsbegjæringen under forbehold av videre avregning med vedkommende, som i fornødent fall skal være forpliktet til å erlegge et forskudd.

Artikkel 8.

Forsinkelser, avbrytelser, feilsendelser eller uregelmessigheter av hvilken som helst art som forekommer i abonnementstjenesten meldes straks til utvekslingspoststedet eller i tilfelle til utgangspoststedet eller til de centralstyrelser som måtte ha forlangt det.

Reklamasjonene skal uopholdelig tas til følge.

Artikkel 9.

Hvis utgiveren avbryter eller stanser utgivelsen av et blad skal poststyrelsene yde sin medvirkning til at abonnentene — såvidt mulig — får tilbakebetalt bladets kostende for det tidsrum det ikke er levert.

Artikkel 10.

1. Så snart kvartalsbestillingene kan betraktes som avsluttet og senest den zode i kvartalets annen måned, skal hvert utvekslingskontor, for såvidt intet annet måtte være bestemt, til det korresponderende kontor utferdige en saerskilt avregning. På denne avregning opføres i alfabetisk orden og efter abonnentsterminer, alle de blad som er levert siden siste avregning. I fornødent fall kan der utferdiges en tilleggsavregning i løpet av kvartalets tredje måned.

De bestillinger som innløper efter utferdigelsen av denne avregning, og i tilfelle tilleggsavregningen, overføres til avregningen for det følgende kvartal.

2. Skyldige beløp for levering til abonnentene av enkeltnummer av blad og forsendelse av blad, i tilfelle av at abonnenten har flyttet til et fremmed land, skal, hvis ikke annet er vedtatt, anmerkes til oppgjør i kvartalsavregningene.

Artikkel 11.

1. Medmindre annet måtte være bestemt, skal de gjensidig utferdigede avregninger gjennomgås og salderes for utløpet av det kvartal som disse avregninger angår.

De gjensidige regninger betales med sitt fulle beløp uten fradrag av motregninger.

Uoverensstemmelser beriktiges i den følgende kvartalsavregning.

2. I fornødent fall kan der forlanges månedlige avdrag.

Artikkel 12.

Nærværende reglement skal gjelde fra den dag overenskomsten om abonnement på blad og tidsskrifter trer i kraft.

Det skal ha samme varighet som denne overenskomst, medmindre det efter felles overenskomst fornyes mellem de interesserte parter.

Utferdiget i to eksemplarer

KRISTIANIA den 28 juli 1923.

REYKJAVIK 10 august 1923.

(Sign.) SOMMERSCHILD.

(Sign.) S. BRIEM.

(Sign.) KLAUS HELSING.

¹ TRADUCTION.

No. 527. — ARRANGEMENT ENTRE L'ISLANDE ET LA NORVÈGE CONCERNANT L'ABONNEMENT AUX JOURNAUX ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION Y AFFÉRENT, SIGNÉ A CHRISTIANIA LE 28 JUILLET, A REYKIAVIK LE 10 AOUT 1923.

Les autorités postales de NORVÈGE et d'ISLANDE sont convenues, en vertu des pleins pouvoirs qui leur ont été conférés à cet effet, des dispositions suivantes.

Article 1.

Le service postal d'abonnement aux journaux s'effectuera entre la Norvège et l'Islande, conformément aux dispositions du présent Accord.

Pour les abonnements, les périodiques seront assimilés aux journaux.

Article 2.

Les bureaux de poste des deux pays accepteront les commandes du public pour les journaux publiés dans l'autre pays, à condition que l'éditeur ait consenti au service d'abonnement par l'entremise de la poste.

Les bureaux de poste accepteront également les commandes pour les journaux en provenance de tous les autres pays lorsque l'administration postale de ces pays sera disposée à transmettre lesdits journaux ; toutefois,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 527. — ARRANGEMENT BETWEEN ICELAND AND NORWAY REGARDING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, AND DETAILED REGULATIONS FOR THE CARRYING OUT OF THIS ARRANGEMENT, SIGNED AT CHRISTIANIA ON JULY 28, AND AT REYKJAVIK ON AUGUST 10, 1923.

The postal authorities in NORWAY and ICELAND, acting in pursuance of their special full powers, have agreed as follows :

Article 1.

The newspaper subscription postal service between Norway and Iceland shall be carried on in accordance with the provisions of the present Agreement.

For purposes of subscription, journals shall be regarded as newspapers.

Article 2.

The post offices in both countries shall accept orders from the public for newspapers published in the other country, provided that the publisher has agreed to the subscription service through the post office.

The said post offices shall also accept orders for newspapers from all other countries whose post offices are prepared to deliver them, but either country shall be entitled to refuse to accept subscriptions for papers the carriage

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

chacun des deux pays conserve le droit de ne pas accepter les abonnements aux publications dont le transport et la circulation sont prohibés sur son territoire.

Article 3.

Chaque administration postale fixera les prix auxquels elle livrera à l'autre administration postale les journaux publiés dans son pays et aussi, le cas échéant, les journaux publiés dans d'autres pays.

Ces redevances ne pourront, en aucun cas, être supérieures aux taxes imposées aux abonnés résidant en Norvège; en Islande, elles ne pourront dépasser les taxes perçues pour la distribution par l'administration postale islandaise, augmentées d'une redevance additionnelle égale à la taxe postale intérieure moyenne, et d'une commission ne dépassant pas 50 øre pour chaque période d'abonnement.

Pour les journaux et périodiques norvégiens et islandais en provenance ou à destination de la Norvège ou de l'Islande, qui sont transmis directement par mer ou en transit par les pays scandinaves, il sera perçu une taxe de transit s'élevant à 25 øre par trimestre ou fraction de trimestre pour les journaux et périodiques publiés plus d'une fois par semaine. Dans les autres cas, la taxe sera fixée à 12 øre $\frac{1}{2}$ par trimestre; il sera tenu compte, dans chaque cas, des différences entre les cours du change. La taxe de transit sera acquise à l'administration postale norvégienne, qui sera chargée d'effectuer le règlement de compte avec le pays de transit. Le montant de cette taxe fera l'objet de règlements détaillés de la part des administrations postales.

S'il s'agit de journaux et périodiques islandais envoyés dans des pays autres que la Norvège, ou de journaux et périodiques envoyés en Islande par d'autres pays, la taxe de transit sera établie d'après les principes fixés pour les expéditions de ce genre dans la Convention postale universelle; toutefois, il pourra être prévu, en vertu d'un accord spécial, une taxe de transit intérieure.

Article 4.

1. L'administration postale du pays de destination fixera le tarif suivant lequel les frais de distribution seront calculés dans la monnaie dudit pays.

and circulation of which is prohibited in its territory.

Article 3.

Each postal administration shall fix the prices at which it will deliver to the other postal administration the newspapers issued in its country, and also, if the case should arise, of newspapers which are published in foreign countries.

These prices may in no case be higher than those charged to subscribers in Norway; and in Iceland they may not be higher than the price charged for delivery by the Iceland postal administration, plus a supplementary charge equal to the average inland postal charge and a commission not exceeding 50 øre for each subscription period.

For Norwegian and Iceland newspapers and periodicals from or to Norway or Iceland which are sent by direct sea route, or in transit through Scandinavian countries, a transit due shall be levied, amounting to 25 øre per quarter or part of a quarter, for newspapers or periodicals which are published more often than once weekly, and in other cases to 12 $\frac{1}{2}$ øre per quarter, allowance being made in all cases for differences in the rates of exchange. The transit due shall accrue to the Norwegian postal administration, which shall settle the account with the country of transit. Further regulations regarding the amount of this due shall be settled by the postal administrations.

In the case of Icelandic newspapers and periodicals sent to other countries than Norway, and newspapers and periodicals sent from other countries to Iceland, the transit charge shall be made in accordance with the principles laid down for such consignments in the Universal Postal Convention, unless a lower transit charge is fixed by special agreement.

Article 4.

(1) The postal administration of the country of destination shall fix the rate by which the cost of delivery shall be calculated in the currency of that country.

2. L'administration postale du pays de destination fixera la somme à verser par l'abonné lorsqu'une redevance appropriée, commission ou taxe de transport, sera ajoutée aux frais de distribution. Toutefois, ces taxes additionnelles ne pourront être supérieures aux taxes perçues par l'administration postale norvégienne pour les abonnements intérieurs, ou aux taxes perçues par l'administration postale islandaise pour les frais de port intérieurs et pour la commission prévue à l'article 3. Il pourra être également perçu un droit de timbre, conformément à la législation du pays intéressé.

3. Le montant de l'abonnement sera versé au moment de la commande et pour la période complète de l'abonnement.

Article 5.

Toute modification apportée aux tarifs appliqués sera signalée aux autorités centrales du pays de destination ou à un bureau central désigné à cet effet, si possible un mois avant la date de mise en vigueur des nouveaux tarifs. Les modifications seront applicables aux abonnements contractés après leur mise en vigueur, mais n'auront aucun effet en ce qui concerne les abonnements en cours.

Article 6.

Les catalogues, prospectus, feuilles d'annonces, etc. qui sont joints au journal mais n'en font pas partie intégrante seront taxés au tarif des imprimés. Cette taxe sera perçue en apposant soit des timbres-poste soit une mention imprimée sur la couverture ou l'enveloppe ou la publication elle-même, au moyen d'une machine à timbrer.

Article 7.

1. Les abonnements ne peuvent être contractés que pour les périodes fixées dans les listes officielles.

2. Les abonnés qui n'ont pas contracté l'abonnement en temps opportun n'auront pas le droit de recevoir les numéros parus depuis le début de la période d'abonnement.

(2) The postal administration of the country of destination shall fix the price to be paid by the subscriber in cases when a suitable charge, commission or carriage charge is added to the cost of delivery, but such additional charges may not be greater than those levied by the Norwegian postal administration for inland subscriptions, or than that charged by the Icelandic postal administration for inland postage and commission charges under Article 3. Stamp duty may also be charged in accordance with the laws of the country concerned.

(3) The subscription shall be paid at the time of ordering and for the whole period of subscription.

Article 5.

Any changes in the rates charged shall be notified to the central authorities in the country of destination, or to a special office appointed for that purpose, if possible within one month before the period at which the changes are to take effect. These changes shall apply to subscriptions arranged for this period, but shall not affect subscriptions arrangements which are still current at the time when the new prices are agreed upon.

Article 6.

Price lists, prospectuses, advertisement sheets, etc., which are inserted with the newspaper but which do not form an integral part thereof, shall be charged at printed-matter rates. This charge shall be collected by affixing postage stamps, or by stamping an impression on the wrapper or envelope, or on the printed matter itself, with a printing or stamping machine.

Article 7.

(1) Subscriptions can only be arranged for the periods laid down in the official lists.

(2) Subscribers who have not given their orders at the proper time shall not be entitled to receive the numbers issued after the beginning of the period of subscription.

Article 8.

1. Si un abonné change d'adresse sans quitter le pays, le journal pourra lui être envoyé à sa nouvelle adresse sur demande présentée au bureau des échanges. Il pourra être perçu dans ce cas une redevance établie conformément au règlement intérieur du pays intéressé.

2. Un abonnement contracté auprès d'un bureau de poste de l'un des deux pays pourra être transféré d'un bureau dudit pays à un bureau de l'autre pays, moyennant paiement préalable de 50 øre pour chaque transfert.

Le produit de ces taxes est acquis à l'administration postale qui les perçoit.

3. Si un abonné transfère son domicile dans un pays autre que les pays contractants, les journaux seront envoyés à l'adresse de l'abonné et seront affranchis à plein tarif, soit par l'éditeur du journal, soit par le bureau de poste du premier pays de destination, à condition que l'abonné ait acquitté d'avance les frais de port.

Article 9.

Les bureaux de poste seront tenus de donner suite, sans frais pour l'abonné, à toute plainte justifiée concernant les retards ou autres irrégularités dans le service de l'abonnement.

Article 10.

Les administrations postales n'acceptent aucune responsabilité pour les obligations qui incombent aux éditeurs.

Les administrations postales ne sont pas responsables du remboursement des sommes payées si un journal ou si une interruption se produit dans la publication durant la période d'abonnement.

Article 11.

Toutes les taxes et redevances encaissées en plus des frais de distribution sont acquises à l'administration postale qui les a perçues.

Article 12.

1. Les comptes relatifs aux journaux distribués ou commandés seront transmis chaque trimestre et seront réglés par l'administration postale débitrice dans la monnaie légale du

Article 8.

(1) If subscribers change their address without leaving the country, the newspaper may be sent to their new address by application to the exchange office. For this purpose a charge may be made in accordance with the inland regulations of the country concerned.

(2) A subscription arranged through the post office in one of the two countries may be transferred from an office in one of the countries to an office in the other, on prepayment of 50 øre for each transfer.

This amount shall accrue to the postal administration which charges it.

(3) If a subscriber moves into a country other than one of the contracting States, the newspapers shall be sent on to the subscriber's address and shall be stamped in full either by the newspaper publisher or by the post office of the first country of destination, provided that the subscriber pays the postage in advance.

Article 9.

Post offices are bound, without expense to the subscriber, to deal with any justifiable complaints regarding delays or irregularities of any kind in the subscription service.

Article 10.

The postal administrations do not accept any responsibility for acts or obligations which are incumbent upon the publishers.

The postal administrations shall not be responsible for any refund of payments in the event of a newspaper ceasing to be published, or in the event of an interruption in the publication, in the course of a subscription period.

Article 11.

Each postal administration shall retain the whole of the charges and dues levied, in addition to the charge for delivery.

Article 12.

(1) The accounts for newspapers delivered or ordered shall be sent in quarterly, and shall be paid by the debtor postal administration in the legal currency of the creditor country

pays créancier avant l'expiration d'un délai qui sera fixé soit par le règlement, soit par un accord entre les deux administrations postales.

2. Sauf convention contraire, les sommes dues seront versées par mandat-poste.

Les mandats-poste utilisés pour ces paiements ne seront soumis à aucune taxe et pourront dépasser le montant maximum fixé dans les règlements concernant les mandats.

3. Les sommes qui ne seront pas payées dans les délais fixés porteront intérêt au taux de 7% par année, intérêt dont bénéficiera l'administration postale créancière.

Article 13.

Le service des abonnements s'effectuera par l'entremise de bureaux d'échanges qui seront désignés par chacune des administrations postales.

Article 14.

Pour assurer l'exécution du présent Accord, les autorités postales auront le droit d'établir des règlements spéciaux ou de convenir par lettre de dispositions détaillées.

Dans le cas où il se présenterait une question qui ne serait pas prévue au présent Accord, ladite question sera réglée conformément aux accords et règlements d'exécution de l'Union postale universelle.

Article 15.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1923 et conservera sa validité jusqu'à nouvel avis. Toutefois, chacune des deux Parties contractantes pourra le dénoncer moyennant un préavis d'un an.

Fait en double expédition à CHRISTIANIA, le 28 juillet 1923.

(Signé) SOMMERSCHILD.
KLAUS HELSING.

REYKJAVIK, le 10 août 1923.

(Signé) S. BRIEM.

within a period to be fixed in the regulations, or by agreement between the two postal authorities.

(2) Subject to any different arrangement, this amount shall be paid by postal money order.

Postal money orders used for these payments shall not be subject to any charge and may exceed the maximum sum laid down in the regulations regarding such orders.

(3) Sums which are not paid at the proper time shall be charged interest at 7 per cent per annum, such interest to accrue to the creditor postal administration.

Article 13.

The subscription service shall be carried on through exchange offices to be appointed by each postal administration.

Article 14.

For the purpose of executing the present Agreement, the postal authorities shall be entitled to make separate regulations or to prescribe special provisions by correspondence.

In the event of any question arising which is not dealt with in the present Agreement, such questions shall be settled in accordance with the Agreements and executive regulations of the Universal Postal Union.

Article 15.

The present Agreement shall come into force on October 1, 1923, and shall remain valid until further notice; but either of the two Contracting Parties may denounce it at one year's notice.

Done in duplicate at CHRISTIANIA, July 28, 1923.

(Signed) SOMMERSCHILD.
(Signed) KLAUS HELSING.

REYKJAVIK, August 10, 1923.

(Signed) S. BRIEM.

RÈGLEMENT RELATIF A L'ACCORD
INTERVENU ENTRE LA NORVÈGE ET
L'ISLANDE, AU SUJET DES ABONNE-
MENTS AUX JOURNAUX ET PÉRIO-
DIQUES.

Les AUTORITÉS POSTALES NORVÉGIENNES et ISLANDAISES ont décidé d'appliquer au service postal d'abonnements aux journaux et périodiques les dispositions suivantes :

Article 1.

Les administrations postales se feront connaître réciproquement les bureaux d'échanges désignés pour le service des abonnements.

Ces bureaux se mettront en rapports directs les uns avec les autres pour toutes les questions relatives au service des abonnements.

Article 2.

1. Les administrations postales se communiqueront réciproquement les listes de journaux qui peuvent faire l'objet d'un abonnement par leur entremise ; ces listes comporteront des renseignements sur les conditions d'abonnement, le poids moyen en grammes de chaque journal et le montant des frais de distribution, y compris les frais de port intérieur et les commissions. Le montant des frais de distribution sera exprimé dans la monnaie légale du pays chargé de remettre le journal au destinataire.

Toutes les corrections qu'il y aurait lieu d'apporter à ces listes seront notifiées sans délai.

2. Les autorités postales devront en outre se faire connaître réciproquement les journaux qui font l'objet d'une prohibition.

Article 3.

Chaque administration postale établira, à l'aide des renseignements reçus en vertu de l'article précédent, une liste générale des prix comprenant la liste des journaux ainsi que les conditions et le coût de l'abonnement. Ces prix seront fixés conformément à l'article 4 de l'Accord et seront exprimés dans la monnaie légale des pays qui fournissent les renseignements sur les prix.

REGULATIONS FOR THE AGREEMENT
BETWEEN NORWAY AND ICELAND
REGARDING SUBSCRIPTIONS TO NEWS-
PAPERS AND PERIODICALS.

The NORWEGIAN and ICELANDIC POSTAL AUTHORITIES have agreed that the following regulations shall apply to the postal subscription service for newspapers and periodicals:

Article 1.

The postal administrations shall inform each other as to the exchange offices which have been detailed for the exchange service.

These offices shall correspond directly with one another regarding all matters concerned with the subscription service.

Article 2.

1. The postal administrations shall communicate to each other lists of newspapers which can be subscribed to through their agency, giving data regarding conditions of subscriptions, the average weight in grammes of each newspaper, and the price of delivery, including the charge for inland postage and any commission charges. The price of delivery shall be expressed in the legal currency of the country which delivers the newspaper.

Any corrections which have to be made in these lists shall be notified without delay.

2. The postal authorities shall further inform each other regarding any newspapers which are prohibited.

Article 3.

Each postal administration shall draw up, with the assistance of the information received under the preceding article, a general list of prices, which shall show the newspapers, and the conditions and cost of subscriptions. These prices shall be fixed in conformity with Article 4 of the Agreement and shall be expressed in the legal currency of the country which furnishes the information regarding prices.

Article 4.

1. Les abonnements peuvent être contractés :
pour une année à partir du 1^{er} janvier ;
pour un semestre à partir du 1^{er} janvier et
du 1^{er} juillet ;
pour un trimestre à partir du 1^{er} janvier,
du 1^{er} avril, du 1^{er} juillet et du 1^{er} octobre.

Les exceptions à cette règle peuvent être autorisées dans le cas de journaux qui paraissent d'une façon irrégulière ou à certaines dates déterminées.

Dans ce cas l'abonnement couvrira la période nécessaire, sans tenir compte des dates indiquées ci-dessus.

2. Les administrations postales peuvent convenir d'autoriser les abonnements d'une durée d'un mois ou de deux mois.

3. Les administrations postales s'efforceront d'accorder des facilités aux abonnés qui n'ont pas contracté leur abonnement à la date fixée et qui désirent recevoir les publications antérieurement parues, s'il est possible d'obtenir celles-ci.

Article 5.

1. Vers la fin de chaque trimestre, les bureaux d'échanges établiront une liste des commandes reçues par eux dans le pays auquel ils appartiennent. Ces listes devront être transmises aux bureaux d'échanges correspondants suffisamment tôt pour permettre à ceux-ci de faire parvenir le journal visé à la date pour laquelle il a été commandé. Les commandes reçues après l'envoi de la liste principale feront l'objet de listes supplémentaires. La même procédure sera suivie pour les abonnements contractés à des dates autres que les dates ordinaires de relevés.

2. Ces listes seront numérotées par séries, chaque série correspondant à une année. Toute liste devra se terminer par un relevé sommaire des commandes antérieures, de façon à indiquer, pour chaque journal, le nombre total de numéros qui doivent être expédiés en exécution d'abonnements contractés auprès d'un bureau d'échanges déterminé.

Article 6.

En Islande, les journaux seront transmis seulement jusqu'au port d'arrivée et seront livrés dans ce port. De là, ils devront être acheminés en paquets adressés au bureau de poste du lieu de destination. Les paquets devront porter la mention « Service postal des abonnements » ou une indication analogue.

Article 4.

1. A subscription may be taken out for :
one year from January 1 ;
half year from January 1 and from July 1 ;

one quarter from January 1, April 1, July 1
and October 1.

Exceptions may be allowed to this rule in the case of newspapers which are issued at irregular times or on particular dates ; in such cases, the subscriptions shall be for the necessary period without regard to the dates referred to above.

2. The postal administrations may agree together to allow subscriptions for one month or two months.

3. The postal administrations shall endeavour to assist subscribers who have not taken out subscriptions at the right time and who desire to receive back numbers of publications, if these are obtainable.

Article 5.

1. Towards the end of each quarter the exchange offices shall draw up a list of the orders which they have received from their own countries. This list must be transmitted in reasonable time to the corresponding exchange offices so that the latter shall be in a position to deliver the newspaper subscribed for up to the date to which it has been ordered.

Orders which are received after the main list has been transmitted shall be shown in supplementary lists. The same procedure shall be followed with regard to orders which are sent in at dates other than the ordinary dates of renewal.

- (2) These lists shall be numbered in series for each year. Each list shall conclude with a summary of previous orders, so as to show for every newspaper the total number of papers which have to be delivered in pursuance of subscriptions placed through a given exchange office.

Article 6.

In Iceland newspapers shall be only transmitted to the port of arrival in question and delivered at that place. They must be transmitted thence in packets addressed to the post office at the place of destination. The packets shall be marked "subscription post", or bear some similar indication.

Article 7.

Lorsqu'un abonnement a été transféré moyennant paiement d'une taxe unique de 50 øre, il y a lieu d'observer les règles suivantes :

Une demande de transfert d'abonnement sera considérée comme partant d'une date donnée jusqu'à nouvel avis, et ne sera acceptée que pour l'envoi du journal ou du périodique à une seule adresse, mais non pour l'envoi à plusieurs adresses successives.

La demande sera transmise par le bureau de poste du lieu de destination actuel au bureau national d'échange compétent. Celui-ci informera aussitôt que possible le bureau de poste intéressé. La redevance pour un transfert d'abonnement sera perçue au moyen de timbres-poste apposés sur la bande.

Si un bureau de poste reçoit une demande d'abonnement à un journal non compris dans la liste, le bureau d'échanges intéressé demandera au bureau d'échanges correspondant les renseignements nécessaires. Toutefois, le bureau de poste pourra immédiatement donner suite à la demande en se réservant le droit de réclamer un versement ultérieur à l'abonné qui peut, s'il y a lieu, être invité à faire un dépôt.

Article 8.

Les retards, interruptions, erreurs de distribution ou autres irrégularités qui se produiraient dans le service postal des abonnements, seront immédiatement signalées au bureau des échanges, ou, si besoin est, au bureau de poste d'origine ou aux autorités centrales, si celles-ci le demandent.

Les plaintes reçues feront l'objet d'une enquête immédiate.

Article 9.

Si l'éditeur vient à suspendre ou à arrêter définitivement la publication d'un journal, l'administration postale aidera, autant que possible, l'abonné à récupérer le prix du journal pour la période durant laquelle celui-ci ne sera pas fourni.

Article 10.

1. Dès que la liste des commandes reçues pour le trimestre pourra être considérée comme close, au plus tard le vingtième jour du second mois du trimestre, chaque bureau d'échange devra, en l'absence d'instructions contraires, établir un relevé spécial visant le bureau d'échanges correspondant. Ce relevé comportera une liste par ordre alpha-

Article 7.

When a subscription is transferred, on payment of a permanent charge of 50 øre, the following conditions shall be observed :

A request for the transfer of a subscription shall be reckoned as running from given a date until further notice, and shall only be accepted when it is for a transfer of the newspaper or periodical to one address, but not if the transfer is requested at the same time to several successive addresses.

The request shall be forwarded by the post office at the place of destination for the time being to the home exchange office concerned ; the latter shall inform the post office concerned as early as possible.

The charge for a transfer of subscription shall be levied by means of postage stamps to be affixed to the request.

If a request is received for a subscription to a newspaper which does not appear in the list, the exchange office concerned shall apply to the corresponding exchange office for the necessary information. The request can, however, be complied with at once subject to the right of demanding further payment from the applicant who may, if necessary, be required to make a deposit in advance.

Article 8.

Delays, interruptions, mistakes in delivery or any other irregularities which occur in the postal subscription service shall be immediately reported to the exchange post office or, if need be, to the post office of origin or to the central authorities should they require it.

Complaints received shall be enquired into without delay.

Article 9.

If the publisher should suspend or stop the publication of a newspaper the postal administration shall, so far as possible, assist the subscriber in recovering the cost of the newspaper for the period during which it is not delivered.

Article 10.

(1) As soon as the list of orders received for the quarter is regarded as closed, and at latest on the 20th day of the second month of the quarter, every exchange office shall, in the absence of instructions to the contrary, make out a special account against the corresponding exchange office. This account shall contain a list, arranged in

bétique et par période d'abonnement de tous les journaux livrés depuis l'établissement du dernier relevé. S'il est nécessaire, des relevés supplémentaires seront dressés durant le troisième mois du trimestre.

Les commandes reçues après l'établissement dudit relevé ou, le cas échéant, du relevé supplémentaire, seront reportées au relevé du trimestre suivant.

2. En l'absence d'instructions contraires, les sommes dues pour la livraison aux abonnés de numéros isolés de journaux et pour la transmission de journaux seront, si les abonnés ont transféré leur domicile dans un pays étranger, pris en note en vue d'un règlement dans les comptes trimestriels.

Article 11.

1. En l'absence d'instructions contraires, les comptes établis par les bureaux correspondants seront vérifiés et réglés avant l'expiration du trimestre auquel ils ont trait.

Ces comptes seront réglés intégralement, sans aucune déduction pour frais encourus de part et d'autre.

Les différences relevées entre les deux comptes seront rectifiées dans le règlement trimestriel suivant.

2. En cas de nécessité, le paiement d'acomptes mensuels pourra être exigé.

Article 12.

Le présent règlement prendra effet à la date d'entrée en vigueur de l'Accord concernant les abonnements aux journaux et périodiques.

Il aura la même durée de validité que ledit Accord, à moins que les parties intéressées ne conviennent de le renouveler.

Fait en double expédition.

CHRISTIANIA, le 28 juillet 1923.

REYKJAVIK, le 10 août 1923.

(Signé) SOMMERSCHILD.

(Signé) S. BRIEM.

(Signé) KLAUS HELSING.

alphabetical order and according to the periods of subscription, of all the newspapers delivered since the last account was made out. If necessary, supplementary accounts may be made out during the third month of the quarter.

Orders which come in after the preparation of the said account, or of the supplementary account as the case may be, shall be carried forward to the account of the following quarter.

(2) In the absence of instructions to the contrary, amounts owing for the delivery to subscribers of single numbers of newspapers, and for forwarding newspapers, shall, if the subscribers have moved to foreign countries, be noted for settlement in the quarterly accounts.

Article 11.

(1) In the absence of instructions to the contrary, the accounts made out by the corresponding offices shall be audited and settled before the expiration of the quarter to which they refer.

The said accounts shall be settled at their full amount without any deductions for cross charges.

Discrepancies between the two accounts shall be rectified in the next quarterly settlement.

(2) If necessary, the payment of monthly instalments may be required.

Article 12.

The present regulations shall have effect from the date on which the Agreement regarding subscriptions to newspapers and periodicals comes into force.

Its duration shall be the same as the said Agreement unless it is renewed by common agreement between the interested parties.

Done in two copies.

CHRISTIANIA, July 28, 1923.

REYKJAVIK, August 10, 1923.

(Signed) SOMMERSCHILD.

(Signed) S. BRIEM.

(Signed) KLAUS HELSING.

N° 528.

**LETTONIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité de commerce, signé à Prague
le 7 octobre 1922.

**LATVIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty of Commerce, signed at
Prague, October 7, 1922.

No. 528. — TRAITÉ DE COMMERCE ¹ ENTRE LA LETTONIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, SIGNÉ A PRAGUE LE 7 OCTOBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et par le Représentant de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 décembre 1923.

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE désirant favoriser le développement des relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure un Traité de Commerce. A cet effet, ont été nommés en qualité de Plénipotentiaires, savoir :

POUR LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Monsieur Germain ALBAT, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères,

POUR LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Jan DVOŘÁČEK, Ministre Plénipotentiaire, chef de la Section économique au Ministère des Affaires étrangères,

Monsieur František PEROUTKA, Chef de Section au Ministère du Commerce,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DROITS DES RESSORTISSANTS.

Article 1.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans toute l'étendue du territoire de l'autre.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront, en se conformant aux lois du pays, pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, les études, l'exercice de leurs métiers et professions, l'exécution de leurs entreprises industrielles et manufacturières et le droit de faire le

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga le 25 octobre 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 528. — TREATY OF COMMERCE² BETWEEN LATVIA AND CZECHOSLOVAKIA, SIGNED AT PRAGUE, OCTOBER 7, 1922.

Official French text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and by the Representative of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place December 3, 1923.

THE REPUBLIC OF LATVIA and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of promoting the development of commercial relations between the two States, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and for this purpose have appointed the following plenipotentiaries :

THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Germain ALBAT, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Jan DVOŘÁČEK, Minister Plenipotentiary, Head of the Economic Section of the Ministry of Foreign Affairs.

M. František PEROUTKA, Head of Department in the Ministry of Commerce,

who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS AND RIGHTS OF NATIONALS.

Article 1.

The nationals of each of the Contracting Parties may freely enter, travel through or stay in any part of the other's territory, provided they conform to the laws of the country.

Article 2.

The nationals of each of the Contracting Parties, provided they conform to the laws of the country, shall be granted the same status in every respect as nationals of the most-favoured nation in all matters connected with travelling and residence, study, the exercise of their trade or profession

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Riga, October 25, 1923.

trafic de tous articles de commerce licite, placés, à tous égards, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays, également sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, acquérir, posséder ou louer et occuper les maisons, les manufactures, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires, et prendre à bail des terrains à l'effet de les utiliser dans un but licite.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront, dans le territoire de l'autre Partie Contractante, en se conformant aux lois du pays, des mêmes privilèges, libertés et droits, et ne seront pas soumis, sous ce rapport, à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Il est entendu que les deux Gouvernements s'inspireront à cet égard du principe de réciprocité.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes pourront de même exporter, en se conformant aux lois du pays, le produit de la vente de leurs biens en général, sans être assujettis à payer à raison de l'exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux que les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront libre accès des Tribunaux de Justice et auprès des Autorités de la même compétence, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, et ils jouiront, à cet égard, sous réserve de réciprocité, de tous les droits et privilèges dont jouissent les nationaux. Ils pourront employer dans toutes les instances les avocats, avoués, agents de toutes classes autorisés par les lois du pays.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre de tout service militaire personnel obligatoire, soit dans l'armée de terre ou de mer, soit dans la garde ou milice nationale ; de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel obligatoire. D'autre part, ils ne seront nullement empêchés de remplir leur devoir militaire dans leur propre pays.

Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours contre indemnité.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire administrative ou municipale quelconque.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas contraints, s'ils se conforment aux lois du pays, à subir des charges ou à payer des droits, impôts, taxes ou contribution, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés

the conduct of their industrial or manufacturing enterprises and the right to trade in all lawful commodities.

Article 3.

Provided they conform to the laws of the country, the nationals of each of the Contracting Parties may also acquire, possess, rent or occupy such houses, factories, shops, stalls, or premises as they may need, or may lease land for any lawful purpose, on the same conditions as the nationals of the most-favoured nation.

In all matters connected with the transfer of movable property by bequest or otherwise, and the right to utilise lawfully acquired property of any kind in any manner they may desire, they shall enjoy in the territory of the other Party, provided they conform to the laws of the country, the same privileges, immunities and rights as the nationals of the most-favoured nation, nor shall they be subject in this respect to any duties, charges, taxes or imposts of any kind whatever other or higher than those levied on nationals of the most-favoured nation. It is agreed in this connection that both Governments shall act in conformity with the principle of reciprocity.

Article 4.

Similarly, the nationals of each of the Contracting Parties, provided they conform to the laws of the country, shall be entitled to any proceeds arising out of the sale of their property in general, and shall not be required to pay, in respect of such exportation, other or higher duties than those which have been paid in similar circumstances by nationals of the most-favoured nation.

Article 5.

The nationals of each of the Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other country, and to any authorities possessing similar powers, for the purpose both of claiming and defending their rights, and in this respect they shall, subject to reciprocity, enjoy all the rights and privileges possessed by the nationals of the other country. They may employ in all courts counsel, solicitors or any class of agents recognised by the laws of the country.

Article 6.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be exempt, on the territory of the other, from any compulsory military service either in the Army or Navy or in the national Guard or militia ; they shall also be exempt from any monetary or other contribution in lieu of personal compulsory service. Moreover, they shall not be in any way prevented from fulfilling their military duties in their own country.

They shall not be liable, either in time of peace or war, to any military loans or requisitions other than those imposed upon nationals ; they shall be liable only to the same extent and on the same conditions as nationals, and shall, in all cases, be entitled to compensation.

The nationals of each of the Contracting Parties shall also be exempt from any judicial, administrative or municipal responsibilities or duties of any kind whatever.

Article 7.

The nationals of each of the Contracting Parties, provided they conform to the laws of the country, shall not be obliged to undertake responsibilities or pay duties, taxes, charges or contributions of any kind whatever other or higher than those which are, or may be, imposed on the nationals

aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Il est entendu que les deux Gouvernements s'inspireront à cet égard du principe de réciprocité.

Article 8.

Les sociétés anonymes ou autres et les associations commerciales, industrielles ou financières qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Parties Contractantes et qui ont leur domicile dans le territoire de cette Partie, sont autorisées, dans le territoire de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leurs droits et à ester en justice, soit comme demandeurs soit comme défendeurs.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une société ou association de ce genre établie dans l'un des deux pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les pays respectifs.

Les sociétés et associations susnommées, une fois admises, jouiront des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux organisations similaires d'une tierce Puissance.

CHAPITRE II.

COMMERCE ET TRANSPORTS.

Article 9.

Aussi longtemps que, dans les conditions économiques actuelles, il sera nécessaire à l'une ou l'autre des Parties Contractantes, en raison de difficultés exceptionnelles, de maintenir des restrictions ou prohibitions à l'entrée ou à la sortie des marchandises, il est entendu qu'aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque, en provenance ou à destination du territoire de l'autre, si elle ne s'étend également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant.

Les deux Parties Contractantes sont d'accord, pendant cette période dans laquelle les difficultés économiques nécessiteraient ces mesures exceptionnelles de faciliter en cas de besoin les relations réciproques par un arrangement spécial à cet égard. En tout cas, toutefois, ne seront pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée les prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées soit comme mesures sanitaires, soit dans le but de protéger contre les maladies des animaux ou des plantes utiles, en se conformant aux règles internationales universellement reconnues, soit pour raison de sûreté publique et pour les marchandises qui, dans les Etats Contractants, font l'objet d'un monopole d'Etat.

Article 10.

Les marchandises, produits du sol et de l'industrie de la Tchécoslovaquie qui seront importés en Lettonie et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de la Lettonie qui seront importés en Tchécoslovaquie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits, taxes, surtaxes, impôts, contributions, restrictions ou obligations générales ou locales autres ou plus élevés, ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie que celles qui seront imposées à la nation la plus favorisée.

Aucune des Parties Contractantes n'imposera à l'exportation d'un article quelconque à destination du territoire de l'autre, des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays le plus favorisé.

of the most-favoured nation. It is agreed that both Governments shall act in conformity with the principle of reciprocity.

Article 8.

Incorporated or other companies, and commercial, industrial or financial associations, which are or may be constituted in conformity with the laws of one of the Contracting Parties and which have their headquarters in the territory of that Party, shall be authorised, within the territory of the other Party, and provided they conform to the laws of such territory, to exercise their rights and to appear in court either as plaintiff or defendant.

The above provision shall not in any way affect decisions as to whether a company or association of the above nature, established in one of the two countries, shall be accorded or refused the right to carry on trade or industry in the other, such right to be determined in all cases by the laws and decrees in force in the respective countries.

After such authorisation has been accorded, the above-mentioned companies and associations shall enjoy the same rights and privileges as are or may be accorded to similar organisations of a third country.

CHAPTER II.

COMMERCE AND TRANSPORT.

Article 9.

As long as it is necessary under present economic conditions for one of the Contracting Parties, on account of exceptional difficulties, to maintain restrictions or prohibitions in respect of the importation or exportation of goods, it is agreed that no prohibitions or restrictions shall be maintained or imposed in respect of the importation or exportation of any article coming from or consigned to the territory of the other Party, unless such prohibition or restriction is also applied in the case of all similar articles coming from or consigned to any other country.

The two Contracting Parties agree that during the above-mentioned period, in which such measures are necessitated by economic pressure, they will, if necessary, conclude a special agreement for the purpose of facilitating their mutual relations. Prohibitions or restrictions, however, which are maintained or imposed either as health measures or for the protection of useful animals or plants against disease, in accordance with universally accepted international regulations, or for reasons of public security, or in respect of goods which constitute a State monopoly in the contracting countries, shall not in any circumstances be considered as constituting a departure from the principle of the most-favoured-nation treatment.

Article 10.

Goods which are the produce of the soil or industry of Czechoslovakia and which are imported into Latvia, and goods which are the produce of the soil or industry of Latvia and which are imported into Czechoslovakia, and are intended for consumption, warehousing, re-exportation or transit may not, in respect of their importation, exportation, re-exportation and transit, be subject to duties, charges, surcharges, taxes, contributions, restrictions or obligations, either general or local, other or higher than, or to import and export formalities different from, those imposed upon similar goods of the most-favoured nation.

Neither of the Contracting Parties shall impose on any article exported from the territory of one Party and destined for that of the other any duties or imposts other or higher than those which are or may be imposed on similar articles exported to another most-favoured country.

Article 11.

Les négociants, les fabricants et les industriels, ressortissants de l'une des Parties Contractantes, domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans le territoire de cette Partie, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, pourront, dans le territoire de l'autre, soit en personne, soit par des commis voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, fabricants, industriels et leurs commis voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront à tous égards du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 12.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Article 13.

Chacune des deux Parties Contractantes s'engage à accorder le libre transit à travers le territoire placé sous sa souveraineté aux personnes, bagages, marchandises, ainsi qu'aux navires, bateaux, voitures, wagons et autres instruments de transport en provenance ou à destination de l'autre Partie, par voie ferrée et par eau, sur les voies en service appropriées au transit international et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Article 14.

Seront considérés comme en transit à travers le territoire placé sous la souveraineté de l'une des Parties Contractantes, les personnes, bagages, marchandises, ainsi que les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport dont le trajet par lesdits territoires, accompli avec ou sans transbordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de charge, avec ou sans changement de mode de transport, n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers le territoire duquel le transit s'effectue.

Article 15.

Les transports en transit ne seront soumis à aucuns droits ou taxes spéciaux à raison de leur transit (entrée et sortie comprise). Pourront, toutefois, être perçus sur ces transports en transit des droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit. Le taux de tous droits ou taxes de cette nature devra correspondre, autant que possible, à la dépense qu'ils ont pour objet de couvrir, et lesdits droits ou taxes seront appliqués dans les conditions définies à l'article précédent, sauf que, sur certaines voies, ces droits ou taxes pourront être réduits ou même supprimés à raison de différences dans le coût de la surveillance.

Article 11.

Merchants, manufacturers and industrialists who are nationals of one of the Contracting Parties and are domiciled and carry on their trade or industry in the territory of that Party, and who prove by the production of an industrial legitimation card granted by the competent authorities of their country that they are authorised to carry on their trade or industry therein and are therein paying all legally established charges and taxes, may, in the territory of the other Party, either in person or through commercial travellers, make purchases or solicit orders, on sample or otherwise. Such merchants, manufacturers, industrialists and their commercial travellers when making the purchases or soliciting the orders in question shall enjoy most-favoured-nation treatment in all respects.

Article 12.

Articles imported as samples for the above-mentioned purposes shall, in both countries, be temporarily admitted duty free, in accordance with the customs regulations and formalities prescribed with a view to ensuring their re-exportation or the payment of the requisite customs duties in the event of non-re-exportation within the period provided by law. Such privilege shall, however, not be extended to articles which, on account of their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, on account of their nature, cannot be identified on re-exportation. In all cases it shall be the exclusive privilege of the competent authorities at the place at which the importation takes place to decide whether a sample may or may not be admitted duty free.

Article 13.

Each Contracting Party shall undertake to accord freedom of transit across the territory situated under its sovereignty to persons, baggage and goods, and to vessels, boats, carriages, wagons and other means of transport coming from or proceeding to the territory of the other Party, by rail or water, on routes available for international traffic, and to grant them treatment which shall be at least as favourable as that granted to the most-favoured nation.

Article 14.

Persons, baggage and goods, and vessels, boats, carriages, wagons or other means of transport, shall be considered as being in transit across the territory under the sovereignty of one of the Contracting Parties if their passage through such territory, with or without transshipment, with or without placing in bond, with or without breaking of bulk, with or without change of means of transport, merely constitutes part of the whole journey begun, and to be completed outside the frontiers of the State across whose territory such transit takes place.

Article 15.

Traffic in transit shall not be subjected to any special dues or charges on account of transit (including entry and exit). Dues or charges imposed exclusively to cover the cost of supervision and administration involved by such transit may, however, be levied. The rate of all dues or charges of this kind shall be equivalent, as far as possible, to the costs they are intended to cover, and the said dues or charges shall be imposed under the conditions defined in the preceding Article, except that on certain routes these dues and charges may be reduced or even omitted by reason of differences in the cost of supervision.

Article 16.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à appliquer aux transports en transit, sur les voies exploitées ou administrées par des services d'Etat ou concédés, quels que soient les points de départ ou de destination des transports, des tarifs équitables, tant par leur taux que par les conditions de leur application et compte tenu des conditions de trafic, ainsi que des considérations de la concurrence commerciale entre voies de transport. Ces tarifs devront être établis de façon à faciliter, autant que possible, le trafic international.

Article 17.

Les deux Parties Contractantes se garantissent dans leur rapports réciproques en matière de l'expédition et des frais de transport sur les chemins de fer, le traitement de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne les frais de transit postal, les dispositions des Actes de l'Union postale universelle de Madrid sont applicables.

Article 18.

Aucune des deux Parties Contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire sera prohibée ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation est interdite, soit pour raison de santé ou de sécurité publique, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou végétaux.

Article 19.

Les navires et bateaux, battant le pavillon de l'une des Parties Contractantes, leurs équipages et cargaisons, jouiront sur les voies d'eau de leur territoire, ainsi que dans les ports et eaux territoriales de l'autre Partie Contractante, qu'ils arrivent directement du pays d'origine ou d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou de destination de leurs cargaisons, sous tous les rapports, d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

Article 20.

Réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement de manière expresse, les deux Parties Contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur, facilité ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir aux ressortissants ou aux produits du sol ou de l'industrie de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans conditions, aux ressortissants et aux produits respectifs de l'autre Partie Contractante.

Article 21.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base du présent Traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

- a) Les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats voisins en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et l'autre zone frontière.
- b) Les privilèges qui seraient consentis par une des Parties Contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière.
- c) Les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaîtra à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en

Article 16.

Both Contracting Parties shall undertake to apply to traffic in transit on routes operated or administered by the State or routes which are State concessions, whatever may be the point of departure or destination of such traffic, tariffs which are equitable both as regards the rate and the manner in which they are applied, account being taken of traffic conditions and the circumstances of commercial competition between various transport routes. These tariffs shall be established with a view to facilitating international traffic as far as possible.

Article 17.

Both Contracting Parties shall, in their reciprocal relations, mutually guarantee the most-favoured-nation treatment as regards forwarding by rail and the cost of transport by rail.

With regard to the cost of transport by post, the provisions of the Acts of the Universal Postal Union of Madrid shall be applicable.

Article 18.

Neither of the Contracting Parties shall be bound to ensure the transit of travellers who are forbidden to enter its territory, or of any category of goods the importation of which is prohibited for reasons of health or of public safety, or as a precaution against diseases in animals or plants.

Article 19.

Vessels and boats flying the flag of one of the Contracting Parties, their crews and cargoes, whether arriving directly from the country of origin or from another country, and whatever may be the point of departure or destination of their cargoes, shall in all respects enjoy on the waterways in their territory as well as in the ports and territorial waters of the other Contracting Party, treatment at least as favourable as that accorded to the vessels, boats, crews and cargoes of the most-favoured nation.

Article 20.

Except in cases for which other provision is expressly made in this Treaty, both Contracting Parties agree that any privilege, favour, facility, or immunity whatever with regard to commerce, navigation and manufacture, which one of them has already conceded or may in the future concede to the nationals or produce of the soil or industry of any other State shall be extended immediately and unconditionally to the respective nationals and products of the other Contracting Party.

Article 21.

The following exemptions, immunities and privileges shall not be considered to constitute a departure from the principle of the most-favoured-nation treatment which forms the basis of the present Treaty :

- (a) Privileges which have been or may be conceded to neighbouring States with a view to facilitating local traffic within one or other frontier zone.
- (b) Any privileges which may be granted by one of the Contracting Parties to a third party by virtue of a Customs Union.
- (c) Any exemptions, immunities and privileges which Latvia may concede to one of the Baltic States (Finland, Esthonia and Lithuania) by virtue of special agreements.

est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à la Russie en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Toutefois, il est entendu que la Tchécoslovaquie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, au cas où ils auraient été accordés par la Lettonie à un tiers Etat non cité ci-dessus.

d) Les avantages que la Tchécoslovaquie pourrait accorder à l'Autriche en vertu du Traité de Paix de St. Germain et à la Hongrie en vertu du Traité de Paix de Trianon.

Il est entendu que la Lettonie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages au cas où ils auraient été accordés par la Tchécoslovaquie à un tiers Etat non cité ci-dessus.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS CONSULAIRES.

Article 22.

Chacune des Parties Contractantes pourra nommer des consuls dans toutes les places de l'autre à l'exception des localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires. Cette exception, toutefois, ne sera pas faite à l'égard de l'une des Parties Contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances. Sous le nom de consuls on comprend toutes les personnes autorisées à exercer les fonctions consulaires.

Lesdits consuls ayant reçu du gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés, l'exequatur ou autres autorisations nécessaires, auront, à charge de réciprocité, le droit d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux officiers consulaires de même grade de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne l'exemption des impôts directs, les deux Parties Contractantes se sont mises d'accord pour ne reconnaître cette faveur qu'aux consuls de carrière, pourvu qu'ils ne soient pas sujets de l'Etat où ils exercent leurs fonctions, et cela dans une mesure que ne saurait dépasser l'exemption d'impôts accordée aux représentants diplomatiques des Parties Contractantes.

CHAPITRE IV.

ACCORDS SPÉCIAUX.

Article 23.

Les deux Parties Contractantes sont convenues de conclure des accords spéciaux sur la protection réciproque de la propriété intellectuelle et particulièrement sur la protection des brevets d'invention, ainsi qu'un accord spécial sur l'aide judiciaire réciproque, et, en cas de besoin, une convention douanière et un accord réglant le transport aérien.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 24.

Les litiges et divergences d'opinions entre les deux Parties Contractantes sur l'application et l'interprétation du présent Traité seront tranchés par un tribunal arbitral mixte. Le tribunal arbitral

The same shall apply to any privileges which Latvia may grant to Russia by virtue of special conventions or customs agreements.

It is however agreed that Czechoslovakia shall be entitled to claim these advantages immediately they are granted by Latvia to a third State not mentioned above.

(d) Any advantages which Czechoslovakia may grant to Austria, by virtue of the Treaty of Peace of St. Germain, or to Hungary, by virtue of the Treaty of Peace of Trianon.

It is agreed that Latvia shall be entitled to claim these advantages immediately they are granted by Czechoslovakia to a third State not mentioned above.

CHAPTER III.

PROVISIONS RELATING TO CONSULAR OFFICERS.

Article 22.

Each of the Contracting Parties shall be entitled to appoint Consuls in any place within the territory of the other, with the exception of localities in which the establishment of such consular officials might prove undesirable. This exception shall, however, not be made in favour of one of the Contracting Parties unless it is also extended to all other Powers. The term "Consuls" shall include all persons authorised to exercise consular authority.

The aforesaid Consuls, having received their exequatur or other necessary authorisation from the Government of the country in which they are appointed, shall be entitled, upon conditions of reciprocity, to exercise all their functions and enjoy all privileges, exemptions and immunities which are or may be conceded to consular officers of the same rank belonging to the most-favoured nation.

Both Contracting Parties agree to limit the privilege of exemption from direct taxation to members of the regular consular service provided they are not subjects of the State in which they are exercising their functions, to an extent not exceeding the exemption from taxation granted to the diplomatic representatives of the Contracting Parties.

CHAPTER IV.

SPECIAL AGREEMENTS.

Article 23.

Both Contracting Parties shall agree to conclude special Agreements for the mutual protection of intellectual property, particularly with regard to patents; also a special Agreement concerning mutual judicial assistance and, if necessary, a Customs Convention and an Agreement regulating aerial transport.

CHAPTER V.

FINAL PROVISIONS.

Article 24.

Any disputes or differences of opinion which may arise between the two Contracting Parties concerning the application and interpretation of the present Treaty shall be settled by a mixed

sera constitué *ad hoc* et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties. Si ces représentants ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers arbitre, dont la désignation sera éventuellement demandée au Président de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 25.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

Article 26.

Le Traité entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et tout d'abord pour une durée d'une année. Après un an, il restera encore en vigueur par voie de tacite reconduction tant qu'il ne sera pas dénoncé par une des deux Parties Contractantes moyennant un préavis de six mois. Le présent Traité cesse d'être en vigueur six mois après avoir été dénoncé de la façon susmentionnée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé et revêtu de leur sceau le présent Traité.

Fait en double exemplaire, à Prague, le 7 octobre mil neuf cent vingt-deux

(Signé) GERMAIN ALBAT.

(Signé) J. DVOŘÁČEK,

(Signé) F. PEROUTKA.

arbitration tribunal. The arbitration tribunal shall be constituted *ad hoc*, and shall include an equal number of representatives of both Parties. If these representatives fail to arrive at an agreement, they shall appeal to a third arbiter, who shall be appointed, if necessary, at their request, by the President of the Permanent Court of International Justice.

Article 25.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Riga as soon as possible.

Article 26.

The Treaty shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and, in the first instance, for a period of one year. After one year, its validity shall be extended by tacit agreement, unless denounced by one of the two Contracting Parties at six months' notice. The present Treaty shall cease to be in force six months after it has been denounced in the manner indicated above.

In faith whereof, the plenipotentiaries of the two Contracting Parties have affixed their sign and seal to the present Treaty.

Done in duplicate at Prague on October 7, one thousand nine-hundred and twenty-two.

(Signed) GERMAIN ALBAT.

(Signed) J. DVOŘÁČEK.

(Signed) F. PEROUTKA.

N° 529.

**ROYAUME-UNI ET
LETONIE**

**Traité de commerce et de navigation,
signé à Londres le 22 juin 1923.**

**UNITED KINGDOM
AND LATVIA**

**Treaty of Commerce and Navigation,
signed at London, June 22, 1923.**

No. 529. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION¹ BETWEEN
THE UNITED KINGDOM AND LATVIA, SIGNED AT LONDON,
JUNE 22, 1923.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique et le
Ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 décembre 1923.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND and OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN and IRELAND and OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

the Most Honourable the Marquess CURZON OF KEDLESTON, K.G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. George BISSENEEK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Latvian Republic in London,

who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be between the territories of the two Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the territories of the other to which subjects or citizens of that Party are, or may be, permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by subjects or citizens of that Party.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall not be subject, in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres le 5 novembre 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 529. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ² ENTRE
LE ROYAUME-UNI ET LA LETTONIE, SIGNÉ A LONDRES LE
22 JUIN 1923.

*English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and by the Minister
for Foreign Affairs of Latvia. The registration of this Treaty took place December 3, 1923.*

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, et SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE et d'IRLANDE et DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS,
EMPEREUR DES INDES, animés du désir de faciliter encore et de développer les relations commerciales
qui existent déjà entre leurs pays respectifs, ont décidé de conclure à cet effet un traité de commerce
et de navigation, et ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Georges BISSENEEK, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Ré-
publique de Lettonie à Londres ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE et d'IRLANDE et DES TERRITOIRES
BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Marquis CURZON OF KEDLESTON K.G., Principal Secrétaire d'Etat
de Sa Majesté aux Affaires étrangères,

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont
convenus des dispositions suivantes :

Article I.

Le commerce et la navigation seront réciproquement libres entre les territoires respectifs
des deux Parties contractantes.

Les sujets ou ressortissants de chacune des deux Parties contractantes pourront se rendre
librement, avec leurs navires et leurs cargaisons, à tous les endroits et ports situés sur les territoires
de l'autre Partie, dont l'accès est ouvert ou pourra être ouvert aux sujets ou ressortissants de cette
Partie, et ils jouiront des mêmes droits, privilèges, franchises, avantages, immunités et exemptions
en matière de commerce et de navigation que ceux qui sont accordés ou pourront être accordés
aux sujets ou ressortissants de cette Partie.

Les sujets ou ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis, quant
à leurs personnes ou leurs biens ou quant à leur commerce ou leur industrie, à aucune taxe, soit
générale, soit locale, ni à aucun impôt ou obligation, quelle que soit leur nature, autres ou plus éle-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at London, November 5, 1923.

or may be imposed upon subjects or citizens of the other, or subjects or citizens of the most-favoured nation.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation and industry, any privilege, favour or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the ships and subjects or citizens of any other foreign State, shall be extended simultaneously and unconditionally, without request and without compensation to the ships and subjects or citizens of the other, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each Party shall be placed in all respects on the footing of the most-favoured nation.

Article 3.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of that Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance under the same conditions which are or shall be established with regard to the subjects or citizens of that Contracting Party. They shall not be subjected, in any of the cases mentioned, to any taxes, imposts, or charges of whatever denomination other or higher than those which are or shall be applicable to subjects or citizens of that Contracting Party.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which the subjects or citizens of that Party would be liable under similar circumstances.

Article 4.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exactions or requisitions. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions, to which all subjects or citizens of that Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In the above respects the subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is, or may be, accorded to subjects or citizens of the most-favoured nation.

Article 5.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one of the Contracting Parties imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subject to other

vés que ceux auxquels sont soumis ou pourront être soumis les sujets ou ressortissants de l'autre Partie, ou les sujets ou ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Attendu que les deux Parties désirent que le commerce, la navigation, et l'industrie de chaque Partie bénéficient, à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée, les Parties contractantes conviennent qu'en tout ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, avantage ou immunité que l'une ou l'autre des Parties contractantes a déjà accordé ou pourra accorder à l'avenir aux navires et aux sujets ou ressortissants de tout autre Etat étranger sera aussitôt étendu, sans aucune réserve et sans que l'autre Partie ait à faire une demande à fournir de compensations, aux navires et aux sujets ou ressortissants de l'autre Partie.

Article 3.

Les sujets ou ressortissants de chacune des Parties contractantes, qui résident sur les territoires de l'autre Partie, auront toute liberté d'acquérir et de posséder des biens de toute nature, meubles et immeubles, dont l'acquisition et la possession sont ou seront permises, aux termes des lois de cette Partie, aux sujets ou ressortissants de tout autre pays étranger. Ils pourront disposer de ces biens par voie de vente, d'échange, de donation, de mariage, de testament ou de toute autre manière ou acquérir des biens par héritage, sous les mêmes conditions que celles qui sont ou seront applicables aux sujets ou ressortissants de cette Partie contractante. Dans aucun des cas susmentionnés, ils ne seront assujettis à des taxes, impôts ou charges, quelle que soit leur dénomination, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront applicables aux sujets ou ressortissants de cette Partie contractante.

Les sujets ou ressortissants de chacune des Parties contractantes, à condition de se conformer aux lois promulguées par l'autre Partie, seront également autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et marchandises en général, sans être soumis, en leur qualité d'étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux dont les sujets ou les ressortissants de cette Partie seraient passibles, dans des circonstances analogues.

Article 4.

Les sujets ou ressortissants de chacune des Parties contractantes, qui résident sur les territoires de l'autre Partie, ne seront soumis à aucun service militaire obligatoire quelconque, dans l'armée, dans la marine, dans la garde nationale ni dans la milice. Ils seront également exemptés de toutes fonctions judiciaires, administratives et municipales quelconques autres que celles établies par les lois relatives au jury, ainsi que de toutes contributions payables soit en espèces, soit en nature, qui constituent l'équivalent d'un service personnel ; ils seront enfin exemptés de toutes contributions ou réquisitions militaires. Sont toutefois exclues toutes les charges que comporte la possession, sous une forme juridique quelconque, de biens immobiliers, ainsi que l'obligation de loger des militaires et les autres contributions ou réquisitions militaires spéciales auxquelles tous les sujets ou ressortissants de cette Partie pourront éventuellement être soumis en tant que propriétaires ou occupants d'immeubles ou de terres.

En ce qui concerne les obligations et exemptions énumérées ci-dessus, les sujets ou ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas soumis, sur les territoires de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que celui qui est ou pourra être accordé aux sujets ou ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les marchandises, produites ou fabriquées sur les territoires de l'une des Parties contractantes et importées dans les territoires de l'autre Partie, quel que soit leur lieu d'expédition, ne seront pas

or higher duties or charges than those paid on the like articles, the produce or manufacture of the territories of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of the territories of any other foreign country.

The only exceptions of this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons or of cattle or of plants useful to agriculture, and of the measures applicable in the territories of either of the Contracting Parties to articles enjoying a direct or indirect bounty in the territories of the other Contracting Party.

Article 6.

Articles, the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article 7.

As an exception from the general undertaking given by the Latvian Government to accord most-favoured-nation treatment to the commerce of His Britannic Majesty's territories, it is understood that His Britannic Majesty will not claim the benefit of any Customs preferences or other facilities of whatever nature which are, or may be, granted by Latvia in favour of Russia, Finland, Esthonia or Lithuania in regard to Russian, Finnish, Esthonian or Lithuanian goods respectively so long as such preferences or facilities are not extended by Latvia to any other foreign country.

Article 8.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most-favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and their samples. The Chambers of Commerce, as well as such other Trade Associations and other recognised Commercial Associations, in the territories of the Contracting Parties, as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted as competent authorities for issuing any certificates that may be required for commercial travellers.

Articles imported by commercial travellers as samples shall in the territories of each of the Contracting Parties be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed Customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation.

The marks, stamps or seals placed upon such samples by the Customs authorities of one Contracting Party at the time of exportation and the officially attested list of such samples, containing a full description thereof, issued by them shall be reciprocally accepted by the Customs officials of the other as establishing their character as samples and exempting them from inspection, except so far as may be necessary to establish that the samples produced are those enumerated in the list.

soumises à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux dont sont passibles les marchandises similaires, produites ou fabriquées sur les territoires de tout autre pays étranger. L'importation, dans les territoires de l'autre Partie, de marchandises quelconques, produites ou fabriquées sur les territoires de l'une des Parties contractantes, quel que soit leur lieu d'expédition, n'est et ne sera soumise à aucune prohibition ou restriction autres que celles s'appliquant également à l'importation de marchandises similaires, produites ou fabriquées sur les territoires de tout autre pays étranger.

Seront seules exclues de cette règle générale, les prohibitions sanitaires ou autres, dictées par la nécessité d'éviter tout préjudice aux personnes, au bétail ou aux plantes utiles à l'agriculture, et les mesures applicables sur les territoires de l'une ou l'autre des Parties contractantes aux marchandises qui bénéficient, sur les territoires de l'autre Partie contractante de primes, soit directes, soit indirectes.

Article 6.

Les marchandises, produites ou fabriquées sur les territoires de l'une ou l'autre des Parties contractantes et exportées dans les territoires de l'autre Partie, ne seront pas soumises à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui frappent les marchandises similaires, exportées dans tout autre pays étranger. L'exportation, à destination des territoires de l'autre Partie, de marchandises quelconques provenant des territoires de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ne sera soumise à aucune prohibition ou restriction autres que celles s'appliquant également à l'exportation de marchandises similaires à destination de tout autre pays étranger.

Article 7.

A titre d'exception à l'engagement général par lequel le Gouvernement letton accorde le traitement de la nation la plus favorisée au commerce des territoires de Sa Majesté britannique, les deux Parties contractantes conviennent que Sa Majesté britannique ne réclamera le bénéfice d'aucun traitement douanier préférentiel, ou d'autres facilités, de quelque nature qu'elles soient, qui sont ou pourront être accordés par la Lettonie, à la Russie, la Finlande, l'Esthonie ou la Lituanie, en ce qui concerne les marchandises russes, finlandaises, esthoniennes ou lituaniennes respectivement aussi longtemps que la Lettonie n'accorde pas ce même traitement préférentiel ou les mêmes facilités à tout autre pays étranger.

Article 8.

Les dispositions du présent traité, relatives à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, s'appliquent, sans aucune réserve, au traitement des voyageurs de commerce et de leurs échantillons. Les chambres de commerce, ainsi que les autres associations de marchands et autres associations commerciales reconnues, ayant leur siège sur les territoires des Parties contractantes et qui seront autorisés à cet effet, seront réciproquement considérées, comme les autorités compétentes pour délivrer tout certificat qui pourrait être exigé pour les voyageurs de commerce.

Les marchandises importées à titre d'échantillons par les voyageurs de commerce, seront temporairement admises en franchise de droits, dans les territoires de chacune des Parties contractantes, à condition que soient observées les réglementations et formalités douanières, qui ont pour objet de contrôler la réexportation de ces marchandises, ou le paiement des droits de douane afférant à ces marchandises, lorsque celles-ci ne sont pas réexportées avant l'expiration du délai prévu par la loi. Ce traitement préférentiel ne s'appliquera toutefois pas aux marchandises qui, par suite de leur quantité ou de leur valeur, ne peuvent être considérées comme échantillons, ou dont la nature ne permettrait pas de vérifier l'identité lors de leur réexportation.

Les marques, timbres ou sceaux, que les autorités douanières de l'une des Parties contractantes auront apposés sur ces échantillons, au moment de l'exportation, et la liste de ces échantillons établie par ces autorités douanières, liste officiellement certifiée conforme, et contenant une description exacte de ces échantillons, seront considérés réciproquement par les fonctionnaires des bureaux de douane de l'autre Partie, comme une preuve suffisante qu'il s'agit bien d'échantillons ;

The Customs authorities of either Contracting Party may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think this precaution necessary.

Articles 9.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities or corporations which affect, or may affect, the production, manufacture or consumption of any article in the territories of either of the Contracting Parties shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles, the produce or manufacture of the other than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of either of the Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty. It is understood that ordinary charges for the handling of goods in the ports are not within the scope of this Article and may be levied.

Article 10.

The establishment and the activities of limited liability and other companies and associations, commercial, industrial, financial, forwarding, navigation and assurance, are based on the laws and regulations of the Contracting Party in the territories of which may they be situated.

It is understood that this Article does not give the right to impose by the enactment of laws or otherwise special conditions on companies of either of the Contracting Parties operating in the territories of the other involving treatment less favourable than that which is applied to national or foreign companies operating in those territories.

Article 11.

Limited liability and other companies and associations, commercial, industrial and financial, already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either Contracting Party, and registered in the territories of such Party, are authorised, in the territories of the other, to exercise their rights and to appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Article 12.

Each of the Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of any company (duly organised in accordance with the laws of the other) which may desire to carry on in its territories, whether through the establishment of branches or otherwise, commercial, industrial, insurance, banking, or other description of business which the subjects or companies of any foreign country are or may be permitted to carry on ; and in framing and administering laws with regard to the taxation of such companies and branches, each Contracting Party will be guided by the principle embodied in Article 1 of this Treaty, that is to say, that the system of taxation shall be so framed and administered as to place national companies and the business in the territories of each Contracting Party of the companies organised in the territories of the other so far as possible on the same footing in this respect.

ces derniers ne seront soumis à aucun examen, à l'exception de celui qui pourrait être nécessaire pour vérifier que les échantillons présentés sont bien les mêmes que ceux qui sont énumérés dans la liste. Les autorités douanières de chacune des Parties contractantes auront toutefois le droit d'apposer une marque supplémentaire sur ces échantillons dans des cas spéciaux où elles jugeront nécessaire de prendre cette précaution.

Article 9.

Aucune taxe intérieure, perçue au profit de l'Etat, d'autorités locales ou de corporations, dont est ou sera passible la production, la fabrication ou la consommation d'une marchandise quelconque sur les territoires de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ne devra constituer, pour quelque motif que ce soit, une charge plus lourde ou plus onéreuse pour les marchandises produites ou fabriquées dans les territoires de l'autre Partie que pour les marchandises similaires de production intérieure.

Les marchandises produites ou fabriquées par l'une ou l'autre des Parties contractantes et importées dans les territoires de l'autre Partie, qui sont destinées à être entreposées ou expédiées en transit, ne seront soumises à aucune taxe intérieure. Il est entendu que les droits ordinaires auxquels la manutention de marchandises est soumise dans les ports, ne sont pas visés par le présent article et pourront être perçus.

Article 10.

L'établissement et les transactions des compagnies et sociétés à responsabilité limitée et autres, qui s'occupent de commerce, d'industrie, d'opérations financières, de transports, de navigation et d'assurance, devront être conformes aux lois et règlements de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ces compagnies et sociétés auront leur siège.

Il est entendu que le présent article n'implique pas le droit de soumettre, par la promulgation de lois ou par tout autre moyen, les sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes, qui exercent leur activité sur le territoire de l'autre Partie, à des conditions constituant un traitement moins favorable que celui qui est appliqué aux sociétés nationales ou étrangères exerçant leur activité dans les mêmes territoires.

Article 11.

Les compagnies et sociétés à responsabilité limitée et autres, ayant pour objet des opérations commerciales, industrielles et financières, et qui ont déjà été ou seront constituées à l'avenir, conformément aux lois de l'une ou l'autre des Parties contractantes et qui sont ou seront inscrites au registre de commerce sur le territoire de cette Partie, sont autorisées à exercer leurs droits sur les territoires de l'autre Partie et d'ester en justice, en qualité de demandeur ou de défendeur, à condition d'observer les lois de cette Partie.

Article 12.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas entraver les opérations de toute compagnie (régulièrement constituée conformément aux lois de l'autre Partie) qui aurait l'intention de se livrer sur ses territoires, soit par la création de succursales ou autrement, à des opérations commerciales, industrielles, d'assurance, de banque ou d'autre nature, que les sujets ou compagnies de tout autre pays étranger sont ou pourront être autorisés à effectuer, en ce qui concerne l'élaboration et l'application des lois relatives à l'imposition de ces compagnies et succursales; chaque Partie contractante s'inspirera du principe inscrit à l'article 1^{er} du présent traité, c'est-à-dire que le régime fiscal sera établi et les lois fiscales appliquées de manière à placer, autant que possible, sur un pied d'égalité en cette matière les compagnies nationales et l'activité que les compagnies constituées sur les territoires de l'une des Parties exercent dans les territoires de l'autre Partie contractante.

Article 13.

The measures taken by the Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock or other means of transport.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit), except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit. It is understood that ordinary charges for the handling of the goods in the ports are not within the scope of this Article and may be levied.

Neither Contracting Party shall be bound by this Article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals and plants.

For the purpose of this Article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, shall be deemed to be in transit across the territories of the Contracting Parties when the passage across such territories, with or without transshipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the Party across whose territories the transit takes place.

Article 14.

Each of the Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories upon the vessels of the other ; and such vessels, their cargoes and passengers, shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than, national vessels and their cargoes and passengers or the vessels, cargoes and passengers of the most-favoured nation.

Article 15.

The provisions of this Treaty relating to the mutual concession of national treatment in matters of navigation do not apply to the coasting trade, in respect of which the subjects and vessels of the Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

British and Latvian vessels may nevertheless proceed from one port to another, either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers for a foreign destination.

It is also understood that, in the event of the coasting trade of either Party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other Party, if engaged in trade to or from places not within the limits of the coasting trade so reserved, shall not be prohibited from the carriage

Article 13.

Les mesures que les Parties contractantes prendront pour régler et acheminer les transports à travers leurs territoires, devront être de nature à faciliter le libre transit par chemin de fer ou par voie d'eau, sur les itinéraires employés habituellement appropriés le transit international. Il ne sera fait aucune distinction fondée sur la nationalité des personnes, le pavillon des navires et bateaux, le lieu d'origine, de départ, d'entrée, de sortie ou de destination ou sur toute autre circonstance quelconque relative à la propriété des marchandises ou des navires et bateaux du matériel roulant pour les voyageurs et les marchandises ou les autres moyens de transport.

Afin d'assurer l'application des dispositions ci-dessus, les Parties contractantes autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, conformément aux conditions et sous les réserves habituelles.

Les transports en transit ne seront soumis à aucun droit spécial de transit (y compris l'entrée et la sortie) à l'exception des droits destinés uniquement à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration occasionnées par ces transports en transit. Il est entendu que les droits auxquels la manutention de marchandises est généralement soumise dans les ports, ne sont naturellement pas visés par le présent article et pourront être perçus.

Le présent article n'implique, pour aucune des deux Parties contractantes, l'obligation d'assurer le transit de voyageurs auxquels l'accès dans ses territoires est interdit ou de marchandises dont l'importation est prohibée, soit pour des raisons d'hygiène ou de sécurité publiques, soit à titre de précaution contre les épizooties et les maladies des plantes.

Au sens du présent article, seront considérés comme étant en transit à travers les territoires des Parties contractantes les personnes, bagages et marchandises, ainsi que les navires et bateaux, le matériel roulant pour les voyageurs et les marchandises, et les autres moyens de transport, lorsque le parcours effectué sur ces territoires ne constitue qu'une fraction d'un voyage complet qui a commencé et se terminera en dehors des frontières de la Partie à travers le territoire de laquelle le transport en transit est effectué, qu'il y ait ou non transbordement, mise en entrepôt, rupture de charge ou changement du mode de transport.

Article 14.

Chacune des Parties contractantes autorisera l'importation ou l'exportation, par les navires et bateaux de l'autre Partie, de toutes les marchandises qui pourront être importées ou exportées, conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi que le transport de passagers en provenance ou à destination de leurs territoires respectifs ; ces navires, leurs cargaisons et les passagers jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux applicables aux navires nationaux et à leurs cargaisons et passagers ou aux navires, cargaisons et passagers de la nation la plus favorisée.

Article 15.

Les dispositions du présent traité relatives à l'assimilation des ressortissants de l'une des Parties aux nationaux de l'autre Partie, en ce qui concerne la navigation, ne s'appliqueront pas aux opérations de cabotage ; pour ces dernières, les sujets et les navires et bateaux des Parties contractantes bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée.

Les navires britanniques et lettons pourront, toutefois, se rendre d'un port à l'autre, soit pour décharger tout ou partie de leurs cargaisons ou pour débarquer des passagers qu'ils ont amenés de l'étranger, soit pour charger tout ou partie de leurs cargaisons ou embarquer des passagers à destination de l'étranger.

Il est entendu que lorsque l'une ou l'autre des Parties réserve exclusivement à ses navires nationaux les opérations de cabotage, il ne sera pas interdit aux navires de l'autre Partie qui font le commerce entre différents endroits situés en dehors de la zone réservée aux opérations de cabotage,

between two ports of the former Party of passengers holding through tickets or merchandise consigned on through bills-of-lading to or from places not within the above-mentioned limits, and while engaged in such carriage these vessels and their passengers and cargoes shall enjoy the full privileges of this Treaty.

Article 16.

In all that regards the stationing, loading and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads and harbours of the territories of the Contracting Parties, no privilege or facility shall be granted by either Party to vessels of any other foreign country or to national vessels which is not equally granted to vessels of the other Party.

Article 17.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other analogous duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, the vessels of either Contracting Party shall enjoy in the ports of the territories of the other treatment at least as favourable as that accorded to national vessels or the vessels of any other foreign country.

Article 18.

Any vessel of either of the Contracting Parties which may be compelled, by stress of weather or by accident, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandise in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other, such vessel, and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners of such vessel, goods, merchandise, etc., or to their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the vessel, goods, merchandise, etc., referred to shall, in so far as they are the property of a subject or citizen of the other Contracting Party, be delivered to the Consular Officer of that Contracting Party in whose district the wreck or stranding may have taken place, upon being claimed by him within the period fixed by the laws of that Contracting Party, and such Consular Officers, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck or stranding of a national vessel.

The Contracting Parties agree, moreover, that merchandise saved shall not be subjected to the payment of any Customs duty unless cleared for internal consumption.

In the case of a vessel either being driven in by stress of weather, run aground, or wrecked, the respective Consular Officers shall, if the owner or master or other agent of the owner is not

d'effectuer des transports entre deux ports du territoire de la Partie qui a réservé le cabotage à ses navires nationaux, à condition que les passagers soient pourvus de billets directs ou que les marchandises soient accompagnées de connaissements n'indiquant comme lieu d'expédition ou de destination aucun endroit situé dans la zone indiquée ci-dessus ; en se livrant à ces opérations de transport, ces navires et leurs passagers et cargaisons jouiront de tous les privilèges garantis par le présent traité.

Article 16.

En ce qui concerne le stationnement, le chargement et le déchargement de navires dans les ports, docks, rades et havres des territoires des Parties contractantes, aucun privilège ou aucun avantage ne sera accordé par l'une ou l'autre des Parties à des navires d'un autre pays étranger ou à des navires nationaux, sans que les mêmes privilèges et avantages soient également concédés aux navires de l'autre Partie.

Article 17.

En ce qui concerne les droits de tonnage de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou les autres droits et charges analogues, quelle que soit, du reste, leur dénomination, qui seront perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations et sociétés ou d'autres établissements, les navires et bateaux de chacune des deux Parties contractantes jouiront, dans les ports des territoires de l'autre Partie, d'un traitement qui sera, au moins aussi favorable que celui accordé aux navires nationaux ou aux navires de tout autre pays étranger.

Article 18.

Si un navire de l'une ou l'autre des Parties contractantes est forcé, soit par le temps, soit par un accident, de se réfugier dans un port de l'autre Partie, toute liberté sera accordée au capitaine de réparer les avaries, de se procurer les provisions nécessaires et de reprendre la mer, sans qu'il ait à payer des taxes quelconques autres que celles qu'un navire national aurait à acquitter dans un cas similaire. Si, toutefois, le capitaine d'un navire marchand est obligé de vendre une partie de ses marchandises afin de couvrir ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux règlements et aux tarifs en vigueur dans le port ou il sera réfugié.

Si un navire quelconque de l'une des Parties contractantes s'échoue ou fait naufrage sur les côtes de l'autre Partie, ce navire et toutes ses parties, ainsi que tout les agrès et installations et tous les objets et marchandises sauvés, — y compris tous ceux qui auraient pu être jetés à la mer, ou les produits de la vente éventuelle de ces objets, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce navire échoué ou naufragé, — seront remis aux propriétaires de ce navire, des objets ou des marchandises, etc., ou à leurs agents, lorsqu'ils les réclameront. Si ces propriétaires ou agents ne sont pas sur les lieux, le navire, les objets, les marchandises, etc. susmentionnés, dans la mesure où ils sont la propriété d'un sujet ou d'un ressortissant de l'autre Partie contractante, seront remis à l'agent consulaire de celle-ci dans la circonscription duquel le naufrage ou l'échouage a eu lieu ; l'agent consulaire devra, toutefois, réclamer ces objets et marchandises dans les délais établis par les lois de cette Partie contractante et ces agents consulaires, propriétaires ou agents, ne seront tenus que de payer les dépenses occasionnées par la conservation de ces biens, ainsi que par le sauvetage ou les autres dépenses qui auraient également dû être acquittées en cas analogue de naufrage ou d'échouage d'un navire national.

En outre, les Parties contractantes conviennent que les marchandises sauvées du naufrage ne seront passibles d'aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient dédouanées en vue de la consommation intérieure.

Si un navire est obligé de se réfugier dans un port par suite du mauvais temps ou s'il s'échoue ou fait naufrage, les agents consulaires respectifs seront autorisés à intervenir afin de prêter

present, or is present and requires it, be authorised to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article 19.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Latvian law, are to be deemed Latvian vessels, shall for the purpose of this Treaty be deemed British and Latvian vessels respectively.

Article 20.

It shall be free to each of the Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to reside in the territories of the other. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

Article 21.

The Consular Officers of each of the Contracting Parties residing in the territories of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Provided that this stipulation shall not apply to subjects or citizens of the Contracting Party in whose territory the desertion takes place.

Article 22.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights in regard to patents for inventions, trade marks and designs, and copyright in literary and artistic works as their respective laws do now or may hereafter grant to their own subjects or citizens.

Article 23.

Latvia agrees on condition of reciprocity to recognise and protect all rights in any industrial, literary or artistic property belonging to British subjects in force, or which but for the war or revolution in Russia would have been in force in any part of her territories before transfer to Latvia, and for the purpose of renewal of such rights the proper extension of time will be accorded.

It is understood that for the purposes of the above provisions Latvia may require proof of title and also registration of such rights in Latvia.

It is further understood that patents and trade marks which have been registered in Latvia before the date of conclusion of this Treaty, and would be identical with those previously registered by British subjects in Russia, can be revoked in Latvia only by the decision of the Courts of Law. Latvia agrees to promulgate within six months from the date of the ratification of this Treaty a special law concerning revocation of patents and trade marks so registered.

à leurs concitoyens, l'assistance nécessaire, lorsque ni le propriétaire ni le capitaine ni un autre agent du propriétaire ne sont présents, ou lorsqu'une de ces personnes est présente et demande l'intervention de l'agent consulaire.

Article 19.

Tous les navires qui, aux termes de la loi britannique, doivent être considérés comme navires britanniques et tous les navires qui, aux termes de la loi lettone, doivent être considérés comme navires lettons, devront être considérés, au sens du présent traité, navires britanniques et lettons respectivement.

Article 20.

Chacune des Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, devant résider sur les territoires de l'autre Partie. Ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne pourront toutefois exercer leurs fonctions que lorsque leur nomination aura été ratifiée ou qu'ils auront obtenu l'exequatur du Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités.

Article 21.

Les autorités locales devront accorder aux agents consulaires de chacune des Parties contractantes, qui résident sur les territoires de l'autre Partie, toute assistance prévue par la loi, en vue de l'arrestation des marins ayant déserté des navires de leurs pays respectifs.

Cette disposition ne s'appliquera toutefois pas à l'égard des sujets ou ressortissants de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la désertion se produit.

Article 22.

En ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique, les dessins et la protection de la propriété littéraire et artistique, les sujets ou ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, de tous les droits que leur législation respective accorde ou pourra accorder à leurs propres sujets ou ressortissants.

Article 23.

Sous réserve de la réciprocité, la Lettonie s'engage à reconnaître et à protéger tous les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique appartenant actuellement à des ressortissants britanniques ou qui leur auraient appartenu, sur une partie quelconque des territoires lettons, avant leur cession à la Lettonie, si la guerre ou la révolution en Russie n'avait pas eu lieu : et les délais nécessaires seront accordés à ces sujets britanniques en vue du renouvellement de leurs droits.

Les Parties contractantes conviennent qu'en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus, la Lettonie pourra exiger des preuves écrites et l'enregistrement de ces droits en Lettonie.

Les Parties contractantes conviennent également que les brevets d'invention et les marques de fabrique qui ont été enregistrées en Lettonie, avant la date de la conclusion du présent traité, et qui seraient identiques à des brevets d'invention et marques de fabrique précédemment enregistrés en Russie au nom de sujets britanniques, ne pourront être déclarés nuls en Lettonie que par une décision des tribunaux. La Lettonie s'engage à promulguer, dans un délai de six mois à partir de la date de la ratification du présent traité, une loi spéciale relative à l'annulation des brevets d'invention et des marques de fabrique ainsi enregistrés.

Article 24.

All goods bearing marks or descriptions which state or manifestly suggest that the goods are the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties shall, if such statement or suggestion be false, be seized on importation into the territories of either of the two Parties. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department or of an interested party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each Contracting Party, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The tribunals of each Contracting Party shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Article.

Article 25.

This Treaty shall not be deemed to confer any right or to impose any obligation in contravention of any general International Convention to which either His Britannic Majesty or the President of the Latvian Republic is or hereafter may be a party.

Article 26.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions, or Protectorates, unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Riga of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions, or Protectorates shall enjoy in Latvia complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as goods produced or manufactured in Latvia are accorded in India or such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 27.

The terms of the preceding Article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article 28.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall remain in force until the expiration of twelve months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

Article 24.

Toutes les marchandises, qui portent une marque ou un signalement indiquant ou faisant supposer que les marchandises ont été produites ou fabriquées sur les territoires de l'une ou l'autre des Parties contractantes, pourront être confisquées lors de leur importation dans les territoires de l'une ou l'autre des deux Parties, s'il est constaté que cette mention ou indication est fausse. La confiscation pourra également avoir lieu dans l'Etat sur le territoire duquel la fausse indication d'origine a été apposée ou dans l'Etat sur le territoire duquel les marchandises portant une mention fausse pourraient éventuellement avoir été importées.

La confiscation aura lieu, à la demande soit de l'administration compétente de l'Etat intéressé, soit d'une partie intéressée, que celle-ci soit un simple particulier ou une société ; la confiscation devra être opérée conformément aux dispositions de la législation intérieure de chaque Partie contractante ; les autorités ne sont toutefois pas tenues de confisquer les marchandises transportées en transit.

Les tribunaux de chacune des Parties contractantes décideront quelles mentions, en raison de leur caractère générique, ne sont pas visées par les dispositions du présent article.

Article 25.

Le présent traité ne conférera aux Parties contractantes aucun droit ou ne leur imposera aucune obligation contraire à toute convention internationale générale que Sa Majesté Britannique ou le Président de la République de Lettonie a conclue ou pourrait conclure à l'avenir.

Article 26.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas aux Indes ou à l'un quelconque des Dominions autonomes, colonies, possessions, ou protectorats de Sa Majesté britannique, à moins que le représentant de Sa Majesté britannique à Riga, ne fasse parvenir au Gouvernement letton une notification déclarant que Sa Majesté britannique désire que les dispositions ci-dessus s'appliquent également à l'un quelconque de ces territoires.

Les marchandises produites ou fabriquées aux Indes ou dans l'un quelconque des Dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique bénéficieront en Lettonie, pleinement et sans aucune réserve, du traitement de la nation la plus favorisée, aussi longtemps que les marchandises produites ou fabriquées en Lettonie jouiront, aux Indes ou dans l'un quelconque des Dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou fabriquées dans tout autre pays étranger.

Article 27.

Les dispositions de l'article précédent relatives aux Indes et aux Dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, s'appliqueront également à tous les territoires pour lesquels Sa Majesté Britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations.

Article 28.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Londres. Il entrera en vigueur dès sa ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Articles 26 or 27, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereunto their seals.

Done in duplicate at London the 22nd of June, 1923.

(L. S.) CURZON OF KEDLESTON.

(L. S.) G. W. BISSENEEK.

Toutefois, en ce qui concerne les Indes ou l'un quelconque des Dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique ou tout territoire pour lequel Sa Majesté Britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations et auquel les dispositions du présent traité auront été appliquées, conformément aux articles 26 et 27, chacune des Parties contractantes aura le droit de dénoncer séparément le présent traité à n'importe quelle époque, moyennant un préavis de douze mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le vingt-deux juin 1923.

(L. S.) G. W. BISSENEEK.

(L. S.) CURZON OF KEDLESTON.

N° 530.

**ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE**

Convention concernant l'échange des
mandats poste entre les Etats-
Unis d'Amérique et la Colonie de
la Barbade, signée à Bridgetown
le 15 octobre 1921, à Washington
le 22 avril 1922.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND GREAT BRITAIN**

Convention concerning the exchange
of Postal Money Orders between
the United States of America and
the Colony of Barbados, signed at
Bridgetown, October 15, 1921, at
Washington, April 22, 1922.

No. 530. — CONVENTION¹ CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL MONEY ORDERS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE COLONY OF BARBADOS, SIGNED AT BRIDGETOWN, OCTOBER 15, 1921, AT WASHINGTON, APRIL 22, 1922.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 décembre 1923.*

The POST OFFICE DEPARTMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and that of BARBADOS being desirous of establishing a system of exchange of Money Orders between the two countries, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following articles :

Article 1.

Issue.

The transfers of sums of money may be made by means of postal Money Orders from the United States and its possessions (excepting the Phillippine Islands) to Barbados, and from Barbados to the United States and its possessions (excepting the Phillippine Islands).

Article 2.

Form, Maximum, etc.

Sec. 1. The Money Orders issued in the United States and its possessions for payment in Barbados shall conform, as nearly as practicable, to model " A ", hereto annexed, and the Money Orders issued in Barbados for payment in the United States and its possessions shall, in like manner, conform to model " B ", also hereto annexed.

Sec. 2. Each order shall be delivered to the remitter, to be forwarded to the payee by and at the expense of the remitter.

Sec. 3. In filling up the Money Order and advice, and the receipt of payments, the writing must be in the English language and in Roman letters and Arabic numerals, without erasure, alteration or obliteration, and no order shall contain a fraction of a cent.

Sec. 4. The maximum amount of each Money Order is fixed at one hundred dollars.

Sec. 5. The Money orders issued in the United States for payment in Barbados shall be drawn in United States currency (dollars and cents) only, and the Money Orders issued in Barbados for payment in the United States shall likewise express the amount in words as well as in figures in dollars and cents. The amount in sterling money deposited by remitters may also be entered in the orders and advices issued in Barbados.

¹ Cette Convention ne comporte pas de ratification.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 530. — CONVENTION² CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS POSTE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA COLONIE DE LA BARBADE, SIGNÉE A BRIDGETOWN LE 15 OCTOBRE 1921, A WASHINGTON LE 22 AVRIL 1922.

Official English text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place December 5, 1923.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et celle de la BARBADE, étant désireuses d'instituer un service d'échange de mandats-poste entre les deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Emission.

Les envois de fonds pourront être effectués, au moyen de mandats-poste, par les Etats-Unis et leurs possessions (non compris les Philippines) à destination de la Barbade et par la Barbade, à destination des Etats-Unis et de leurs possessions (non compris les Philippines).

Article 2.

Formulaire, montant maximum, etc.

Alinéa 1. Les mandats poste émis aux Etats-Unis et dans leurs possessions et payables à la Barbade, seront, autant que possible, conformes au modèle « A » annexé à la présente Convention ; les mandats-poste émis à la Barbade et payables aux Etats-Unis et dans leurs possessions devront pareillement, être conformes au modèle « B » également ci-joint.

Alinéa 2. Tout mandat-poste sera remis à l'expéditeur qui, à ses propres frais, le fera parvenir au destinataire.

Alinéa 3. Les mandats-poste, avis, récépissés, devront être remplis en langue anglaise, en caractères romains et en chiffres arabes et ne comporter aucune rature, surcharge ou oblitération. Il ne sera pas fait mention des fractions de cents.

Alinéa 4. Le montant maximum d'un mandat-poste est fixé à cent dollars.

Alinéa 5. Les mandats-poste émis aux Etats-Unis et payables à la Barbade, seront établis exclusivement dans la monnaie des Etats-Unis (dollars et cents) ; les mandats-poste émis à la Barbade et payables aux Etats-Unis devront pareillement indiquer le montant en toutes lettres et en chiffres, en dollars et en cents. Le montant versé en monnaie anglaise (sterling) par l'expéditeur, pourra également figurer sur les mandats-poste et les avis émis à la Barbade.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² This Convention does not entail ratification.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

*Article 3.**Transmittal of Paid Orders as Basis of Settlement.*

Sec. 1. On the first of each month (on the next succeeding day if such date falls on Sunday) each Administration shall prepare in duplicate a list of all Money Orders issued in the other country which have been paid at and received from its post offices and have been audited.

Sec. 2. These lists must exhibit in detail, and in alphabetical order, by States, Territories, Possessions or Provinces, as the case may be, the names of the issuing offices, the serial numbers printed on the orders, and the amount of each order. The sum total of each sheet of paid orders must be stated in the summary attached to the list in dollars and cents.

Sec. 3. The lists shall be numbered consecutively throughout the fiscal year, beginning with No. 1 on the first of July of each year.

Sec. 4. One certified copy of each list shall be transmitted on the part of the United States to the Colonial Postmaster at Bridgetown, Barbados, and, on the part of Barbados, to the Auditor for the Post Office Department, Washington, D. C.

Sec. 5. Each list shall be accompanied with all paid orders entered therein, and shall be forwarded by registered mail.

Sec. 6. Each Administration shall promptly acknowledge to the other the receipt of each list and shall, as soon after receipt as possible, give notice of any errors which may be discovered therein.

Sec. 7. In case paid Money Orders returned to the Administration which issued the orders be lost or destroyed in transit by mail, it is agreed that a certified copy of the corresponding lists, presented by the Administration which made the transmittal, shall, within a reasonable time, be accepted as a satisfactory voucher and evidence of payment of the orders described therein.

*Article 4.**Currency.*

The amounts of orders passing in both directions shall be expressed in United States currency and shall be paid at their face value, the dollar being taken at a valuation of four shillings and two pence, and in consideration of the fluctuations of the rate of exchange between the two countries it is agreed that the Postal Administration of Barbados shall from time to time, in accordance with circumstances, establish and announce for the guidance of postmasters, so long as present conditions exist, the rate of premium which will be paid in addition to said face value on all orders drawn in the United States on Barbados. The rate of premium to be paid in Barbados shall be not less than 75% of the profits derived from the sale of Drafts, drawn on New York, which have been received from the United States Postal Department and/or from the commission received for the purchase of Money Orders drawn in Barbados for payment in the United States of America.

*Article 5.**Fees.*

Sec. 1. A fee to be fixed by the country of origin shall be collected from the remitter upon each sum of money transmitted under this Convention.

Sec. 2. For so long as present conditions of exchange shall continue between the two countries, the commission to be charged on Money Orders issued in Barbados to be paid in the United States of America shall be at the rate of two per centum above the existing selling-rate of the local banks for the day, and the Post Office Department of the United States of America shall communicate

*Article 3.**Transmission des mandats-poste payés, destinés à servir à l'établissement des décomptes.*

Alinéa 1. Le premier de chaque mois (le lendemain, si cette date tombe un dimanche), chaque administration dressera, en double exemplaire, une liste de tous les mandats-poste, émis à l'intérieur du pays, émanant de ses bureaux de poste et payés par ceux-ci qui auront fait l'objet d'une vérification d'écriture.

Alinéa 2. Les listes indiqueront en détail les Etats, territoires, possessions ou provinces, suivant le cas, classés par ordre alphabétique, le nom des bureaux d'émission, le numéro de série des mandats ainsi que le montant de chaque mandat. Le total des mandats payés de chaque liste devra figurer en dollars et en cents dans la récapitulation jointe à la dite liste.

Alinéa 3. Les listes feront, au cours de l'exercice financier, l'objet d'une numérotation continue, le numéro 1 correspondant au 1^{er} juillet de chaque année.

Alinéa 4. Un exemplaire de chaque liste certifié conforme sera transmis par l'administration des postes des Etats-Unis au directeur des postes de la colonie de la Barbade, à Bridgetown ; l'administration des postes de la Barbade, de son côté, fera parvenir un exemplaire de liste ainsi certifié au vérificateur des comptes de l'administration des postes à Washington D. C.

Alinéa 5. Chaque liste sera accompagnée de tous les mandats payés qui y figurent et sera transmise sous pli recommandé.

Alinéa 6. Chaque administration accusera sans retard réception de toute liste à l'autre administration et lui signalera, dans un délai aussi bref que possible, toute erreur qu'elle aurait pu constater dans ladite liste.

Alinéa 7. En cas de perte ou de destruction au cours de la transmission par la poste, des mandats payés faisant retour à l'administration qui les a émis, il est convenu qu'un exemplaire certifié conforme, des listes correspondantes, s'il est fourni dans un délai raisonnable, par l'administration expéditrice, servira de pièce comptable et justificative du paiement des mandats énumérés dans la dite liste.

*Article 4.**Monnaie.*

Les montants des mandats expédiés dans les deux sens, seront exprimés dans la monnaie des Etats-Unis et seront versés d'après leur valeur nominale, le dollar étant évalué à quatre shillings et deux pence. Etant donné les fluctuations du cours du change entre les deux pays, il est convenu que l'administration des postes de la Barbade devra, à divers moments, suivant les circonstances, fixer et faire connaître, pour la gouverne des receveurs des postes, aussi longtemps que subsistera l'état de choses actuel, le taux de la prime à percevoir, en sus de la valeur nominale, sur tous les mandats émis aux Etats-Unis à destination de la Barbade. Le taux de la prime à percevoir à la Barbade ne sera pas inférieur à 75% des bénéfices provenant de la vente de traites sur New-York, traites émanant de l'administration des postes des Etats-Unis, et (ou), de la ristourne sur l'achat des mandats émis à la Barbade et payables aux Etats-Unis d'Amérique.

*Article 5.**Taxes.*

Alinéa 1. Une taxe à fixer par le pays d'émission sera acquittée par l'expéditeur pour toute somme transmise aux termes de la présente Convention.

Alinéa 2. Aussi longtemps que persistera l'état actuel du change entre les deux pays, la commission à percevoir sur les mandats émis à la Barbade et payables aux Etats-Unis d'Amérique, sera calculée à raison de deux pour cent en sus du cours de vente du jour, pratiqué par les banques du pays ; l'administration des postes des Etats-Unis d'Amérique notifiera à l'administration des

to the Post Office Department of Barbados the tariff or schedule of fees to be established by it for the issuing of orders on Barbados under the provisions of this article and also any subsequent change therein.

Sec. 3. The person entitled to payment of a Money Order issued in pursuance of this Convention shall not be subjected, under any pretext whatever, to any commission or tax on account of the payment of such order.

Sec. 4. Each of the Contracting Post Office Departments shall keep the fees which it receives for Money Orders issued within its jurisdiction, and no commission or charge will be made by either Administration for any services performed in connection with the exchange of Money Orders.

Article 6.

Payment, Endorsement.

Sec. 1. Payment of a Money Order in pursuance of this Convention can be exacted only at the paying post office named in the order, and cannot be exacted until after the receipt by that office of the advice required by Article 8 hereof, but the Postal Administration of the country of payment may, at its discretion, cause a Money Order to be paid at an office other than that named in the Advice.

Sec. 2. Each of the two Departments reserves the right to authorise the transfer within its territory by means of endorsement of the ownership of orders originating in the territory of the other.

Article 7.

List of Offices.

Sec. 1. Each Post Office Department reserves the right to designate the post offices of its country which may be authorised to issue and pay Money Orders under the provisions of this Convention, and shall furnish to the other, from time to time, a list of the post offices so authorised, and shall also promptly report any changes to be made in said list.

Sec. 2. The lists for the United States shall include the name of the State, Territory or Possession in which the Money Order office is situated.

Article 8.

Advices.

Sec. 1. A post office in either country which issues a Money Order payable in the other is required to transmit to the post office charged with its payment, by the first mail after the issue thereof, an advice corresponding to the Money Order in number, date and amount.

These advices must be enclosed in envelopes specially provided for the purpose, and are to be carried free of charge. The address shall include the State, Territory or Possession, if payable in the United States; if payable in Barbados, the advices shall be drawn on and enclosed in envelopes addressed to the Chief Office, Bridgetown, Barbados.

Sec. 2. Each advice shall legibly express the following :

(1) In printed characters, the name of the issuing office, and the name of the State, Territory, or Possession in which it is situated, and number of the corresponding order.

(2) In written characters :

(a) The name of the paying office and the name of the State, Territory, or Possession in which it is situated.

postes de la Barbade le tarif ou le tableau des taxes qu'elle aura établies pour l'émission des mandats à destination de la Barbade, en vertu des dispositions du présent article et de tout amendement qui y serait éventuellement apporté.

Alinéa 3. Tout bénéficiaire d'un mandat émis conformément à la présente Convention ne devra, sous aucun prétexte, être assujéti au versement d'un droit ou taxe quelconque, lors de l'encaissement du dit mandat.

Alinéa 4. Chacune des administrations des postes contractantes conservera par devers elle le montant des taxes perçues sur les mandats émis dans son ressort, et aucune commission ou redevance ne sera exigée par l'une ou l'autre des administrations en rémunération des services rendus par elle à l'occasion de l'échange des mandats-poste.

Article 6.

Paiement, endossement.

Alinéa 1. Le paiement d'un mandat-poste, émis conformément aux dispositions de la présente Convention, n'est exigible qu'au bureau de poste payeur mentionné dans le mandat et seulement après réception au dit bureau de l'avis prévu à l'article 8 de la présente Convention ; toutefois, l'administration des postes du pays où doit s'effectuer le paiement peut, si elle le juge à propos, permettre l'encaissement d'un mandat à un bureau autre que le bureau mentionné dans l'avis.

Alinéa 2. Chaque administration se réserve, dans son propre ressort, le droit d'autoriser le transfert, par voie d'endossement, de la propriété de mandats émis sur le territoire de l'autre.

Article 7.

Liste de bureaux.

Alinéa 1. Chaque administration des postes se réserve le droit de désigner, pour son pays, les bureaux de poste qui seront admis à émettre et à payer des mandats-poste, aux termes de la présente Convention, et communiquera, à divers moments, à l'autre administration, la liste des bureaux de poste bénéficiant de la dite autorisation, de même qu'elle lui signalera, dans un très bref délai, tout changement à apporter à la dite liste.

Alinéa 2. Les listes des Etats-Unis porteront les noms de l'Etat, du territoire ou de la possession où se trouve situé le bureau de poste autorisé.

Article 8.

Avis.

Alinéa 1. Tout bureau de poste de l'un des deux pays, qui émet un mandat-poste payable dans l'autre, doit, par le premier courrier qui suit l'émission, faire parvenir au bureau de poste chargé du paiement, un avis dont le numéro, la date et le montant correspondent à ceux du mandat.

Ces avis seront mis sous enveloppes réservées à cet usage et transmis sans frais. L'adresse portera le nom de l'Etat, du territoire ou de la possession, si le mandat est payable aux Etats-Unis ; dans le cas de mandats payables à la Barbade, les avis seront adressés, sous enveloppe, au bureau principal de Bridgetown, à la Barbade et tirés sur ce dernier.

Alinéa 2. L'avis sera rédigé d'une manière lisible et portera les indications suivantes :

1. En caractères imprimés, le nom du bureau d'émission, ainsi que le nom de l'Etat, du territoire ou de la possession où il est situé et le numéro du mandat correspondant.

2. écrits à la main :

a) Le nom du bureau payeur et le nom de l'Etat, du territoire ou de la possession où il est situé.

(b) The amount in United States currency deposited by the remitter, or to be paid to the owner of the order, and the signature of the issuing postmaster.

(c) The surnames and the given names or initials of the given names of the remitter and payee, as well as the address of the payee.

The business designation of a mercantile concern or firm or the ordinary name accorded to a corporation, society or organisation, may however, be used.

Sec. 3. The advices required by this article shall, if issued in the United States, conform as nearly as is practicable to model "A (1)," and if issued in Barbados, to model "B (1)", both of which are hereto annexed.

Article 9.

Duplicate Advices.

Sec. 1. At the request of the paying office a lost or mis-sent advice will be replaced, without delay, by the issuing postmaster with a duplicate thereof.

Sec. 2. Application for duplicate advices shall be made upon blanks conforming to model "C", hereto annexed.

Sec. 3. In no case may an issuing postmaster change the place of payment of an order by means of a second or duplicate advice.

Article 10.

Payment. — Limitation upon Correspondence.

Sec. 1. The orders drawn in pursuance of this Convention shall be subject, as regards payment, to the regulations that govern the payment of domestic Money Orders in the country of payment. Each Administration shall be responsible for payments made within its territory.

Sec. 2. Only in sending advices to the offices of payment, in applying for duplicate advices, and in making enquiries regarding the payment or repayment of original orders, shall postmasters in either country be permitted to correspond directly with postmasters in the other country. All other correspondence concerning Money Order business shall be conducted through the respective Post Office Departments of the United States and Barbados.

Article 11.

Invalid Orders and Advices.

Sec. 1. The Money Orders issued in pursuance of this Convention shall be valid until the expiration of twelve months from the last day of the month in which issued.

Sec. 2. After the expiration of that period, the advices of unpaid orders shall be returned to the Administration of the country of origin for its disposal, together with a detailed statement.

Sec. 3. Payment of the amount of an invalid order may be made by means of a duplicate, to be issued by the Administration of the country of origin and sent direct to the Department of the country of payment.

Article 12.

Duplicates.

Orders lost or destroyed will be replaced with duplicates to be issued by the Administration of the country of origin and sent to the Department of the country of payment.

b) Le montant en monnaie des Etats-Unis versé par l'expéditeur ou à payer au propriétaire du mandat, ainsi que la signature du receveur du bureau d'émission.

c) Les noms et prénoms ou initiales des prénoms de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que l'adresse de ce dernier.

Toutefois, l'adresse pourra ne comporter que la raison sociale d'une maison de commerce ou la désignation ordinaire d'une association, société ou organisation.

Alinéa 3. Les avis, prévus au présent article et émis aux Etats-Unis devront, autant que possible, être conformes au modèle « A » (1) ; à la Barbade, les dits avis correspondront au modèle « B » (1). Ces deux modèles sont annexés ci-joint.

Article 9.

Avis en double.

Alinéa 1. Sur la demande du bureau payeur, il sera procédé sans retard, par le bureau d'émission, à l'envoi d'un double en remplacement de tout mandat perdu ou égaré.

Alinéa 2. Toute demande de double d'avis sera établie sur formulaire en blanc du modèle « C », annexé ci-joint.

Alinéa 3. En aucun cas, un bureau d'émission ne pourra, par un second avis ou un duplicata, modifier le lieu de paiement d'un mandat.

Article 10.

Paiement. — Restrictions relatives à la correspondance.

Alinéa 1. Les mandats établis conformément aux dispositions de la présente Convention seront soumis, en ce qui concerne leur paiement, aux règlements qui régissent le paiement des mandats poste intérieurs dans le pays de paiement. Chaque administration sera responsable des paiements effectués dans son ressort.

Alinéa 2. Les bureaux de poste de l'un des deux pays ne seront autorisés à correspondre directement avec ceux de l'autre, qu'aux fins d'envoi d'avis aux bureaux payeurs, de demande de double d'avis ou de renseignements concernant le paiement ou le remboursement des mandats primitifs. Toute autre correspondance relative au service des mandats-poste s'effectuera par l'intermédiaire respectif des administrations des postes des Etats-Unis et de la Barbade.

Article 11.

Mandats et avis périmés.

Alinéa 1. Tout mandat émis conformément aux dispositions de la présente Convention sera valable jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à partir du dernier jour du mois de l'émission.

Alinéa 2. Après l'expiration de ce délai, les avis de mandats impayés seront renvoyés, accompagnés d'une note détaillée, à l'administration du pays d'origine, pour qu'il soit statué à leur égard.

Alinéa 3. Le paiement du montant d'un mandat périmé pourra être effectué, sur présentation d'un duplicata émis par l'administration du pays d'origine et envoyé directement à l'administration du pays de paiement.

Article 12.

Duplicata.

Tout mandat perdu ou détruit sera remplacé par un duplicata émis par l'administration du pays d'origine et adressé à l'administration du pays de paiement.

*Article 13.**Repayments.*

A Money Order, or a duplicate thereof, may be repaid to the remitter, payee or endorsee upon presentation at the issuing office, provided the corresponding advice is in the possession of the issuing postmaster. For this purpose, in case the advice has been sent to the office of payment, it shall be returned by the paying to the issuing postmaster upon the request of the latter. In case of loss of the advice, a certificate from the paying postmaster to that effect shall be furnished in lieu of the advice.

Article 14.

Sec. 1. Within six weeks after the close of each fiscal quarter two copies of an account similar to Model "D", hereto annexed, shall be prepared and transmitted to the Auditor for the Post Office Department of the United States by the Colonial Postmaster for Barbados, exhibiting the balance due on the exchange of Money Orders during the quarter, one copy of which, after proper verification and acknowledgment, shall be returned to the Colonial Postmaster for Barbados. The latter will then send an acknowledgment of receipt to the Post Office Department of the United States.

(a) If this verified account shows a balance in favour of the Post Office Department of Barbados, that of the United States will transmit therewith a banker's bill of exchange payable on demand in New York, in dollars, or deposit the amount due in dollars with any bank or agent designated by the Colonial Postmaster for Barbados. The latter will then send an acknowledgment of receipt to the Post Office Department of the United States.

(b) If, on the other hand, said account, after verification and acknowledgment as aforesaid, shows a balance in favour of the Post Office Department of the United States, then the Post Office Department of Barbados will, upon receipt of the certified copy of same, transmit to that of the United States a bill of exchange for the amount thereof, payable in New York, in dollars. The United States Post Office Department will then send in return an acknowledgment of receipt.

Sec. 2. If, pending the settlement of an account, one of two Postal Administrations shall ascertain that it owes the other a balance exceeding one thousand dollars, the indebted Administration shall promptly remit the approximate amount of such balance to the credit of the other.

Sec. 3. The expense attending the remittance of bills of exchange shall invariably be borne by the Post Office Department by which payment is to be made.

Sec. 4. Payments may also be made in money or by drafts or bills of exchange on other points than New York, by mutual agreement between the two Departments.

*Article 15.**Use of Vouchers.*

Each Administration agrees to place temporarily at the disposal of the other any paid order, the return of which shall have been requested.

*Article 16.**Modification of Details.*

The two Postal Administrations may, by mutual agreement, make modifications, if found expedient, in matters of detail connected with the execution of the provisions of this Convention,

*Article 13.**Remboursements.*

Tout mandat-poste ou duplicata du dit pourra, sur présentation au bureau d'émission, être remboursé à l'expéditeur, au destinataire ou à l'endosseur, à condition que l'avis correspondant se trouve au bureau d'émission. A cette fin, si l'avis a été transmis au bureau payeur, il sera renvoyé par ce dernier, au bureau d'émission, sur demande de celui-ci. En cas de perte de l'avis, un certificat en tenant lieu sera délivré, aux mêmes fins, par le bureau payeur.

Article 14.

Alinéa 1. Dans les six semaines qui suivront la clôture de chaque trimestre financier, il sera dressé et transmis au vérificateur des comptes de l'administration des postes des Etats-Unis, par le directeur des postes de la colonie de la Barbade, deux exemplaires du décompte établi d'après le formulaire « D » ci-joint. Ces exemplaires indiqueront la balance de l'échange des mandats au cours du trimestre écoulé. Après vérification et accusé de réception, en bonne et due forme, un de ces exemplaires sera retourné au directeur des postes de la colonie de la Barbade. Celui-ci en accusera alors réception à l'administration des postes des Etats-Unis.

- a) Si ce décompte, vérifié, accuse un solde en faveur de l'administration des postes de la Barbade, l'administration des postes des Etats-Unis joindra à cette pièce, en la retournant, une lettre de change tirée par une banque, payable en dollars et à vue, sur New-York, ou se couvrira du montant par un dépôt en dollars, effectué dans une banque ou chez un agent désigné par le directeur des postes de la Barbade. Celui-ci enverra alors un accusé de réception à l'administration des postes des Etats-Unis.
- b) Si, par contre, le dit décompte, après vérification et accusé de réception, effectués dans les conditions énoncées ci-dessus, accuse un solde en faveur de l'administration des postes des Etats-Unis, l'administration des postes de la Barbade, dès réception de l'exemplaire certifié, transmettra à l'administration des postes des Etats-Unis, pour la couvrir du montant dont elle lui est redevable, une lettre de change payable en dollars, à New-York. L'Administration des Postes des Etats-Unis enverra alors, en retour, un accusé de réception.

Alinéa 2. Si, en attendant le règlement des comptes, une des deux administrations postales constate qu'elle est débitrice vis-à-vis de l'autre d'une somme supérieure à mille dollars, elle versera, dans un très bref délai, au compte de l'autre, le montant correspondant approximativement à la créance de celle-ci.

Alinéa 3. Les frais d'envoi et d'établissement des lettres de change seront toujours à la charge de l'administration débitrice.

Alinéa 4. Les paiements pourront également, après entente réciproque entre les deux administrations, être effectués, soit en numéraire, soit par traite ou lettre de change, ailleurs que sur la place de New-York.

*Article 15.**Pièces justificatives.*

Chaque administration convient de mettre provisoirement à la disposition de l'autre, tout mandat payé, dont le retour aura fait l'objet d'une demande de la part de celle-ci.

*Article 16.**Modifications de détail.*

Les deux administrations des postes auront la faculté, après entente réciproque, d'apporter les modifications qu'elles jugeraient opportunes aux détails relatifs à l'application des dispo-

in order to provide for greater security against fraud or for the better working of the international system.

Article 17.

Suspension of Convention.

Each of the two Administrations is empowered, under extraordinary circumstances, which may be of a nature to warrant the measure, to suspend temporarily the Money Order service between the two countries, provided, however, that notice of such suspension be given to the other Administration immediately and, if deemed necessary, by means of the telegraph.

Article 18.

In Effect.

This Convention shall take effect on June 1, 1922, and shall be in force until one year after one of the Contracting Administrations shall have notified the other of its intention to terminate it. During such year the Convention shall continue to be executed fully and entirely without prejudice to the adjustment and payment of the accounts after the expiration of the term in question.

Done in duplicate and signed at Washington on April 22, 1922, and at Bridgetown on October 15, 1921.

(Signed) HUBERT WORK,
Postmaster-General of the United States.

(Signed) CHARLES O'BRIEN,
Governor of Barbados.

sitions de la présente Convention, afin de mieux se garantir contre la fraude et d'assurer un meilleur fonctionnement du service international.

Article 17.

Suspension de la Convention.

Chacune des deux administrations des postes aura le droit, dans des circonstances extraordinaires de nature à justifier une telle mesure, de suspendre temporairement le service des mandats-poste entre les deux pays, à condition, toutefois, que cette mesure soit immédiatement notifiée à l'autre administration, et par voie télégraphique, si cela est nécessaire.

Article 18.

Entrée en vigueur.

La présente Convention prendra effet le 1^{er} juin 1922 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an, après que l'une des administrations contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin. Au cours de la dite année, la Convention continuera d'être appliquée pleinement et intégralement, sans préjudice du règlement et du paiement des décomptes après l'expiration du dit délai.

Fait en double expédition et signé à Washington le vingt-deux avril mil neuf cent vingt-deux, et à Bridgetown, le quinze octobre mil neuf cent vingt et un.

(Signé) HUBERT WORK,

Directeur général des postes des Etats-Unis.

(Signé) CHARLES O'BRIEN,

Gouverneur de la Barbade.

A.

BAYONNE, N. J.

United States Postal Money Order.

No.

This Order must correspond in particulars to its advice of same number and date.

..... 19.....

\$..... Dollars Cents.
(Amount for which issued.)

In above spaces write the amount in figures on next line, in body of Order repeat the amount, there using a word or words to express number of dollars.

Postal
Money
Order.

Pay to the Order of

To be stamped hereBy paying Office.

..... Dollars Cents.
For dollars write words. For cents use figures.

To the Postmaster at

.....
.....

Postmaster.

Dated Stamp

Of Issuing Office.

The Maximum Amount for which any Postal Order can lawfully be issued is One Hundred Dollars.

Sign Name opposite when payment is made.

Received payment.

BAYONNE (ETAT DU NEW-JERSEY).

Mandat-poste émis par l'administration
des Etats-Unis.

A timbrer par

Payé à l'ordre de

Le bureau payeur

..... Dollars Cents
Ecrire le montant en dollars Ecrire le montant en cents
en toutes lettres. en chiffres.

Au Receveur des Postes de

.....
.....

Le Receveur des Postes :

.....

Le montant légal maximum
d'un mandat-poste est de cent
dollars.

Signer en regard au moment
de l'encaissement.

Reçu.

N°

Les mentions figurant sur le man-
dat doivent correspondre à celles de
l'avis portant le même numéro et la
même date.

\$ Dollars Cents
(Montant du mandat émis)

Prière d'inscrire ci-dessus le mon-
tant en chiffres ; sur la ligne suivante,
dans le corps même du mandat, indi-
quer de nouveau le montant, et
écrire en toutes lettres le nombre de
dollars.

Mandat-
poste.

Timbre à date

apposé par le bureau
d'émission.

INFORMATION FOR THE HÔLDER.

- (1) Do not hold this order as a receipt : send it to the person to whom the money is to be paid.
- (2) Do not mutilate this order or change any portion of it.
- (3) If the holder desires to transfer this order to another person he will sign the following form of endorsement.

Pay to
the amount of this order.

..... Payee

More than one endorsement is prohibited by law.

(This space for Stamps of Banks : these are not regarded as endorsements.)

If not presented for payment before the expiration of one year from the last day of the month in which issued, an order becomes invalid by law, and to obtain the amount the owner should present it to the Postmaster at a Money Order Office, who will forward it with an application for a warrant, which will be issued by the department in lieu thereof free of charge.

RENSEIGNEMENTS A L'USAGE DE L'EXPÉDITEUR.

1. Le présent mandat ne doit pas être considéré comme un reçu : prière de l'envoyer au destinataire.
2. Ce mandat ne doit être ni détérioré, ni modifié.
3. Si l'expéditeur désire transférer le présent mandat à un tiers, il devra signer la formule d'endossement ci-dessous.

Payé à
le montant du présent mandat.
.....bénéficiaire.

La loi ne permet qu'un seul endossement.

(Espace réservé aux timbres des banques; ces timbres ne seront pas considérés comme des endossements.)

Tout mandat non présenté à l'encaissement avant l'expiration d'un délai d'un an à partir du dernier jour du mois de l'émission est légalement périmé. Pour en obtenir le montant, le bénéficiaire devra le présenter à un bureau d'émission de mandats, qui le transmettra accompagné d'une demande de certificat; celui-ci sera émis gratuitement, en remplacement du mandat périmé, par l'administration des postes.

A. I.

BAYONNE, N. J.

U. S. Postal Money Order.

ADVICE.

No.

Receipt

for

U. S. Postal Money Order.

..... Dollars.....Cents
(Amount for which issued.)

A Money Order of number and date has been drawn by me upon your Office in favour of

To be given by the issuing Postmaster to the purchaser, who will retain same and present it at the Office where issued if necessary to make enquiry regarding the Order.

Detach here : This receipt is for the Remitter.

For	Dollars Cents

To the Postmaster at

Postmaster.

Name of Remitter..... } Spaces opposite

Spaces opposite
to be filled
in with pen
and ink.

Address of Payee: No. Street

Dated Stamp

of Issuing Office.

A. I.

BAYONNE (ETAT DE NEW-JERSEY).

Mandat-poste émis par l'administration
des Etats-Unis.

AVIS.

Un mandat-poste numéroté et daté a été tiré par moi, sur votre bureau,
en faveur de

..... 19.....

N°

A détacher : Le présent récépissé est destiné à l'expéditeur.

Pour.....	 Dollars	 Cents
.....		
Au receveur des Postes de		
.....		
.....		
.....		
Le Receveur des Postes :		
.....		

Nom de l'expéditeur.....	{ Espace à remplir à l'encre.
Adresse du destinataire ; N° Rue	

N°	Reçu
	Pour
	Mandat-poste émis par l'administration des Etats-Unis.
..... Dollars.....Cents (Montant du mandat émis.)	
A remettre par le bureau d'émission à l'expéditeur qui le conservera et le présentera, le cas échéant, aux fins d'enquête, au bureau d'émission.	

Timbre à date
du bureau d'émission.

Remitter should write here name and address of Person to whom the Order was sent :

Sent to

Address

For

This Advice must be dispatched by the first mail after the issue of the Order. The Postmaster at the Office drawn upon, unless it is withdrawn by the issuing Postmaster on account of repayment, will keep the Advice carefully for one year from the last day of the month of issue, when, if the Order remains unpaid, it must be sent by him to the Department as an "INVALID ADVICE"; if, on the other hand, the Order has been paid at the Office drawn upon, the Advice must be retained thereat for four years, after which it may be disposed of as waste paper.

Stamp here the

date of receipt.

The spaces opposite are { Form No. 6006 19
to be filled in when the { Form No. 6075 19
blanks named are used. { Form No. 6089 19

Memoranda of Paying Clerk, as to proof of identity, etc., for reference in case of alleged improper payment.

Date of Payment.

L'expéditeur devra indiquer ci-dessous le nom et l'adresse du destinataire :

Envoyé à

Adresse

Pour

Le présent avis doit être expédié par le premier courrier qui suit l'émission du mandat. Le bureau payeur, à moins de retrait par le bureau d'émission aux fins de remboursement, conservera soigneusement le présent avis pendant un an, à partir du dernier jour du mois de l'émission. Si, à la fin de ce délai, le mandat reste impayé l'avis devra être adressé par le Bureau payeur à l'Administration comme « AVIS PÉRIME ». Si, d'autre part, le mandat a été payé par le bureau payeur, l'avis sera conservé à ce bureau pendant une période de 4 ans, à l'expiration de laquelle il pourra être détruit.

Timbre indiquant

la date de réception

A remplir en regard
de la formule utilisée. { Formule N° 6006. 19
Formule N° 6075. 19
Formule N° 6089. 19

Observations de l'employé payeur, sur les papiers d'identité, etc., à consulter
en cas d'un paiement prétendu irrégulier.

Date du paiement.

B (1). BRIDGETOWN (BARBADOS). Stamp of Issuing Office INTERNATIONAL MONEY ORDER on the United States of America and Canada. No.	B (1). BRIDGETOWN (BARBADOS). Stamp of Issuing Office INTERNATIONAL MONEY ORDER on the United States of America and Canada. No.	Pay the Person named in my letter of Advice the Sum of dollars and cents. To the Post Office at County State Postmaster
Received the above,		
The person to whom this Order is made payable must sign here his or her Christian and Surname at full length, except in the case of Firms, whose usual signature will suffice.		
Sig.		

Stamp
of Paying
Office

Neither the Issuing nor the Paying Postal Administration is liable to any claim for an Order which has once been paid, no matter by whom it may have been presented.

B (1). BRIDGETOWN (BARBADOS). Stamp of Issuing Office INTERNATIONAL MONEY ORDER on the United States of America and Canada. No.	B (1). BRIDGETOWN (BARBADOS). Stamp of Issuing Office INTERNATIONAL MONEY ORDER on the United States of America and Canada. No.	ADVISE of Money Order drawn by the above Post Office for dollars and cents, upon the Post Office at County State..... Postmaster.
THE PAYEE; viz., the person to whom the Order is payable. Christian Name: Surname : Address :		
THE REMITTER; viz., the person who paid in the Money and obtained the Order : Christian Name : Surname : Address :		

Stamp
of Paying
Office

This Advice must be stamped and signed by the Postmaster who draws the Order, stamped by the Postmaster upon whom it is drawn. A separate Advice must invariably be sent for each Order.

B I.
BRIDGETOWN (LA BARBADE).

N°

MANDAT-POSTE
INTERNATIONAL

à destination des
Etats-Unis d'Amérique
et du Canada.

Timbre
du bureau
d'émission

£ s d.
.....

Avis de mandat tiré par le bureau de poste mentionné
ci-dessus pour dollars et cents sur le Bureau
de Poste de

Comté
Etat
..... Le Receveur des Postes.

Destinataire, c'est-à-dire la personne à qui le mandat est
payable :

Prénom : Nom :

Adresse :

Expéditeur, c'est-à-dire la personne qui a versé le montant
du mandat et a reçu le titre :

Prénom : Nom :

Adresse :

Le présent avis doit être timbré et
signé par le Receveur du bureau de
poste qui émet le mandat, et timbré
par le Receveur du bureau de poste
sur lequel il est tiré. Un avis séparé
doit toujours être transmis pour cha-
que mandat.

Timbre
du Bureau
payeur

B I.
BRIDGETOWN (LA BARBADE).

N°

MANDAT-POSTE
INTERNATIONAL

à destination des
Etats-Unis d'Amérique
et du Canada.

Timbre
du bureau
d'émission

£ s d.
.....

Voir
instructions
au verso.

Payé à la personne nommée dans ma lettre d'avis la
somme de dollars et cents.

Au bureau de poste de
Comté
Etat
..... Receveur des Postes.

Reçu la somme mentionnée ci-dessus,

Le destinataire du présent
mandat doit signer en mention-
nant ses nom et prénoms com-
plets, sauf lorsqu'il s'agit d'une
maison de commerce dont la
signature habituelle suffit.

Signature

Ni l'administration des postes du
pays d'émission, ni l'administration
des postes du pays de paiement, ne
sera tenue au remboursement qui lui
serait réclamé pour un mandat déjà
payé, quelle que soit la personne qui
l'a présenté.

Timbre
du bureau
payeur

ON POSTAL SERVICE

MONEY ORDER ADVICE ON THE UNITED STATES

The Postmaster of
County
State

Free.

INSTRUCTIONS

This Money Order is subject as regards payment to the existing Laws and Regulations which govern the payment of Money Orders in the Country on which it is drawn.

If it shall not have been paid within twelve calendar months from the month of issue all claim to the Money will be lost.

INSTRUCTIONS

Le présent mandat-poste est soumis, en ce qui concerne son paiement, aux lois et règlements existants qui régissent le paiement des mandats-poste dans le pays d'émission.

Au cas où il resterait impayé pendant une période de douze mois, à partir du mois de l'émission, le destinataire n'aura plus droit au remboursement.

SERVICE DES POSTES

AVIS DE MANDAT-POSTE A DESTINATION
DES ÉTATS-UNIS :

Le Receveur des Postes de.....

Comté

Etat.....

Gratuit.

C.

ENQUIRY REGARDING A DEFECTIVE OR MISSING DOMESTIC MONEY ORDER
OR ADVICE.

(For space for reply see other side of this sheet.)

When an Advice is missing the Postmaster drawn on will pass his pen through the space headed "Particulars of Advice", and the issuing Postmaster will fill in and return without delay the Second Advice on the other side of this sheet.

If there is a Discrepancy between the Advice and Order or statement of Payee as to name, amount, etc., the Postmaster receiving this enquiry will carefully examine the application, and if it agrees with the first Advice, he will, if practicable, ascertain from the remitter what correction, if any, is required in the application, and will fill in the second Advice on the opposite side of this sheet accordingly. If the Order or statement of the Payee agrees with the application in its original form the particulars of the second Advice should be filled in from that application.

Particulars of Advice.	(Spaces to be filled in by Postmaster drawn on.)	Particulars of Order.
No. Amount, \$..... Date 19...		No. Date 19..... (Written in body of Order
Issued at.....		Amount (indicated by figures on right-hand margin of Order) \$
Payable at		Issued at
Remitter		Payable at
Payee		Payee
Post Office at.....		
Date 19.....		

To Postmaster at the Office where above order was issued :

Payment of the above-described Money Order is delayed for the reason that ¹

(See instructions below.)

Please fill in and return Second Advice form upon the other side of this sheet.

.....
Postmaster drawn on.

¹ Here state whether by reason of "defective Advice or Order," "Original Advice not received," "discrepancy between Advice and Order," or "between Advice and statement of Payee," or "between amount in letters of body of Order and amount in figures at right-hand margin," etc., giving in either case such full particulars as should enable the Postmaster who receives it to fully understand the cause of delay in payment.

C.

ENQUÊTE RELATIVE A UN MANDAT-POSTE INTÉRIEUR OU A UN AVIS IRRÉGULIER
OU ÉGARÉ.

(Pour l'espace réservé à la réponse, voir au verso.)

Si un avis est égaré, le receveur du bureau payeur barrera l'espace réservé aux « indications de l'avis » et le receveur du bureau d'émission remplira et renverra sans délai le second avis prévu au verso de la présente feuille.

En cas de divergence entre l'avis et le mandat ou la déclaration de l'expéditeur relativement au nom, montant, etc., le receveur des postes, au reçu de cette demande de renseignement, l'examinera soigneusement et, si elle correspond au premier avis il s'assurera, si possible, auprès de l'expéditeur, des modifications à apporter, le cas échéant, à cette demande, et remplira, en conséquence, le second avis qui se trouve au verso du présent formulaire. Si le mandat ou la déclaration de l'expéditeur correspond à la demande dans sa forme primitive, les renseignements du second avis seront insérés d'après cette demande.

Indications de l'avis.	(à remplir par le directeur du Bureau payeur.)	Indications du mandat.
N° Montant \$ Date 19...	N° Date 19	(mentionnés sur le mandat).....
Emis à	Montant (indiqué en chiffres dans la marge de droite du mandat). \$	
Payable à	Emis à	
Expéditeur	Payable à	
Destinataire	Destinataire	
Bureau de poste de		
Date 19.....		

Au receveur du bureau d'émission du mandat ci-dessus :

Le paiement du mandat-poste mentionné ci-dessus est retardé pour motifs de ¹ :

(Voir instructions ci-dessous.)

Prière de remplir et de retourner la formule de second avis, au verso.

Receveur du Bureau de poste payeur.

¹ Mentionner le motif : « avis ou mandat irrégulier », « premier avis non reçu » « divergence entre l'avis et le mandat » ou « entre l'avis et la déclaration du destinataire » ou « entre le montant inscrit en toutes lettres dans le mandat et le montant en chiffres qui figure dans la marge de droite », etc., en donnant dans chaque cas des renseignements assez complets pour permettre au receveur des postes qui reçoit l'avis de se rendre pleinement compte des motifs du retard dans le paiement.

SECOND ADVICE.

If used to take the place of an Advice spoiled in process of issue, change the above word "Second" to "First", draw the pen diagonally across the "Inquiry" on the other side of this sheet, cancel the original Advice by drawing the pen across the face (thus X) and attach such original to the Second Advice.

(1) In case of discrepancy between the amount written in letters in the body of the Order and the amount indicated by figures at the right-hand margin, payment may be made after receipt of a Second Advice naming *either* of these amounts.

(2) When the original and Second Advices agree in naming a larger amount than is indicated in the Order, only the smaller amount should be paid, but the paying Postmaster should report the case by letter, inclosing both Advices, to the First Assistant Postmaster-General, so that the latter may direct the issue of an additional Order for the residue.

(3) When an Order is paid on a Second Advice, write across the face of the Order the words "Paid in accordance with Second Advice," adding thereto a statement of the amount originally indicated in either place on the Order.

(4) The Postmaster to whom a Second Advice is sent will be careful to preserve it on file in his office, and attach it to the original Advice, if that has been received, or should subsequently reach him.

(To be filled in
by issuing Post-
master)

No.

Date..... 19...

(Write here date
of original issue).

¹ See footnote

Amount, \$

Issued at.....

Payable at.....

Remitter.....

Residing at

Payee.....

Residing at.....

Remarks

.....

.....

.....

Stamp date
of Payment
here

Stamp
of issuing
Office

.....
Issuing Postmaster.

¹ The date *written* in this Article must be the original *date of issue* of the Money Order, while date of *stamp* must be the date on which this Second Advice is prepared and despatched. This form must also be filled in when the original advice is imperfect or illegible, because of the carbonised sheet having been used when "upside" down. The Department absolutely forbids the use of pen and ink for filling in the particulars in an original Advice.

A Postmaster must not apply for a Second Advice of an Order not drawn on his Office.

SECOND AVIS.

Si le présent avis est utilisé à la place d'un avis détérioré, lors de l'émission, remplacer le mot ci-dessus « second » par « premier », barrer en diagonale la page consacrée à « l'enquête » au verso de la présente formule, annuler l'avis primitif en en barrant ainsi X le recto, et joindre le dit original au second avis.

1. En cas de divergence entre le montant inscrit en toutes lettres sur le mandat et le montant indiqué en chiffres dans la marge de droite, le paiement pourra être effectué après réception d'un second avis, mentionnant *l'un ou l'autre* de ces montants.

2. Lorsque le premier et le second avis font tous deux mention d'un montant supérieur à celui qui est indiqué dans le mandat, seul le montant inférieur sera payé, mais le receveur du bureau payeur devra rendre compte par lettre, accompagnée des deux avis, au premier adjoint du directeur général des postes, pour que ce dernier donne des instructions en vue de l'émission d'un mandat supplémentaire, pour le reliquat de la somme.

3. Lorsqu'un mandat est payé sur un second avis, inscrire en travers du verso du mandat la mention « payé suivant second avis » en ajoutant la déclaration du montant primitivement porté sur le mandat dans l'un ou l'autre des espaces réservés.

4. Le receveur à qui parviendra un second avis le classera soigneusement dans ses archives et l'annexera au premier avis, si ce dernier lui est parvenu ou lui parvient ultérieurement.

(A remplir par le
Receveur du Bu-
reau d'émission.)

N°

Date..... 19...
(Mentionner la
date de la pre-
mière émission).

Timbre de
la date du
paiement

¹ Voir note au bas de la page.

Montant \$.....

Emis le.....

Payable à

Expéditeur

Résident à

Destinataire

Résident à

Observations

Timbre
du bureau
d'émission

Le receveur du Bureau d'émission.

¹ La date *inscrite* à cet article doit être la date *primitive* de l'émission du mandat-poste, tandis que la date du timbre sera la date de l'établissement du second avis et de son expédition. Cette formule devra également être remplie lorsque le premier avis est irrégulier ou illisible, si le papier-carbone a été utilisé à l'envers. L'administration interdit absolument de se servir de plume et d'encre pour remplir le premier avis primitif.

Un receveur ne peut demander le second avis d'un mandat qui n'a pas été tiré sur son bureau.

D.

GENERAL POST OFFICE.

Barbados..... 19...

Sir,

I have the honour to enclose, in duplicate, the Account of the Exchange of Money Orders between Barbados and the United States, for the Quarter ended showing a balance remaining due the Postal Department of of the sum of

I have the honour to be,

Sir,

Your obedient Servant,

The Auditor for the
Post Office Department of the United States,
Washington, D. C.

Colonial Postmaster.

The above statement of Account is accepted with a balance of \$ due to the Postal Department of and one copy of the Account is herewith returned.

Washington, D. C. 19.....

Auditor of the Treasury for the
Post Office Department,

D. 1.

Account of the Exchange of Money Orders between Barbados and the United States during the Quarter ended

To Credit of United States			To Credit of Barbados		
Orders issued in Barbados paid in the United States			Orders issued in the United States paid in Barbados		
Number of List	Date of List	Total Amount of List	Number of List	Date of List	Total Amount of List

D. 2.

BALANCE.

Amount of Orders paid to credit of United States.

Amount of Orders paid to credit of Barbados

Difference to credit of

{ Paid on account by the
Postal Department of the United States

{ Paid on account of the
Postal Department of Barbados

{ Difference of payments on account
to credit of

Balance remaining due the Postal Department of

{ Paid on account by the Postal
Department of the United States.

{ Paid on account by the Postal
Department of Barbados

Total.

Total.

D.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

La Barbade 19...

Monsieur le vérificateur,

J'ai l'honneur de vous adresser, en double exemplaire, le décompte de l'échange des mandats-poste, entre la Barbade et les Etats-Unis, pour le trimestre ayant pris fin le 19...
Ce décompte accuse un solde en faveur de l'Administration des Postes s'élevant à

Veuillez agréer, etc.

Le Directeur des Postes
de la Colonie.

Au vérificateur des comptes
de l'administration des postes des Etats-Unis,
Washington D. C.

Accepté le relevé de comptes ci-dessus pour un solde de \$ en faveur
de l'administration des postes dont ci-joint un exemplaire en retour.

Le vérificateur des comptes de la trésorerie
de l'administration des postes.

Washington D. C. 19.....

D. 1.

Relevé de comptes de l'échange des mandats-poste entre la Barbade et les Etats-Unis au cours du tri-
mestre qui a pris fin le 19.....

Au crédit des Etats-Unis			Au crédit de la Barbade		
Mandats émis à la Barbade et payés aux Etats-Unis			Mandats émis aux Etats-Unis et payé à la Barbade		
Nº de la liste	Date de la liste	Montant total de la liste	Nº de la liste	Date de la liste	Montant total de la liste

D. 2.

BALANCE.

Montant des mandats versés au compte créditeur des Etats-Unis.
Montant des mandats-poste versés au compte créditeur de la Barbade.
Différence au profit de
{ Versé en acompte par
{ l'administration des postes des Etats-Unis
{ Versé en acompte par
{ l'administration des postes de la Barbade.
{ Solde créditeur des versements à valoir
{ en faveur de
Reliquat dû à l'administration des postes de

{ Versé en acompte par l'administration
des postes des Etats-Unis.

{ Versé en acompte par l'administration
des postes de la Barbade

Total.

Total.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the " LEAGUE OF NATIONS "
by
IMPRIMERIES REUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

